

**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018 -2025)**



**REPUBLIQUE DE COTE D’IVOIRE**

**Union - Discipline - Travail**

Programme National d’Investissement Agricole 2018-2025, edition 2018

Tous droits reserves, ©PNIA2 - Ministere de l’Agriculture et du Developpement Rural, Abidjan Cote d’Ivoire



PNIA2

**PROGRAMME NATIONAL D’INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018 - 2025)**

Edition 2018

**MOT DU MINISTRE DE L’AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL,  
CHEF DE FIL DES MINISTRES DU  
SECTEUR AGRICOLE**



*Mamadou SANGAFOWA COULIBALY*

*Ministre de l’Agriculture et du Developpement Rural*

N

otre vision du developpement agricole et rural se resume en la creation d’une richesse partagee a I’ensemble des acteurs du monde rural, a partir d’une agriculture moderne tournee vers le marche, fortement centree sur les petits producteurs et respectueuse de l’environnement.

La notion de « *agriculture tournee vers le marche* » requiert l’implication du secteur prive. Celles de « *creation de richesse partagee* » et « *agriculture centree sur le producteur*» imposent l’implication de l’Etat avec des politiques publiques ciblees et simples a mener.

Cette vision appelle aussi a une approche de developpement des territoires ruraux qui rompt avec celles du passe. Notre approche est en effet une approche systematique qui calibre la realisation des infrastructures et equipements economiques, et celles des services de base sur le developpement des chaines de valeurs agricoles, ainsi que les besoins nouveaux des populations qui naissent de la croissance agricole creee dans les territoires ruraux.

Cette approche de developpement des territoires ruraux demande que dans la pratique, l’on travaille a la fois sur les quatre vecteurs de changement identifies :

1. la structuration des filieres et leur articulation avec les marches dans les territoires ruraux ;
2. la vitalisation des dynamiques de production a travers des filieres ciblees et la promotion de la transformation locale des produits agricoles ;
3. l’implication des institutions locales et regionales ou non (OPA) ;
4. la prise en compte de nouveaux besoins des services agricoles et services de base.

De 2012 a 2015, avec la mise en reuvre du PNIA, les efforts sont restes concentres sur la mobilisation des ressources financieres pour l’application des vecteurs 1 et 3. Resultat : le secteur agricole est a nouveau reorganise pour produire de la croissance et du developpement au niveau rural.

Cette avancee reste fragile. Il faut la rendre durable en appliquant simultanement les politiques publiques liees a la fois aux quatre vecteurs de changement. Cette seconde etape de mise en reuvre du PNIA se fera donc, selon une nouvelle generation de projets agricoles integrant les 4 vecteurs de changement dans une zone donnee. La zone est definie pour prendre en compte plusieurs territoires ruraux considerant les aspects agro-ecologiques et le potentiel agricole.

Ainsi, la mise en reuvre du PNIA 2 est basee sur une approche integrate et globale dite *«d’Agro-Pole*» avec une integration horizontale de toutes les activites en amont et en aval de la chaine des valeurs agricole avec le developpement des activites connexes.

La promotion des initiatives jeunes et des innovations, l’emergence d’un tissu de microentreprises et de PME de formation agricole, sont envisagees au sein de l’Agro-Pole avec un accompagnement axe sur la facilitation de l’acces au credit et aux TIC en zone rurale.

Le defi important auquel cette phase du PNIA 2 s’attaque est l’enjeu des changements climatiques, a travers la mise en reuvre des actions aussi bien d’adaptation de nos pratiques agricoles que d’attenuation des effets des changements climatiques.

La volonte politique en faveur de la mise en reuvre du PNIA 2 est clairement affichee en vue d’aboutir a une transformation structurelle de notre economie agricole, avec une implication de tous les acteurs du monde agricole. Il revient a tous de faire de ce PNIA 2, un succes pour le meilleur de notre economie.

MOT DU MINISTRE

SOMMAIRE

**MOT DU MINISTRE** 5

[**SOMMAIRE** 7](#bookmark2)

[**LISTE DES FIGURES** 9](#bookmark4)

[**LISTE DES TABLEAUX** 10](#bookmark6)

**RESUME EXECUTIF** 18

1. **INTRODUCTION** 18
   1. [Contexte du secteur agricole 18](#bookmark26)
   2. [Fondements du PNIA 2 18](#bookmark28)
      1. Cadres internationaux et nationaux 18
      2. Champ couvert par le PNIA 2 19
   3. [Processus de formulation du PNIA 2 20](#bookmark30)
      1. Dispositif institutionnel 20
      2. Methodologie 21
2. **PERFORMANCE DU SECTEUR ET PERSPECTIVES DE CROISSANCE** 28
   1. [Bilan du PNIA I 28](#bookmark60)
      1. Performance du secteur 28
      2. Securite alimentaire et conditions de vie des populations 29
      3. [Gouvernance 30](#bookmark223)
   2. [Scenarii de croissance 32](#bookmark74)
      1. Situation de reference et scenarii de simulation 33
      2. Implications des scenarii et contribution a l’atteinte des objectifs du PNIA 33
      3. Identification des produits strategiques 36
      4. Investissements et financement 38
3. **ORIENTATIONS STRATEGIQUES A L’HORIZON 2025** 42
   1. [Vision 42](#bookmark120)
   2. [Objectifs strategiques 42](#bookmark122)
   3. [Approche strategique de mise en reuvre 43](#bookmark124)
      1. Vision pour les Poles de Developpement Agricole Integra ivoiriens 44
      2. Selection de chaTnes de valeur cles aux niveaux national et regional 45
      3. Caracterisation des Poles de Developpement Agricole Integra 46
4. **PROGRAMMES D’INVESTISSEMENT DU PNIA 2** 57
   1. [Presentation des programmes 57](#bookmark152)
   2. [Investissements associes 62](#bookmark154)
      1. Sequencement des investissements 62
      2. Repartition des investissements 63
5. **GOUVERNANCE** 66
   1. [Enjeux et objectifs 66](#bookmark168)
   2. [Cadre de planification et de programmation 66](#bookmark170)
      1. Niveau national 67
      2. Niveau Pole de Developpement Agricole Integra 70
      3. Niveau Regional 70
   3. [Cadre de suivi et evaluation 71](#bookmark172)
      1. Suivi et evaluation des projets 71
      2. Suivi et evaluation strategique 72
   4. [Recommandations pour la conception de projets 73](#bookmark174)
      1. Alignement des projets au niveau du cadre logique 73
      2. Integration de mecanismes favorisant la perennisation des projets 74
   5. [Strategie de communication 75](#bookmark176)
      1. Enjeux et objectifs de la strategie de communication du PNIA 2 75
      2. Cartographie de l’audience cible de la communication autour du PNIA 2 76
      3. Modalites de mise en rauvre de la strategie de communication 77
6. **CADRE LOGIQUE** 80
7. [**DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2** 84](#bookmark182)
   1. [**PROGRAMME 1 :** PRODUCTIVITE ET DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA PRODUCTIONAGRO-SYLVO-PASTORALE ET HALIEUTIQUE 85](#bookmark186)
   2. [**PROGRAMME 2 :** AMELIORATION DE LA VALEUR AJOUTEE ET DE LA PERFORMANCE DES MARCHES 97](#bookmark188)
   3. [**PROGRAMME 3 :** GESTION DURABLE DES RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES ET RESILIENCE CLIMATIQUE 109](#bookmark190)
   4. [**PROGRAMME 4 :** AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES ACTEURS, ET PROMOTION DU SECTEUR AGRO-SYLVO-PASTORAL ET HALIEUTIQUE 122](#bookmark192)
   5. [**PROGRAMME 5 :** AMELIORATION DE L’ACCES AU FINANCEMENT ET DES CANAUX D’INVESTISSEMENT PRIVES 132](#bookmark194)
   6. [**PROGRAMME 6 :** RENFORCEMENT DU CADRE INSTITUTIONNEL, DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR ET DE L’ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES 140](#bookmark196)
8. [**DETAIL DES COOTS** 150](#bookmark200)
9. [**CADRE DE RESULTATS** 158](#bookmark204)

[**ANNEXES** 166](#bookmark206)

Annexe I - Composition des pools du comite feedback (hors Partenaires Techniques et Financiers, et secteur prive) 166

Annexe II - Themes de discussion proposes en ateliers thematiques 166

Annexe III - Evaluation des filieres pour la definition des Poles de Developpement

Agricole Integre 170

Annexe IV - Pacte de partenariat pour la mise en rauvre du PNIA 2018-2025. 173

Annexe V - Partenaires 183

LISTE DES FIGURES

1. : Apergu de l’architecture du PNIA 2 21
2. : Chiffres cles du secteur agricole de Cote d’Ivoire, 2010-2014 28
3. : Perceptions de la mesure dans laquelle le PNIA I s’aligne avec les priorites regionales 31
4. : Cadre de modelisation IFPRI 32
5. : Variation (%) de taux de pauvrete a horizon 2025 33
6. : Nombre de personnes sorties de la pauvrete 33
7. : Variation (%) de l’indice numerique de la pauvrete alimentaire 2015-2025 34
8. : Nombre de personnes sorties de la faim 2015-2025 34
9. : PIB, variation moyenne annuelle (%), Source : Resultats des simulations IFPRI 35
10. : Productivity (variation globale, 2015-2025) 35
11. : Demande de travail annuelle (2015-2025) 35
12. : Ratios commerce / valeur ajoutee 36
13. : Ratio exportation sur importations 36
14. : Evolution des investissements agricoles sous le scenario Malabo 38
15. : Illustration de la mise en reuvre des programmes du PNIA 2 au niveau des Poles de

Developpement Agricole Integra 46

1. : Illustration du zonage propose pour les Poles de Developpement Agricole Integre
2. : Vision, objectifs strategiques et programmes du PNIA 2 58
3. : Evolution de la part de l’agriculture dans les depenses publiques, Source : Resultats

des simulations IFPRI 63

1. : Apergu du dispositif de gouvernance du PNIA 2 67
2. : Principales phases de communication et de mise en reuvre du PNIA 2 76
3. : Liens entre le cadre logique de suivi-evaluation du PNIA 2 et le cadre de resultats

du PDDAA 81

1. : Apergu du processus delaboration de cadres de resultat de Plans Nationaux

d’Investissement Agricoles 82

1. : Grille de lecture des interventions du PNIA 2 84
2. : Apergu (non exhaustif) de defis persistants de financement du secteur 132

LISTE DES TABLEAUX

1. : Liste des comites mis en place pour la formulation des documents du PNIA 2 21
2. : Liste non exhaustive des documents etudies pour la formulation du PNIA 2 22
3. : Apergu de l’approche participative retenue pour revaluation du PNIA I

et la formulation du PNIA 2 24

1. : Situation de la pauvrete et de l’extreme pauvrete au niveau national et en milieu

rural en annee de base 33

1. : Contribution a l’augmentation des revenus des petits exploitants agricoles,

par categorie de produit avec le scenario de Malabo 37

1. : Classement des produits agricoles sur la base des criteres d’emploi, de revenu

et de depenses, scenario de Malabo 37

1. : Resultats attendus des objectifs strategiques du PNIA 2 43
2. : Filieres prioritaires et estimation des besoins 47
3. : Synthese des programmes, coOts associes, et resultats attendus 59
4. : Investissements PND et PNIA 2 sur 2018-2020 62
5. : Apergu du dispositif de suivi-evaluation des projets du PNIA 2 au niveau des projets 72
6. : Apergu du dispositif de suivi-evaluation du PNIA 2 au niveau des programmes 73
7. : Apergu l’articulation entre les programmes, interventions et projets du PNIA 2 74
8. : Apergu des acteurs cibles pour les communications autour PNIA2 77
9. : Cadre de gouvernance de la communication 78
10. : Cadre logique de suivi-evaluation du PNIA 2 - specifique a la Cote d’Ivoire 80

**Tableau 17** : Estimation des coOts a couvrir par le secteur public sur 2018-2025, pour chacun

des programmes du PNIA 2 151

1. : Cadre de resultats du PNIA 2 (2018-2025) de Cote d’Ivoire 158
2. : Evaluation des cultures vivrieres 170
3. : Evaluation des cultures de rente 170
4. : Evaluation des filieres animales et halieutiques 171

RESUME EXECUTIF

**Le Programme National d’Investissement Agricole de deuxieme generation (PNIA 2) de Cote d’Ivoire est le cadre coherent de programmation des investissements publics et prives dans le secteur, pour les huit prochaines annees.** Il couvre les sous-secteurs de l’agriculture, de l’elevage, de la peche, de l’aquaculture, ainsi que la gestion de l’environnement. Il a pour objectif global de stimuler la croissance sectorielle pour reduire la pauvrete de moitie, et pour atteindre le niveau «faim zero » a horizon 2025.

**Le PNIA 2 a ete formule sous l’egide d’un Secretariat Technique** (ST) compose des Directions de la Planification des quatre Ministeres directement impliques dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique (le MINADER, le MIRAH, le MINEF et le MINSEDD[[1]](#footnote-2)). **Le caractere participatif de l’approche a joue un role central** tout au long du processus de formulation-depuis l’exercice de bilan du PNIA precedent (PNIA I) et sa validation nationale ; a la co-construction des interventions du PNIA 2 lors d’ateliers thematiques, regionaux, et de groupes de discussion ciblant les jeunes et les femmes ; au recueil des besoins et priorites par type d’acteurs, pour s’assurer que le PNIA 2 soit bien representatif de l’ensemble des parties-prenantes. L’enjeu etait egalement d’instaurer la dynamique d’echange multi-acteurs et multisectoriel qui prevaudra pendant la mise en reuvre du PNIA 2.

**L’elaboration de la strategie agricole de Cote d’Ivoire s’inscrit dans la continuite des cadres definis aux niveaux international, regional, et national** - principalement : (i) le Programme Detaille pour le Developpement de l’Agriculture Africaine (PDDAA) adopte a Maputo en 2003, (ii) sa declinaison au niveau de la CEDEAO a travers la Politique Regionale Agricole de l’Afrique de l’Ouest (ECOWAP), (iii) la declaration de Malabo de 2014 sur la transformation de l’agriculture, (iv) les Objectifs de Developpement Durable (ODD), (v) l’ECOWAP +10, qui introduit des instruments strategiques visant a accelerer les progres en Afrique de l’Ouest, et (vi) le Plan National de Developpement (PND) 2016-2020 de Cote d’Ivoire.

L’atteinte des objectifs internationaux et regionaux figure en effet en premier plan des priorites de developpement du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique national. L’agriculture est un secteur moteur important de l’economie en Cote d’Ivoire, representant une part importante de la croissance de son PIB. Pilier economique porteur de revenus, de valeur ajoutee, et generateur de devises par ses exportations (40% des exportations nationales en 2013), **le secteur se doit de jouer un role central dans le developpement economique du pays, l’eradication de la pauvrete, et le renforcement de la securite alimentaire des ivoiriens.** Plus particulierement, les politiques et programmes agricoles se doivent de cibler les besoins des populations vulnerables, et d’adresser les risques specifiques rencontres par les populations rurales - ce qui implique entre autres la prise en compte du caractere informel de leurs activites. Le PND de Cote d’Ivoire decrit quant a lui la vision 2020 d’« un pays emergent avec une base industrielle solide » - avec, entre autres, la creation d’un lien etroit entre l’agriculture, l’agro-industrie, et l’industrie en soutien de cette emergence.

Mis en reuvre sur la periode 2010-2015 (prolongee sur 2016), **le PNIA de premiere generation a permis la relance post-crise de l’agriculture de Cote d’Ivoire, et pose les fondements pour une transformation structurelle du secteur.** devaluation du PNIA I fait ainsi etat d’une augmentation des volumes de production sur la majorite des filieres animales et vegetales, avec un taux de croissance annuel moyen du secteur (en valeur) de 6% sur 2010-2014, engendrant egalement une augmentation des exportations agricoles de 27% entre 2010 et 2014, et une nette amelioration des taux d’autosuffisance alimentaire. Le PNIA I a egalement pose avec succes les fondements institutionnels du secteur, que ce soit en termes de reglementation, de definition de politiques sectorielles, ou d’appui a la structuration des fi lieres.

**devaluation du PNIA I fait egalement etat d’axes a renforcer** pour adresser : (i) les faibles niveaux de productivite, endemiques au secteur ; (ii) le defi de securite alimentaire et nutritionnelle, demeurant important a l’echelle nationale ; (iii) le faible niveau de revenu par travailleur agricole, se manifestant par des taux de pauvrete rurale superieurs a 50% ; (iv) l’impact negatif du secteur sur l’environnement (dont urgence de contrer la deforestation), et l’impact du changement climatique sur le secteur ; et (v) le besoin de renforcer la gouvernance de planification, programmation et suivi-evaluation aux niveaux national et local. Sur ce dernier point, l’ensemble des acteurs convergent sur un manque a gagner en termes de coordination intersectorielle (entre sous-secteurs et domaines connexes a l’agriculture), multi-acteurs (public-prive notamment), et territoriale (pour un meilleur alignement du PNIA aux contextes des regions) - ce, au niveau de la strategie comme de l’execution.

En reponse a ces opportunites et defis, **le PNIA de deuxieme generation propose la vision d’une agriculture ivoirienne durable, competitive, et creatrice de richesses equitablement partagees.** Cette vision pose le double enjeu d’un developpement coordonne du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique, et de l’impact positif de ce developpement sur l’environnement et sur la societe dans son ensemble. Plus precisement, **le PNIA 2 met l’accent sur l’atteinte de trois objectifs strategiques :**

1. Le developpement de la valeur ajoutee agro-sylvo-pastorale et halieutique.
2. Le renforcement des systemes de production agro-sylvo-pastorale et halieutique respectueux de l’environnement.
3. Une croissance inclusive, garante du developpement rural et du bien-etre des populations.

Pour ce faire, **cinq principes cles de mise en reuvre ont ete retenus :**

1. Le renforcement des structures de gouvernance relatives a la planification, la programmation, et le suivi- evaluation des politiques et investissements du secteur.
2. Une plus grande integration des besoins des entreprises, pour favoriser la participation privee et le developpement de l’entrepreneuriat dans le secteur.
3. Une meilleure *integration verticale*permettant une plus grande synergie entre les activites de recherche, de production, et de transformation.
4. Une meilleure *integration horizontale* permettant davantage de coordination entre les secteurs agricole et connexes-domaine environnemental et social en particulier.
5. Une meilleure *integration territoriale,* pour une plus grande prise en compte des specificites de chaque region de Cote d’ivoire.

**Le PNIA 2 sera tout particulierement l’occasion de promouvoir une meilleure integration territoriale, a travers la mise en reuvre du concept de Pole de Developpement Agricole Integre, sur l’ensemble du territoire.** La vision pour les Poles de Developpement Agricole Integre ivoiriens consiste en effet en « des investissements agro-sylvo-pastoraux et halieutiques respectueux de l’environnement, fondes sur le potentiel des territoires et les besoins des populations, et beneficiant a l’ensemble des acteurs ».

Le concept de Pole de Developpement Agricole Integra repose sur cinq axes cles :

* Une strategie de transformation agro-sylvo-pastorale et halieutique localisee, qui tienne compte des **realites des territoires.**
* La definition de zones focalisees sur des **filieres priorisees au niveau national et local** (en selectionnant a la fois des cultures vivrieres, des cultures de rente, et des filieres animales/halieutiques au niveau de chaque zone).
* Une concentration de facilites et de services pertinents pour ces filieres, dans chacune des zones definies.
* Une forte implication du **secteur prive** et des **communautes locales.**
* Une approche coherente avec celle definie pour les poles economiques competitifs a l’echelle nationale.

Neuf Poles de Developpement Agricole Integra ont ainsi ete pre-identifies au niveau national - en definissant les zones sur base de criteres agro-ecologiques, administratifs, et de reseaux d’infrastructures ; et en priorisant les filieres sur base de criteres d’impact social, d’impact economique, et de potentiel pour le futur.

**Les objectifs strategiques du PNIA 2 ont ete declines en six programmes d’investissement, representant des investissements de 4325,4 milliards FCFA sur la periode 2018-2025 :**

Le **Programme 1 « Productivity et developpement durable de la production agro-sylvo- pastorale et halieutique »**, ayant pour objectifs : (i) la couverture des besoins nationaux a partir de la production agricole nationale, (ii) la bonne pertinence et bonne performance de la recherche et du conseil agricole au vu des besoins du secteur et (iii) la mise en place d’un systeme efficace de production et de diffusion d’intrants ameliores pour toutes les filieres.

Le **Programme 2 « Amelioration de la valeur ajoutee et de la performance des marches »**, ayant pour objectifs : (i) un renforcement de la capacite de valorisation des produits agricoles, (ii) un renforcement des infrastructures de base d’acces aux marches et d’agro-industrie, (iii) la facilitation de la commercialisation des produits agricoles et (iv) la promotion strategique des produits agricoles ivoiriens sur les marches regionaux et internationaux.

Le **Programme 3 « Gestion durable des ressources environnementales et resilience climatique »**, ayant pour objectifs : (i) le renforcement des dispositifs legaux pour la protection de l’environnement et des institutions gouvernementales habilitees a la gestion des reglements, (ii) l’acceleration de la restauration de la couverture forestiere et la protection de la biodiversite faunique, (iii) la promotion de la valorisation durable de l’environnement aquatique et (iv) le renforcement de la resilience de la production agricole aux changement climatiques.

Le **Programme 4 « Amelioration des conditions de vie des acteurs, et promotion du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique »**, ayant pour objectifs: (i) la mise en place effective d’un systeme de suivi et de gestion de la securite alimentaire, (ii) un acces des menages ruraux aux aliments necessaires en quantite et en qualite, (iii) une protection sociale des populations les plus vulnerables, (iv) un renforcement des infrastructures socio-economiques en milieu rural, et (v) l’anoblissement et la reconnaissance de la valeur du secteur.

Le **Programme 5 « Expansion de l’acces au financement et des canaux d’investissements prives »**, ayant pour objectifs: (i) la mise en place d’une gouvernance propice a l’investissement public, prive, et a des sources alternatives de financement, (ii) un meilleur acces au financement des acteurs du secteur a travers des produits et services adaptes a leurs besoins et profils, et (iii) un engagement des filieres dans un processus continu de renforcement de leur autonomie financiere.

Le **Programme 6 « Renforcement du cadre institutionnel, de la gouvernance du secteur et de l’environnement des affaires »**, ayant pour objectifs: (i) l’acceleration de l’organisation et de la structuration des filieres en OPA/OPE et interprofessions, (ii) l’amelioration de la professionnalisation des agriculteurs, (iii) l’appui des acteurs prives dans le developpement du secteur - a travers un meilleur environnement des affaires, (iv) un meilleur acces a des donnees agricoles fiables, et (v) la facilitation de la valorisation du foncier rural grace a une gestion efficace du processus de certification.

Des mesures ciblant specifiquement les besoins des jeunes et des femmes sont egalement proposes a la fin de chaque programme.

L’ensemble de ces objectifs ne sauraient etre atteints sans une gouvernance efficace du secteur, reposant sur des institutions solides et des cadres adequats de coordination intersectorielle. Tenant compte des ambitions du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique a l’horizon 2025 et des legons tirees de la mise en reuvre du PNIA precedent, **l’operationnalisation du PNIA 2 necessitera deux principales nouvelles dispositions par rapport au dispositif de gouvernance du PNIA I :** (i) l’extension et l’adaptation de ce dispositif au niveau local, et (ii) la mise en place de mecanismes favorisant l’innovation et l’agilite dans la programmation face aux evolutions de l’environnement et du secteur.

Ainsi, au niveau **national**, quatre organes de gestion appuieraient les activites de planifi cation et de programmation du PNIA 2 garants de la coherence avec les priorites du secteur, de l’integration des besoins evolutifs des parties prenantes, et d’une communication efficace sur l’impact et le progres du PNIA 2 : le Conseil National de Pilotage (CNP), le Secretariat Technique, les groupes de concertations, et le Laboratoire d’Innovation et de Programmation Agile. Pour les organes preexistants, l’accent sera mis sur des evolutions identifiees comme facteurs cles de succes, tels que la mise en place de mecanismes de representation facilitant la tenue du CNP. Il semble egalement opportun d’organiser les groupes de concertation par theme strategique au developpement du secteur, a la difference du PNIA I ou ils etaient organises par type de partie prenante.

Nouvellement cree, **le Laboratoire d’Innovation et de Programmation Agile veillerait a ce que le pilotage strategique et operationnel du PNIA reponde aux besoins evolutifs du secteur, et integre en continu les enseignements tires de la mise en reuvre des projets** - facilitant ainsi l’exercice d’une planification annuelle « glissante » fondee sur les preuves. A noter que le developpement des connaissances porterait a la fois sur le contenu des programmes, et sur les modalites de gouvernance.

Au niveau **local**, et plus particulierement au niveau Pole de Developpement Agricole Integre, un conseil de pilotage guiderait la planification du developpement sectoriel des zones. Au niveau plus granulaire des regions, deux organes regionaux guideraient la mise en reuvre des projets, et assureraient un suivi efficace des activites sur le terrain.

**Dans ce nouveau dispositif, le projet serait l’outil de base de mise en reuvre des programmes du PNIA 2 - qu’il soit mene par l’Etat, le secteur prive et/ou les PTF, et qu’il soit porte par un seul Ministere ou intersectoriel.** Ce mecanisme necessiterait une harmonisation des projets en cours, et des nouveaux projets, autour des programmes definis dans le cadre general du PNIA 2 - ce afin de suivre tant au niveau micro que macro le developpement du secteur agricole. Cette harmonisation pourrait etre obtenue par l’alignement des projets a un cadre logique standardise, afin que chaque projet soit la declinaison et compilation d’activites identifiees au niveau du PNIA 2. Le PNIA 2 sera egalement l’occasion d’ancrer un certain nombre de bonnes pratiques, permettant d’assurer la perennisation des projets.

**Enfin, un accent particulier sera mis sur la mise en reuvre d’une strategie de communication adaptee,** visant : (i) la diffusion d’une vision partagee des objectifs du PNIA 2, (ii) la clarification des roles et responsabilites de chaque type d’acteur implique dans la mise en reuvre du PNIA 2, (iii) l’appui aux decisions d’investissements dans le secteur et (iv) l’information d’un large public sur les realisations et l’impact du PNIA 2. Ces objectifs serviront de fil directeur dans la definition des messages et moyens de communication associes au PNIA 2, tout au long de sa mise en reuvre.

AGENCE NATIONALE D’APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL

**ANADER**

NOTRE MISSION -

Societe d’economie mixte de type particulier a sa creation avec 90,3 % de participation de I’Etat de Cote d’Ivoire au Capital de 500 Millions de FCFA, I’ANADER est devenue en avril 1998 une Societe Anonyme (S.A) a participation minoritaire de I’Etat au capital social, Ie reste du capital etant reparti entre les families professionnelles et Ie secteur prive. L’objet social de I’ANADER est d’assurer Ie conseil et la vulgarisation agricoles en Cote d’Ivoire.

L’ANADER a pour mission de ***«contribuer a /’amelioration des conditions de vie du monde rural par la professionnalisation des exploitants et des organisations professionnelles agricoles en concevant et en mettant en oeuvre des outils et approches appropries,***

***des programmes adaptes pour assurer un developpement durable et maitrise».***

NOTRE VISION

Une ANADER performante , assurant avec efficacite les  
missions de service public concedees par I’Etat et des  
prestations adaptees aux besoins des clients.

NOTRE CONTRIBUTION AUX ENJEUX NATIONAUX

lis 25 ans, les actions de I’ANADER concourrent a relever des de notre pays parmi lesquels :

***la production durable des principales cultures d’exportation (cacao, anacarde, etc.) • la securite alimentaire • I’autonomisation de la femme et I’appui a I’emploi-jeunes • I’accompagnement des exploitants a /’adaptation aux effets du changement climatique la lutte contre les pandemies et la promotion de la sante en milieu rural •***

NOTRE ORGANISATION SPATIALE 1

L’ANADER compte 1100 centres de vulgarisation repartis sur I’ensemble du

territoire Ivoirien a

Regionales 57 Zones

travers j qui sont:

**ABIDJAN -** Aboisso - Adzope - Agboville -  
Alepe - Dabou - Grand - Lahou - Tiassale -  
**BOUAKE -** Beoumi - Bocanda - Dimbokro -  
Mankono - M’Bahiakro - Sakassou -  
Tiebissou - Toumodi - Yamoussoukro -  
**ABENGOUROU -** Agnibilekro - Bongouanou  
- Bouna - Daoukro - Tanda - **DALOA -**Bouafle - Issia - Seguela - Sinfra - Vavoua -  
Zuenoula - **KORHOGO -** Boundiali -  
Dabakala - Ferkessedougou - Katiola -  
Tingrela - Minignan - Odienne - **MAN -**Bangolo - Biankouma - Danane - Duekoue -  
Guiglo - Kouibly - Touba - Toulepleu - **SAN  
PEDRO -** Lakota - Sassandra - Gagnoa - Divo  
- Oume - Soubre - Tabou

NOS DOMAINES DE COMPETENCE

Conseil agricole • Formation • Genie rural et Mecanisation agricole • Suivi-evaluation • Recherche-Developpement • Etude de projet • Genre et Developpement • Planification et Developpement local • Lutte contre les pandemies en milieu rural

*du*

**Plateau, Boulevard de la Paix**

**Tel: (+225) 20 2167 00 • Fax : 20 21 67 05 •**

**Email : [anader@anader.ci](mailto:anader@anader.ci) • Twitter: anader\_ci**

**ANADER [www.anader.ci](http://www.anader.ci)**





societe de developpement des forets (SODEFOR)

Societe d’Etat exergant sous la tutelle technique du Ministere des Eaux et Forets et sous la tutelle financiere du Ministere charge du Budget et du Portefeuille de l’Etat, creee par decret N° 66-422 du 15 septembre 1966

MISSION

Conformement au decret N°93206 du 03 fevrier 1993, la SODEFOR a pour mission de participer a l’elaboration et a la mise en reuvre de la politique du Gouvernement en matiere :

* d’enrichissement du patrimoine forestier national,
* de developpement de la production forestiere,
* de la valorisation des produits de la foret,
* de la sauvegarde des zones forestiere.

A ce titre, elle gere 234 forets classees d’une superficie globale de 4 200 000 hectares.

HISTORIQUE

0 **Decret N° 66-422 du 15 septembre 1966 :**

* Societe de Developpement des Plantations

Forestieres

* SODEFOR
* Societe d’Etat

0 **Decret N° 80-125 du 28 novembre 1980 :**

* Societe de Developpement des Plantations

Forestieres

* SODEFOR
* Etablissement Public Administratif

0 **Decret N° 85-132 du 28 novembre 1985 :**

* Societe de Developpement des Plantations Forestieres
* SODEFOR
* Etablissement Public Industriel et Commercial

0 **Decret N° 93-206 du 03 fevrier 1993 :**

* Societe de Developpement des Forets
* SODEFOR
* Societe d’Etat

DOMAINES DE COMPETENCES

Amenagement forestier - Reboisement - Cartographie forestiere - Elaboration et gestion des projets - Gestion participative/ Cogestion - Production de plants et de semences de ameliores - Inventaire forestier - Sylviculture - Lutte contre les feux de forets - Amenagement paysager

ORGANISATION SPATIALE

* 1 Direction Generale
* 5 Directions Centrales (Direction Technique, Direction des Finances et de la Comptabilite, Direction de la

Planification, des Projets et des Financements, Direction Commerciale et Marketing, Direction de l’Administration et des Ressources Humaines)

* 2 Departements (Departement Audit et Controle, Departement des Systemes d’Information)
* 9 Centres de Gestion (Directions Regionales d’Abengourou, Abidjan, Agboville, Bouake, Daloa, Gagnoa, Korhogo,

Man, San Pedro)

* 54 Unites de Gestion Forestiere

PARTENAIRES FINANCIERS

Partenaires bilateraux, Partenaires multilateraux, Societes privees, societes de telecommunication, Fondations

PARTENAIRES TECHNIQUES

Partenaires bilateraux, Institutes et Centres de recherche nationaux et internationaux, Office des Parcs et Reserves, Institut de Formation Professionnelle agricole, Universites publiques, Organisations regionales et sous regionales, Organisations Non Gouvernementales

CONTACTS

**Contact telephonique :** + 225 22 48 30 00 - Fax: +225 22 44 99 07

**Contact electronique :** [info@sodefor.ci](mailto:info@sodefor.ci)

**Adresse geographique :** Abidjan, Cocody, Boulevard Mitterrand, route de Bingerville, entre le Carrefour de la Vie et l’Ecole de Gendarmerie

**Adresse postale :** 01 BP 3770 Abidjan 01 - **Site web :** [www.sodefor.ci](http://www.sodefor.ci) - **Facebook :** Sodefor

*PREMIERE PARTIE*

**PLAN NATIONAL  
D’INVESTISSEMENT**

*Cette premiere partie propose une introduction aux fondements du PNIA 2 et a son processus de formulation. Elle rappelle les elements de bilan du PNIA precedent, et presente les scenarios de croissance du secteur pour l’atteinte des objectifs de Malabo a /'horizon 2025. La vision, les orientations strategiques et les programmes d’investissement du PNIA 2 sont presentes comme reponse aux objectifs retenus. Enfin, cette partie precise les evolutions du cadre de gouvernance qui seront necessaires a la mise en wuvre du PNIA 2 - notamment en termes de planification, de suivi- evaluation, et de communication.*

LJ

* 1. CONTEXTE DU SECTEUR AGRICOLE

**L’agriculture occupe une place importante dans l’economie en Cote d’Ivoire, malgre une tendance baissiere sur la periode 2012-2015.** En effet, sa contribution a la croissance du PIB est passee de 0,9% en 2010 a 1,7% entre 2012 et 2015. Le PIB ivoirien a augments a un taux moyen de 9,5% entre 2012 et 2015 . Le secteur agricole a contribue a la croissance de ce PIB a hauteur de 1,7% sur la meme periode, contre 0,9%[[2]](#footnote-3) [[3]](#footnote-4) en 2010.Malgre cette croissance de l’economie et en particulier de l’agriculture, la part de l’agriculture dans le PIB national a baisse pendant la periode 2010 - 2015 passant de 24,5% en 2010 a 21% en 20 1 53 . Ce recul, au profit de l’industrie, peut s’expliquer en partie par le developpement de l’agro-industrie, et notamment par une transformation croissante des cultures orientees vers l’exportation.

Pilier economique porteur de revenus et de valeur ajoutee, et generateur de devises par ses exportations (40% des exportations nationales en 2013), le secteur agricole se doit de jouer un **role central pour l’atteinte des objectifs nationaux de developpement de Cote d’Ivoire - notamment en termes d’eradication de la pauvrete, et de renforcement de la securite alimentaire de la population.**

* 1. FONDEMENTS DU PNIA 2
     1. **Cadres internationaux et nationaux**

L’elaboration de la strategie agricole de Cote d’Ivoire s’inscrit dans la continuite de cadres strategiques definis aux niveaux continental et regional. Adopte a Maputo en 2003, le Programme Detaille pour le Developpement de l’Agriculture Africaine (PDDAA) place l’agriculture au creur de la strategie d’eradication de la pauvrete et de la faim en Afrique. Le PDDAA vise a ameliorer la gouvernance du secteur, et ainsi tirer parti du potentiel de transformation de l’agriculture pour accelerer le developpement economique et social du continent. La Communaute Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) a par la suite decline le PDDAA au niveau regional, constituant la Politique Regionale Agricole de l’Afrique de l’Ouest (ECOWAP) - avec pour objectif d’operationnaliser ce PDDAA au travers du Programme Regional d’Investissement Agricole (PRIA) et des Programmes Nationaux d’Investissement Agricole (PNIA) de chaque pays.

**Les accords continentaux et regionaux definissent des objectifs volontaristes ratifies par l’ensemble des pays membres.** Le PDDAA s’appuie sur quatre piliers thematiques integrant des domaines d’actions prioritaires pour renforcer la performance de l’agriculture africaine : gestion des terres et de l’eau, investissement en infrastructures rurales, recherche de la securite alimentaire, et appui a la recherche agricole. A ce titre, les Chefs d’Etats et de Gouvernement africains se sont engages a Maputo en 2003, a dedier 10% de leurs budgets nationaux a l’agriculture, dans l’optique d’atteindre des taux de croissance agricoles annuels de 6%.

**Dix ans plus tard, I’ECOWAP +10 reitere ces memes objectifs et introduit des instruments strategiques visant a creer un effet levier, et a accelerer les progres en Afrique de I’Ouest.** Il s’agit par exemple de reaffirmer le principe de subsidiarite entre les niveaux regional et national, notamment pour la prevention des crises alimentaires ; de batir des politiques de financement du secteur agricole combinant les multiples instruments disponibles ; de construire des systemes d’information perennes et de les mettre au service de dispositifs de suivi- evaluation performants. Les nouvelles perspectives de l’ECOWAP interviennent egalement dans le contexte de la declaration de Malabo de 2014 sur la transformation de l’agriculture, et de l’adoption par les Nations Unies des Objectifs de Developpement Durable (ODD) - ces textes se completant et se renforgant mutuellement dans leurs objectifs respectifs.

**Les sept « enjeux majeurs » identifies a horizon 2025 par l’ECOWAP+10**

1. Assurer la securite et la souverainete alimentaire
2. Mieux integrer la dimension nutritionnelle
3. Affirmer et developper la complementarite/specialisation des agricultures dans l’espace regional
4. Promouvoir des modeles d’intensification durable, reduire les impacts sur le climat et s’adapter aux changements climatiques
5. Accroftre la resilience des exploitations familiales
6. Mieux hierarchiser les priorites au niveau regional
7. Gouverner l’intersectoriel

**L’atteinte de ces objectifs figure en premier plan des priorites de developpement de la Cote d’lvoire- ces priorites etant articulees au niveau national, ainsi que dans les strategies specifiques au secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique.** Le PNIA de premiere generation de Cote d’Ivoire (2012-2017) a ainsi ete defini comme outil national de mise en reuvre du PDDAA et de l’ECOWAP, en reponse aux besoins specifiques du pays. Il a entre autres donne lieu a l’adoption et a la promulgation de la Loi d’Orientation Agricole de Cote d’Ivoire (LOACI) en juillet 2015 - texte fondateur- posant un cadre d’action pour l’ensemble des acteurs du secteur, et decline en trois volets : developpement sectoriel, developpement rural, et gestion de l’environnement. Lance en 2016 , le Plan National de Developpement (PND) 2016-2020 decrit quant a lui la vision 2020 d'« un pays emergent avec une base industrielle solide », et prevoit la creation d’un lien etroit entre l’agriculture, l’agro-industrie, et l’industrie en soutien de cette emergence. Specifiquement, le PND prend en compte les objectifs a la fois economiques et sociaux de developpement du secteur au niveau national, selon trois axes : (i) l’amelioration de la gouvernance ; (ii) l’amelioration de la productivite et de la competitivite des filieres ; (iii) la promotion de la securite alimentaire et la resilience des populations. De nombreux autres leviers du PND s’appliquent egalement au secteur - tels que la promotion d’une economie verte, le soutien a l’emploi des femmes et des jeunes, ou encore le developpement des infrastructures routieres et de l’information.

* + 1. **Champ couvert par le PNIA 2**

**Le Programme National d’Investissement Agricole de deuxieme generation (PNIA 2) est l’unique cadre harmonise de l’ensemble des interventions dans le secteur.** Il couvre par consequent les sous-secteurs de l’agriculture, de l’elevage, de la peche, de l’aquaculture (regroupes sous le terme de secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique dans ce document), la gestion de l’environnement, les questions de securite alimentaire et nutritionnelle, et les problematiques de developpement rural et de resilience des populations.

**Le PNIA 2 guide la periode de programmation 2018-2025 du secteur, selon des modalites de planification « glissante »**. Le systeme de planification glissante consiste a reviser le contenu des programmes sur une base reguliere, selon l’avancement de leur mise en reuvre, les besoins evolutifs des acteurs, et les priorites nouvelles apparaissant dans le secteur.

Il s’inscrit ainsi dans la continuite du PNIA de premiere generation, adopte en 2010 et mis en reuvre sur la periode 2012-2017, et dans un horizon coherent avec les objectifs ECOWAP 2025. La temporalite plus longue de programmation - huit ans, au lieu de cinq ans pour le PNIA precedent - tient compte des delais necessaires a l’operationnalisation des programmes, depuis leur planification jusqu’a leur suivi-evaluation.

Trois dimensions sont centrales a l’atteinte des objectifs de Malabo : (i) des investissements dans des domaines prioritaires, (ii) des politiques pour soutenir les investissements, (iii) des institutions pour soutenir la mise en reuvre[[4]](#footnote-5). Le PNIA de deuxieme generation de Cote d’Ivoire tient compte de ces trois dimensions, et visera a guider :

* la planification a long-terme des **politiques et depenses publiques ;**
* la reponse des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) en termes **d’aide au developpement,** en

soutien des efforts nationaux ;

* les **Partenariats Public Prive (PPP),** ainsi que la **participation privee** aux investissements necessaires dans le secteur.

1.3. PROCESSUS DE FORMULATION DU PNIA 2

* + 1. **Dispositif institutionnel**

**La formulation du Programme National d’Investissement Agricole de seconde generation s’est effectuee sous l’egide d’un Secretariat Technique (ST) du PNIA, cree en 2013, a la faveur de la mise en reuvre du PNIA I. Ce ST PNIA est compose** des Directions Techniques de la Planification representant les quatre Ministeres directement impliques dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique : le Ministere de l’Agriculture et du Developpement Rural (MINADER), le Ministere des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), le Ministere des Eaux et Forets (MINEF), et le Ministere de la Salubrite, de l’Environnement et du Developpement Durable (MINSEDD). Au sein du ST PNIA, une Task Force comprenant les directions de la planification des quatre ministeres techniques a ete mise en place pour le suivi quotidien du processus.

**Trois types de comites ont ete mis en place pour appuyer la formulation du PNIA 2, de sorte a assurer le caractere inclusif, multi-acteurs, et multisectoriel du processus.** Des « pools de structures » ont ete mis en place pour prendre en compte les preoccupations des parties-prenantes dans la formulation des politiques et programmes du secteur rural, *par types d’acteurs et selon le domaine d’intervention.* Dans le souci de conduire un processus participatif, les parties-prenantes ont egalement ete sollicitees au cours d’ateliers de co-construction du PNIA 2, *rassemblant differents types d’acteurs par thematique, ou par region.*

Les comites formes sont decrits dans la figure ci-dessous. Une liste non-exhaustive des pools de structures, et autres acteurs consultes, est disponible en annexe.

**Tableau 1: Liste des comites mis en place pour la formulation des documents du PNIA**

Comites

CompositionP

rincipales responsabilites

| **(a) Comite de formulation du document de base** | Secretariat Technique (ST) |
| --- | --- |
| **(b) Comite de feedback sur le document de base** | Partenaires (dont signataires du pacte) |
| **(c) Comite de contribution aux reflexions strategiques** | Participants aux ateliers thematiques et regionaux |

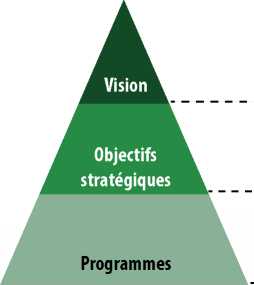
* Structurer et elaborer les documents u PNIA, alimentes (i) des documents de reference regionaux et nationaux, (ii) des resultats des travaux des differants comites
* Relire les versions intermediares du /PNIA 2 et communiquer les commentaires/sugges- tions par ecrit, agreges par groupes d’acteurs.
* Partciper aux ateliers regionaux et/ou thematiques
* Contribuer a l’approfondissement des reflexions et la specification des programmes

**1.3.2 Methodologie**

Principales ressources etudiees

Deux scenarios de croissance sur 2017-2025 ont ete definis a travers la modelisation effectuee par l’International Food Policy and Research Institute (IFPRI), en collaboration avec le Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES) - decrits dans la partie II de ce document. **La formulation du PNIA 2 sur la periode 2017-2025 a consiste en la definition et la declinaison d’une vision du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ivoirien a horizon 2025, visant l’atteinte des objectifs de croissance selon le scenario retenu.**

Scenario de croissance pour l’atteinte  
d’objectifs de reduction de la  
pauvrete et de securite alimentaire



**•** Aspirations pour le secteur agricole national a l’horizon 2025

**•** Objectifs straegiques conduisant a l’atteinte de la vision

**•** Portefeuille de programmes coherents pour l’atteinte d’un ou plusieurs objectifs strategiques

**•** Interventions declinant les programmes de la strategie nationale : investissements, politiques, et incitations publiques

**Interventions**

**Figure 1: Apergu de l'architecture du PNIA 2**

Cette formulation s’est appuyee sur quatre ressources cles :

Le rapport de bilan du PNIA de premiere generation (PNIA I), couvrant les volets a la fois de developpement et de gouvernance du secteur

Les documents cadres regionaux et nationaux applicables au secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique de Cote d’Ivoire

Les strategies sectorielles des filieres nationales du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique disponibles a horizon 2025 - dont documents-cadre sur l’environnement

Le recueil des problematiques emergentes du secteur (telles que le changement climatique ou l’emploi des jeunes) au travers d’entretiens et d’ateliers.

Le tableau ci-apres renseigne les principales sources etudiees pour l’identification des orientations strategiques et des interventions du PNIA 2.

Tableau 2 : Liste non exhaustive des documents etudies pour la formulation du PNIA 2

|  |  |
| --- | --- |
| **Type de source** | **Documents etudies (non exhaustif)** |
| **Rapport d’evaluation du PNIA I** | * Revue documentaire   o PNIA I (Strategie, Plan d’Investissement Detaille, Rapport synthetique de l’etat d’avancement de la mise en reuvre, etc.)  o Documents sectoriels (reformes des filieres, bilans diagnostics, etc.)  o Documents de cadrage transversaux (Bilan du secteur agricole, etc.)   * Revue budgetaire   o Synthese de la mobilisation de la table ronde 2012  o Revue diagnostique de base des Depenses Publiques agricoles  o Revue sommaire des depenses publiques agricoles   * Revue des donnees d’impact des programmes   o Listes des projets en cours par chaque ministere  o Statistiques agricoles nationales, ou disponibles par projet |
| **Cadres internationaux et nationaux** | * Objectifs de Developpement Durable (ODD) * Programme Detaille de Developpement de l’Agriculture Africaine (PDDAA) * Cadre de resultat ECOWAP / PDDAA * Declaration de Malabo * Orientations de L’ECOWAP+10 (2015), et perspectives a horizon 2025 * Guides methodologiques du processus d’elaboration des PNIA 2 et du PRIA II de la CEDEAO - dont le guide pour l’integration du genre dans les PNIA et le PRIA II * Plan National de Developpement (PND) 2016 - 2020 de Cote d’Ivoire * Loi d’Orientation Agricole de Cote d’Ivoire (LOACI) |
| **Strategies sectorielles** | • Filieres vegetales  o Strategie de reforme des filieres coton et anacarde (mars 2013)  o Septieme Plan hevea  o Troisieme Plan palmier  o Programme de strategie de la filiere banane 2010-2019  o Strategie Nationale revisee de Developpement de la filiere Riz en Cote d’Ivoire (SNDR) 2012-2020  o Strategie Nationale de Developpement des Cultures Vivrieres autres que le riz 2013-2020  o Document de reforme des filieres cafe et cacao  • Filieres eaux et forets  o Loi portant Code Forestier (Juillet 2014)  o Rapport du forum des Etats Generaux de la Foret, de la Faune et des Ressources en Eau (Novembre 2015) |

Type de source Documents etudies (non exhaustif)

|  |  |
| --- | --- |
| **Strategies sectorielles (suite)** | o Programme d’investissement forestier et le programme national d’investisse- ment forestier   * Filieres animales   o Strategie PSDEPA 2014-2020 (MIRAH) : filieres elevage, peche, aquaculture  o Strategie de relance de l’aviculture   * Autres documents strategiques   o Premiere revue du programme economique et financier 2016-2019 du MINADER  o Politique fonciere rurale  o Plan National Multisectoriel sur la Nutrition   * Rapport des Priorites Resilience Pays (PRP) / Republique de Cote d’Ivoire - Alliance Globale pour la Resilience au Sahel et en Afrique de l’Ouest (AGIR) Octobre 2015 |
| **Documents-cadres sur l’environnement** | * Code de l’environnement * Feuille de route pour la mise en reuvre de l’accord de Paris (2015-2020) * Les contributions prevues determinees au niveau national de la Cote d’Ivoire (INDC Cote d’Ivoire) * Loi sur la biosecurite * Loi d’orientation sur le Developpement Durable (2014) * Strategie Nationale REDD+ de la Cote d’Ivoire (2016) * Note d’orientation pour la formulation du plan de developpement strategique des secteurs de la foret, de la faune et des ressources en eau (PDS) 2017 -2045 * L’agriculture Intelligente face au Climat en Cote d’Ivoire : etat des lieux et besoins d’appui pour mieux integrer l’Agriculture Intelligente face au Climat (AIC) dans le Programme National d’Investissement Agricole (PNIA) - communication pays |

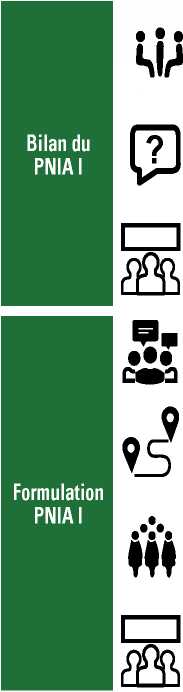
Approche participative du processus de formulation

**Au-dela de la revue documentaire, le caractere participatif de l’approche a ete au creur du processus retenu pour la formulation du PNIA 2, dans I’optique :**

* de s’assurer que le PNIA 2 soit bien representatif des priorites et besoins de I’ensemble des parties- prenantes du secteur
* d’impliquer les parties-prenantes tout au long du processus de formulation[[5]](#footnote-6), dans une logique a la fois de co-construction du Programme et de renforcement des capacites des acteurs
* d’instaurer la dynamique d’echange multi-acteurs et multisectoriel qui prevaudra pendant la mise en reuvre du PNIA 2.

Les outils mobilises dans le cadre de cette approche participative sont synthetises dans la figure ci-dessous, et decrits ci-apres :

**Tableau 3 : Apergu de l’approche participative retenue pour revaluation du PNIA I et la formulation du PNIA II :**

+ 70 entretiens a Abidjan, Aboisso, et Yamoussoukro, aupres d’acteurs publics, d’OPA, du secteur prive, de la societe civile, et de PTF

**Entretiens**

Questionaire en ligne

+75% de participations au questionnaire en ligne soumis a l’ensemble des Directeurs Regionaux et Departementaux (DR/DD) des 4 Ministeres

Ateliers de validation nationale

Atelier rassemblant l’ensemble des parties prenantes du secteur, pour valider les constats du bi nan du PNIA I et definir les orientations ou PNIA 2

Ateliers thematiques

Quatre alteliers menes sur des thematiques emergentes cles du secteur

Ateliers, regionaux

huit ateliers regionaux menes a Abengourou, Agboville, bondoukou, Gagnoa, Man, Korhogo, Seguela, Yamoussoukro

Groupes de discussion jeunes/femmes

Huit groupes de discussion menes a Abidjan et cinq regions pour appuyer les jeunes/femmes dans la definition de leurs proptes solutions

Atelier de finalisation du PNIA2

Atelier rassemblant l’ensemble des parties-prenantes du secteur, pour finaliser Ie PNIA2

**Entretiens**

Plus de 70 entretiens individuals et groupes de discussions ont ete conduits a Abidjan, Aboisso et Yamoussoukro dans I’optique de realiser une evaluation representative des perspectives de differents types d’acteurs. Le pool d’acteurs interroges, riche en diversite, a ete compose notamment : (i) des directions (ou structures sous tutelle) des Ministeres et autres acteurs publics concernes par le PNIA, (ii) des organisations de producteurs, des interprofessions, des acteurs prives, des representants de la societe civile, et (iii) des Partenaires Techniques et Financiers.

**Questionnaire a l’attention des Directions Regionales et Departementales (DR/DD)**

Un questionnaire en ligne a par ailleurs ete envoye l’ensemble des DR/DD rattachees aux quatre Ministeres du Secretariat Technique, afin de recueillir leurs avis sur les differents aspects lies au PNIA. Toutes les regions de la Cote d’Ivoire ont ainsi pu etre couvertes par le questionnaire, avec un taux de reponse superieur a 75%.

**Atelier de validation du bilan du PNIA I**

L’exercice de bilan du PNIA I s’est cloture par un atelier de validation, reunissant les parties prenantes du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique. Cet atelier a ete l’occasion d’initier la demarche de co-construction des grandes orientations strategiques du PNIA 2, sur la base de consensus sur les principaux defis persistants du secteur. Les amendements et suggestions des participants ont ete recueillis seance tenante a travers les interventions, les rapports des commissions et par le biais d’un outil mis en ligne sur la periode de l’atelier.

**Ateliers thematiques**

Quatre ateliers thematiques ont ete organises dans I’optique de favoriser le dialogue et les echanges productifs entre differents types d’acteurs. Ces ateliers ont porte sur des thematiques emergentes cles pour le secteur. Ils ont permis, en reponse a un certain nombre de questions pre-identifiees, de co-construire les interventions pertinentes a realiser dans le cadre du PNIA 2. La liste de ces thematiques et questions est disponible en annexe.

**Ateliers regionaux**

Huit ateliers se sont deroules a Abengourou, Agboville, Bondoukou, Gagnoa, Man, Korhogo, Seguela, Yamoussoukro - reunissant les acteurs des 31 regions de Cote d’Ivoire, repartis sur ces huit poles. Les ateliers ont demarre par une presentation du processus de formulation du PNIA 2 et de ses orientations strategiques a date. Les echanges en pleniere et en commissions ont porte sur l’adaptation des interventions identifiees aux besoins des regions, sur la priorisation de ces interventions, et sur leurs modalites de mise en reuvre. Les ateliers regionaux ont egalement permis de recueillir l’expertise des acteurs sur les filieres cles par region, et de permettre les echanges entre regions - pour nourrir la reflexion en cours sur les Poles de Developpement Agricole Integra.

**Groupes de discussion jeunes/femmes**

Huit groupes de discussion ont ete menes aupres de jeunes et/ou de femmes impliques dans le secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique (etudiants INFPA - Institut National de Formation Professionnelle Agricole, par exemple). Ces sessions ont permis de mettre en relief les principaux defis rencontres par les jeunes et les femmes dans le cadre de leurs activites, et de les appuyer dans l’identification de leurs propres solutions en reponse a ces defis. Les participants ont massivement salue cette approche, enclenchant une dynamique d’autonomisation positive. L’essentiel de leurs propositions a ete integre dans les interventions des programmes detaillees au chapitre IV de ce document. Un rapport detaille relatif a ces groupes de discussion est egalement disponible.

**Atelier de finalisation du PNIA 2**

Enfin, la finalisation du rapport a ete realisee lors d’un atelier s’est tenu a Grand Bassam du 3 au 5 octobre 2017, pour finaliser le rapport provisoire du PNIA 2 qui a ete l’occasion de presenter les points cles du programme d’investissement a l’ensemble des parties-prenantes du secteur. Cinq commissions ont ete mises en place pour etudier le detail de chacun des programmes, les mesures ciblant specifiquement les femmes et les jeunes, et le cadre de resultats du PNIA 2. Les participants ont propose des amendements et complements, et identifie les acteurs a mobiliser par intervention lors de la phase de mise en reuvre. Le plan de communication et le projet de Pacte National ont egalement ete partages.



significativement

developpement du secteur

agricole, aussi bien pour

des capacity

**84**

Le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et le Conseil Agricoles (FIRCA),

Le FIRCA assure le role d'agence d'execution technique et fiduciaire de programmes finances ou cofinances avec les partenaires financiers : Banque

INTERCOTON, AIPH, ADERIZ, INTERPORCI, IPRAVI, OBAM Cl, OCAB) et avec I'aide de partenaires techniques : ANADER, CNRA, CSRS, I2T, etc.

developpement des filieres, en collaboration avec les differentes organisations des filieres (Conseil du Cafe et du Cacao, Conseil du Coton et de

**NOUS SOMMES**

**NOTRE MISSION**

**4 ) NOTRE ORGANISATION**

**1**

Assemblee Generale,

**1**

**1**

**4**

**3**

**4**

Services autonomes.

**NOS PARTENAIRES**

**NOS RESULTATS**

**NOTRE IMPACT**

PAAC)

Union Europeenne (ECAFC,

Agence

au

**62**

Le FIRCA mets en oeuvre des

de

programmes

halieutiques.

I'Anacarde,

APROMAC,

**NOUS JOINDRE**

**[www.firca.ci](http://www.firca.ci)**

**FIRCA Official**

**01 BP 3726 Abidjan 01**

**22 52 81 81**

les et les et

cultures vivrieres, ressources

Departements technique et fiduciaire, Unites autonomes,

Frangaise de Developpement (PARFACI, FADCI), etc.

Conseil d'Administration,

Direction Executive,

Recherche i Appui aux \ Conseil

Appliquee I OPA § Agricole

**239 139 104**

d'exportation que pour animates

PRRC, PRO2M),

Mondiale (WAAPR

**628**

projets mis en ceuvre pour les Filieres Agricoles:

**22 52 81 87 Abidjan, Cocody II Plateau. 7\*"\* tranche**

**[firca@firca.ci](mailto:firca@firca.ci) FIRCA Cote d'Ivoire**

Formation s Ft ^“Jdaccornpa- et iei uuic-eiiieiii, gnement

Personne morale de droit prive de type particulier, reconnue d'utilite publique, regie par la loi n°2001-635 du 9 octobre 2001 et le decret n°2002-520 du 11 decembre 2002.

Le financement des programmes de recherche agronomique etforestiere, de conseil agricole et d'appui aux organisations professionnelles agricoles.

**NOS DOMAINES D'INTERVENTION**

Recherche appliquee, Conseil agricole, Appui aux OPA, Formation professionnelle et renforcement des capacites, Etudes d'accompagnement. Dans les secteurs vegetal, forestier, animal et halieutique.

Depuis 15 ans, la mobilisation des ressources des cotisations professionnelles aupres des filieres agricoles pour le financement des programmes de developpement et la contribution des partenaires techniques et financiers au financement des projets conventionnes, ont contribue

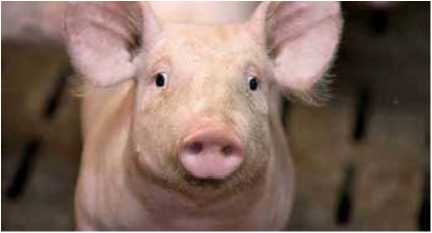
societe ivoirienne d'abattage et de charcuterie (SIVAC)

Societe Anonyme a participation financiere publique creee le 7 juin 1990 par une Convention de partenariat public/prive, elle est rattachee au Cabinet du Ministere des Ressources Animales et Halieutiques.

***SIVBC***

MISSION

La mission de la SIVAC est d’assurer le developpement et la modernisation de la filiere porcine ivoirienne dans toutes ses composantes (amelioration genetique, encadrement, alimentation production et transformation).





HISTORIQUE

En 1988, dans le cadre des actions de developpement de l’elevage dans les regions du Sud-Est de la Cote d’Ivoire, le gouvernement a constate que la filiere porcine pouvait contribuer rapidement a une amelioration de la couverture de la demande nationale en viande du fait de ses atouts importants.

Pour se faire, le gouvernement a sollicite un appui de la Region Franpaise de Bretagne renommee pour l’elevage porcins. Suite a la reponse favorable des organisations professionnelles franpaises, de FERT et de URECO, les producteurs ivoiriens ont beneficie d’un appui sur les aspects techniques et l’organisation professionnelle de la filiere porcine.

Les objectifs, le sens de l’intervention des parties et le schema de l’operation ont fait l’objet de la declaration commune N°1912/MPA/ CAB du 19 novembre 1990 signee par les responsables de URECO et FERT et le Ministre ivoirien charge des Productions Animales.

Elle s’est concretisee par la constitution d’une Societe Anonyme d’Economie Mixte entre la Societe pour le Developpement des Productions Animales (SODEPRA) pour le compte de l’Etat ivoirien, l’URECO, et le FERT au capital de 38 millions de FCFA., denommee Societe Ivoirienne d’Abattage et de Charcuterie (SIVAC).

**DOMAINES DE COMPETENCES**

Amelioration genetique - Encadrement - Alimentation - Production - Transformation

CONTACTS

**Contact telephonique :** +225 47 22 62 61

**Contact electronique :** [haussainboka@yahoo.fr](mailto:haussainboka@yahoo.fr)

**Adresse geographique :** Abidjan dans la zone industrielle de Yopougon

**Adresse postale :** 22 BP 1147 Abidjan 22

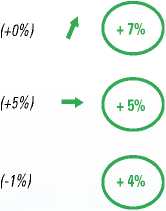
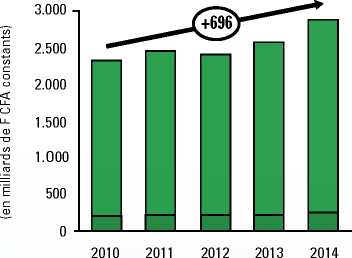
PERFORMANCE DU SECTEUR  
ET PERSPECTIVES DE CROISSANCE

* 1. BILAN DU PNIA I

Les dix annees de crise ayant precede l’avenement du PNIA I (2000-2010) ont sensiblement affects le secteur agricole dont la perte de performance caracterisee par une croissance faible et fluctuante a eu une repercussion negative sur le developpement economique et social du pays.. A partir de 2010, le PNIA I a propose une strategie pour apporter des reponses aux defis tant conjoncturels que structurels, a travers six programmes portant sur la productivity et la competitivite, le developpement des filieres, le renforcement des capacites, la gouvernance du secteur, et la gestion de l’environnement. Valide en juin 2017, le rapport devaluation du PNIA I etablit un bilan de la mise en reuvre de cette strategie - dont les principaux points sont rappeles ci-dessous, du point de vue de la performance economique, du developpement social, et de la gouvernance.

* + 1. **Performance du secteur**

**Le PNIA I a propose un cadre institutionnel pertinent en vue de la relance post-crise du secteur agricole. Ce cadre prend en compte la** reglementation du secteur, la definition de politiques sectorielles et la structuration des filieres. Les progres accomplis se traduisent par un taux de croissance annuel moyen du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique (en valeur) de 6% sur 2010-2014, et des volumes de production en augmentation sur la majorite des fi lieres vegetales et animales. La comparaison des taux de croissance annuels moyens sur les periodes precedant (2000-2010) et suivant (c’est-a-dire apres 2010) la formulation et la mise en reuvre du PNIA, met en evidence une nette amelioration des principaux indicateurs, rendue possible entre autres par un contexte post-crise plus favorable.



**Taux de croissance annuels moyens**

**Valeur nette de la production agricole**

| [Cultures

□ Ressources amimales et halieutiques

**Figure 2: Chiffres cles du secteur agricole de Cote d’Ivoire, 2010-2014**

*(2000-2010) (2010-2014)*

**Cultures vivrieres**

Volume de production

**Cultures de rente**

Volume d’exportations

**Elevage**

Volume de production

**Ressources halieutiques**

Volume de production

*(+2%)*

**L’augmentation des volumes de production a engendre un accroissement des exportations agricoles** de 27% entre 2010 et 2014. En matiere de securite alimentaire, l’autosuffisance a ete largement depassee pour la filiere avicole et la filiere manioc, atteinte a presque 100% pour la filiere igname et a hauteur de 66% pour la filiere riz. La Cote d’Ivoire se positionne ainsi en exportateur net de produits agricoles. Le rythme de croissance des importations agricoles a diminue de fagon significative apres la mise en reuvre du PNIA I (taux de croissance annuel moyen en valeur de 5% sur la periode 2010-2013, contre 14% sur la periode 2000-2010),. Malgre les progres accomplis, **les faibles niveaux de productivite restent un defi majeur.** L’augmentation des productions est essentiellement tiree par celle des surfaces emblavees, alors que les rendements ont tendance a stagner voire a baisser.

Bien que l’approvisionnement des industries de transformation ait progresse en quantite et en qualite, **le potentiel agro-industriel du pays reste a developper.** Au cours de la mise en reuvre du PNIA I, le Gouvernement a engage des actions pour ameliorer le climat des affaires et accorde des avantages aux operateurs prives, dans l’optique de stimuler la transformation des produits agricoles. Plusieurs filieres ont egalement mis en place des strategies specifiques visant a ameliorer la transformation et la valeur ajoutee. Il s’agit de la filiere anacarde qui concede une subvention de 400F CFA /kg d’amandes exportees et la filiere cacao, qui accorde une baisse de 5% a l’exportation. Concernant les ressources animales, la filiere du poisson a connu une amelioration avec le developpement des fours ameliores pour le fumage et la filiere porcine qui beneficie pour la transformation primaire, de points de vente de la viande porcine subventionnes passant de 1 point de vente en 2012, a 4 en 2016 avec respectivement 4 tonnes et 50 tonnes. **Ces strategies ont stimule la transformation locale**, mais les taux de transformation ont tendance a stagner (6,5% pour la filiere anacarde en 2016, contre 5,3% en 2012 ; 31% dans la filiere cacao en 2016 contre 29% en 2012), restant en-dega des objectifs ambitieux initialement fixes. Enfin, seuls les produits de rente ont subi une transformation de premier et/ou de second niveau, les produits vivriers (a l’exception du mais) n’etant en regle generate pas valorises. L’exercice de bilan du PNIA I souligne ainsi la necessite de la mise en reuvre de strategies plus integrees le long des chafnes de valeur - pouvant conduire tant a une plus grande valeur ajoutee des filieres dans leur ensemble, qu’a une meilleure repartition de cette valeur ajoutee entre ses differents acteurs.

**Enfin, l’agriculture en Cote d’Ivoire continue d’etre a la fois victime et responsable de la degradation de l’environnement.** Le developpement rapide d’une agriculture extensive en Cote d’Ivoire a genere une deforestation, une degradation de la qualite des sols, une pollution des eaux, et la mise en danger de plusieurs especes et zones protegees. Du fait du defrichage de terres agricoles, mais aussi du developpement de l’industrie du bois, la Cote d’Ivoire a perdu pres de 90% de ses forets en cinq decennies (deforestation massive n’ayant pu etre compensee par des efforts de reboisement demeures insuffisants[[6]](#footnote-7)). Les parties-prenantes relevent l’importance de **conduire l’Evaluation Environnementale Strategique (EES) recemment adoptee par decret au niveau global du PNIA** de deuxieme generation, et d’etablir une **vision integree des differentes activites du secteur (culture, elevage, reboisement etc.) a l’echelle nationale.**

* + 1. **Securite alimentaire et conditions de vie des populations**

**Le secteur agricole emploie 56% de la population de Cote d’Ivoire** : avec plus de 600 000 emplois directs crees suite a la mise en reuvre des projets PNIA[[7]](#footnote-8) , environ 4,5 millions de personnes sont employees par le secteur en 2015. Cependant, malgre la part importante de l’emploi de la population active dans le secteur agricole (l’industrie n’employant par exemple que 6% environ de cette population), **les revenus qu’il genere sont moindres.** Ainsi, en 2014, la valeur ajoutee moyenne par travailleur (proxy du revenu genere par travailleur dans le secteur) n’a augmente que dans les filieres industrielles, celles orientees vers l’exportation, ou encore celles des filieres bois. La valeur ajoutee moyenne generee par les travailleurs des filieres des cultures vivrieres, de l’elevage et de la peche a, quant a elle, diminue pendant la periode de mise en reuvre du PNIA I.

**Les jeunes et les femmes sont particulierement vulnerables. Les principaux defis auxquels font face ces groupes sont principalement** les difficultes a acceder aux opportunites d’emplois du secteur en general, et aux emplois les plus remunerateurs en particulier.

**Le faible niveau de revenu par travailleur agricole se manifeste par des taux eleves de pauvrete rurale.** En 2015, 56,8% des menages ruraux vivaient en dessous du seuil national de pauvrete fixe a 737 FCFA par jour[[8]](#footnote-9). Cela represente une baisse de 10% du taux de pauvrete en milieu rural par rapport a la situation precedant le PNIA, mais reste bien superieur a l’objectif post-PNIA initialement fixe a 27%. En outre, les incidences de pauvrete sont plus frequentes parmi les agriculteurs, par rapport a d’autres categories de travailleurs.

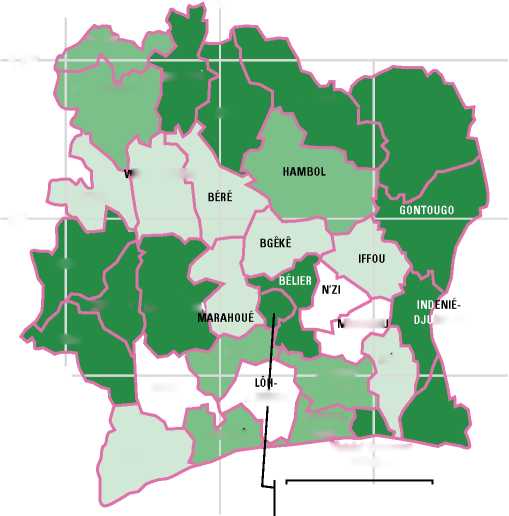
Enfin, l’augmentation des volumes de production et des taux d’autosuffisance alimentaire n’a pas suffi a repondre aux besoins des menages concernes par l’insecurite alimentaire - ceux-ci etant touches a la fois par une faible frequence et une faible diversite de leur alimentation. Ainsi, le taux national de sous-alimentation est de 13,3% en moyenne sur la periode 2014-2016 (contre 14,5% sur 2008-2020), et 29,6% de la population souffrait encore de malnutrition en 2012[[9]](#footnote-10). La securite alimentaire representant toujours un defi majeur a l’echelle nationale, il est important dans le cadre du PNIA 2 de prioriser la disponibilite et l’accessibilite des aliments, tant en quantite qu’en qualite.

* + 1. **Gouvernance**

**Des axes a renforcer peuvent egalement etre releves au niveau de la gouvernance du PNIA precedent - notamment au niveau des exercices de programmation et de suivi-evaluation.** Une deconnexion a ainsi ete observee entre la structure du PNIA telle que defi nie dans le texte (c’est-a-dire programmes, sous-programmes, activites), et la mise en reuvre du PNIA sous forme de projets transversaux par rapport aux programmes initialement definis. Cette deconnexion a engendre une difficulte a reconcilier, d’une part les donnees budgetaires globales du PNIA et celles des projets mis en reuvre dans le cadre du PNIA ; d’autre part, les indicateurs des programmes et ceux des projets executes dans le cadre du PNIA. Par ailleurs, un cahier des charges a bien ete defini pour le dispositif de suivi-evaluation du PNIA, mais celui-ci n’a jamais ete mis en reuvre,

faute de ressources. De fagon plus generale, **le manque de statistiques agricoles de reference** a ete releve comme un frein majeur par l’ensemble des acteurs du secteur.

Un autre point ressorti fortement de l’exercice de bilan du PNIA I, est le manque global d’implication des regions de Cote d’Ivoire. Les temoignages de Directeurs Regionaux et Departementaux ont revele des perceptions heterogenes de l’alignement du PNIA I aux priorites locales, comme l’illustre la carte ci-dessous[[10]](#footnote-11). **Ce constat a mis en relief l’opportunite de mieux prendre en compte les realites des territoires dans le cadre du PNIA 2**, depuis sa formulation jusqu’a sa mise en reuvre.

District Autonome de  
Yamoussoukro

10°

8°

6°

-8°

-6°

-4°

FOLON

KABADOUGOU

BAGOUE

PORO

TCHOLOGO

BOUNKANI

**Legende**

BAFING

TOWKPI

fORODOUGOU

GUEMON

CAVALLY

HAUT-  
SASSANDR;

IORONOI

ABLIN

NAWA

SAN-PEDRO

GOH

**Niveau de perception d’alignement\* equivalent (+/-1%) au niveau national de 50%**

**Niveau de perception d’alignement\* inferieur au niveau national de 50%**

**Perception du PNIA pergu comme « faiblement » ou « non ligne » aux objectifs et priorites**

DJIBOUA

AGNEBY -TIASSA

ME

GBOKLE

GRANDS- PONTS

SUD-

C0M0E

District Autonome  
d’Abidjan

Niveau de perception d’alignement\* superieur au niveau national de 50%

Sources : Questionnaire en ligne Dalberg aupres de Directions Regionales et Departementales (n=137) sur le Bilan du PNIA I, avril 2017 ; Banque mondiale

Revue des depenses publiques agricoles sommaires, rapport provisoire 2017

(\*) Niveau de perception d’alignement = part moyenne des repondants - par region - ayant pergu le PNIA I comme « moyennement aligne », « tres aligne » et « parfaitement aligne » a leurs objectifs et priorites regionaux

**Figure 3: Perceptions de la mesure dans laquelle le PNIA I s’aligne avec les priorites regionales**

Bien qu’apportant chacun des nuances qui leur sont propres, les acteurs publics et prives, les OPA, et les PTF ont releve **un manque a gagner en termes de coordination intersectorielle** - au niveau de la strategie comme de l’execution. **L’opportunite de communiquer davantage sur les objectifs du PNIA comme sur ses realisations** a egalement ete souligne.

**Enfin, en termes de mobilisation des ressources, le PNIA a permis d’enclencher une dynamique positive, qu’il sera important de soutenir.** La strategie globale du PNIA, repondant aux defis les plus importants du secteur, a impulse une mobilisation des acteurs cles en faveur de l’agriculture ivoirienne. Les financements obtenus dans le cadre du PNIA I ont ainsi pu couvrir la totalite des coOts initialement estimes pour sa mise en reuvre et le suivi et evaluation. Cependant, les depenses publiques allouees a l’agriculture restent en dega de l’engagement cible de Maputo de 10% du budget national - le secteur agricole n’en ayant pergu au mieux que 4% sur la periode 2010-2015. De plus, les processus d’execution budgetaire ont parfois retarde la mise en reuvre de projets au regard des calendriers agricoles - les delais de decaissement entrainant des ecarts entre les budgets alloues et executes sur une periode donnee. Enfin, si les investissements prives dans le secteur ont ete stimules par les nombreuses incitations fiscales mises en place, ceux mobilises dans le cadre du PNIA sont restes inferieurs aux intentions initiales. Ce dernier point met en exergue la **necessite de porter une attention particuliere aux mecanismes de collaboration publique-privee,** et de penser de nouveaux instruments qui seraient a meme de renforcer cette collaboration a l’avenir.

* 1. SCENARII DE CROISSANCE

La complexite des objectifs vises dans le cadre de la declaration de Malabo necessite la combinaison de plusieurs instruments d’analyse. Dans le processus de l’elaboration du PNIA 2, un cadre integre a ete congu en vue de prendre en compte les multiples aspects et objectifs de la declaration de Malabo. Le cadre de modelisation se presente schematiquement comme suit :

**Analyse micro-economique**

**Intrants**

* Cible de Malabo sur la pauvrete
* Cible de Malabo sur la faim

**Analyse macro-economique**

**Extrants**

* Depenses de consommation finale des manages
* Depenses alimentaires
* Indicateur sur les inegalites economiques

**Intrants**

* Depenses de consommation finale desmenages
* depenses alimentaires
* Indicateur sur les inegalites economiques

**Extrants**

* Produit Interieur Brut
* Production et productivite
* Investissements
* Exportaions
* Emploi

**Analyse de la production agricole**

**Intrants**

* Production et productivite agricole
* Investissements agricoles
* Emplois agricoles

**Extrants par speculation agricole**

* Valeur ajoutee
* Production et productivite
* Utilisation des intrants
* Investissements
* Revenus agricoles

**Figure 4 : Cadre de modelisation IFPRI**

Ainsi, ce cadre integre utilise :

* Un modele de micro simulation pour determiner le rythme devolution de consommation des menages en vue d’atteindre les objectifs de reduction de la pauvrete et de la faim qui ont ete cibles a l’horizon 2025 ;
* Les resultats du modele de micro simulation servent d’inputs en vue de determiner, a l’aide d’un modele dynamique d’equilibre general calculable, le niveau d’investissement, le commerce, l’emploi, la productivite necessaires pour atteindre les cibles de la declaration de Malabo ;
* Les resultats du modele d’equilibre general calculable servent a leur tour d’inputs au modele de production agricole pour determiner la production, la valeur ajoutee, le niveau d’inputs et les investissements necessaires et le revenu agricole par bien.

L’objectif de cet exercice est de contribuer a :

creer une coherence entre les multiples objectifs et cibles de Malabo ; lier les interventions et les actions aux objectifs et cibles de Malabo ; faciliter la priorisation et le ciblage pour les resultats.

**2.2.1 Situation de reference et scenarii de simulation**

La situation de reference a ete determines a partir des donnees de l’Enquete sur le Niveau de Vie de I’INS (ENV, 2015). Les resultats sont resumes dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 : Situation de la pauvrete et de l’extreme pauvrete au niveau national et en milieu rural en annee de base

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indice** | **National** | |  | **Rural** | |
| Ratio (%) | Nombre de personnes |  | Ratio (%) | Nombre de personnes |
| **Incidence et effectif (seuil de pauvrete alimentaire)** | 10,0 | 2 304 858 |  | 20,6 | 1 700 312 |
| **Incidence et effectif (seuil de pauvrete national)** | 46,3 | 10 709 190 |  | 55,4 | 6 549 999 |
| **Coefficient de Gini** | 40.0 | - |  | - | - |

Source : Estimations IFPRI

Il en ressort qu’en annee de base, pres de la moitie de la population est pauvre. Avec le taux de pauvrete de 46,3%, le nombre total de pauvres est estime a environ 10 709 190 personnes tandis que l’extreme pauvrete et la faim touchent 2 304 858 personnes, soit environ 10% de la population. En milieu rural, plus de la moitie de la population (55,4%) se retrouve en dessous de la ligne de pauvrete. Cela correspond a 6 549 999 personnes. L’extreme pauvrete et la faim affectent environ 20,6% des ruraux, soit 1 700 312 personnes.

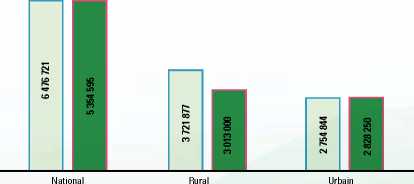
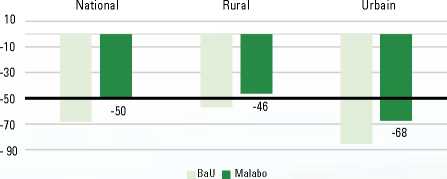
Deux scenarii ont ete etudies, dans l’optique d’atteindre les deux objectifs d’eradication de l’extreme pauvrete et de la faim et de reduction de moitie de la pauvrete a horizon 2025. Il s’agit :

* du scenario de la continuite qui suppose que les recentes performances de croissance de l’economie nationale, y compris celles du secteur agricole, sont projetees dans la prochaine decennie (« Business as Usual » - BaU), et
* du scenario de Malabo qui suppose la combinaison de plusieurs instruments de politiques publiques en vue d’atteindre multiples objectifs (croissance economique, croissance agricole, accroissement de la productivite agricole, reduction de la pauvrete et des inegalites, elimination de la faim et de l’extreme pauvrete, hausse du commerce de produits agricoles et agroalimentaires, etc.).

Pour chacun des scenarii, les simulations permettent d’obtenir les resultats en termes de reduction de la pauvrete et des inegalites, d’extreme pauvrete, de croissance economique globale, de production et de productivite agricole, de commerce, etc.

**2.2.2 Implications des scenarii et contribution a l’atteinte des objectifs du PNIA**

Impact sur la pauvrete



**Figure 5 : Variation (%) de taux de pauvrete a horizon 2025 Figure 6 : Nombre de personnes sorties de la pauvrete**

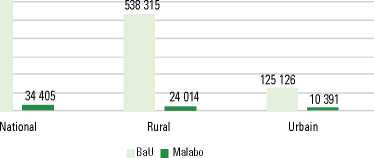
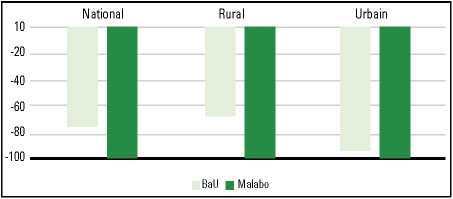
Source : Resultats des simulations IFPRI

Il ressort des resultats de simulation que I’objectif de Malabo de diminuer la pauvrete de moitie entre 2015 et 2025 sera atteint avec les performances economiques actuelles de la Cote d’Ivoire (8,2% de taux de croissance economique moyen annuel) correspondant au scenario de continuite. Cette situation de statu quo ne s’accompagnera que d’une tres faible reduction des inegalites illustree par l’indice de Gini passant de 0,40 a 0,38 entre 2015 et 2025. Ainsi, avec le scenario Business as Usual (BaU), la Cote d’Ivoire est en mesure de tirer, toutes choses etant egales par ailleurs, plus de 6 476 000 personnes de la pauvrete a l’horizon 2025 dont 3 721 877 en milieu rural et 2 754 844 personnes en milieu urbain. En termes de reduction de la pauvrete, le scenario de la continuite se traduit par un impact plus important.

En ce qui concerne le scenario de Malabo, il se traduit par une reduction de la pauvrete de moitie, permettant a 5 354 595 personnes de sortir de la pauvrete dont 3 013 000 en milieu rural et 2 828 250 en milieu urbain a l’horizon 2025. Quel que soit le scenario, la contribution du milieu rural a la reduction de la pauvrete entre 2015 et 2025 est plus importante que celle du milieu urbain. Cela conforte les resultats obtenus entre 2008 et 2015 qui ont permis d’enregistrer une reduction de la pauvrete rurale alors qu’elle etait en hausse dans les centres urbains.

Impact sur l’extreme pauvrete et la faim

Les graphiques ci-dessous presentent l’impact des options BaU et Malabo sur l’extreme pauvrete et la faim.



**Figure 7 : Variation (%) de l’indice numerique de la pauvrete alimentaire 2015-2025**

663 439

**Figure 8 : Nombre de personnes sorties de la faim 2015-2025**

Source : Resultats des simulations IFPRI

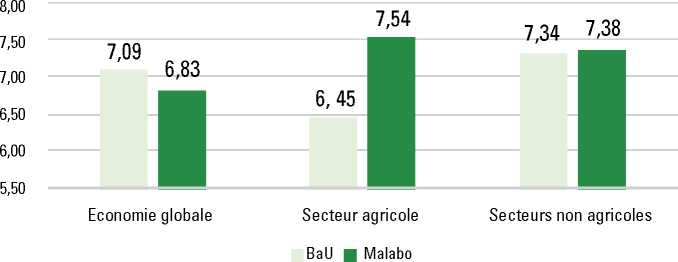
Les simulations indiquent que l’objectif de Malabo portant sur l’elimination de la faim et de l’extreme pauvrete ne sera pas atteint dans le scenario de continuite (BaU). Dans l’optique de la continuite de la performance actuelle de l’economie ivoirienne, il subsistera encore plus de 663 000 personnes souffrant de la faim en Cote d’Ivoire a l’horizon 2025 dont plus de 538 000 en milieu rural et environ 125 000 en milieu urbain.

Par contre, l’application du scenario de Malabo se traduira par une reduction de l’indice numerique de pauvrete alimentaire 98,5% au niveau national, contre 98,58% en milieu rural et 98,28% en milieu urbain. Ainsi, le nombre de personnes sortant de la situation d’extreme pauvrete et de faim sera a l’horizon 2025 de 2 270 453 dont 1 676 298 en milieu rural et 594 155 en milieu urbain.

Comme dans le cas de la pauvrete, la contribution du milieu rural a la reduction de la faim et de l’extreme pauvrete sera plus importante du fait notamment de l’impact positif sur la production agricole.

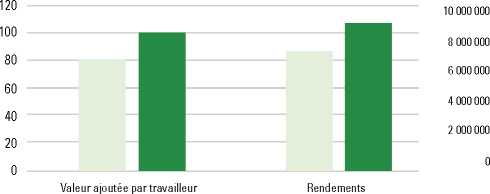
Impact sur la performance economique globale et la croissance agricole

L’objectif de Malabo pour la croissance agricole, c’est-a-dire 6,0% de taux de croissance annuel moyen, sera atteint avec le scenario de continuite.



**Figure 9 : PIB, variation moyenne annuelle (%), Source : Resultats des simulations IFPRI**

Les resultats des simulations indiquent que, sous le scenario BaU, la performance de l’economie sera tiree par les secteurs non agricoles avec un taux de croissance moyen annuel de 7,34% contre 6,45% pour le secteur agricole. A contrario, avec la mise en reuvre du PNIA 2 (Malabo), le secteur pourrait enregistrer, toutes choses etant egales par ailleurs, un taux de croissance moyen annuel d’environ 7,54% contre 7,38% pour les secteurs non agricoles. Impact sur la productivity dans le secteur agricole et la demande de main d’reuvre

Les graphiques ci-dessous presentent l’impact des differents scenarii sur la productivity des facteurs de production agricole et la demande de main-d’reuvre du secteur agricole. La productivite des facteurs de production est mesuree par la valeur ajoutee par travail et le rendement de la terre.

**■ BaU ■ Malabo**

**Figure 10 : Productivite (variation globale, 2015-2025)**

2O15 2O16 2O17 2O18 2O19 2020 2O21 2O22 2O23 2O24 2O25

Offre ■ Deficit

**Figure 11 : Demande de travail annuelle (2015-2025)**

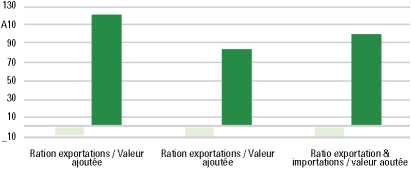
Source : Resultats des simulations IFPRI

Il apparait que le scenario de base (BaU) se traduit par une hausse de la productivite plus faible que le scenario Malabo. En effet, dans l’hypothese d’une poursuite de la tendance actuelle de l’economie, la valeur ajoutee agricole par travailleur va enregistrer une hausse globale de 80% sur la periode 2015-2025, soit une croissance moyenne annuelle de 6,1%. En ce qui concerne le rendement de la terre, il va enregistrer une hausse globale de 87% sur la meme periode.

Pour ce qui est du scenario Malabo, sa mise en reuvre induirait, toutes choses etant egales par ailleurs, une hausse globale de 100% entre 2015-2025, soit une croissance moyenne annuelle de 7,2% tandis que les rendements pourraient enregistrer un taux de croissance moyen de 7,5% par an. Ces resultats s’accompagnent d’une forte augmentation de la main-d’reuvre agricole. Et compte tenu de la hausse observee de la population rurale et de l’acceleration de l’urbanisation, le secteur agricole pourrait butter sur une contrainte forte en termes d’offre de travail. En effet, si les tendances actuelles de la population rurale se poursuivent, l’agriculture pourrait connaitre un deficit de main-d’reuvre qui pourrait atteindre 3,7 millions d’actifs en 2025. Ceci pose la necessitee de la mecanisation de l’agriculture pour atteindre les objectifs de developpement du pays.

Impact sur le commerce de produits agricoles et agroalimentaires

L’expansion du commerce de produits agricoles et agroalimentaires est un objectif de la declaration de Malabo. Celle-ci doit contribuer a l’integration sous regionale et regionale a travers l’accroissement du commerce intra- africaine.

Les graphiques ci-dessous presentent l’impact sur le commerce de produits agricoles et agro-alimentaires.

■ BaU ■ Malabo

**Figure 12 : Ratios commerce / valeur ajoutee**

150

llllllllll

2O15 2O16 2O17 2O18 2O19 2O20 2O21 2O22 2O23 2O24 2O25

■ BaU ■ Malabo

1. **: Ratio exportation sur importations**

Source : Resultats des simulations IFPRI

Les resultats des simulations sur la performance commerciale mesuree par la part des exportations et des importations dans la valeur ajoutee indiquent que le scenario Malabo offre de meilleures perspectives que celui de la continuite de la tendance actuelle de l’economie (BaU). En effet, sous Malabo, le taux Exportations / valeur ajoutee pourrait enregistrer, toutes choses etant egales par ailleurs, une hausse globale de 120% contre 84% pour le taux importations/valeur ajoutee. Par contre, ces deux indicateurs afficheraient une baisse globale d’environ 7% et 17% respectivement.

Par ailleurs, le ratio exportations/importations de produits agroalimentaires montre que ce taux reste inferieur ou egal a 1, sous scenario BaU indiquant que dans le meilleur des cas, la Cote d’Ivoire va continuer a afficher un solde deficitaire du commerce de produits agroalimentaires. Par contre, la mise en reuvre du scenario Malabo permettrait, toutes choses etant egales par ailleurs, de redresser la tendance et d’enregistrer un solde excedentaire du commerce de produits alimentaires et agroalimentaires. Le ratio exportations / importations de produits alimentaires et agroalimentaires pourrait se situer a 1,26 en 2021 et a 1,08 en 2025.

* + 1. ***Identification des produits strategiques***

^identification des produits et/ou speculations strategiques repose sur trois criteres a savoir :

* la contribution a la hausse des revenus des petits exploitants agricoles ;
* la contribution a l’emploi agricole ;
* la contribution a la securite alimentaire / depenses de consommation alimentaires des menages.

Le tableau ci-dessous presente la contribution de differentes speculations / produits a l’augmentation du revenu et de l’emploi.

Tableau 5 : Contribution a I’augmentation des revenus des petits exploitants agricoles, par categorie de produit avec le scenario de Malabo

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Categorie** | Augmentation du revenu des menages, contribution | Revenu des menages, part initiale | Emploi agricole, part initiale |
| **Cereales** | -2,6% | 5,5% | 12,7% |
| **Tubercules et racines** | 1,5% | 4,0% | 9,0% |
| **Legumes** | -0,2% | 1,2% | 3,5% |
| **Oleagineux** | 2,1% | 2,7% | 7,2% |
| **Fruits et noix** | 49,5% | 62,3% | 55,9% |
| **Produits de la peche** | 0,8% | 2,4% | 0,3% |
| **Betail** | 3,0% | 3,4% | 2,7% |
| **Autres produits** | 45,8% | 18,5% | 8,6% |
| **Toutes les categories** | 100,0% | 100,0% | 100,0% |

Source : Resultats des simulations IFPRI

En termes de contribution a I’augmentation des revenus des menages, les speculations (ou groupe de speculations) les plus importantes sont la categorie Autres produits (cafe, cacao, hevea, anacarde, coton, etc.) dont la contribution est de 45,8% et les fruits et noix (49,5%). A ces speculations/produits, il faut ajouter le betail (3%), les oleagineux (2,1%), les racines et tubercules (1,5%). Alors que les cereales contribuent negativement a l’augmentation des revenus des menages (-2,6%), elles ont une forte contribution a l’emploi (12,7%) derriere les fruits et noix (55,9%), mais devant les autres produits (8,6%) et les oleagineux (7,2%).

En termes de niveau de correlations entre les speculations/produits aux criteres de revenu, d’emploi et de consommation, le classement est presente dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6 : Classement des produits agricoles sur la base des criteres d’emploi, de revenu et de depenses, scenario de Malabo

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Produits alimentaires** | Augmentation du revenu agricole, contribution | Revenu agricole, part initiale | Emploi agricole, part initiale | Augmentation des depenses alimentaires, contribution | Depenses alimentaires, part initiale |
| **Riz** | \* | \* | \*\* | \*\* | \*\* |
| **Poulet** | \* | \* | \* | \*\* | \* |
| **Breuf** | \*\* | \* |  | \*\* | \*\* |
| **Jambon** | \*\* | \*\* | \*\* |  | \*\* |
| **Mai's** | \* | \*\* | \*\* |  | \*\* |
| **Poisson** | \*\* | \*\* |  | \* | \*\* |
| **Cacao** | \*\* | \*\* | \*\* |  |  |
| **Cajou** | \*\* | \*\* | \*\* |  |  |
| **Cafe** | \*\* | \*\* | \*\* |  |  |
| **Coton** | \*\* | \*\* | \*\* |  |  |
| **Manioc** |  | \* | \*\* |  | \* |
| **Caoutchouc** | \*\* | \*\* | \* |  |  |
| **Plantain** |  | \* | \* | \* | \*\* |
| **Huile de palme** | \*\* | \* | \* |  | \* |

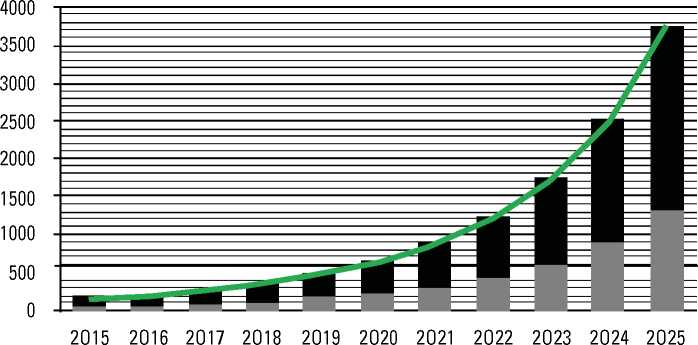
Source : Resultats des simulations IFPRI

N.B.: \*\*: Lien etroit, c.-a-d. parmi les 10 produits alimentaires prioritaires selon un critere donne. \*: Lien modere, c.-a-d.. parmi les 20 produits alimentaires selon un critere donne

La combinaison des differents criteres a permis la selection des chaTnes de valeur de produits agricoles prioritaires ayant des liens etroits avec l’activite agricole des petits exploitants : le Riz, le mais, le cafe, le plantain, le poulet, le poisson, le coton, l’huile de palme, le breuf, le cacao, le manioc, le cajou, et le caoutchouc.

* + 1. **Investissements et financement**

Le graphique ci-dessous presente revolution des investissements agricoles requis sous le scenario Malabo. Il fait la distinction entre les investissements publics et prives et indique revolution de l’investissement total.



Investissement public Investissement prive

— Investissement total

1. **: Evolution des investissements agricoles sous le scenario Malabo**

Source : Resultats des simulations IFPRI

La determination du volume total de l’investissement sous Malabo est rendue difficile par l’absence de donnees fiables sur l’investissement prive dans le secteur agricole, qui pourraient servir de base de reference. Pour pallier cette faiblesse, l’etude part de l’investissement public tel que retrace dans le rapport sur la revue des depenses publiques agricole qui a estime les depenses en capital du secteur public a 61 milliards de FCFA par an sur la periode 2010-2015. Sur la base du taux de croissance de l’investissement public requis pour atteindre les objectifs de Malabo obtenu avec la simulation macroeconomique, l’estimation des depenses d’investissement public a ete effectuee. Ensuite, prenant la part estimee de l’investissement prive dans l’investissement total (35%), il est possible de chiffrer l’investissement prive et l’investissement total. Les resultats indiquent que globalement, la mise en reuvre du PNIA 2 va necessiter un investissement total de 12361 milliards de FCFA soit en moyenne, 1120 milliards de FCFA par an dont 728 milliards d’investissement prive (65%) et 392 milliards d’investissement public (35%).

Ces perspectives de croissance et de reduction de la pauvrete permettent de determiner les orientations de developpement agricole pour les prochaines annees ainsi que la planification des investissements.

jardin botanique de bingerville (JBB)

Service rattache au Cabinet du Ministere des Eaux et forets cree en 1904, et reconnue officiellement en 1913 par arrete n° 153 du 17 fevrier 1913 signe par le Lieutenant-Gouverneur ANGOULVANT

Jardin Botanique de Bingerville

MISSION

Le Jardin Botanique de Bingerville a pour missions principales :

* la conservation de la biodiversite ;
* l’appui a la recherche scientifique ;
* l’education environnementale a travers la realisation des classes vertes;
* le tourisme vert (eco-tourisme).

HISTORIQUE

De sa creation a ce jour, le Jardin a eu differentes appellations en fonction du role qui lui etait assigne. Ainsi :

En 1904 il etait un Jardin de promenade et de chasse du Gouverneur ;

En 1929 il etait un jardin d’essai, du fait des tests et essais agricoles sur plusieurs cultures perennes industrielles et exotiques qui y etaient realises ;

En 1950 : il etait un Centre Agricole servant de base d’etude a la biologie vegetale pour l’agriculture ivoirienne ;

Enfin en 1956, le Centre Agricole a ete erige en Jardin Botanique de Bingerville pour s’occuper specialement de la diversite biologique

DOMAINES DE COMPETENCES

Preservation des especes en voie de disparition - organisation d’activites de detentes et ludiques - Accueil d’etudiant des Universites de la place pour les travaux dans le cadre de leur memoire de fin d’etudes.

CONTACTS

**Contact telephonique :** +225 02 80 05 04

**Adresse geographique :** Bingerville, quartier administratif en face de l’EMPT

**Site web :** [www.eauxetforets.gouv.ci](http://www.eauxetforets.gouv.ci) - **Facebook:** Jardin Botanique De Bingerville



JARDIN BOTANIQUE DE BINGERVILLE (JBB)

office ivoirien des parcs et reserves (OIPR)

Etablissement Public national de type particulier (EPIC) cree par Decret n°2002-359 du 24 juillet 2002



MISSION

Les missions de l’OIPR sont les suivantes :

* la gestion de la faune, de la flore et de leur biotope ;
* la gestion du patrimoine foncier qui constitue l’assise de la faune, la flore et les plans d’eau ;
* l’exercice de la police administrative et judiciaire ;
* la mise en reuvre d’une politique de gestion durable ;
* la coordination ou realisation des etudes necessaires a la creation, a l’extension ou a l’amenagement de PNR ;
* l’information, l’education et la communication.

HISTORIQUE

1. 1995 - 2002 : Definition d’une nouvelle strategie de gestion des parcs nationaux et reserves naturelles a travers la

preparation du Programme Cadre de Gestion des Aires Protegees (PCGAP). La vision de ce programme etant d’assurer la preservation d’un echantillon representatif de la diversite biologique nationale ainsi que le maintien des processus ecologiques dans les aires protegees.

1. Adoption de la Loi 2002-102 du 11 fevrier 2002 portant creation, gestion et financement des parcs nationaux et reserves naturelles. L’un decret d’application de cette loi (decret n° 2002-359 du 24 juillet 2002) a permis la creation de l’Office Ivoirien des Parcs et Reserves (OIPR).

DOMAINES DE COMPETENCES

Amenagement et infrastructure - Suivi ecologique et recherche - Communication et sensibilisation - Surveillance et protection - Ecotourisme - Gestion participative et appui au developpement local - Gestion administrative, technique et financiere

ORGANISATION SPATIALE

* Une Direction Generale avec trois directions centrales (Direction Technique, Direction des Finances et de la Comptabilite, Direction de l’Administration et des Ressources humaines) ;
* 5 Directions de Zone (Entites de coordination regionale) ;
* 22 secteurs et 5 brigades mobiles (Entites operationnelles).

PARTENAAIRES FINANCIERS

KfW - FEM - AFD - Banque mondiale - GIZ- Fondation pour les Parcs et Reserves de Cote d’Ivoire (FPRCI)

PARTENAIRES TECHNIQUES

GIZ - WCF - ONG Locales - CSRS - IUCN - Felix HOUPHOUET BOIGNY - Universite NANGUY ABROGOUA - Universite Jean LOROUGNON GUEDE - ONG YVEO - COTE D’IVOIRE TOURISME - CONSEILS REGIONAUX DU BOUNKANI, DE SAN PEDRO ET DE LA NAWA - COMMUNE DE GRAND LAHOU

CONTACTS

**Contact telephonique :** +225 22 41 40 59

**Contact electronique :** [info@oipr.ci](mailto:info@oipr.ci)

**Adresse geographique :** ABIDJAN COCODY II Plateaux non loin de l’ENA et en face de l’Ecole les Pepinieres

**Adresse postale :** 06 BP 426 Abidjan 06 - **Site web :** [www.oipr.ci](http://www.oipr.ci)

Etablissement public a caractere administratif cree en 2010, par Decret n° 2012-767 du 1er aoOt 2012 abrogeant le Decret n° 2010-202 du 15 juillet 2010

agence pour le developpement de la filiere riz (ADERIZ)

 MISSION

Barrage Gonflable de M’BAHIAKRO Usine 5 tonnes/heure

L’ONDR a pour mission de concevoir et proposer des orientations en matiere de politique rizicole en vue (i) de la couverture des besoins de consommation des populations en riz, par la production nationale, et de contribuer ainsi a la securite alimentaire, (ii) de faire de la production du riz, une activite hautement remuneratrice pour les riziculteurs et (iii) de lutter contre la pauvrete en Cote d’Ivoire.

HISTORIQUE

Le riz a toujours occupe une place importante dans la politique agricole de la Cote d’Ivoire depuis 1960. Apres les independances, les structures Etatiques que sont la SATMACI et la SODERIZ, ont conduit la politique rizicole.

La conjoncture economique des annees 80 a conduit I'Etat a se desengager des secteurs de production, avec la dissolution de la SODERIZ dans le secteur riz.

Cependant, vu I'importance de plus en plus accrue du riz pour la securite alimentaire, I'Etat va mettre en place des structures specialisees d'appui au secteur avec la SOPRORIZen 1995 qui deviendra par la suite en 1996, le Projet et Programme National Riz (PNR) 2003. Pour renforcer les capacites du PNR afin de le rendre plus dynamique sur I'ensemble de la chaine des valeurs du riz, I'ONDR a ete cree en 2010.

En janvier 2018, I'Etat cree l'Agence pour le Developpement de la filiere RIZ, par decret N°2018-10 du 10 janvier 2018. Cette Agence a pour mission de mettre en oeuvre les orientations gouvernementales en matiere de developpement de la filiere Riz en Cote d'Ivoire.

Jusqu'a sa mise en place, les missions devolues a l'ADERIZ sont exercees par I'Etablissement Public Administratif denomme «Office National de Developpement de la Riziculture» en abrege ONDR, conformement au decret No 2012-767 du 1 er aoOt 2012 susvise.

DOMAINES DE COMPETENCES

Appui a la production - Appui a la valorisation du riz local - Financement durable de la filiere riz - Statistiques et Communication - Planification et Suivi-Evaluation des activites de la filiere riz

ORGANISATION SPATIALE

* Un Conseil de Gestion
* Une Direction Generale
* Une Antenne a Yamoussoukro

PARTENAIRES FINANCIERS

PARTENAIRES TECHNIQUES

FAO, FIRCA, BOAD, BADEA, BID et I'Etat de Cote d'Ivoire

MINADER, ANADER, CNRA, LANADA, BNETD

CONTACTS

**Contact telephonique: +** 225 20 22 80 00*1*20 22 78 35; **Fax:** +225 22 52 81 8720 22 80 01

**Adresse geographique:** 1, Angle Rue Paris Village - Abidjan Plateau • **Adresse postale:** 01 BP 147 Abidjan 01

**Contactelectronique:** [ondrinfos@gmail.com](mailto:ondrinfos@gmail.com) **‘Siteweb:**[www.ondr.ci](http://www.ondr.ci)

ORIENTATIONS STRATEGIQUES  
A L’HORIZON 2025

* 1. VISION

**Le PNIA de deuxieme generation (PNIA 2) aspire a une agriculture ivoirienne durable, competitive, et creatrice de richesses equitablement partagees.** Cette vision pose le double enjeu d’un developpement coordonne du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique, et de l’impact positif de ce developpement sur l’environnement et la societe dans son ensemble. Elle s’inscrit dans la vision prospective nationale visant a asseoir l’emergence du pays sur la transformation structurelle de l’economie fondee sur son industrialisation. Pour ce faire, les investissements consacres dans le cadre du PNIA 2 viseront a contribuer efficacement a la performance macroeconomique attendue dans le cadre du PND (maintien de la croissance du PIB a hauteur de 8%) - ce, en agissant tant au niveau macro (a l’echelle du pays) que micro-economique (a l’echelle des individus et des territoires).

* 1. OBJECTIFS STRATEGIQUES

Le PNIA met l’accent sur l’atteinte de trois objectifs strategiques :

1. Le developpement de la **valeur ajoutee** agro-sylvo-pastorale et halieutique
2. Le renforcement des **systemes de production** agro-sylvo-pastorale et halieutique r**espectueux de l’environnement**
3. Une croissance inclusive, garante du developpement rural et du bien-etre des populations.

**Pour stimuler le niveau de transformation des filieres et mieux capter la valeur ajoutee agricole, le PNIA 2 favorisera le developpement coordonne des chaTnes de valeur.** Pour une filiere donnee, un meme projet devra a la fois viser a financer la recherche en intrants ameliores, diffuser ces resultats de recherche pour ameliorer la productivite, soutenir les transformateurs dans l’absorption d’une production accrue (via de nouvelles technologies de transformation), et stimuler la vente de produits a valeur ajoutee. Les projets seront congus dans une logique d’acces aux marches tant internationaux (opportunites sous-exploitees au niveau de la sous-region par exemple) que nationaux (par le biais d’initiatives interdependantes au niveau de groupements en « Poles de Developpement Agricole Integra », decrits ci-apres).

**Les interventions du PNIA 2 ont egalement ete formulees a la lumiere des enjeux importants de protection environnementale du pays.** Il s’agira d’une part de sensibiliser les differents acteurs a ces enjeux, d’autre part de mieux faire connartre et de renforcer la mise en rauvre des strategies environnementales existantes - telles que celles definies dans la Loi d’Orientation sur le Developpement Durable, l’Agriculture Intelligente face au Climat, la Loi Portant Regime de Biosecurite, et la Strategie REDD+. Il s’agira par ailleurs de s’assurer d’une collaboration etroite entre sous-secteurs, pour developper la production agricole dans le respect des ressources environnementales.

**Conformement aux Objectifs de Developpement Durable, le PNIA 2 vise une croissance inclusive en milieu rural.** L’objectif N°2 des ODD appelle les pays a eradiquer la faim et toutes formes de malnutrition. A cet egard, la strategie de securite alimentaire du PNIA II traite a la fois de la disponibilite et de l’acces aux aliments, en quantite et en qualite - via l’appui a la productivite des filieres vivrieres, a la diversification des produits agricoles, au renforcement de la securite sanitaire et a la stability des prix du marche. Les objectifs N°1, N°8, et N°10 des

ODD preconisent quant a eux la reduction de la pauvrete mondiale, le soutien a la creation d’emplois, et la poursuite de la reduction des inegalites. La creation d’emplois decents et l’autonomisation economique des populations vulnerables (femmes et jeunes notamment) sont integres au PNIA 2 via des interventions ciblees et egalement des considerations egalitaires en communes a tous les programmes. L’integration de strategies sociales au creur du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique contribuera ainsi a l’atteinte des objectifs de developpement humain durable, tels que decrits dans les ODD.

La figure ci-dessous synthetise les resultats attendus pour chacun des objectifs strategiques du PNIA 2.

Tableau 7 : Resultats attendus des objectifs strategiques du PNIA 2

|  |  |
| --- | --- |
| **Objectifs strategiques** | **Resultats attendus** |
| Objectif Strategique 1  **Le developpement de la valeur ajoutee agro-sylvo-pastorale et halieutique** | Le secteur agricole contribue de fagon croissante a l’industrialisation de l’economie ivoirienne |
| Les produits agricoles ivoiriens sont competitifs sur les marches regionaux et internationaux |
| Les filieres agricoles fonctionnent avec efficience (les liens entre acteurs de la chaTne de valeur sont renforces) |
| Objectif Strategique 2  **Le renforcement de systemes de production agro-sylvo-pastorale et halieutique respectueux de l’environnement** | La production agricole augmente, tiree par une augmentation de la productivite dans toutes les filieres |
| L’impact negatif de l’agriculture sur l’environnement est attenue et martrise |
| La protection des ressources naturelles nationales est renforcee |
| Objectif Strategique 3  **Une croissance inclusive, garante du developpement rural et du bien-etre des populations** | La sous-alimentation et la malnutrition rurale diminuent |
| L’emploi et le developpement economique sont stimules en milieu rural |
| Les revenus des agriculteurs sont accrus |

Les objectifs strategiques du PNIA 2 seront declines au travers de six programmes d’intervention. Ces programmes detaillent les mesures reglementaires, incitations publiques, et investissements publics et/ou prives permettant d’atteindre les resultats attendus des objectifs strategiques. Les indicateurs et cibles associees a horizon 2025 sont detailles en deuxieme partie de ce document.

* 1. APPROCHE STRATEGIQUE DE MISE EN EUVRE

**L’ensemble de ces objectifs ne sauraient etre atteints sans une gouvernance efficace du secteur, reposant sur des institutions solides et des cadres adequats de coordination des acteurs et des interventions.** Le cadre de gouvernance correspondant est presente au chapitre VI de ce document.

Cinq principes cles de mise en reuvre ont ete retenus a ce titre :

1. Le renforcement des structures de gouvernance relatives a la planification, la programmation, et le suivi- evaluation des politiques et investissements du secteur
2. Une plus grande integration des besoins des entreprises, pour favoriser la participation privee et le developpement de l’entrepreneuriat dans le secteur
3. une meilleure integration verticale permettant une plus grande synergie entre les activites de recherche, de production, et de transformation
4. une meilleure integration horizontale permettant davantage de coordination entre les secteurs agricoles et connexes - domaine environnemental et social en particulier
5. une meilleure integration territoriale, pour une plus grande prise en compte des specificites de chaque region de Cote d’Ivoire.

En reponse au besoin de meilleure integration territoriale, les « Poles de Developpement Agricole Integra » constituent un dispositif (parmi d’autres) pour mettre en reuvre les programmes du PNIA 2, portes a la fois par des investissements publics et prives. Ce terme etant communement utilise pour representer des dispositifs tres divers a l’echelle internationale, il convient de preciser la vision retenue au niveau national - decrite ci-dessous.

* + 1. **Vision pour les Poles de Developpement Agricole Integre ivoiriens**

La vision pour les Poles de developpement agricole integres ivoiriens consiste en « des investissements agro-sylvo- pastoraux et halieutiques respectueux de l’environnement, fondes sur le potentiel des territoires et les besoins des populations, et beneficiant a l’ensemble des acteurs ». Elle vise a mettre en reuvre les programmes du PNIA 2 de maniere integree, tout en tenant compte des realites locales. Les 31 regions de Cote d’Ivoire seront regroupees en zones sur la base de criteres agro-ecologiques, administratifs, sociaux et economiques. Au niveau de chaque zone, les investissements cibleront le developpement de filieres cles aussi bien au plan de de la securite alimentaire que de la creation de valeur ajoutee.

La notion d’Pole de Developpement Agricole Integre repose sur cinq axes cles :

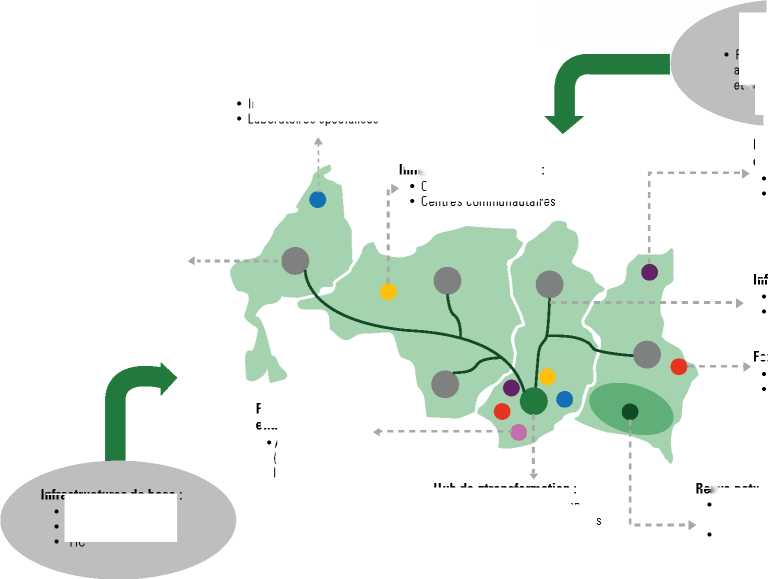
* Une strategie de transformation agro-sylvo-pastorale et halieutique **localisee**, qui tienne compte des **realites des territoires**
* La definition de zones focalisees sur des **filieres priorisees** au niveau national et local
* Une **concentration de facilites et de services** pertinents pour ces filieres, dans chacune des zones

definies

* Une forte implication du secteur prive et des communautes locales
* Une approche coherente avec celle definie pour les **poles economiques competitifs** a l’echelle nationale.

La figure ci-dessous illustre le type d’investissements qui pourront etre realises au niveau de chaque Pole de Developpement Agricole Integre. En plus de ces investissements, des politiques pourraient etre introduites selon les besoins propres a chacune des zones et filieres associees, telles que des incitations specifiques pour les societes de transformation et pour les PME. Par exemple, pour un Pole de Developpement Agricole Integre presentant des enjeux ecologiques majeurs, des incitations pourraient etre introduites pour le developpement de projets d’agriculture verte par le secteur prive. Ce-dernier serait egalement accompagne dans les procedures administratives y afferantes, telles que les formalites d’enregistrement des entreprises (via un guichet unique), et l’acces aux terrains industriels.

Un mecanisme dedie sera mis en place pour la gouvernance des Poles de Developpement Agricole Integre, detaille dans le chapitre VI.



**Regroupements de productiion :**

•

•

•

•

Appui a la struucturation des filieres cles

Points de vente des intrants et d’equipements

Conseil agricole cible Infrastructures de stockage et de conservation

**Infrastructures de commercialisation :**

Marches de gros

Centres de collecte

**Infrastructures routieres :**

Routes

Pistes rurales

**Formation professionnelle :**

Universites

Centres de formation technique

**Resve naturelle :**

Investissements dans l’eco- tourisme

Developpement de la biodiversite

**Hub de gtransformation :**

• Zone de transformation equipee et focalisee sur les filieres cles

**Figure 15 : Illustration de la mise en reuvre des programmes du PNIA II au niveau des Poles de Developpement Agricole Integre**

**Recherche scientifique focalisee sur les besoins de la zone :**

Institutions de recherche Laboratoires specialises

**Infrastructures sociales :**

Centres de sante

Centres communautaires

**Infrastructures de base :**

Electricite

Eau potable

TIC

**Petites et moyenne entreprises :**

Appui aux PME (emballage, logiques, etc.)

**Financement :**

Produits financiers adaptes aux acteurs et au secteur

* + 1. **Selection de chaTnes de valeur cles aux niveaux national et regional**

**L’exercice de selection des chaTnes de valeurs vise a etre inclusif, a la fois des cultures vivrieres, des cultures de rente, et des filieres animales et halieutiques - ce, au niveau de chaque Pole de Developpement Agricole Integre.** Les filieres identifiers comme strategiques au niveau national ont ete evaluees sur base de trois types de criteres : (i) des criteres d’impact social ; (ii) des criteres d’impact economique ; et (iii) des criteres de potentiel pour le futur. Cette evaluation a permis de faire emerger les atouts principaux de ces filieres - tels que la creation de valeur ajoutee, la contribution aux objectifs de securite alimentaire, ou encore la provision d’emplois - et de les prioriser sur cette base.

**Apres cette evaluation au niveau national, les filieres priorisees de par leurs atouts ont ete reparties sur les differentes regions de Cote d’Ivoire,** selon leur niveau de production, ou encore leur potentiel pour le developpement economique et social de ces regions. Cette repartition s’est faite sur base de donnees a la fois quantitatives et qualitatives, ces-dernieres ayant ete recueillies a l’occasion des ateliers regionaux de formulation du PNIA 2. A noter que **certaines filieres non-retenues initialement au niveau national, ont ete integrees dans un deuxieme temps au vu de leur importance au niveau regional.** Il est important de souligner que le choix des filieres a soutenir est susceptible d’evoluer dans le temps, selon les besoins et opportunites se presentant au niveau local (elevage non-conventionnel, par exemple)11 .

**Cultures vivrieres, et filieres animales et halieutiques**

Pour mesurer l’impact social des cultures vivrieres, la demande alimentaire et le niveau d’autosuffisance alimentaires ont ete analyses a travers la consommation calorique quotidienne par habitant (kcal) et la part d’importations dans la consommation nationale. La part de la filiere dans la production agricole nationale a ete retenue pour evaluer son impact economique. Enfin, les taux de transformation, ainsi qu’une evaluation qualitative des perspectives devolution de la filiere ont permis d’estimer son potentiel. **Les atouts principaux retenus pour la priorisation des cultures vivrieres au niveau national sont : (i) la securite alimentaire, (ii) la creation de valeur ajoutee, (iii) la substitution aux importations, et (iv) l’opportunite de diversification (enjeu nutritionnel).**

**Cultures de rente**

L’impact social des cultures de rente a ete evalue au travers du nombre d’emplois crees par chacune des filieres. Comme pour les cultures vivrieres, l’impact economique a ete mesure en termes de part dans la production agricole nationale. Le potentiel des filieres, enfin, a ete analyse sur la base de leur part (en volume) dans les exportations mondiales, de leurs taux de transformation, et d’une evaluation qualitative de leurs perspectives devolution. **Les atouts principaux retenus pour la priorisation des cultures de rente au niveau national sont : (i) la creation de valeur ajoutee, (ii) la creation d’emplois, (iii) la contribution aux exportations, et (iv) l’opportunite de diversification (enjeu economique).**

Une analyse des filieres selon ces criteres est presentee en annexe.

* + 1. **Caracterisation des Poles de Developpement Agricole Integre**

Le regroupement des regions en Poles de Developpement Agricole Integre (ou zones) est base sur des criteres agro- ecologiques, administratifs, sociaux et economiques - reseaux d’infrastructures, en particulier. Le regroupement selon le critere agro-ecologique permet aux cultures necessitant des conditions climatiques similaires d’etre priorisees dans les memes zones, facilitant de ce fait le choix de cultures au niveau local. Le regroupement selon le critere administratif permet une provision efficace de services gouvernementaux au sein d’une meme zone - tels que les services de vulgarisation, de subventions, de distribution d’intrants ou encore d’application de la loi. Le regroupement selon le critere de disponibilite des infrastructures permet de capitaliser sur les reseaux existants, et d’assurer des modes de liaison efficaces entre regions d’une meme zone. **Neuf Poles de Developpement Agricole Integre ont ainsi ete identifies sur base de ces regroupements. La carte ci-dessous illustre le zonage propose.**



**Bagoue**

**Kabadougou**

**Tchologo**

**Bounkani**

**Hambol**

**Bating**

**Gontougo**

**Bgeke**

**Tonpki**

**Belier**

**Guemon**

**arahoue**

**oronou**

**Cavally**

**Nawa**

**Gbokle**

**San-Pedro**

**280 Kilometres**

**Loh-**

**Djiboua**

**Agneby**

**-Tiassa**

**Grands-**

**Ponts**

**Sud-**

**Comoe**

**Haut-**

**Sassandra**

**Figure 16 : Illustration du zonage propose pour les Poles de developpement agricole integres**

Agro-Pole 1

Agro-Pole 2

Agro-Pole 3

Agro-Pole 4

Agro-Pole 5

Agro-Pole 6

Agro-Pole 7

Agro-Pole 8

Agro-Pole 9

Le tableau ci-dessous propose une premiere analyse des potentiels et besoins principaux de chaque zone, ainsi que les fi lieres a prioriser pour chacune d’entre elles. Ces propositions, etablies sur base des donnees disponibles et des elements recueillis au cours des ateliers regionaux, seront a affiner au cours d’une consultation elargie aupres des acteurs des regions concernees. Un document d’orientation pour l’operationnalisation des Poles de developpement agricole integres sera etabli a l’issue de cette consultation.

**Tableau 8 : filieres prioritaires et estimation des besoins**

( Page suivante )

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Regions** | **Apercu** | **Filieres prioritaires1** | **Potentiel du Pole de Developpement Agricole Integre, et principaux besoins** |
| **Pole de Developpement Aq ricole Integre 1**  Regions: Poro, Hambol, Bagoue, Tchologo | **Conditions aqro-ecoloqiques**   * Situee entre deux zones agro-climatiques * Zone sub-soudanienne : climat tropical, une seule saison des pluies et une saison seche longue * Zone pre-forestiere : climat equatorial, deux saisons de pluies et deux saisons seches   **Infrastructures**   * Capitale (Korhogo): ville en croissance, disposant d'un aeroport et d'une universite * Projet de chemin de fer de Korhogo vers San Pedro prevu pour Ie futur | **Filieres vivrieres**   * Mais (52%) * Cereales (mil, sorgho) * Riz(24%) * Oignons (integration du genre)   **Filieres de rente**   * Coton (68%) * Anacarde (31%) * Fruits tropicaux (mangue, banane d'export) * Canneasucre   **Filieres animales et halieutiques**   * Bovins * Ovins | *Pole de transformation et d'exportation pour les regions du Nord*  *(fruits etnoix de cajou en particulier) -*  **Potentiel**   * Aeroport, chemin de fer et frontieres avec Ie Mali pour les echanges commerciaux * Infrastructures logistiques prevues pour Ie Pole Economique Competitif de Korhogo : marches de gros, marches de detail, entrepots frigorifique, silos de stockage * Zone agro-industrielle deja en place, avec des societes de transformation installees a Korhogo * Infrastructures de base existantes pour les activites industrielles * Opportunite de developper I'agricuIture intensive dans une variete de filieres (banane d'export, elevage intensif, etc.) * Opportunite pour les stations de recherche scientifique (Lataha et de Ferkessedougou) de contribuer au developpement du secteur   **Principaux besoins**   * Investissements en amenagements hydro-agricoles, en infrastructures d'irrigation et d'appui a la production et au stockage |
| **Pole de Developpement Agricole Integre 2**  Regions: Bounkani, Gontougo | **Conditions agro-ecologigues**   * Zone agro-climatique pre-forestiere : climat equatorial, deux saisons de pluies et deux saisons seches * Climat moins sec a Gontougo, dO a sa proximite de la zone forestiere * Plus grande reserve naturelle de Cote d'Ivoire situee dans la region de Bounkani   **Infrastructure**   * Manque d'infrastructures de base * Presence d'un aerodrome | **Filieres vivrieres**   * Igname (5%) * Maraichers   **Filieres de rente**   * Anacarde (15%) | *De l'agro-ecologie (Nord) a l'agro-diversification (Sud)*  **Potentiel**  **Aile nord (Bounkani):**  • Opportunite de valoriser Ie pare national et Ie fleuve Comoe en mettanten place :  o Un laboratoire national pour I'agriculture durable et la biodiversite  o Un centre national de formation en agro-foresterie  o Des investissements pour developper I'eco-tourisme, la conservation aquatique et I'elevage de gibier |

ORIENTATIONS STRATEGIQUES A L'HORIZON 2025

**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | **Aile sud (Gontouqo):**   * Opportunite de developper davantage de cultures de rente, telles que Ie cafe et I'hevea ; et de cultures vivrieres, telles que la banane plantain et Ie riz * Potentiel de developper des filieres de diversification a haute valeur ajoutee, telles que Ie gingembre et la patate douce a chair orange * Potentiel d'accroitre Ie commerce international a travers les deux frontieres, avec Ie Burkina Faso et Ie Ghana   **Principaux besoins**   * Enjeu particulier de developpement du niveau de vie, dO aux taux de pauvrete relativement eleves et au manque d'infrastructures de base * Necessity d'un modele de developpement«enclavique», dO a la barriere representee par Ie fleuve Comoe sur la quasi-tota 1 ite du front Quest * Besoin particulier en termes d'investissements en infrastructures, telles que les infrastructures d'irrigation, pour pa 11 ier aux faibles pluies (600-800 ml) * Investissements dans la recherche scientifique pour faire face a la qua 1 ite non favorable des sols * Benforcement du controle au niveau des frontieres afin d'eviter les fuites d'anacarde vers Ie Ghana |
| **Pole de Developpement Agricole Integre 3** | **Conditions agro-ecologiques**   * Situe entre les zones agro-climatiques forestieres moyenne et basse * Zone forestiere moyenne : climat equatorial, | **Filieres vivrieres**   * Manioc (11%) * Banane plantain (28%) * MaraTchers | *- Bassin vivrier etzone agro-industrielle a proximite d'Abidjan (1/2) -*  **Potentiel**  • Opportunite de beneficier des marches et des infrastructures d'Abidjan, telles que Ie port d'Abidjan, et les opportunites de commerce a travers les frontieres du Ghana |

ORIENTATIONS STRATEGIQUES A L'HORIZON 2025

Regions

Apergu

Filieres prioritaires1

Potentiel du Pole de Developpement Agricole Integre, et principaux besoins

**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)**



|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Regions** | **Apergu** | **Filieres prioritaires1** | **Potentiel du Pole de Developpement Agricole Integre, et principaux besoins** |
| **Regions:**  Indenie Djuablin, La Me, Sud Comoe | * deux saisons des pluies et deux saisons seches * Zone forestiere basse : climat equatorial, pluviometrie avantageuse (superieure a 1600 mm), deux saisons des pluies et deux saisons seches * Conditions agro-ecologiques tres favorables, te I les que Ie niveau de pluviometrie adequat et les sols fertiles   **Infrastructures**   * Manque d'infrastructures de base et d'infrastructures routieres adequates   Presence d'un aerodrome et d'infrastructures industrielles | **Filieres de rente**   * Cacao (10%) * Palmier a huile * Hevea * Cafe (12%)   **Filieres animales et halieutiques**   * Peche | * Opportunite de constituer un bassin vivrier pour la capitale economique d'Abidjan, a travers Ie developpement des cultures vivrieres, ainsi que la filiere peche dans les regions cotieres * Potentiel de developper un pole de transformation industrielle performant, notamment dans les filieres poisson, volaille, bois et manioc   **Principaux besoins**   * Besoin d'investir davantage dans les infrastructures de base et routieres * Besoin de developper les filieres vivrieres, tant pour la securite alimentaire des regions que pour developper un bassin vivrier pour Abidjan |
| **Pole de Developpement Agricole Integre 4**  Regions: Iffou, Nzi, Moronou Gbeke, Belier, Yamoussoukro | **Conditions agro-ecologiques**   * Situe entre les zones agro-climatiques pre- forestiere et forestiere moyenne * Ancienne boucle du cacao comprenant quatre des cinq regions: Belier, Iffou, Moronou, Gbeke, Nzi * Programme de reforestation mis en ceuvre dans les cinq regions | **Filieres vivrieres** • lgname(21%) • Manioc (3%) • Riz(5%) | *- Pole academique et de transformation -* **Potentiel**   * Developpement d'une Industrie competitive de transformation des produits agricoles, tels que I'anacarde en s'appuyant sur Ie 2eme pole industriel du pays (Bouake) et Ie Pole agro-industriel du Belier (2PAI Belier) en cours de planification * Opportunite de developper la filiere manioc, non seulement comme une filiere vivriere, mais aussi comme culture de rente * Potentiel de developper une Industrie performante de transformation du riz |

ORIENTATIONS STRATEGIQUES A L'HORIZON 2025

**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Regions** | **Apercu** | **Filieres prioritaires1** | **Potentiel du Pole de Developpement Agricole Integre, et principaux besoins** |
|  | * Zone pre-forestiere: climat equatorial, deux saisons de pluies et deux saisons seches * Zone forestiere moyenne : climat equatorial, deux saisons des pluies et deux saisons seches * Traverse par deux fleuves, Ie Comoe et Ie N'Zi   **Infrastructure**   * Chemin defertraversant la zone * Presence d'un aeroport et d'infrastructures industrielles | **Filieres de rente**   * Cafe (3%) * Cacao (2%) * Manioc (3%) * Anacarde (9%) | * Opportunite de developper la filiere cafe, a travers un programme de relance de la filiere en cours de planification * Potentiel de beneficier de la concentration en institute de formation et universites (Ecole Superieure Agronomique (ESA) de Yamoussoukro, Institut national polytechnique Felix Houphouet- Boigny (INP-HB), universite de Bouake, etc.) et en centres de recherche (station de recherche et d'elevage du CNRA, centre Africa Rice a Bouake, centre de Nestle a Zambakro, etc.) pour stimuler I'innovation et la croissance dans les filieres cibles * Opportunite de valoriser Ie chemin de fer pour I'evacuation des produits agricoles vers Abidjan   **Principaux besoins**   * Necessity d'investir dans Ie developpement de varietes resistantes aux secheresses * Besoin davantage d'investissements en infrastructures de recherche et de transformation (rehabilitation du centre de recherche de Bouake par ex.) * Necessity de reconstituer la zone forestiere de Foro Foro * Besoin particulier d'investir dans la recherche scientifique pour developper des solutions d'Agriculture Intel I igentes face au Climat (AIC), afin de faire face a la problematique severe de secheresse et de manque de fertilite des sols * Besoin d'investir davantage en infrastructures routieres |
| **Pole de Developpement Agricole Integre 5**  **Regions:** Grands  Ponts, Agneby Tiassa | **Conditions agro-ecologiques**   * Situe entre les zones agro-climatiques forestieres moyenne et basse * Zone forestiere moyenne : climat equatorial, deux saisons des pluies et deux saisons seches * Zone forestiere basse : climat equatorial, pluviometrie avantageuse (superieure a 1600 mm), deux saisons des pluies et deux saisons seches | **Filieres vivrieres**  • Riz(10%)  • Maraichers  • Manioc (11%) | *- Bassin vivrier etzone agro-industrielle a proximite d'Abidjan {2/2) -*  **Potentiel**   * Opportunite de developper plusieurs filieres vivrieres, telles que la peche, Ie riz et Ie manioc; et de rente, telles que I'hevea, Ie cacao et Ie palmier * Opportunite de developper des filieres de diversification, comme la filiere coco, en croissance, les filieres maraicheres, I'horticulture |

ORIENTATIONS STRATEGIQUES A L'HORIZON 2025

**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Regions** | **Apercu** | **Filieres prioritaires1** | **Potentiel du Pole de Developpement Agricole Integre, et principaux besoins** |
|  | * Conditions agro-eco logiques tres favorables, te I les que Ie niveau de pluviometrie adequat et les sols fertiles   **Infrastructures**   * Acces aux infrastructures de la capitale economique (port, marche urbain en croissance) | **Filieres de rente**   * Hevea * Palmier * Cacao (5%)   **Filieres animales et halieutiques**   * Volaille * Peche | * Potentiel d'investir dans Ie developpement de cultures peri- urbaines, avec pour objectif de devenir un bassin vivrier pour Abidjan * Existence de nombreuses agro-industries dans plusieurs filieres, telles que I'hevea, Ie palmier, la volaille et Ie manioopotentiel d'etablir une zone agro-industriel Ie performante   **Principaux besoins**   * Besoin d'investir en amenagements agricoles, tels que les bas- fonds * Besoin davantage d'infrastructures routieres, telles qu'une autoroute qui rapprocherait la zone industrielle d'Abidjan |
| **Pole de Developpement Agricole Integre 6**  **Regions:**  Marahoue, Haut Sassandra, Goh, Loh Djiboua | **Conditions agro-ecologiques**   * Situe entre les zones agro-climatiques pre- forestiere et forestiere moyenne * Zone pre-forestiere : climat equatorial, deux saisons de pluies et deux saisons seches * Zone forestiere moyenne : climat equatorial, deux saisons des pluies et deux saisons seches   **Infrastructures**   * Infrastructures de transformation planifiees dans Ie projet 2PAI * Infrastructures de base disponibles   Quelques infrastructures detruites par la crise, tel les que Ie centre de recherche du CNRA | **Filieres vivrieres**   * Riz(50%) * lgname(11%) * Manioc (11%)   **Filieres de rente**   * Cacao (27%) * Anacarde (8%) | * *Pole academique de recherche etde transformation (anacarde notamment) -*   **Potentiel**   * Opportunite de developper les filieres agrumes qui resistent aux problematiques de fertilite des sols * PossibiIite de beneficier de la reserve alimentaire en cours d'etude a Gagnoa, qui constituerait un marche pour les cultures vivrieres au niveau de la sous-region * Potentiel de valoriser la reserve natu re I Ie de Marahoue afin de developper I'eco-tourisme et la biodiversite   **Principaux besoins**   * Necessity d'investir dans Ie developpement de varietes resistantes aux secheresses * Besoin de davantage d'investissements en infrastructures de recherche et de transformation * Necessity de reconstituer la zone forestiere de Foro Foro * Besoin de davantage de liens routiers afin de desenclaver les regions de I'Est * Necessity d'investir dans la recherche scientifique afin de faire face aux problemes de fertilite des sols |

ORIENTATIONS STRATEGIQUES A L'HORIZON 2025

**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Regions** | **Apercu** | **Filieres prioritaires1** | **Potentiel du Pole de Developpement Agricole Integre, et principaux besoins** |
| **Pole de Developpement Agri cole Integre 7**  **Regions:** San Pedro, Nawa, Gbokle | **Conditions agro-ecologigues**   * Situe entre les zones agro-climatiques forestieres moyenne et basse * Zone forestiere moyenne : climat equatorial, deux saisons des pluies et deux saisons seches * Zone forestiere basse : climat equatorial, pluviometrie avantageuse (superieure a 1600 mm), deux saisons des pluies et deux saisons seches * Problemes de fertilite des sols dans quelques regions   **Infrastructures**   * Port autonome de San Pedro, qui alimente toute la zone, jusqu'aux regions du Nord - mais aussi la sous-region ouest africaine * Presence d'infrastructures industriel les | **Filieres vivrieres**   * Biz (4%) * Banane plantain * Manioc (11%)   **Filieres de rente**   * Cacao (40%) * Hevea * Palmier * Cafe (15%)   **Filieres animales et halieutigues**   * Peche | *- Pole de transformation de cultures de rente (cacao, hevea, palmier) alimentant Ie port de San Pedro -*  **Potentiel**   * Opportunite de developper les filieres riz * Possibility de profiter de lessor de la filiere peche, grace a I'a me I ioration en cours des niveaux d'organisation, de formation et des infrastructures * Potentiel de developper une industrie performante de transformation du palmier a travers une strategic nationale qui vise a attirer les unites de transformation de palmier vers I'Ouest * Opportunite de valoriser Ie pare de Tai, a travers Ie developpement de I'eco-tourisme et de la biodiversite * Opportunite de developper Ie commerce international a travers les frontieres avec Ie Liberia   **Principaux besoins**   * Besoin particulier en investissements dans les infrastructures de base * Necessity d'investir dans la recherche scientifique afin de faire face aux problemes de fertilite des sols |
| **Pole de Developpement Agri cole Integre 8**  **Regions:** Bating, Worodougou, Kabadougou, Folon, Bere | **Conditions agro-ecologigues**   * Situe entre les zones agro-climatiques forestieres moyenne et basse * Zone forestiere moyenne : climat equatorial, deux saisons des pluies et deux saisons seches * Zone forestiere basse : climat equatorial, pluviometrie avantageuse (superieure a 1600 mm), deux saisons des pluies et deux saisons seches * Sols riches * Grande disponibilite de plaines inondees (plus de 12.000 hectares)   **Infrastructures**   * Infrastructures aeroportua ires et industriel les | **Filieres vivrieres**   * Biz (14%) * Soja   **Filieres de rente**   * Anacarde (36%) * Coton (30%) | * *Pole de transformation de cultures vivrieres (riz et mai's) -*   **Potentiel**   * Opportunite de developper Ie commerce international a travers les frontieres avec la Guinee et Ie Mali * Opportunite de developper plusieurs filieres, tel les que les cultures de soja et de riz, pour valoriser la disponibilite de plaines inondees * Potentiel d'eta bl ir une industrie de transformation du ma'is performante   **Principaux besoins**   * Besoin d'investissements en recherche scientifique, afin de faire face aux problematiques climatiques severes de la zone |

ORIENTATIONS STRATEGIQUES A L'HORIZON 2025

**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)**



|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Regions** | **Apergu** | **Filieres prioritaires1** | **Potentiel du Pole de Developpement Agricole Integre, et principaux besoins** |
| Pole de Developpement Agricole Inteqre 9  Regions: Tonkpi, Guemon, Cavally Capitale : Man | **Conditions aqro-ecoloqiques**   * Situe entre les zones agro-climatiques forestieres moyenne et basse * Zone forestiere moyenne : climat equatorial, deux saisons des pluies et deux saisons seches * Zone forestiere basse : climat equatorial, pluviometrie avantageuse (superieure a 1600 mm), deux saisons des pluies et deux saisons seches   **Infrastructures**   * A determiner | **Filieres vivrieres**   * Riz(21%)   **Filieres de rente**   * Cafe (20%) * Cacao (14%)   **Filieres animales et halieutiques**   * Pisciculture | * *Grenier de produits vivriers et opportunite de valorisation du cafe-terroir de Man -*   **Potentiel**   * Opportunite de developper la filiere cafe-terroir de Man et d'etablir un label au niveau regional * Opportunite de renforcer la position du Guemon comme principal hub du manioc (brut et transforme) et de son huile de palme du terroir pour Ie pays et la sous-region (Mali, Burkina Faso, Guinee notamment) * Opportunite de developper la pisciculture, en s'appuyant sur la station d'alevins existante * Potentiel de valoriser Ie pare national du mont Sangbe afin de developper leco-tourismeet la biodiversite * Opportunite de developper Ie commerce international a travers les doubles frontieres avec Ie Liberia et la Guinee   **Principaux besoins**   * Besoin de developper les filieres, en mettant en place des programmes adaptes au paysage montagneux |

ORIENTATIONS STRATEGIQUES A L'HORIZON 2025

**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)**

centre ivoirien antipollution (CIAPOL)



MISSION

Le CIAPOL a pour missions :

**D’une part :**

* l’analyse systematique des eaux naturelles, des dechets et des residus ;
* revaluation des pollutions et nuisances
* l’etablissement d’un systeme de surveillance continue des milieux ;
* la collecte et la capitalisation des donnees environnementales ;
* la diffusion des donnees environnementales et des resultats du Reseau national d’Observation de Cote d’Ivoire (RNO-CI).
* la surveillance continue du milieu marin et lagunaire ainsi que des zones cotieres par des patrouilles regulieres ;
* la lutte contre les pollutions de ces milieux ;
* le controle de l’application des lois, decrets et conventions nationales, regionales et internationales, edictees ou ratifiees par la Republique de Cote d’Ivoire;
* la mise en reuvre du plan d’intervention d’urgence contre les pollutions accidentelles en mer, en lagune ou dans les zones cotieres denommees.

HISTORIQUE

Face a la persistance des problemes lies a la degradation de l’environnement, le Gouvernement Ivoirien a travers le ministere en charge de ’Environnement a decide de creer un organe technique qui serait le fer de lance de l’action environnementale.

C’est ainsi que le CIAPOL a ete cree en 1991 et que ses locaux ont ete construits et equipes, et son personnel forme avec l’aide scientifique, technique et financiere du Royaume de Danemark dans le cadre de son aide internationale au developpement (Danida).

Le projet de construction et de demarrage des activites du CIAPOL a ete mis en reuvre de 1991 a 1995 par l’Institut Danois de qualite de l’eau (VKI).

DOMAINES DE COMPETENCES

Analyses des parametres de la qualite de l’eau - Analyse des micropolluants organiques dans l’eau, la matiere vivante, les sediments - Analyse des parametres microbiologiques, dans l’eau, la matiere vivante, les sediments

PARTENAIRES TECHNIQUES

* Cabinets et Laboratoires agrees dans le suivi environnement (ENVAL, LAMEN, BIOTIATILE, ECKOLAB, CK-Energy, ENVIPUR, etc...)
* CEDRE (centre de documentation, de recherche et d’experimentation sur les pollutions accidentelles des eaux), l’OMI (Organisation maritime internationale)
* Groupement SCE/CREOCEAN/SGS

CONTACTS

**Contact telephonique :** +225 20 22 54 44, Fax : +225 20 32 22 16

**Adresse geographique :** Plateau immeuble Nogues 2eme etage, rue Nogues.

**Adresse postale :** 20 BP 650 Abidjan 20 - **Site web :** [www.ciapol.ci](http://www.ciapol.ci)

conseil du coton et de L’ANACARDE

Le Conseil de Regulation, de Suivi et de Developpement des Filieres Coton et Anacarde en abrege, « Conseil du Coton et de l’Anacarde» est un organe cree par : La loi n°2013-656 du 13 septembre 2013

fixant les regles relatives a la commercialisation du coton et de l’anacarde et a la regulation des activites des filieres coton et anacarde ; Le decret n°2013-681 du 02 octobre 2013 portant denomination de l’organe charge de la regulation, du suivi et du developpement des filieres Coton et Anacarde.



MISSION

Le Conseil du Coton et de l’Anacarde est charge de :

* Suivre la mise en reuvre et veiller au respect des principes et regles regissant les activites des filieres coton et anacarde, notamment en matiere de commercialisation des produits du coton et de l’anacarde ;
* Agreer les operateurs et prestataires des filieres coton et anacarde, organiser leurs activites dans un cadre contractuel ;
* Instruire les demandes d’agrement des industriels des filieres coton et anacarde ;
* Apporter a l’Etat, l’appui necessaire a la negotiation, au suivi, et a l’execution des Accords et Arrangements

internationaux ;

* Exercer toutes attributions administrative et financiere de regulation, de suivi et de developpement des filieres coton et anacarde qui ne relevent pas de la gestion des acteurs prives ou de la competence d’autres structures partenaires des filieres.

HISTORIQUE

Le Conseil du Coton et de l’Anacarde a ete cree pour prendre le relais de l’Autorite de Regulation du Coton et de l’Anacarde (ARECA) dans la mise en place et le suivi d’un cadre reglementaire et un environnement permettant d’optimiser les revenus des producteurs et des autres acteurs des filieres Coton et Anacarde.

DOMAINES DE COMPETENCES

Recherche appliquee - Conseil agricole - Appui aux OPA - Formation professionnelle - Renforcement des capacites - Etudes d’accompagnement

ORGANISATION SPATIALE

* Un Conseil d’Administration
* Une Direction Generale
* Un Guichet Unique
* Des delegations regionales

CONTACTS

**Contact telephonique :** +225 20 20 70 30 ; Fax : +225 22 52 75 85

**Contact electronique :** [support@conseilcotonanacarde.ci](mailto:support@conseilcotonanacarde.ci).

**Adresse geographique :** Abidjan, Plateau, Immeuble CAISTAB

**Adresse postale :** 27 BP 604 Abidjan 27 - **Site web :** [www.conseilcotonanacarde.ci](http://www.conseilcotonanacarde.ci)

IV.

PROGRAMMES  
D’INVESTISSEMENT DU PNIA II

* 1. PRESENTATION DES PROGRAMMES

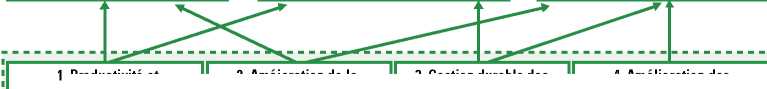
**Les objectifs strategiques du PNIA 2 sont declines en six programmes d’investissement, pour lesquels il est attendu du secteur public des investissements a hauteur de 4 325,4 milliards F CFA sur la periode 2018-2025, ce qui devrait constituer un levier pour les investissements prives:**

* Le **Programme 1 « Productivity et developpement durable de la production agro-sylvo- pastorale et halieutique »,** ayant pour objectifs: (i) la couverture des besoins nationaux a partir de la production agricole nationale, (ii) la bonne pertinence et bonne performance de la recherche et du conseil agricole au vu des besoins du secteur et (iii) la mise en place d'un systeme efficace de production et de diffusion d'intrants ameliores pour toutes les fi lieres.
* Le **Programme 2 « Amelioration de la valeur ajoutee et de la performance des marches »**, ayant pour objectifs: (i) un renforcement de la capacite de valorisation des produits agricoles, (ii) un renforcement des infrastructures de base d'acces aux marches et d'agro-industrie, (iii) la facilitation de la commercialisation des produits agricoles et (iv) la promotion strategique des produits agricoles ivoiriens sur les marches regionaux et internationaux.
* Le **Programme 3 « Gestion durable des ressources environnementales et resilience climatique »**, ayant pour objectifs: (i) le renforcement des dispositifs legaux pour la protection de l'environnement et des institutions gouvernementales habilitees a la gestion des reglements, (ii) l'acceleration de la restauration de la couverture forestiere et la protection de la biodiversite faunique, (iii) la promotion de la valorisation durable de l'environnement aquatique et (iv) le renforcement de la resilience de la production agricole aux changement climatiques.
* Le **Programme 4 « Amelioration des conditions de vie des acteurs, et promotion du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique »**, ayant pour objectifs : (i) la mise en place effective d'un systeme de suivi et de gestion de la securite alimentaire, (ii) un acces des menages ruraux aux aliments necessaires en quantite et en qualite, (iii) une protection sociale des populations les plus vulnerables, (iv) un renforcement des infrastructures socio-economiques en milieu rural, et (v) l'anoblissement et la reconnaissance de la valeur du secteur.
* Le **Programme 5 « Amelioration de l’acces au financement et a des canaux d’investissements prives »,** ayant pour objectifs: (i) la mise en place d'une gouvernance propice a l'investissement public, prive, et a des sources alternatives de financement, (ii) un meilleur acces au financement des acteurs du secteur a travers des produits et services adaptes a leurs besoins et profils, et (iii) un engagement des filieres dans un processus continu de renforcement de leur autonomie fi nanciere
* Le **Programme 6 « Renforcement du cadre institutionnel, de la gouvernance du secteur et de l’environnement des affaires »**, ayant pour objectifs: (i) l'acceleration de l'organisation et de la structuration des filieres en OPA/OPE et interprofessions, (ii) l'amelioration de la professionnalisation des agriculteurs, (iii) l'appui des acteurs prives dans le developpement du secteur - a travers un meilleur environnement des affaires, (iv) un meilleur acces a des donnees agricoles fiables, et (v) la facilitation de la valorisation du foncier rural grace a une gestion efficace du processus de certification.

La figure ci-dessous presente le lien entre la vision, les orientations strategiques, et ces six programmes.

***Une agriculture ivoirienne durable, competitive, et creatrice de richesses  
equitablement partagees***

***Vision***



***Objectifs strategiques***

Le developpement de la **valeur ajoutee agro-sylvo- pastorale et halieutique**

Le renforcement des **systemes de production** agro-sylvo- pastorales et halieutique **respectueux de l’environnement**

Une **croissance inclusive,** garante de developpement rural et du bien-etre des populations

**2. Ameioration de la valeur ajoutee et de la performance des marches**

**1. Productivite et developpement durable de la production agro-sylvo- pastorale et halieutique**

**3. Gestion durable des ressources environnementales et resilience climatique**

**4. Amelioration des conditions de vie des acteurs, et promotion du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique**

***Programmes***

1. **Expansion de l’acces au financement et des canaux d’investissements prives**
2. **Renforcement du cadre instittutionnel, de la gouvernance du secteur et de l’environnement des affaires**

***Prise en compte des dimensions genre et d’appui aux jeunes en transverse des programmes***

**Figure 17 : Vision, objectifs strategiques et programmes du PNIA 2**

Ces programmes adressent six principales categories d’enjeux :

1. **Enjeux institutionnels** - notamment au sein du Programme 6, mais egalement de maniere transversale a tous les programmes, sous forme de reformes juridiques et reglementaires, de dispositifs de mise en reuvre, et d’outils de promotion de la collaboration intersectorielle et multi-acteurs.
2. **Enjeux de structuration du secteur** - a travers la promotion des organisations professionnelles et des entites interprofessionnelles.
3. **Enjeux de renforcement des capacites** - sous forme de formations diplomantes ou certifiantes, et de campagnes de sensibilisation au sein de l’ensemble des programmes, soulignant le besoin de developpement des ressources humaines pour chaque categorie d’acteurs du secteur.
4. **Enjeux d’accessibilite des biens et services** - pour un renforcement des niveaux d’acces au foncier, aux marches, au conseil et equipements agricoles (pour les producteurs) et aux aliments (pour les menages).
5. **Enjeux d’acces au financement** - au sein du Programme 5, mais egalement de maniere transversale a d’autres programmes du PNIA 2, refletant les besoins de financement public et prive des differents acteurs du secteur, de la recherche, a l’acquisition d’intrants, a l’appui a des programmes sociaux.
6. **Enjeux d’attractivite de l’environnement des affaires** - a travers des incitations fiscales ou l’existence de zones de production specialisees.

Des mesures ciblant specifiquement les jeunes et les femmes (congues pour la plupart lors des ateliers qui leur ont ete dedies) sont egalement proposees a la fin de chaque programme.

Le tableau ci-dessous synthetise les coOts de chaque programme, les resultats attendus et precisent les indicateurs permettant de suivre ces resultats. Le detail des sous-programmes, interventions, activites et taches de chaque programme est disponible en deuxieme partie de ce document. Le detail des coOts par intervention y est egalement precise, ainsi que les cibles associees a chaque indicateur.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Programmes** | **Couts estimes** | **Resultats attendus** | **Selection d'indicateurs** |
| Programme 1  Productivite et developpement durable de la production agro- sylvo-pastorale et halieutique | 1 126 milliards de FCFA (26%) | • La production agricole couvre les besoins nationaux | * Taux d'autosuffisance dans les cultures riz, mais et legumes * Taux de couverture des besoins en ressources halieutiques et en viande/abats |
| • La recherche et Ie conseil agricole sont performants et pertinents au vu des besoins du secteur | * Nombre de technologies generees et adoptees * Taux d'amelioration des rendements |
| • L'acces aux intrants de qua I ite est a mel iore | • Taux d'utilisation des intrants de qua I ite |
| • Les agriculteurs mettent en ceuvre les pratiques d'agriculture durable | • Pourcentage des superficies agricoles gerees selon les pratiques de gestion durable des terres |
| • Les infrastructures et equipements agricoles necessaires sont mis en place pour Ie soutien de la production | * Taux de mecanisation * Superficies amenagees * Superficies amenagees sous maTtrise de I'eau |
| Programme 2  Amelioration de la valeur ajoutee et de la performance des marches | 930 milliards de FCFA (22%) | • La capacite de valorisation des produits agricoles est renforcee pour I'ensemble des acteurs du secteur | * Pourcentage des pertes post recoIte dans les cinq filieres prioritaires * Quantite de produits transformes |
| * Les infrastructures de base sont mises en   place pour Ie soutien de l'acces aux marches et de I'agro-industrie   * La commercialisation des produits agricoles est facilitee | * Nombre de km de pistes agricoles rehabilitees et/ou construits * Augmentation des capacites de stockage et de conservation * Taux d'ecoulement des produits agricoles |
| • Les produits agricoles ivoiriens sont strategiquement promus sur les marches regionaux et internationaux | * Valeur des exportations agricoles (total par filiere) * Part des produits transformes dans les exportations) |

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT DU PNIA2

Tableau 9: Synthese des programmes, couts associes, et resultats attendus

**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Programme 3  Gestion durable des ressources environnementales et resilience climatique | 194 milliards de FCFA (4%) | • La gouvernance du secteur de gestion durable des ressources environnementales est a me I ioree | * Dispositifs legaux pour la protection de I'environnement renforces * Les institutions gouvernementales ha bi I itees a la gestion efficace des reglements en vigueur sont renforcees |
| • La restauration de la couverture forestiere est acceleree | • Proportion de territoire couverte par la foret |
| * La biodiversite faunique est protegee * Les ressources en eau sont survei I lees et gerees de fagon efficace * La valorisation durable de I'environnement aquatique est promue aupres des pecheurs et les aquaculteurs | * Proportion de zones terrestres et maritimes protegees * Baisse du taux de capture des especes protegees |
| • La resilience de la production agricole est renforcee | • Pourcentage de menages resiIients aux chocs climatiques et meteorolog iques |
| Programme 4  Amelioration des conditions de vie des acteurs, et promotion du secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique | 1084 milliards de FCFA (25%) | • Un systeme complet de suivi et de gestion de la securite alimentaire est effectif | * Volume de reserves alimentaires, * Existence de systemes d'alerte precoce |
| • Les menages ruraux ont acces aux aliments necessa ires en quantite et en qua Iite | * Niveau de contribution aux programmes d'alimentation scolaire * Diversite nutritionnelIe (par genre) |
| • Les populations les plus vuInerables beneficient d'une protection sociale | • Nombre de menages agricoles a haute vulnerabiIite be nefi c iant de transferts sociaux |
| • Les infrastructures socio-economiques en milieu rural sont developpees et / ou renforcees | • Contribution a I'acces aux services socio-economiques |
| • L'agriculture beneficie d'une communication continue pour promouvoir I'anoblissement et la reconnaissance de la valeur des acteurs du secteur | * Taux d'insertion des jeunes et des femmes dans les metiers agricoles * Taux de femmes chef d'exploitations |

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT DU PNIA 2

Programmes Couts estimes Resultats attendus Selection d'indicateurs

**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)**



|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Programme 5  Expansion de I'acces au financement et aux canaux d'investissement prives | 640 milliards de FCFA (15%) | • La gouvernance du secteur est propice a I'investissement public, prive, et a des sources alternatives de financement | • Taux d'investissements publics et prives dans Ie secteur agricole et agro-industriel (valeur, croissance, part de PIB agricole, et depenses totales) |
| • Les acteurs du secteur ont un mei I leu r acces au financement a travers des produits et services adaptes a leurs besoins et profils | * Volume et nombre de prefs au secteur agricole * Proportion des PME/PMI agricoles qui beneficient de financements |
| • L'ensemble des filieres sont engagees dans un processus continu de renforcement de leur autonomie financiere | • Le nombre de filieres qui financent leurs besoins de financement |
| Programme 6  Renforcement du cadre institutionnel, de la gouvernance du secteur et de I'environnement des affaires | 349 milliards de FCFA (8%) | • L'organisation et la structuration des filieres en OPA/OPE et interprofessions sont a cce lerees | • Pourcentage de filieres disposant d'une interprofession |
| • La professionnalisation des agriculteurs est amel ioree, a travers la mise en place de cadres de formation complets | • Proportion des exploitants formes aux metiers agricoles |
| • La gouvernance du secteur et ('application des regiementations stimulent un meiIleur environnement des affaires et facilitent la participation des acteurs prives dans Ie developpement du secteur | * Nombre de partenariats publ ic-prive (PPP) agricoles entrepris avec succes * Nombre d'entreprises agricoles creees |
| • La generation de donnees fiables et la capacite des acteurs institutionnels du secteur pour Ie suivi et la diffusion des statistiques sont ameliorees | • Generation et disponibi I ite d'informations statistiques actua I isees sur le secteur agricole |
| • La valorisation du foncier rural est faciIitee par une gestion efficace du processus de securisation fonciere | * Nombre de certifi cats fonciers delivres (dont proportion de femmes et de jeunes beneficiaires) * Superficies disposant de certificats fonciers |

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT DU PNIA2

Programmes Couts estimes Resultats attendus Selection d'indicateurs

**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)**



* 1. INVESTISSEMENTS ASSOCIES
     1. **Sequencement des investissements**

Une premiere estimation des coOts associes a chaque programme, implique un investissement de **4325,4 milliards FCFA a couvrir par le secteur public sur la periode 2018-2025.** Cette estimation inclut les financements deja acquis par les quatre Ministeres du Secretariat Technique. Le detail des investissements par intervention est disponible en deuxieme partie de ce document, chapitre VIII.

**Le budget necessaire a l’Evaluation Environnementale Strategique (EES) du PNIA 2 a quant a lui ete estime a 1,6 milliards FCFA,** par l’Agence Nationale de l’Environnement (ANDE). A noter que les coOts potentiels lies a revolution de la structure de gouvernance (decrite dans le chapitre VI) ne sont pas inclus dans ces estimations.

Les investissements anticipes dans le cadre du PNIA 2 se decomposent comme suit :

* Sur les trois premieres annees (2018-2020), selon un arrimage etroit avec les investissements prevus par le Plan National de Developpement (PND) dans le secteur de l’agriculture - chiffres dans l’Axe 3 « Acceleration de la transformation structurelle de l’economie par l’industrialisation »
* Sur les cinq annees suivantes (2021-2025), selon un budget previsionnel qui sera actualise parallelement a la programmation (selon le mode de planification agile presente au chapitre V de ce document)

La figure ci-dessous presente les investissements du secteur associes au PND et au PNIA 2, sur la premiere periode (2018-2020).

Tableau 10 : Investissements PND et PNIA 2 sur 2018-2020

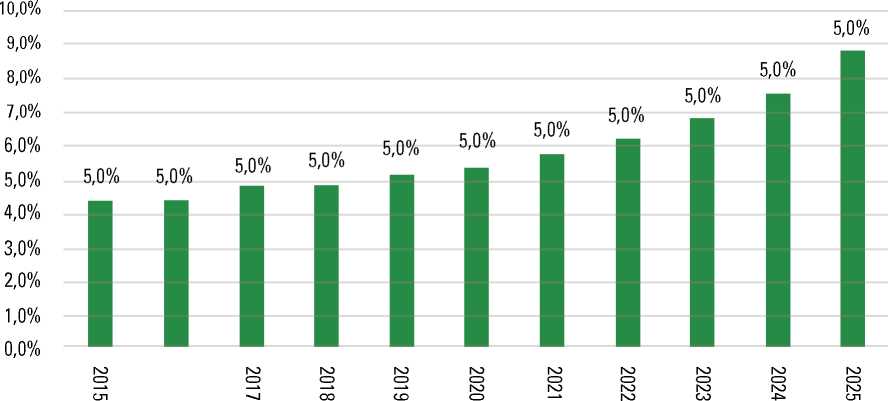
|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **2018-2020** |  | |
| **Investissements previsionnels du PND pour l’agriculture** *(en millions de FCFA)* | **1 516 409** |
| **RESULTAT D’IMPACT 2 : l'Agriculture ivoirienne est plus competitive et plus remuneratrice pour les producteurs**  **■■tout. . en. ■a.s.su.ra.n.t. .la. . securite. alimentajre (\*)** | **1 380 218** |
| **RESULTAT D’IMPACT 3: Les productions nationales des ressources animales et halieutiques sont accrues pour satisfaire les besoins nationaux** | **136 190** |  | |
| *(\*) detail par annee non disponible - Hypothese d'investissements annuels de meme montant* | | | |
|  | **2018-2020** | **| 2021-2025** | **[ Total** |
| **Investissements previsionnels du PNIA II** *(en millions de FCFA)* | **1 362 328** | **2 963 084** | **4 325 412** |
| **PROGRAMME 1** | **300 040** | **826 163** | **1 126 203** |
| **PROGRAMME 2** | **327 291** | **602 880** | **930 171 ;** |
| **PROGRAMME 3** | **105 087** | **89 104** | **194 191** |
| **PROGRAMME 4** | **418 861** | **665 392** | **1 084 253** |
| **PROGRAMME 5** | **71 438** | **569 328** | **640 765** |
| **PROGRAMME 6** | **139 611** | **210 218** | **349 829** |

* + 1. **Repartition des investissements**

Les modelisations effectuees par IFPRI (detaillees precedemment dans le chapitre II de ce document) conduisent a estimer que la mise en reuvre du PNIA 2 necessitera un investissement total de 12361 milliards de FCFA - soit en moyenne, 1120 milliards de FCFA par an dont 728 milliards d’investissement prive (65%) et 392 milliards d’investissement public (35%).

Ramenes sur la periode 2018-2025, l’investissement requis pour l’atteinte des objectifs de Malabo est de 4082 milliards de FCFA pour le secteur public (vs 4325 milliards chiffres lors de l’estimation des coOts des programmes), et de 7581 milliards de FCFA pour le secteur prive (voir figure ci-dessus).

Pour respecter cette exigence, le gouvernement devra accroftre progressivement la part de l’agriculture dans le budget de l’Etat afin de tendre vers l’atteinte de la cible de Malabo, comme presente ci-dessous.



**Figure 18 : Evolution de la part de l’agriculture dans les depenses publiques, Source : Resultats des simulations IFPRI**

Il apparait que la part des depenses affectee a l’agriculture dans les depenses publiques totales devra monter progressivement pour atteindre un minimum de 8,8% en 2025.

comite d'administration du regime franc (CARF)

Le CARF a pour missions :

Structure technique decentralisee sans personnalite morale creee par decret n°2006-417 du 22 decembre 2006, portant creation, organisation et fonctionnement du Comite d’Administration du Regime d’Entreprise Franche de Transformation des Produits Halieutiques, tel que modifie par le Decret 2007-71 du 20 fevrier 2007

**MISSION**

d’instruire les dossiers des demandes d’agrements au regime franc ;

d’assurer le suivi de la procedure d’agrement ;

de controler la mise en reuvre du regime franc par les entreprises agreees et de requerir le cas echeant l’intervention des services competents de l’Etat ;

d’examiner toute demande d’activites nouvelles ;

de veiller au respect de la reglementation en vigueur et, le cas echeant de signaler les infractions aux autorites competentes ;

de faire des propositions aux autorites competentes sur toute question ayant trait aux activites des entreprises franches ;

d’assurer ^intermediation et la coordination entre les services competents de l’Etat et les operateurs economiques du secteur de la transformation des produits halieutiques ;

de reguler le systeme du regime franc en veillant notamment a la simplification et a l’efficacite des operations douanieres et fiscales y afferentes.

**HISTORIQUE**

Le secteur de la transformation des produits halieutiques joue un role important dans l’economie ivoirienne. Malheureusement, l’industrie thoniere a connu d’enormes difficultes qui ont ete accentuees par les crises successives qu’a connues la Cote d’Ivoire.

En vue d’impulser une nouvelle dynamique au secteur de la transformation des produits halieutiques, l’Etat Ivoirien a institue le Regime d’Entreprise Franche de Transformation des Produits Halieutiques (REFTPH) par l’adoption de la loi n°2005-556 du 02 decembre 2005

**DOMAINES DE COMPETENCES**

Promotion des exportations des produits de peche ayant subi une transformation a caractere industriel - Favorisation de la creation d’emploi directs et indirects - Accroissement de la competitivite et de la rentabilite des industries locales de transformations des produits de la peche notamment les conserveries - Favorisation des investissements dans le secteur de la transformation industrielle des produits de la peche - Favorisation du transfert de technologie.

**CONTACTS**

**Contact telephonique :** (+225) 21 24 63 32 ; Fax : (+225) 21 24 63 24

**Contact electronique :** [dattejacques@gmail.com](mailto:dattejacques@gmail.com) ; [kouamange5@yahoo.fr](mailto:kouamange5@yahoo.fr); [ndapacome@gmail.com](mailto:ndapacome@gmail.com)

**Adresse geographique :** Abidjan -Treichville, Rue des Pecheurs face Gendarmerie du Port - Zone portuaire,

COMITE D’ADMINISTRATION DU REGIME FRANC (CARF)

zoo national D'ABIDJAN

Service rattache au Ministere des Eaux et forets cree en 1972 par Acte de vente du TF N° 16862 Livret Foncier de Bingerville ; DA N°Val : 29 P : 199 N° 1588 du 24 juin 1972

MISSION

Le Zoo National d’Abidjan a les missions suivantes :

* Divertissement et education environnementale des populations en general et des tous petits en particulier ;
* Conservation des especes animales de la faune sauvage locale et parfois exotique ;
* Role tampon dans le controle et la maitrise des maladies zoonotiques (maladies communes a l’homme et a l’animal ; exemple : fievre hemorragique d’Ebola) ;
* Appui a la recherche scientifique a travers les facilites accordees aux etudiants et chercheurs pour des travaux de memoire et de these.

HISTORIQUE

La menagerie privee de la famille Chollet creee dans les annees’50 est rachetee par l’Etat de Cote d’Ivoire en 1972 et renommee « Zoo National d’Abidjan » en 1973. Cout du rachat : 75 millions de F CFA.

DOMAINES DE COMPETENCES

Conservation de la biodiversite - Education environnementale - Ecotourisme

CONTACTS

**Contact telephonique :** + 225 20 01 07 07 / + 225 20 29 74 02

**Adresse geographique :** Abidjan, Cocody, Angle Axe Plateau Dokui/Axe Carrefour Duncan

**Site web :** [www.zooabidjan.ci](http://www.zooabidjan.ci) - **Facebook :** Zoo National d’Abidjan

***V.***

GOUVERNANCE

* 1. ENJEUX ET OBJECTIFS

**La gouvernance joue un role crucial dans la mise en reuvre des strategies nationales notamment lorsqu’il** s’agit de mettre en reuvre une feuille de route nationale sur un ensemble de territoires presentant des caracteristiques differentes, impliquant un nombre important et une diversite de parties prenantes. Un dispositif de gouvernance adapte permet en effet de clarifier les roles, responsabilites et interrelations entre ces parties prenantes.

**Cinq facteurs cles de succes garantissent l’efficacite du dispositif de gouvernance d’une strategie agricole nationale,** et seront requis dans le cadre du PNIA 2 de Cote d’Ivoire :

* La **synchronisation** de sa mise en place effective, avec le **debut** de la mise en reuvre de la strategie nationale
* **Une legitimite, au travers d’un ancrage juridique** assurant : (i) une certaine stabilite face aux changements politiques potentiels, (ii) un caractere executoire
* **Un pouvoir catalytique**, a travers la recherche de simplicite dans les processus de mise en reuvre
* **Un caractere federateur** a travers : (i) l’implication de differentes parties prenantes (secteurs public et

prive, OPA, et societe civile), et (ii) la synergie entre acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique et ceux de secteurs associes (commerce et industrie, infrastructures economiques, finance, education, sante etc.)

* **La mise en place de mecanismes de capitalisation** des legons tirees, tout au long du processus de mise en reuvre.

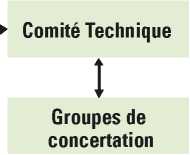
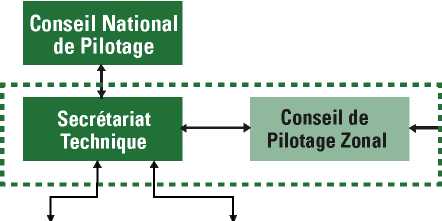
Le dispositif de gouvernance du PNIA 2 integre ces cinq facteurs cles de succes, proposant un cadre de planification, de programmation, et de suivi-evaluation qui soit coherent aux niveaux national et local, et inclusif des differents types d’acteurs impliques dans le secteur.

* 1. CADRE DE PLANIFICATION ET DE PROGRAMMATION

T**out au long de la periode du PNIA 2, il s’agira de s’appuyer sur des entites a la fois nationales et regionales pour assurer l’efficacite des activites de planification strategique et de mise en reuvre.** La premiere generation du PNIA (PNIA I) s’est appuyee sur un dispositif national de gouvernance, defini specifiquement pour sa mise en reuvre et son suivi. Ce dispositif etait compose d’un Comite National de Pilotage (CNP) veillant au respect des orientations strategiques du PNIA I, d’un Secretariat Technique en charge de la planification, la programmation et le suivi des programmes et projets, et de trois cadres de concertation- l’un dedie au secteur prive, l’un aux OPA et a la societe civile, le troisieme aux Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

**Un dispositif de gouvernance similaire est recommande pour le PNIA 2 - integrant deux principales nouvelles dispositions, en reponse aux besoins releves lors du bilan du PNIA I et des ateliers :** (i) l’extension et adaptation de ce dispositif au niveau local, et (ii) la mise en place de mecanismes favorisant l’innovation et l’agilite dans la programmation, face aux evolutions de l’environnement et du secteur.

De maniere generale, le dispositif de gouvernance au niveau local serait parallele a celui defini au niveau national - avec la presence d’une entite jouant un role de pilotage, d’une entite technique, et de plateformes de concertations. La proposition de ce dispositif « miroir » reflete la volonte forte d’aller dans ce sens, exprimee par une majorite d’acteurs locaux rencontres lors des ateliers de formulation du PNIA 2.



**Niveau regional**

**Niveau National**

**Niveau Agro-Pole**

**Groupes de concertation**

**Laboratioire d’innovation et de Programmation Agile**

**Figure 19 : Apergu du dispositif de gouvernance du PNIA 2**

Ainsi, au niveau **national**, quatre organes de gestion appuieront les activites de planification et de programmation du PNIA 2. Il s’agit du Conseil National de Pilotage, du Secretariat Technique, des groupes de concertations, et du Laboratoire d’Innovation et de programmation Agile qui sont garants de la coherence avec les priorites du secteur, de l’integration des besoins evolutifs des parties prenantes, et d’une communication efficace sur l’impact et le progres du PNIA 2.

Au niveau **local**, et plus particulierement au niveau Pole de Developpement Agricole Integra, un conseil de pilotage guidera la planification du developpement sectoriel des zones. Au niveau plus granulaire des regions, deux organes regionaux guideront la mise en rauvre des projets, et assureront un suivi efficace des activites sur le terrain.

* + 1. **Niveau national**

Conseil National de Pilotage

Dans le cadre de la mise en rauvre du PNIA I, le Conseil National de Pilotage (CNP) avait pour principal objectif de veiller au respect des orientations strategiques du Programme. Cet organe etait compose de representants des trois Ministeres directement impliques dans le secteur agro-sylvo-pastoral a cette epoque (MINAGRI, MIRAH et MINEF), des representants des ministeres en charge de l’environnement, de la sante, du plan, de l’economie, du budget, du commerce, de l’industrie, de l’integration, des representants du secteur prive, des OPAs et de la societe civile[[11]](#footnote-12) . Le bilan du PNIA I a cependant releve que le CNP n’avait pas joue le role qui lui etait devolu, et n’avait pas siege a la frequence prevue.

**Le maintien d’un CNP aux missions et responsabilites similaires est propose pour le PNIA 2 - mettant neanmoins l’accent sur deux facteurs cles de succes :** (i) la mise en place effective du CNP des le debut de la mise en rauvre du PNIA 2, et (ii) la mise en place de mecanismes de representation necessaires a la participation active des differents acteurs siegeant au CNP.

Ainsi, tout comme pour le PNIA I, le CNP aurait pour missions et objectifs de :

* Veiller au respect des engagements pris par l’Etat dans le cadre des ODD ;
* Assurer le bon alignement du PNIA au PND, dans sa mise en reuvre
* Veiller au respect des orientations du PNIA 2, lors des activites de planification strategique
* Appuyer la mobilisation de ressources pour la mise en reuvre du PNIA 2 y compris les ressources internes

(cf. engagement de Maputo d’allouer 10% du Budget National au secteur agricole)

* Ouviei a lever les contraintes relatives a la mise a disposition des ressources fi nancieres de l’Etat et des PTF
* Valider les plans de travail et les budgets annuels
* Valider les rapports periodiques de suivi, et autres documents produits par le Secretariat Technique
* Assurer la veille strategique du secteur pour mise a jour eventuelle des orientations a mi-parcours
* Participer a l’identification de thematiques strategiques a approfondir par les cadres de concertation nationale.

Le CNP sera preside comme pour le PNIA I par le Ministre de l’Agriculture et du Developpement Rural (MINADER).

Secretariat Technique

**Comme ce fut le cas dans le cadre du PNIA I, le Secretariat Technique (ST) aura pour mission l’appui operationnel a la coordination du PNIA 2.**

Dans ce role, le ST apportera un appui operationnel aux Directions de la Planification de chaque Ministere directement implique dans le processus de mise en reuvre du PNIA 2 : le MINADER, le MIRAH, le MINEF et le MINSEDD. Dans ce cadre, il sera opportun d’harmoniser les procedures de planification et de programmation des projets entre les quatre Ministeres, et d’outiller les Directions de la Planification pour la conception de projets conformes au cadre du PNIA 2.

De maniere plus specifique, les responsabilites du Secretariat Technique seront les suivantes :

* Mettre en reuvre les orientations du CNP
* Planifier, programmer et coordonner les activites du PNIA annuellement
* Veiller a la coherence des interventions des parties prenantes
* Harmoniser la planification et la programmation des projets du PNIA 2
* Initier et appuyer le processus d’identification des projets d’investissement a realiser avec les PTF
* Realiser les etudes necessaires, prealables a la programmation de projets
* Appuyer la mise en reuvre nationale du PNIA 2 a travers le soutien des directions de planification

ministerielles

* Assurer le suivi-evaluation global du PNIA 2 au niveau national (sur la base des evaluations ministerielles)
* Elaborer les documents a soumettre a l’approbation du CNP, notamment le budget, les rapports sur l’etat de mise en reuvre du PNIA, les programmes annuels prioritaires, les rapports de suivi-evaluation
* Assurer la communication sur les realisations du PNIA 2.

Cadres de concertation nationale

**L’objectif des cadres de concertation nationale sera d’assurer la participation des differentes parties- prenantes dans la gestion du secteur, et l’alignement des interventions entre ces parties.** Ces cadres de concertations seront des groupements multi-acteurs, organises selon des themes specifiques emergeant comme cles pour le developpement du secteur, pour lesquels des partenariats multi-acteurs sont indispensables. A noter que les thematiques de ces cadres pourront evoluer tout au long de la periode de la mise en reuvre du PNIA 2, selon les interets et besoins des differentes parties-prenantes impliquees.

**A la difference du PNIA I ou ces cadres de concertation etaient organises par type de partie prenante (secteur prive, PTF, OPA et societe civile), ceux du PNIA 2 seront organises par theme strategique au developpement du secteur.** Ces cadres de concertation prendront ainsi la forme de groupements agiles (c’est-a-dire flexibles et limites dans le temps), multi-acteurs, organises capables de generer des discussions et collaborations fructueuses autour de chacun des themes strategiques. Deux criteres justifieront le choix de ces themes : leur caractere cle pour le developpement du secteur et l’atteinte des objectifs de developpement social, et/ou leur caractere transversal, necessitant la mobilisation de partenariats multi-acteurs.

Ce changement vise a optimiser un processus de concertation qui s’est avere peu actif lors du PNIA I, selon l’exercice de bilan conduit - les PTF etant le seul groupe ayant effectivement organise des rencontres comme prevues dans le dispositif de gouvernance, en inscrivant celles-ci dans un mecanisme plus general de dialogue qui preexistait entre

Partenaires Techniques et Financiers.

Les cadres de concertation auront la responsabilite de :

* Promouvoir le dialogue entre types d’acteurs
* Participer a l’identification de thematiques strategiques a approfondir
* Participer au controle de l’efficacite des programmes et interventions du PNIA 2
* Identifier les contraintes inherentes a l’execution des programmes autour d’une ou plusieurs thematiques, et proposer des reajustements
* Assurer l’alignement entre le PNIA 2 et les projets des acteurs non-gouvernementaux, et promouvoir la collaboration multi-acteurs.

Laboratoire d’Innovation et de Programmation Agile

**Le Laboratoire d’Innovation et de Programmation Agile est un organe consultatif, qui sera sollicite au besoin par le ST PNIA, notamment lors de la planification annuelle « glissante » fondee sur les preuves. Il appuiera ainsi le ST PNIA, afin que le PNIA reponde aux besoins evolutifs du secteur et integre en continu les enseignements tires de la mise en reuvre des projets.** La nouveaute notable du PNIA 2 par rapport au PNIA 1, est que ce Laboratoire tout en facilitant la planification des projets et programmes decoulant du PNIA 2, offrira l’opportunite de reajustement des projets et potentiellement des programmes du PNIA 2. Cet exercice reposera avant tout sur la capitalisation des acquis qui decoule des enseignements du suivi-evaluation du PNIA 2, et d’une veille des innovations dans le secteur. Le developpement des connaissances porterait essentiellement sur le contenu des programmes. Le Laboratoire aura specifiquement les objectifs suivants :

* **Favoriser une meilleure comprehension des interventions efficaces** - en realisant des analyses et evaluations complementaires a celles menees par les Ministeres (au niveau intersectoriel par exemple, ou au niveau des Poles de Developpement Agricole Integre), et en s’appuyant sur des etudes de cas internationales.
* **Faciliter la collaboration entre acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux** - en creant un espace interactif pour le partage de connaissances, et une « vitrine » pour les succes menes en commun par les acteurs du secteur.
* **Catalyser l’innovation aux niveaux strategique et operationnel** - en renforgant les mecanismes d’utilisation des connaissances au service d’une programmation fondee sur des preuves.

**Pour atteindre ces objectifs, le Laboratoire sera compose de professionnels de l’innovation et de la conduite du changement.** Cette equipe dediee interviendra en appui a la mise en reuvre du PNIA 2 et a l’identification de thematiques strategiques a approfondir dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ivoirien. Les competences cles de cette equipe seront :

* Une forte connaissance de l’environnement socio-economique ivoirien, de son secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique, et de ses enjeux environnementaux
* Un reseau de contacts de parties prenantes actives dans Ie pays, notamment dans Ie domaine de I’innovation
* Une experience en gestion du changement et en execution de strategies dans des environnements complexes.

En synthese, le Laboratoire jouera un role essentiel en tant que principale fonction de consultation dans la structure de gouvernance du PNIA 2.

* + 1. **Niveau Pole de Developpement Agricole Integre**

Comite ad’hoc de Pilotage Zonal

**Le pilotage des strategies zonales et des activites de planification au niveau des Poles de developpement agricole integres sera effectue au niveau des Comites ad’hoc de Pilotage Zonaux (CPZ).** Le Comite ad’hoc aura une mission similaire a celle du CNP-savoir le pilotage de la mise en reuvre du PNIA 2 dans la zone.

De maniere plus specifique, il s’agira pour le CPZ d’assurer les roles et responsabilites suivants :

* Veiller au respect des orientations strategiques du PNIA 2 au niveau zonal
* Assurer les activites de planification du PNIA 2 au niveau zonal, en coordination avec le Secretariat Technique
* Appuyer la recherche de financement pour la mise en reuvre du PNIA au niveau zonal
* Valider les plans de travail annuels et budgets des comites techniques regionaux associes
* Valider les rapports periodiques de suivi et tout autre document produits par les comites techniques regionaux associes
* Assurer la veille strategique du secteur (aux niveaux zonal et regional) en vue de la mise a jour eventuelle des orientations des Poles de Developpement Agricole Integre a mi-parcours ;
* Participer a l’identification de thematiques strategiques a approfondir par les cadres de concertation regionaux.

Les Comites ad’hoc de pilotage zonaux seront composes des representants du MINADER, du MIRAH, du MINSEDD et du MINEF et des representants des principaux Ministeres impliques dans la mise en reuvre des projets de la zone - tels que les Ministeres en charge de la Sante, de l’Industrie et des Mines, et de l’Enseignement ; le Corps Prefectoral, le Conseil Regional ; et les representants regionaux des signataires du Pacte National du PNIA 2. La selection des representants ministeriels se fera sur la base de criteres definis par le Secretariat Technique au niveau national.

* + 1. **Niveau Regional**

Comite Technique ad’hoc

**Les Comites Techniques ad’hoc serviront d’organes d’appui technique a la mise en reuvre, au financement, et au suivi-evaluation des programmes dans les regions.** Ces comites joueront le role du S au niveau regional avec un accent sur la mise en reuvre des projets.

Les Comites Techniques ad’hoc seront composes de representants regionaux des Ministeres impliques dans la mise en reuvre du PNIA 2 (Directions Regionales du MINADER, du MIRAH, du MINEF et du MINSEDD de la region), des collectives territoriales, et des representants des beneficiaires et autres partenaires de mise en reuvre tels que les OPAs, la societe civile, et le secteur prive. La selection des representants se fera sur la base des criteres etablis par le Comite ad’hoc de Pilotage Zonal.

Ces comites auront pour responsabilite de :

* Integrer les projets du PNIA 2 au niveau des Plans de Travail Annuels (PTA) regionaux
* Appuyer la recherche de financement des projets au niveau regional
* Coordonner le financement des projets au niveau regional
* Appuyer la mise en reuvre des projets au niveau regional, par l'identification et la resolution de problemes
* Assurer le suivi des projets sur le terrain et revaluation du PNIA 2 au niveau regional (sur la base du

suivi-evaluation des projets).

Groupes de concertation regionaux

Pour la promotion du dialogue multi-acteurs au niveau regional, des cadres de concertation seront organises de maniere ad hoc selon les thematiques cles emergeant dans la region. La plupart de ces thematiques seront liees aux projets mis en reuvre au niveau local, ou extraites du PNIA 2 eu egard a leur pertinence pour la region.

* 1. CADRE DE SUIVI ET EVALUATION

**Capitalisant sur les lemons du bilan du PNIA I, la strategie de suivi et d’evaluation proposee pour le PNIA 2 aura deux principaux objectifs : (i) le suivi et revaluation operationnels des projets lances pendant la periode, (ii) le suivi et revaluation strategique de la mise en reuvre des programmes, soit de l’impact global du PNIA.** Cette strategie s’appuiera sur le dispositif de suivi-evaluation defini tant au niveau national que regional lors du PNIA I. Des ajustements pour en faciliter le fonctionnement effectif ainsi que des moyens a la mesure des ambitions de suivi du Programme seront prevus. La conduite devaluations externes des projets en temps opportun, necessite en particulier d’etre securisee. Deux approches pour realiser ces evaluations externes vont etre envisagees : soit au travers de l’inscription d’une ligne budgetaire dediee aux missions effectuees sur le terrain, pour chacune des Directions en charge de l’Evaluation des quatre Ministeres ; soit une adaptation du processus actuel de financement de ces missions ; l’objectif etant d’assurer une plus grande autonomie vis-a­vis des structures en charge des projets evalues. Enfin, un systeme de collecte et de transmission de donnees des structures regionales aux organes nationaux serait necessaire pour faire le lien entre le suivi-evaluation des projets (souvent transversaux aux programmes) et le suivi-evaluation par programme.

* + 1. **Suivi et evaluation des projets**

Le but des evaluations projet serait de deux ordres : (i) produire des donnees officielles et fiables sur le niveau de realisation et d’impact des projets menes par les acteurs, tels que les structures sous-tutelles, les partenaires au developpement, le secteur prive, les ONG, etc. ; (ii) avoir une meilleure connaissance des interventions les plus efficaces sur le terrain, et identifier les modifications necessaires pour une meilleure mise en reuvre des interventions.

**Une mise en reuvre reussie de ce dispositif impliquera la mise en place d’une methodologie uniforme pour la collecte et l’analyse des donnees des projets.** Il s’agira d’abord d’etablir une grille commune d’indicateurs, permettant de suivre revolution des programmes du PNIA 2, ensuite un mecanisme d’utilisation des indicateurs pertinents de cette grille dans revaluation des projets. Les projets auront la latitude de considerer des indicateurs additionnels qui leur seront specifiques - mais les indicateurs minimaux serviront de base commune pour faire le lien avec les programmes. Un systeme de partage des donnees, a l’instar du SSE-PVM defini par le MINADER pendant la mise en reuvre du PNIA I, facilitera le rapportage regulier des indicateurs projets grace aux contributions des acteurs sur le terrain et des organes de gestion regionaux. Ceci implique d’une part de definir un tel systeme au niveau de chaque Ministere, d’autre part de prevoir le budget necessaire a son operationnalisation. Enfin, les Comites Techniques regionaux, avec l’appui des agents de ReSAKSS, exploiteroent les donnees collectees et evalueront l’impact des projets au niveau regional.

1. **: Apergu du dispositif de suivi-evaluation des projets du PNIA II au niveau des projets**



**Fournisseurs Collecteurs Gestionnaire de donnees de donnees du SSE\***

**Comite Technique**

**Categorie d’acteurs**

**Utilisateur  
de I’information**

**Responsabilites et roles**

**Echelles d’actions**

* Elaboration des supports de collecte • Regionale
* Collecte des donnees
* Validation des donnees
* Evaluation du PNIA II au niveau regional (sur base des donnees des projets )
* Transmission des donnees et evaluations aux

organes nationales

**Directions  
Departementales  
( MIDER, MIRAH,  
MINEF, MINSEDD)**

* Collecte des donnees
* Consolidation des donnees
* Validation des donnees
* Exportation des donnees
* Transmission des donnees

• Regionale

**Structures sous-  
tutelle, Secteur prive,  
interprofessions,  
Projets et  
programme, ONG,  
PFT, Collectives  
territoriales etc.**

* Production des donnees
* Controle de qualite des donnees
* Consolidation des donnees
* Exportation des donnees
* Transmission des donnees

• Regionale

\*Systeme de suivi-evaluation (base sur le systeme de suivi-evaluation du PNIA I Version MINAGRI (SSE-PVM)).

**5.3.2 Suivi et evaluation strategique**

**Selon le cadre de suivi-evaluation propose, revaluation strategique du PNIA 2 correspond au suivi- evaluation des programmes, sous la responsabilite du Secretariat Technique.** Elle s’appuiera sur les resultats du suivi des projets (a la fois les donnees et les evaluations) afin devaluer l’efficacite des programmes, et l’impact du PNIA 2 dans son ensemble. Ceci implique un exercice de cartographie prealable, permettant de lier les indicateurs des evaluations projets a ceux de suivi des programmes - d’ou l’importance de la grille d’indicateurs standards evoquee precedemment.

**Ces evaluations au niveau des programmes permettront de tirer les lemons apprises a travers la mise en reuvre du PNIA 2 dans differentes regions, au travers de divers projets - et ce de maniere continue et exhaustive.** Elles serviront de base aux reorientations strategiques, aux realignements des programmes, et aux modifications eventuelles des mecanismes de coordination du PNIA 2. Pour ce faire, en plus des agents existants tels que decrits dans le SSE-PVM, revaluation strategique du PNIA 2 sera soutenue par le Laboratoire d’Innovation et de Programmation Agile, et par les agents ReSAKSS. Avec le soutien de ces agences, le PNIA 2 beneficierait d’au moins une revue conjointe annuelle, et de deux revues strategiques biennales.

1. **: Apergu du dispositif de suivi-evaluation du PNIA II au niveau des programmes**

**Acteurs**

**Categorie d’acteurs**

**Fournisseurs Collecteurs de donnees de donnees**

**Gestionnaire  
du SSE\***

**Utilisateur  
de l’information**

**Responsabilites et roles**

**Echelles d’actions**

**Secretariat Technique  
du PNIA II**

* Definition des outils generaux de suivi-evaluation • Nationale
* Validation du systeme de suivi-evaluation
* Veille strategique des programmes sur base des evaluations

**Agents ReAKSS**

**Laboratoire  
d’innovation et de  
programmation agile**

* Appui a la capacite de suivi-evaluation des acteurs nationaux et regionaux
* Conduite de la revue conjointe annuelle et les revues strategiques biennales du PNIA II
* Suivi des indicateurs globaux du PNIA II
* Evaluation de la mise en ceuvre des programmes sur base des evaluations des DGPS
* Fourniture de recommandations au ST sur la revue des programmes fondee sur des preuves

• Nationale et  
regionale

• Nationale

* Elaboration des supports de collecte de donnees

• Nationale

* Consolidation des donnees regionales

**Directions General de planificatiion et Strategie DEP (NINADER,**

**MIRAH, MINEF,  
MINSEDD )**

* Elaboration des supports d’exportations des donnees (tableaux de bord)
* Analyse et traitement des donnees et evaluations regionales
* Redaction des rapports des projets / programmes ministeriels
* Diffusion de l’information

\*Systeme de suivi-evaluation (base sur le systeme de suivi-evaluation du PNIA I Version MINAGRI (SSE-PVM)).

* 1. RECOMMANDATIONS POUR LA CONCEPTION DE PROJETS
     1. **Alignement des projets au niveau du cadre logique**

**Dans ce nouveau dispositif, le projet sera 1’outil de base de mise en reuvre des programmes du PNIA 2 - qu’il soit mene par 1’Etat, le secteur prive et/ou les PTF..** Ce mecanisme necessitera une harmonisation des projets en cours, et des nouveaux projets autour des programmes definis dans le cadre general du PNIA 2 - ce afin de suivre tant au niveau micro que macro le developpement du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique.

**Cette harmonisation sera obtenue par l’alignement des projets sur un cadre logique standardise, afin que chaque projet soit la declinaison et compilation d’activites identifies au niveau du PNIA 2.** Ainsi, chaque projet sera-t-il lie au PNIA 2 a deux niveaux : (i) lien entre les activites du projet et les activites proposees dans le PNIA 2 ; et (ii) lien entre les resultats attendus du projet et les indicateurs des programmes du PNIA 2. Les outils facilitant cet exercice seront developpes par le ST (avec l’appui des Directions de l’Evaluation des differents Ministeres), qui auront egalement pour role de sensibiliser et de surveiller l’adhesion a ce processus.

**Tableau 13 : Apergu l'articulation entre les programmes, interventions et projets du PNIA 2**



| **Programme 1** | | **Indicateur 1**  **Indicateur 2** |
| --- | --- | --- |
|  | |  |
| Sous-programme 1.1 | | **Intervention 1.1.1**  **Intervention 1.1.2** |
| **Programme 2** | | **Indicateur 1**  **Indicateur 2** |
| Sous-programme 2.1 | | **Intervention 2.1.1**  **Intervention 2.1.2** |
|  | **Programme 3** | **Indicateur 1**  **Indicateur 2** |
| S | ous-programme 3.1 | **Intervention 3.1.1**  **Intervention 3.1.3** |
| **Programme 4** | | **Indicateur 1**  **Indicateur 2** |
| Sous-programme 4.1 | | **Intervention 4.1.1**  **Intervention 4.1.2** |
| **Programme 5** | | **Indicateur 1**  **Indicateur 2** |
| Sous-programme 5.1 | | **Intervention 5.1.1**  Infprvpntinn R 1 2 |
|  | |  |
| **Programme 6** | | **Indicateur 1**  **Indicateur 2** |
|  | | **Intervention 6.1.1** |
| Sous-programme 6.1 | | **Intervention 5.1.2** |

**Projet 1**

**Indicateur 1**

**Indicateur 2**

**Indicateur 1**

**Intervention 1.1.1**

**Intervention 3.1.2**

**Intervention 4.1.1**

**Projet 2**

**Indicateur 1**

**Indicateur 2**

**Indicateur 1**

**Intervention 2.1.1**

**Intervention 5.1.2**

**Intervention 6.1.1**

* + 1. **Integration de mecanismes favorisant la perennisation des projets**

**Le PNIA 2 est egalement l’occasion d’ancrer un certain nombre de bonnes pratiques, permettant d’assurer la perennisation des projets.** Le dispositif du PNIA I n’avait en effet pas prevu de mecanisme explicite permettant la perennite des impacts positifs des projets au-dela de leur perimetre limite, tant temporal que financier. Le bilan du PNIA I a par exemple fait ressortir le besoin d’une strategie d’appropriation progressive des activites des projets par les beneficiaires, pour assurer un partage progressif des connaissances engrangees par les unites de coordination, et une continuite de l’impact. Dans le cadre du PNIA 2, cette question de perennite de l’impact sera abordee dans deux cadres : (i) gouvernance globale decrit ci-dessous et (ii modalites de mise en rauvre des projets avec le secteur prive.

**Dans le cadre de gouvernance globale des projets, une meilleure perennisation pourra etre assuree par la mise en place de circuits de partage de l’information entre projets.** La decentralisation de la mise en rauvre du PNIA 2 est essentielle a cet egard. En effet, la relation etroite entre l’equipe centrale de gestion d’un projet et les DR/DD en charge de la mise en rauvre a ete citee comme un element important de succes de perennisation, car permettant la mise en place de circuits d’information entre les differents acteurs impliques. Le Laboratoire d’Innovation et de Programmation Agile pourra egalement jouer un role important dans la diffusion des connaissances et nouvelles technologies prometteuses identifiees dans le cadre de projets en fin de cycle, vers d’autres projets en cours ou sur le point d’etre lances. Ces connaissances peuvent etre relatives a de nouvelles techniques de production ou de transformation, de nouvelles varietes de semences, ou encore des processus innovants de gouvernance et de gestion de projets.

**Enfin, une forte implication du secteur prive local restera necessaire afin de permettre aux communautes locales et beneficiaires de s’approprier les projets.** Il sera important a ce titre de promouvoir des partenariats avec les acteurs du secteur prive local dans la mise en reuvre de chaque projet. Ces partenariats prendront la forme d’agrements pour la fourniture de services ou materiels necessaires aux projets, de vulgarisation de nouvelles techniques ou encore de developpement des capacites des acteurs prives. En promouvant l’implication du secteur prive local dans la mise en reuvre des projets, le PNIA 2 assurera la creation d’un dispositif de gouvernance agricole enracine dans le tissu economique au niveau territorial, generant de nouvelles opportunites d’emplois et facilitant la perennite des activites au-dela de la periode des projets.

* 1. STRATEGIE DE COMMUNICATION
     1. **Enjeux et objectifs de la strategie de communication du PNIA 2**

Enjeux de communication pour le PNIA 2

**Au cours de revaluation de la premiere generation du Programme National d’Investissement Agricole, le volet communication a ete identifie comme axe majeur d’amelioration cite quasi-systematiquement par tous les types d’acteurs.** Trois observations principales ont ete relevees :

* Des divergences de comprehension au niveau du champ couvert par le PNIA I, et de ses objectifs - ce, aussi bien au sein des Ministeres directement impliques dans sa mise en reuvre, qu’au niveau des autres parties prenantes
* Des divergences de comprehension au niveau des roles et responsabilites de chacun des acteurs, depuis la definition du PNIA I a sa mise en reuvre
* Un manque d’informations generalise quant a l’impact de PNIA I - notamment aupres du grand public, et de ses beneficiaires.
* Au-dela de ce bilan, l’importance de conduire une campagne d’information et de sensibilisation dediee aux PNIA de seconde generation est egalement soulignee par la Commission de la CEDEAO.

**La communication constitue ainsi un element central pour la mise en reuvre reussie du PNIA 2 de Cote d’Ivoire.** Les enjeux sont triples, pour atteindre un fort niveau d’adhesion et de mobilisation de l’ensemble des parties prenantes (qu’elles aient ou non participe au processus de formulation de la strategie) :

* **Informer** sur les ambitions du PNIA 2 a horizon 2025, ainsi que sur l’etat d’avancement des realisations, de maniere continue
* **Sensibiliser** les acteurs impliques - et notamment les beneficiaires cibles - aux cadres institutionnels en vigueur, aux nouvelles opportunites du secteur, et aux mesures prises en reponse a leurs besoins
* **Engager** l’ensemble des parties prenantes du secteur a participer pleinement a la mise en reuvre du PNIA 2, et a en devenir des ambassadeurs aux echelles locale, nationale et internationale.

Objectifs de communication autour du PNIA 2

**Compte tenu des enjeux precedemment identifies, quatre objectifs principaux se degagent specifiquement pour la strategie de communication du PNIA 2. Il s’agit de :**

1. Diffuser une vision partagee des objectifs du PNIA 2
2. Clarifier des roles et responsabilites de chaque type d’acteur implique dans la mise en reuvre du PNIA 2
3. Apporter le soutien necessaire aux decisions d’investissements dans le secteur
4. Informer un large public sur les realisations et l’impact du PNIA 2.

**Ces objectifs serviront de fil directeur dans la definition des messages et moyens de communication associes a chaque etape de la mise en reuvre du PNIA 2.** De la phase de mobilisation des ressources au suivi-evaluation des projets, la communication sur le PNIA 2 sera centrale, comme I’illustre la figure ci-dessous.

2017 - 2025

**Etapes**

**Mobilisation des Mise en 0uvre Suivi**

**Communication**

**ressources**



**2.**

**Objectifs du PNIA**

*Communication continue*

**3.**

**Roles et  
responsabilites**

**Soutien aux  
investissements**

**Impacts du PNIA**

*Important*

*FAible*

*Communication continue*

**Figure 20 : Principales phases de communication et de mise en reuvre du PNIA 2**

**5.5.2 Cartographie de l’audience cible de la communication autour du PNIA 2**

**Au vu des objectifs de communication autour du PNIA 2, sept categories de parties prenantes seront ciblees : les representants du secteur public, du secteur prive, des organisations professionnelles agricoles (OPA) internationales et nationales, de la societe civile, des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), des instituts de recherche et developpement, et enfin le grand public.**

La Figure ci-dessous detaille chacune de ces categories d’acteurs cibles pour la communication autour du PNIA 2.

Au niveau des acteurs du secteur public, il sera important d’adapter les messages et canaux de communication aux trois sous-groupes cibles : (i) les acteurs sous-regionaux incluant les representants de l’UEMOA et de la CEDEAO ; (ii) les acteurs nationaux incluant les quatre Ministeres directement et indirectement impliques dans la mise en reuvre des projets du PNIA 2, ainsi que les agences gouvernementales pertinentes ; (iii) les acteurs territoriaux, notamment les Directions Regionales et Departementales, le corps prefectoral, et les collectivites locales.

1. **: Apergu des acteurs cibles pour les communications autour PNIA 2**



**Categorie**

|  |  |
| --- | --- |
| **Au niveau sous-regional** | * Commission CEDEAO (Departement Agriculture, Environnement, Ressources en Eaux) * Commission de l’UEMOA (Department Securite Alimentaire, Agriculture, Mines, Environnement) |
| **Au niveau national** | * Ministeres impliques dans le PNIA (dont entites sous tutelle) * Autres Ministeres associes (Nutrition, finance, protection sociale, emploi, jeune, recherche et formation etc.) dont comites du PNIA * Autres structures partenaires : CEPICI, CCESP, CN-PPP etc. |
|  | * Representations ministerielles au niveau territoire (DR/DD) * Prefets * Elus des collectives locales (maires, conseils regionaux etc.) |
| **Au niveau territorial** |
|  |  |
| • PME agricoles |  |

Composition (non exhautive)

•

•

Organisations patronales

Organisations professionnellles du secteur financier (Banques, Fonds, IMF, assurances)

Chambre d’agriculture, Chambre de commerce et d’industrie

|  |  |
| --- | --- |

| **Representan secteur publ** | **its**  **■** |
| --- | --- |
|  |  |
|  | |
| **Representants secteur prive** | |
| **Oganisations Professionnelles Agricoles (OPA) -** aux niveaux national et international | |
| **Societe civile** | |
| **Partenaires techniques et financiers** (existants et cibles) | |
|  | |
| **Entites de recherche et developpement** | |
|  | |
| **Grand public** | |

•

•

•

•

•

•

•

•

•

•

•

•

•

•

•

•

Organisations socioprofessionnelles nationales (agriculteurs, eleveurs, pasteurs, pecheurs exploitants forestiers, transformateurs, distributeurs, femmes, jeunes, etc.)

Reseaux regionaux d’organisations socioprofessionnelles (Agriculture, Elevage, Pastoralisme, Genre dont femmes et Jeunes)

Societe civile nationale intervenant dans le secteur et le monde rural

ONG

Associations

Convention de la societe civile

Bailleurs bilatereaux, multi-latereaux, internationaux Fondations etc.

Institutions Internationales (IFPRI, Secretariat CSAO/OCDE)

Institutions Scientifiques et Techniques regionales (CILSS, CORAF, AfricaRice)

Universites nationales disposant de curricula interessant le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique

Centres de recherche agronomique, zootechnique, halieutique, forestiere et environnementale Agences de developpement et conseil du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique

Media / Journalistes

Population ivoirienne

**5.5.3 Modalites de mise en reuvre de la strategie de communication**

Gouvernance de mise en reuvre de la strategie de communication

**La mise en reuvre d’une strategie de communication efficiente pour le PNIA 2 necessitera une structure de gouvernance qui soit adaptee aux enjeux.** La figure ci-dessous donne un apergu de la structure de gouvernance prevue, et des responsabilites de chaque acteur.

La gestion globale de la strategie relevera de la responsabilite du Secretariat Technique, qui supervisera la definition des messages cles afferent au PNIA 2. Un cabinet de communication externe sera engage pour developper les outils de mise en reuvre de la strategie de communication - tels qu’un site internet dedie, des billets infographiques, et des videos promotionnelles ou pedagogiques. Enfin, un Comite de Communication, reunissant des representants des services de communication de chacun des quatre Ministeres du ST, assurera l’adequation des outils developpes par le cabinet externe a la ligne editoriale des Ministeres, et une articulation/diffusion appropriees des communications ministerielles, en coherence avec ces outils.

1. **: Cadre de gouvernance de la communication**

**CompositionP**

**Secretariat  
Technique du  
PNIA 2**

**Representants des ministeres  
impliques dans la mise en  
reuvre du PNIA 2**

**rincipales responsabilites**

* Surveillance des relations publiques du PNIA 2, et suivi- evaluation de la mise en reuvre de la strategie de communication
* Validation des communications et messages cles sur le PNIA 2

**Cabinet externe  
de  
communication**

**A determiner**

**Comite de  
communication**

**Responsables de  
communication de quatre  
Ministeres du PNIA 2**

* **Mise a jour et planification de la strategie de communication, definition d'une roadmap**
* Formation des messages cles et des guides de communication par acteurs cibles
* **Identification des canaux de communication et**developpement de outils de communications
* Coordination entre le cabinet externe et les ministeres (coherence de la ligne editoriale ; diffusion des articles, **brochures, et autres communications offi ciell es)**
* **Identification et responsabilisation des points focaux** pour l’assistance aux communications pour les projets

Outils de communication

**La reussite de la strategie de communication du PNIA 2 reposera sur l’adaptation des messages et outils de communication aux audiences cibles.** Les medias de masse traditionnels - tels que la television, la radio, et les journaux, y compris en langues locales - serviront comme principaux moyens de communication vers le grand public. Les medias digitaux - tels qu’un site internet dedie au PNIA 2 et l’exploitation de reseaux sociaux - seront adoptes en complement, pour cibler les audiences jeunes et les acteurs internationaux, en particulier. Le Gouvernement ivoirien diffusera par ailleurs directement des informations a l’attention de l’ensemble des acteurs impliques dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique, ainsi que les investisseurs potentiels, a travers des publications sectorielles et des rencontres multi-acteurs.

**Une variete d’outils sera mobilisee selon l’objectif de communication recherche.** Ainsi, des ateliers de formation et seances de travail sur les roles specifiques de chaque acteur seront privilegies, pour une comprehension partagee des responsabilites de chacun. Ces seances interactives seront completees d’un partage plus large du cadre de gouvernance regissant la mise en reuvre du PNIA 2, detaillant les interactions entre acteurs cles (via un site web et des brochures « qui est qui », par exemple). Pour l’objectif de communication relatif aux realisations de PNIA 2 et a son impact, un tableau de bord en ligne sera mis en place de sorte a presenter la chronologie et les resultats de la mise en reuvre. Des temoignages video des beneficiaires et partenaires impliques seront egalement exploites.

**Il est a noter enfin que certaines activites deja prevues dans le cadre des programmes du PNIA 2 pourront egalement etre exploitees comme outils de communication** (en s’appuyant sur le comite de communication pour leur bonne diffusion). Par exemple, les journees dediees aux Agriculteurs et les concours d’excellence detailles dans le Programme 4 pourront servir de point de communication pour la promotion des realisations du PNIA 2 aupres du grand public - communautes rurales, notamment. De plus, la creation d’un catalogue des opportunites de transformation agricole, comme decrit dans le Programme 2, pourra servir de document de communication vers le secteur prive en vue de faciliter la mobilisation d’investissements agro-industriels. Dans tous les cas, il sera important d’assurer l’harmonisation des activites de communication liees aux projets, a travers des points focaux en charge de soutenir ces activites au niveau des regions.

Mecanisme de suivi-evaluation de l’impact de la strategie de communication

Tout comme pour la mise en reuvre du PNIA 2, il s’agira de mesurer l’impact de la strategie de communication du PNIA 2 pour assurer son efficacite, et proposer des ajustements eventuels. devaluation de cet impact se fera a deux niveaux : (i) le suivi des ressources financieres, physiques et digitales utilisees pour la mise en reuvre de la strategie de communication du PNIA 2, et (ii) le suivi de l’impact de la strategie de communication, en termes de resultats par rapport aux objectifs fixes.

Le Secretariat Technique du PNIA 2 aura la responsabilite d’assurer le bon fonctionnement du mecanisme de suivi- evaluation de la strategie de communication, et le partage des resultats cles qui pourront impacter les strategies prises.

VI.

CADRE LOGIQUE

Le cadre logique de suivi-evaluation du PNIA 2, presente dans la figure ci-dessous, a pour bases le cadre de resultats du PDDAA et celui du PND - mais aussi des indicateurs specifiques aux ambitions de la Cote d’Ivoire dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique a l’horizon 2025.

**Tableau 17 : Cadre logique de suivi-evaluation du PNIA 2 - specifique a la Cote d’Ivoire**

Objectifs strategiques (OS) Programmes associes (P)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | |  |  |  |  |  |
| **OS 1 : Le developpement de la valeur ajoutee agro-sylvo- pastorale et halieutique** |  | **P1 : Productivity et developpement durable de la production agro sylvo- pastorale et halieutique**  **P2 : Amelioration de la valeur ajoutee et de la performance des marches** | **P5 : Expansion de l’acces au financement et des canaux d’investissement prives** | **P6 : Renforcement du cadre institutionnel, de la gouvernance du secteur et de l’environnement des affaires** |
|  | |  |
| **OS 2 : Le renforcement de systemes de production agro sylvo-pastorale et halieutique respectueux de l’environnement** |  | **P3 : Gestion durable des ressources environnementales et resilience climatique** |
|  | |  |
| **OS 3 : Une croissance inclusive garante du developpement rural et du bien-etre des populations** |  | **P4 : Amelioration des conditions de vie des acteurs, etpromotion du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique** |

Comme l’illustre la figure ci-dessous, les six programmes du PNIA 2 sont lies aux indicateurs d’input et d’effet du PDDAA:

les indicateurs de niveau 3 du PDDAA, ou indicateurs d’input, permettent de mesurer la valeur ajoutee de l’appui du PDDA a la transformation institutionnelle et systemique des capacites

les indicateurs de niveau 2 du PDDAA, indicateurs d’effet, ont ensuite pour objectifs de mesurer les changements issus de la mise en reuvre du PDDAA ; et

les indicateurs de niveau 1, indicateurs d’impact, ont pour objectifs de mesurer l’impact de la mise en reuvre du PDDAA - notamment a travers le PNIA 2, dans l’economie ivoirienne.

**Cadre de resultats du PDDAA (2015-2025)**

Niveau 1 : Contribution agricole a la croissance economique et au developpement inclusif

|  |  |
| --- | --- |
|  | Une agriculture ivoirienne durable, competitive, et creatrice de richesses |
| Vision | equitablement partagees |

Cadre strategique du PNIA 2 (2015-2025)

1.1 Relance

economique et 1.2 Securite

reduction de la alimentaire

pauvrete

1.3 Reduction des  
inegalites nationales  
et regionales

1.4 Resilience et  
dura bilite

Objectifs  
strategiques

1. Le  
developpement  
de la **valeur ajoutee  
agro-sylo-pastorale  
et halieutique**

2. Renforcementdes  
**systemes de  
production** agro-sylvo-  
pastorale et halieutique  
**respetueux de  
I'environnement**

3. Une **croissance  
inclusive,** garante du  
developpement rural  
et du bien-etre des  
populations

Niveau 2 : Transformation et croissance durable et inclusive du secteur agricole

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 2.1 Augmentation de la production et productivity |  | 2.2 |  | 2.3 Espansion |  | 2.4 |  |  |
|  | Augmenttaion du commerce intra-Africain et amelioration des marches |  | de I'agro- industrie et seveloppement des chaines de valeurs inclusives |  | Accroissement de la resilience et amelioration de la gestion des risques |  | 2.5 Meilleure gestion des ressources naturelles |

CADRE LOGIQUE

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 3.1 Processus efficaces et inclusifs pour la conception et la mise en oeuvre des politiques | 3.2 Institutions efficaces pour la suivi- evaluation des politiques et des engagements | 3.3 Renforcement de la capacte de planification fondee sur les preuves, de la mise en oeuvre, et de la revue | 3.4 Amelioration de la coordination multi sectorielle des partenatiats et de la responsabilite mutuele | 3.4 Accroissement des investissements publics et prives | 3.6 capacites accrue d'analyser et d'utiliser les donnees, les informations et les innovations |

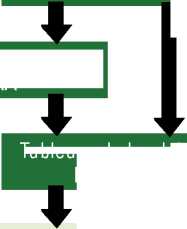
Niveau 3 : Renforcement de la capacite systematique a produire des resultats

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 1. Productivity et developpement durable de la production agro- sylvo-pastorale et halieutique | 2. Amelioration de la valeur ajoutee et de la performance des marches | 3. Gestion durable des ressources environnemen- tales et resilience climatique | 4. Amelioration des conditions de vie des acteurs, et promotion du secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique |
| **5. Expransion de I'acces au finacement et des canaux d'investissements prives** | | | |
| 6. Renforcement du cadre institutionnel, de la gouvernance du secteur et de I'environnement des affaires | | | |

**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)**

**Figure 21: Liens entre le cadre logique de suivi-evaluation du PNIA 2 et le cadre de resultats du PDDAA**





**Niveau**

**Global**

**Continental**

Cadre de resultat du  
PDDAA

Regional

Declaration de Malabo

Tableaux de bord de  
Malabo

Cadre de resultats de  
l’ECOWAP

Ainsi, comme l’illustre le tableau ci-dessous, le cadre logique de suivi-evaluation de la mise en reuvre du PNIA 2 comprendra :

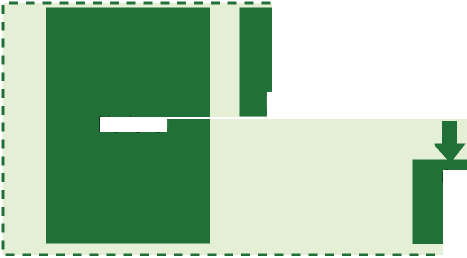
* Les indicateurs communs a tous les pays signataires du PDDAA
* Les indicateurs specifiques au PNIA 2 de Cote d’Ivoire, non compris dans ce portefeuille commun

d’indicateurs, et mentionnes dans le tableau ci-dessous.

Les niveaux cibles des indicateurs specifiques au PNIA 2 de Cote d’Ivoire decoulent egalement d’un modele permettant a la Cote d’Ivoire d’atteindre ses engagements par rapport au PDDAA, comme l’illustre la figure ci-dessous.

**Cadre strategique**

**Sustainable developpement Goals**



National

Vision et objectifs strategiques du Plan National de Developpement Agricole

Cadre de resultats du Plan National  
de Politiques et d’Investissement  
Agricoles

**Figure 22 : Apergu du processus d'elaboration de cadres de resultat de Plans Nationaux d’Investissement Agricoles**

Le detail des indicateurs associes aux objectifs strategiques et programmes du PNIA 2 est disponible en deuxieme partie de ce document, chapitre IX.

*DEUXIEME PARTIE*

**PLAN**

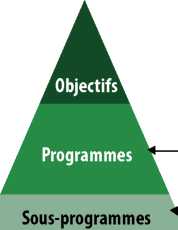
**D’ACTIONS DETAILLE**

*Cette partie presente le detail des sous-programmes et interventions prevues dans le cadre du PNIA 2, ainsi que les couts par annee (tels qu’estimes par le secteur public) pour chacune de ces interventions. Elle precise egalement les cibles associees a chacun des indicateurs des programmes a /'horizon 2025. Ces elements serviront de reference pendant toute la periode de mise en wuvre du PNIA 2.*

VII

DETAIL DES  
PROGRAMMES DU PNIA 2

**Cette section detaille le contenu des six programmes d’investissements du PNIA 2 .** La figure ci-dessous fournit une grille de lecture, specifiant le format :

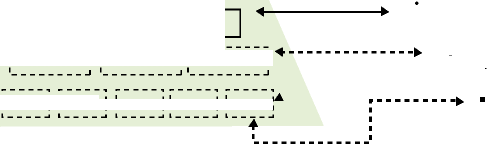
* Des programmes et sous-programmes, declinant les objectifs strategiques du PNIA 2
* Des interventions, declinant les sous-programmes, et correspondant aux portefeuilles d’investissements, de politiques et d’incitations publiques
* Des actions, activites et taches - outils de base de mise en reuvre des interventions.

**Interventions \***

**Activite Activite Activite**

**Exemple du Programme 5 (Extrait)**

1. **PROGRAMME 5 - EXPANSION DE L’ACCES AU FINANCEMENT ET DES CANAUX D’INVESTISSEMENT PRIVES**
   1. **Facilitation de l'acces au financement par les acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique**
      1. **Offre de produits adaptes aux besoins de financement des acteurs du secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique**

Appuyer les entiles financieres pour qu'elles puissent fournir des produits et services adaptes aux caracteristiques et besoins des acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique

**Action**

**Action**

**! Tache ! ! Tache i । Tache J । Tache J । Tache i**

**Figure 23 : Grille de lecture des interventions du PNIA 2**

O Definir et operationnaliser un plan d'appui au systeme financier decentralise (banques de proximite etc.)

Mettre en place une ligne de subvention d'investissement remboursable pour la creation d'institutions de microfinances en milieu rural

Des encadres precisent a la fin de chaque programme, les actions ciblant specifiquement les femmes et les jeunes. Ces actions ont ete definies pour la plupart par leurs beneficiaires potentiels, au cours des groupes de discussion organises a ce sujet ; puis affinees par les parties-prenantes du secteur, lors de l’atelier de finalisation du PNIA 2.

A noter enfin **qu’un exercice de priorisation des interventions a ete mene lors des ateliers regionaux, pour chacun des programmes.** Les resultats de cet exercice sont disponibles dans un document annexe, et pourront guider la mise en reuvre des programmes au niveau regional ou des Poles de Developpement Agricole Integre.

* 1. PROGRAMME 1 :

PRODUCTIVITE ET DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA PRODUCTION AGRO-SYLVO-PASTORALE ET HALIEUTIQUE

Le premier programme du PNIA 2 est central au developpement agro-sylvo-pastoral et halieutique, car il vise a repondre de fagon conjointe a deux enjeux majeurs du secteur : le developpement de la productivite des differentes filieres, dans le respect de l’environnement naturel national.

Principaux defis

Les defis dans le cadre du programme 1 sont les suivants :

* les faibles niveaux de productivity du secteur. Ainsi, l’augmentation des productions est essentiellement tiree par celle des surfaces de production, tandis que les rendements ont une tendance a la baisse ;
* la faible perception des orientations strategiques de la recherche agronomique en Cote d’Ivoire ;
* le besoin de renforcement du lien entre la recherche scientifique, le conseil agricole, et les activites des

producteurs, dans une logique d’amelioration constante de la performance ;

* la degradation de l’environnement. Le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique participe a cette degradation en raison de l’absence d’une vision integree des differentes activites agricoles (culture, elevage, reboisement etc.) a l’echelle du pays.

Objectifs

En reponse a ces defis persistants de productivite et de production durable du secteur, le PNIA 2 se fixe trois objectifs :

* Ameliorer en continu la performance et la pertinence de la recherche et du conseil agricole, au service des besoins du secteur
* Ameliorer la liaison recherche-developpement-conseil dans l’optique d’ameliorer la productivite des filieres
* Promouvoir l’adoption de technologies et d’infrastructures innovantes favorisant a la fois la productivite et la competitivite, tout en preservant l’environnement.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **1.1 Dynamisation de la recherche scientifique dans Ie secteur agro- sy Ivo-pastoral et halieutique** | **1.1.1 Organisation et financement de la recherche scientifique** | • Favoriser une approche participative et pluridisciplinaire dans la recherche scientifique | o Mettre en place et operationnaIiser un cadre de concertation entre les institutions de recherche et les organes representatifs des differentes filieres, y compris les ressources forestieres et fauniques |
| o Elaborer un plan strategique definissant les grandes orientations de la recherche agricole sur base des retours du cadre de concertation  o Dont recherche prospective dans les differentes filieres (techniques d'agriculture durable, engrais et methodes de lutte biologiques, technologies de transformation, methodes de valorisation des sous-produits, alimentation animale, etc.) |
| o Etablir un systeme de reseautage entre les differentes structures de recherche, qui permettra d'ameliorer la communication et la collaboration entre les institutions (revue scientifique, interconnexion, creation d'un site, etc.) |
| • Assurer que les besoins et potentiels des regions sont pris en compte dans la recherche scientifique | o Reinstituer les ateliers regionaux multi-acteurs (chercheurs, producteurs, secteurs public et prive)  o Identifier les principaux themes de recherche necessaires pour la region  o Restituer les resultats de diffusion de la recherche, et la remontee des contraintes rencontrees en local |
| o Faire un suivi-evaluation de la recherche scientifique au niveau de chaque region, pour analyser les retours des utilisateurs finaux sur les technologies diffusees (recueillis au travers des instituts de conseil ou d'enquetes specifiques, et restituees lors des ateliers regionaux) |
| o Flenforcer les subventions aux instituts de recherche dans Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique |
| o Faciliter I'etablissement de contrats tripartites de financement entre Ie FIRCA, les organes representatifs des filieres, et les institutions de recherche-ce pour renforcer la mobilisation de fonds au niveau du FIRCA pour Ie financement de la recherche |
| o Informer les institutions de recherche des opportunites de financement offertes par des organismes internationaux au travers de fonds competitifs |
| o Promouvoir les Partenariats Publics Prives dans Ie domaine de la recherche scientifique |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **1.1 Dynamisation de la recherche scientifique dans Ie secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique** | **1.1.2 Renforcement des capacites** | • Mettre en place et rehabi I iter/securiser Ie patrimoine fonder et physique dedie a la recherche scientifique, aux niveaux central et regional | o Mettre en place des« poles de recherche »representant les structures de recherche au niveau des Poles de Developpement Agricole Integra, centres sur les besoins et avantages comparatifs de celles-ci (recherche technologique sur la transformation des produits locaux par exemple) |
| o Creer un programme special de rehabilitation urgente des centres de recherche detruits lors des dernieres crises nationales (Bouake, Korhogo, Man, etc.) afin de faciliter leur retour vers un fonctionnement complet |
| o Ameliorer la disponibiIite/quaIite des equipements au sein des institutions de recherche, sur I'ensemble du territoire |
| o Renforcer les capacites du CIAPOL (laboratoire et equipements pour I'analyse de la qualite des eaux) |
| • Renforcer les capacites humaines des institutions de recherche scientifique | o Creer une base de donnees des competences actue I les dans les institutions de recherche |
| o Identifier les competences manquantes a travers une evaluation des ressources humaines dans les centres de recherche, et une analyse des besoins en matiere de recherche |
| o Recruter de nouveaux talents sur base de ces besoins |
| o Prioriser les besoins de formation dans les institutions de recherche aux niveaux national et regional, et mettre en place des programmes de formation continue en consequence |
| o Developper les stages de formation et organiser des voyages d'etudes et d'echanges pour les chercheurs aux niveaux national et regional |
| o Renforcer la cooperation bilaterale et muItilateraIe |
| • Promouvoir Ie metier de chercheur | o Assurer la promotion des chercheurs et centres de recherche qui produisent des resultats probants, a travers un systeme de primes, de prix et/ou publications dans les medias |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **1.1 Dynamisation de la recherche scientifique dans Ie secteur agro- syIvo-pastoral et halieutique** | **1.1.2 Renforcement des capacites** | • Promouvoir et renforcer la recherche scientifique dans les universites | o Promouvoir I'approche«centres d'incubateurs»dans les universites et grandes ecoles agronomiques aux niveaux national et regional |
| o Soutenir les capacites de recherche dans les universites aux niveaux national et regional a travers Ie renforcement de leurs ressources et infrastructures |
| **1.1.3 Renforcement des systemes de vulgarisation des resultats de recherche** | • Concevoir des mecanismes permettant de mieux communiquer sur les resultats de recherche et les nouvelles technologies developpees par les institutions de recherche (qui seront a relayer par les institutions de conseil, aupres des utilisateurs finaux) | o Elaborer des guides simplifies permettant de faciliter la comprehension et I'utilisation des nouvelles technologies par les utilisateurs finaux |
| o Developper des outils TIC qui permettent de vulgariser les resultats de la recherche avec une audience plus large (videos en langues locales, sms, etc.) |
| o Soutenir la mise en place et Ie fonctionnement des Unites de Recherche et d'innovation (URI) |
| o Soutenir les initiatives du MESRS (SEPRI, QIST, Prix de la recherche, etc.) |
| o Creer une plateforme de rencontre entre les chercheurs et utilisateurs finaux |
| • Soutenir toutes les initiatives de creation et de mise en fonctionnement de fermes pilotes afin de promouvoir les productions animales et vegetales a fort potentiel genetique, issues de la recherche | o Mettre en place un dispositif de veille strategique de I'information sur les nouvelles technologies (mise a niveau des centres de recherche et de vulgarisation, renforcement de capacites, notamment en personnel)  o Realiser des tests d'adaptation et de perfectionnement  o Proteger etvulgariser les resultats obtenus  o Signer des conventions specifiques entre les structures de recherche et developpement pour la mise en ceuvre des projets pilotes a fort potentiel genetique en productions animales et vegetales.  o Signer des conventions specifiques entre les structures de developpement pour la vulgarisation et Ie conseil agricole en vue de la diffusion des resultats de recherche eprouves. |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **1.2 Renforcement du conseil agricole** | **1.2.1 Organisation, financement et renforcement des capacites de conseil agricole** | • Promouvoir la collaboration (par des accords multiformes) entre les institutions de recherche scientifique et de conseil agricole | o Mettre en place un partenariat entre les institutions de recherche scientifique et les institutions de conseil agricole, se materialisant entre autres par une rencontre annuelle |
| o Mettre en place un mecanisme permanent pour transferer les nouvelles technologies emanant des institutions de recherche aux institutions de conseil, en temps opportun (revue periodique, site) |
| o Mettre en place un mecanisme permanent de co I lecte des retours des utilisateurs finaux (producteurs, eleveurs, etc.) relatives a ces nouvelles technologies, et de communication aux institutions de recherche |
| • Renforcer la decentralisation et la coordination des entites de conseil agricole au niveau regional | o Renforcer Ie reseau des centres de formation a travers la creation d'un plus grand nombre d'antennes departementales |
| • Renforcer la decentralisation et la coordination des entites de conseil agricole au niveau regional | o Ameliorer la coordination regionale des activites de conseil et impliquer les col lectivites territoriales (cadre de concertation regional) |
| • Ameliorer les infrastructures physiques necessaires pour les activites de conseil agricole | o Mettre en place un programme de rehabilitation des centres de formation regionaux |
| o Investir dans les infrastructures et equipements necessaires pour la formation (nouveaux centres, des outils TIC, etc.) |
| o Creer et rendre operationnaIiser deux agences d'encadrement (elevage, peche- aquaculture) |
| • Renforcer les ressources humaines dans les institutions de conseil agricole | o Recruter davantage (i) d'agents d'encadrement au sein des antennes departementales, (ii) des agents de conseil agricole - afin de s'assurer que leur nombre est suffisant pour couvrir les besoins des acteurs du secteur agro-sy Ivo- pastoral et halieutique |
| o Mettre en place un systeme de formation continue et assurer Ie recyclage des agents d'encadrement |
| o Mettre en place un programme pour renforcer les capacites des entites non- gouvernementales (telles que les ONG) impliquees dans Ie conseil agricole |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **1.2 Renforcement du conseil agricole** | **1.2.2 Develop- pement des outils de conseil agricole** | • Renforcer Ie contend du conseil agricole, a travers la mise en place et Ie developpement de systemes d'actualisation de ce contenu (en reponse aux besoins evolutifs des acteurs du secteur) | o Mener des etudes pour hierarchiser les besoins des producteurs et des eleveurs en matiere de formation et d'encadrement |
| o Redefinir les missions, objets et moyens des formations selon les differentes filieres et les differents types de beneficiaires |
| o Diversifier les themes et les modules de formation et les adapter aux specificites des differentes regions |
| o Associer les acteurs du secteur prive, tels que les societes de transformation et de commercialisation, au processus d'elaboration des curricula de formation des producteurs |
| o Creer un programme d'aIphabetisation fonctionnelle adaptee au corps de metier du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ; et de post-alphabetisation, afin de faciliter la comprehension des concepts et des termes agronomiques |
| • Operationnaliser des mecanismes de formation efficaces et innovants | o Selectionner des agriculteurs relais, et renforcer leurs capacites afin de les impliquer dans Ie conseil agricole et atteindre une audience plus large |
| • Operationnaliser des mecanismes de formation efficaces et innovants | o Utiliser les TIC (tels que les SMS aux producteurs, les lignes d'assistance telephonique et I'utilisation des medias traditionnels en milieu rural) afin de toucher un plus grand nombre d'acteurs |
| o Encourager I'utilisation des techniques de formation par la demonstration, telles que les champs ecoles |
| o Encourager la mise en place d'ecoles familiales agricoles pour engager les jeunes (scolarises et descolarises) dans Ie secteur |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **1.3 Amelioration de l'acces aux intrants et services agricoles de qualite** | **1.3.1 Renforcement de la regiementa­tion du secteur des intrants** | • Renforcer Ie cadre reglementaire relatif aux intrants et les services veterinaires | o Renforcer les lois relatives a la profession veterinaire, la pharmacie veterinaire et s'assurer de leur mise en application |
| o Ameliorer Ie regime d'agrement pour la pratique de la profession de distributeur des produits veterinaires |
| • Assurer que les lois et les regiementations regissant Ie secteur des intrants sont connues par tous les acteurs impliques dans Ie secteur | o Developper et diffuser des manuels sur la regiementation en vigueur dans la production, la commercialisation et I'utilisation des intrants |
| o Developper et diffuser un manuel des procedures de controle et d'inspection des produits et services veterinaires |
| o Mettre en place un programme de sensibilisation des commergants d'intrants a I'homologation des produits |
| • Renforcer Ie dispositif de controle de la production, la commercialisation et I utilisation des intrants dans Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique, et assurer quels acteurs du secteur se font en conformite avec les regiementations regissant | o Renforcer les capacites des services d'homologation et de controle qualite des semences, plants et animaux |
| o Renforcer les mecanismes de suivi et de controle des chaines de production des intrants alimentaires et chimiques (pesticides, engrais, aliments betails, produits veterinaires, etc.) |
| o Ameliorer les conditions de destruction des stocks de produits phytosanitaires et veterinaires saisis ou obsoletes |
| o Creer des comites de vigilance dans les regions pour controler la qualite des intrants |
| o Renforcer Ie controle des intrants au niveau des frontieres |
| o Renforcer Ie systeme de sanction pour les intrants obsoletes ou non homologues |
| • Etablir un systeme permanent de certification des intrants pour toutes les filieres | o Renforcer Ie systeme d'agrement des pepinieristes pour la multiplication et la commercialisation des varietes a haut rendement issues de la recherche |
| o Renforcer Ie systeme d'agrement des commergants de produits veterinaires |
| • Renforcer Ie systeme d'information sur les intrants | o Mettre en place un outil de collecte, de traitement et de gestion des donnees du secteur, telles que les differentes varietes des intrants, les quantites produites et commercialisees, les prix proposes, les zones de production et de stockage, les producteurs de semences agrees, les agents de qualite, etc. |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **1.3 Amelioration de l'acces aux intrants et services agricoles de qualite** | **1.3.2 Develop- pementdes systemes de production d'intrants** | • Renforcer les capacites de production des intrants dans Ie secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique | o Reconstituer et mettre en place des banques de genes performantes pour toutes les filieres |
| o Rehabi I iter et mettre en place des centres de production d'intrants, tels que les champs semenciers |
| o Mettre en place et ameliorer les infrastructures de traitement et de conservation des semences dans les diff erentes filieres et regions |
| o Creer et/ ou renforcer les centres de production et de conservation des semences et plants d'essences forestieres |
| o Renforcer les capacites des incubateurs de recherche installes |
| • Faciliter et promouvoir I'installation des producteurs individuels et des entreprises de production des intrants agricoles | o Mettre des terrains a disposition des entreprises et des producteurs d'intrants |
| o Mettre en place un programme de renforcement de capacites pour soutenir et promouvoir les producteurs homologues d'intrants |
| o Mettre en place des incitations fiscales afin de promouvoir les producteurs d'intrants biologiques |
| o Ameliorer les mesures d'exonerations pour les equipements utilises dans la production d'intrants |
| **1.3.3 Amelioration de l'acces aux intrants et services associes** | • Rapprocher les intrants et services associes des producteurs et des eleveurs | o Creer des depots d'intrants de toutes les filieres dans les differents departements et regions |
| o Mettre en place des incitations pour I'installation de fournisseurs d'intrants et de services (magasins de vente, veterinaires etc.) dans les milieux ruraux moins accessibles |
| • Fournir un appui aux producteurs, eleveurs et OPA/OPE dans leur approvisionnement en intrants et leur acces aux services associes | o Mettre en place un systeme de subvention des intrants pour les producteurs et les eleveurs vulnerables |
| o Inciter la constitution de groupements d'approvisionnement en intrants agricoles |
| o Mettre en place des mecanismes d'appui financier pour I'acquisition d'intrants, en phase avec Ie calendrier cultural de production et d'utilisation des intrants |
| o Soutenir I'organisation de campagnes de vaccination obligatoire dans les filieres animales |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)



|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **1.4 Promotion d'une production agro-sylvo- pastorale et halieutique intensive et durable** | **1.4.1 Promotion des techniques d'agriculture durable** | • Renforcer la diffusion des techniques de production durable | o Realiser une etude relative aux techniques de production durable les mieux adaptees au contexte ivoirien |
| o Integrerlestechniquesqui promeuventI'agricultureverte,I'agriculturebiologique et I'agro-ecologie aux itineraires de formation des producteurs - telles que la rationalisation de ('application des intrants chimiques, ou leur substitution par du compost et la lutte microbiologique comme protection phytosanitaire |
| o Elaborer des guides sur les techniques de restauration des sols et les integrer aux itineraires de formation |
| o Elaborer des guides sur la valorisation des terres marginales et les integrer aux itineraires deformation |
| o Diffuser et vulgariser les cartes agro-ecologiques nationales aux structures de conseil |
| o Developper les initiatives innovantes agricoles, telles que les pratiques sobres en carbone |
| o Promouvoir les techniques d'elevage durable |
| • Promouvoir les systemes de production integres combinant differentes filieres agricoles et pastorales | o Developper et promouvoir I'agroforesterie (I'association des plants forestiers aux cultures vivrieres) a hauteur de 50 000 Ha/ an |
| o Developper et promouvoir I'agroforesterie (I'association des plants forestiers aux cultures vivrieres), notamment au niveau des communautes vulnerables |
| • Promouvoir les systemes de production integres combinant differentes filieres agricoles et pastorales | o Developper et promouvoir la complantation dans les forets classees (I'association des plants forestiers aux cultures perennes), notamment au niveau des communautes vulnerables |
| o Developper et promouvoir les systemes integres de production agro-pastorale, telles que cafeiculture-apicuIture, I'anacardier-apiculture, I'elevage bovin sous palmeraie et la rizipisciculture |
| • Assurer la bonne gestion des dechets agricoles | o Assurer la bonne gestion des dechets agricoles |
| o Mettre en place un programme de gestion des intrants chimiques tels que les pesticides, et de leurs dechets |
| o Developper et promouvoir la bioenergie durable |
| o Promouvoir Ie recyclage des dechets agricoles |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **1.4 Promotion d'une production agro-sylvo- pastorale et halieutique intensive et durable** | **1.4.1 Promotion des techniques d'agriculture durable** | • Promouvoir des systemes de production assurant la gestion durable des forets et des a ires protegees | o Creer des couloirs ecologiques qui relient les aires protegees (lors de la planification des domaines ruraux sous agriculture intensive) permettant Ie deplacement d'especes animales ciblees |
| o Introduire des essences forestieres dans les plantations agricoles |
| o Mettre en ceuvre la politique de I'agriculture zero deforestation a partir de projets pilotes Public-Prive dans Ie cadre de la REDD+ |
| o Mettre en ceuvre Ie Programme d'lnvestissement Forestier dans Ie cadre de la REDD+ |
| **1.4.2 Promotion de l'aquaculture et de la biodiversite aquatique** | • Developper de nouvelles techniques et technologies de production et de post­production aquacole : | o Vulgariser de nouvelles technologies et techniques aquacoles |
| o Elaborer et diffuser des guides ou manuels de bonnes pratiques de l'aquaculture |
| o Mener des experiences pilotes pour Ie developpement de nouvelles especes aquacoles, et especes locales en voie de disparition |
| **1.4.3 Promotion de la mecanisation** | • Definir une politique de mecanisation de I'agriculture | o Conduire un diagnostic des echecs des programmes et des politiques de mecanisation anterieures et integrer les Iegons apprises aux nouvelles politiques |
| o Ameliorer les mesures d'exonerations de taxes sur Ie materiel et equipements agricoles (y compris pour les producteurs individuels) |
| o Simplifier la procedure d'importation du materiel agricole (dont detaxe materiel et carburant) |
| • Promouvoir Ie developpement de nouvelles technologies et equipements adaptes aux besoins des acteurs | o Developper des incubateurs focalises sur la recherche en mecanisation du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique |
| • Decentraliser la mise a disposition des materiels et equipements agricoles pour assurer que les besoins des differentes regions sont bien pris en compte | o Creer des pools d'utilisation en commun des equipements agricoles au niveau des Conseils Regionaux et louer ce materiel aux producteurs |
| o Creer des centres de mecanisation (unites d'assemblage ou de fabrication de machines agricoles) dans les regions, et renforcer les capacites des centres existants |
| o Promouvoir I'instaNation des entreprises de fabrication, de vente et de location dans les centres de production |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **1.4 Promotion d'une production agro-sylvo- pastorale et halieutique intensive et durable** | **1.4.3 Promotion de la mecanisation** | • Assurer la presence de dispositifs de maintenance adaptes pour les equipements agricoles | o Reintroduire et promouvoir les filieres de machinisme agricoles dans les programmes de formation scolaires et universitaires, afin de former un nombre suffisant de techniciens dans Ie secteur |
| o Promouvoir I'installation d'entreprises de maintenance de materiels agricoles, et de pieces de rechange |
| • Renforcer la formation et la sensibilisation des acteurs du secteur sur la mecanisation | o Creer un partenariat avec la chambre nationale des metiers pour I'encadrement des acteurs locaux en matiere d'utilisation du materiel agricole |
| o Creer un programme de renforcement de capacites des producteurs et des eleveurs dans I'utilisation et la bonne gestion du materiel agricole |
| o Sensibiliser les acteurs du secteur aux lois et incitations existantes pour les equipements agricoles |
| • Faciliter I'acquisition des equipements et materiels agricoles par les OPA/OPE | o Informer sur les dispositions existantes en la matiere  o Creer des composantes«appui a la mecanisation»au niveau des projets o Mettre en place des facilites d'acces au financement |
| • Promouvoir la petite mecanisation | o Repertorier et diffuser les innovations sur la petite mecanisation o Former les acteurs sur la petite mecanisation  o Rehabiliter et/ou creer les centres de mecanisation |
| • Mettre en place un programme de formation pour les fabricants des materiels d'attelage et les producteurs interesses par la culture attelee | o Identifier les potentiels fabricants de materiels o Elaboration des modules pertinents  o Organisation des sessions de formation |
| **1.4.4 Develop- pementdes infrastructures** | • Promouvoir I'adoption generalisee des systemes d irrigation | o Faciliter I'acquisition de materiels pour la construction de systemes d'irrigation |
| o Vulgariser les systemes d'irrigation par ballons gonflables |
| o Promouvoir les techniques innovantes de micro-irrigation tels que Ie goutte a goutte |
| • Developper et rehabiliter les amenagements hydro-agricoles et pastoraux (hors irrigation) | o Renforcer les barrages agropastoraux et les digues |
| o Promouvoir la construction des systemes du captage et stockage des eaux de ruissellement pour valoriser les eaux pluviales et les crues |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

Afin de s'assurer que les femmes et les jeunes beneficient des interventions de ce programme, un enjeu est d'assurer une equite du niveau d'acces aux intrants, equipements et conseil agricole selon Ie genre et I'age. Pour ce faire, les mesures suivantes ont ete identifiees:

| **1.4 Promotion d'une production agro-sylvo- pastorale et halieutique intensive et durable** | **1.4.4 Developpe- ment des infrastructures** | • Amenager les bas-fonds, particulierement en zone urbaine, permettant I'extension des superficies de production en respectant les ressources en eau | o Integrer les espaces dedies au secteur agricole dans les plans d'amenagement urbains  o Identifier et caracteriser des bas-fonds (en zone urbaine) amenageables  o Elaborer un cadre de gestion des espaces agricoles amenages ou a amenager (textes reglementa ires, etc.) |
| --- | --- | --- | --- |
| • Renforcer la disponibi lite des infrastructures d'appui a la production animale et halieutique | o Mettre en place et restaurer les infrastructures pastorales, tel les que les unites de production animale, les pares de vaccination et les ranchs |
| o Mettre en place et restaurer les infrastructures necessaires pour Ie secteur halieutique tel les que les chantiers navals, les stations d'alevinage et les etangs piscicoles |
| • Assurer la maintenance des infrastructures de production agro-sylvo-pastorale et halieutique | o Identifier et former des acteurs potentiels pour assurer la maintenance de ces infrastructures  o Elaborer une strategie de gestion des amenagements hydro-agricoles  o Identifier les sources de financement des prestations de maintenance |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes Actions Activites et interventions specifiques

Mesures specifiquement destinees aux femmes et/ou auxjeunes

* Prendre en compte les femmes et les jeunes dans les interventions existantes: recensement de leurs besoins dans les programmes de recherche scientifique, inclusion dans Ie recrutement par les institutions de recherche, presence lors des sessions de conseil agricole, etc.
* Encourager la formation des femmes par les femmes: creer un programme specifique qui vise a selectionner et former des femmes«agricultrices leaders»qui seront char­gees de diffuser les connaissances acquises lors de seances de conseil agricole, et de former a leur tour Ie plus grand nombre possible d'agricultrices (prevoir un programme agricole au niveau des IFEF par exemple)
* Promouvoir Ie transfert de competences i nterge neratio nne I les en formant des groupements rassemblant des jeunes agriculteurs plus ages, pour un enseignement mutuel de techniques de production modernes et traditionnelles

o Proposer un encadrement d'agriculteurs par des jeunes diplomas, pour mieux vulgariser les techniques de production modernes integrant par exemple la mecanisation

o Promouvoir la transmission du savoir-faire des agriculteurs experimentes aupres des jeunes, en retour

* Sensibiliser les fabricants et fournisseurs d'intrants agricoles, de services et d'equipements sur les besoins specifiques des femmes et des jeunes dans Ie secteur; et inciter ces fournisseurs a mettre en ceuvre des actions specifiques en ce sens.

**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)**

PROGRAMME NATIONAL D’INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

* 1. PROGRAMME 2 : AMELIORATION DE LA VALEUR AJOUTEE ET DE LA PERFORMANCE DES MARCHES

Le deuxieme programme du PNIA 2 fait directement echo a l’ambition de la Cote d’Ivoire inscrite dans son Plan National de Developpement (PND 2016-2020), notamment en son axe strategique 3 : « Acceleration de la transformation structurelle de l’economie par l’industrialisation ».

Principaux defis

En termes de valeur ajoutee et de performance des marches, le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique est confronte a trois defis :

* la necessite de developper le potentiel du secteur agro-industriel (, les taux de transformation sont en- dega des objectifs dans la plupart des filieres) ;
* le besoin de saisir les opportunites sous-exploitees de commercialisation aux niveaux national, regional, et international ;
* la necessite de de maintenir une balance commerciale agricole excedentaire.

Objectifs

Face a ces defis persistants du secteur, le PNIA 2 se donne trois objectifs :

* Promouvoir la valorisation des produits et sous-produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques, au travers d’infrastructure de transformation, d’infrastructures de base (eau, energie), d’incitations, etc.
* Ameliorer l’acces aux marches locaux, regionaux et internationaux : qualite, normes, labels, etc.
* Ameliorer la performance des marches : infrastructures de stockage et de transport, infrastructures de marche, bourses de matieres premieres, systemes d’information de marche, TIC etc.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **2.1 Activites post- recolte et post­capture** | **1.1.1 Reduction des pertes post-recolte et post­capture** | o Investir dans les infrastructures de stockage et de conservation | o Faire I'inventaire des unites de stockage communes en milieu rural |
| o Construire des unites de stockage communes en milieu rural (magasins et silos de stockage, entrepots, chambres froides, centres de conditionnement etc.) et rehabiI iter les unites existantes, notamment en appui aux societes cooperatives |
| o Construire des centres de groupage et de transit en milieu rural (en region/SNDCV) |
| o Mettre en place des points de production de glace a proximite des points de debarquement pour les filieres halieutiques |
| • Faciliter l'acquisition d'equipements de conservation par les acteurs du secteur | o Identifier les equipements de conservation adaptes et accessibles (coOt) o Former les utilisateurs a I'utilisation de ces equipements  o Sensibiliser et vulgariser sur Ie dispositif d'exoneration en place  o Greet des lignes d'incitation a la fabrication de ces equipements  o Greer des lignes de financement pour l'acces au materiel de conservation |
| • Sensibiliseret former les acteurs au stockage et a la conservation des produits | o Introduire des elements lies aux techniques de stockage et de conservation dans les curricula des ecoles de formation agricole (seances de travail) |
| o Vulgariser les techniques de reduction des pertes post recoIte et post capture aupres des agriculteurs et des pecheurs et les introduire aux itinera ires de formation |
| o Accompagner les PME et PMI engagees dans Ie stockage et la conservation des produits et renforcer leurs capacites |
| o Former les beneficiaires et utilisateurs a la gestion efficace des equipements de stockage et de conservation et des stocks |
| o Sensibiliser et appuyer les acteurs du secteur pour assigner des periodes de production a differents groupes et filieres, dans I'optique d'un partage des infrastructures de stockage et de conservation |
| • Promouvoir Ie developpement de nouveaux equipements de stockage et de conservation adaptes aux besoins des acteurs au niveau local | o Renforcer la cooperation avec des institutions de recherche, tel les que la Societe Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T), afin de developper de nouveaux equipements de stockage et de conservation des produits agricoles dans toutes les filieres |
| o Promouvoir Ie developpement des equipements de stockage et de conservation alimentes par des sources d'energies renouvelables ou a travers la valorisation des resides agricoles |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **2.2.Transforma- tion** | **2.2.1 Amelioration du cadre de transformation de produits agricoles, sylvicoles, pastoraux et halieutiques** | • Ameliorer Ie cadre reglementaire et fiscal regissant l'activite de transformation des produits et assurer son operationna lisation effective sur Ie terrain | o Effectuer des analyses des coOts et des benefices de transformation dans les differentes filieres afin de mettre en place des plans de developpement sectoriel specifiques |
| o Mettre en place des subventions ou autres incitations selon les besoins des differentes filieres, notamment pour la petite transformation |
| o Alleger les taxes relatives aux importations des equipements et de machines de transformation pour les acteurs dans Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique |
| o Etablir des regiementations liees a un niveau minimal de transformation a atteindre avant I'exportation, par filiere |
| o Promouvoir I'utilisation des energies renouvelables, la recuperation et la valorisation des dechets et des sous-produits agricoles dans la transformation |
| o Vulgariser I'ensemble des textes reglementant la transformation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques |
| • Faciliter la mise en place des zones i ndustriel les focalisees sur Ie secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique | o Flenforcer la planification des domaines a usage industriel pour eviter la cohabitation des zones industrielles et les zones urbaines |
| o Encourager I'installation des entreprises de transformation dans ces zones a travers des incitations  «geographiques» |
| o Susciter la creation de PMI/PME de 3eme transformation du bois |
| • Promouvoir des modes de consommation d energie domestique moinsdommageablesa I'environnement forestier | o Realiser des etudes techniques sur la meilleure valorisation des bois energies et des sous-produits agricoles |
| o Vulgariser les pratiques economisant Ie bois et optimisant sa transformation en charbon |

Sous-Programme

Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **2.2.Transforma- tion** | **2.2.2 Renforcement des capacites et sensibilisation des acteurs aux opportunites de transformation** | • Assurer que les ressources humaines en matiere de transformation des produits soient suffisantes et adequates | o Mener des etudes approfondies sur les besoins en termes de ressources humaines dans les differentes filieres |
| o Creer des programmes d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels (ETFP) specifiques aux activites de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques (etude) |
| o Renforcer et rehabi I iter les Centres de Metiers Ruraux (CMR) pour assurer la formation aux metiers de transformation qui soient specifiques aux regions |
| • Promouvoir et renforcer les capacites des petites et moyennes industries locales ou artisanales | o Offrir un accompagnement technique aux unites de transformation, tel qu'un appui specifique pour Ie choix des technologies et des equipements |
| o Mettre en place un programme de renforcement des capacites techniques du personnel des unites de transformation locales et des artisans |
| o Mettre en place un programme de renforcement des capacites manageriales des proprietaires et des gestionnaires des unites de transformation locales et artisanales |
| o Former les petites et moyennes entreprises de transformation sur I'utilisation des energies renouvelables |
| o Appuyer les diplomes des instituts de formation dans la creation de centres pilotes de transformation des sous-produits, dont les resultats commerciaux et economiques constitueront des moyens de promotion |
| • Sensibiliser les acteurs du secteur afin de les integrer dans I'industrie de transformation et les amener a saisir les opportunites d'investissement et d'entrepreneuriat dans Ie secteur | o Mettre a jour et diffuser un catalogue de projets de transformation des produits agricoles aupres des diff erents acteurs, afin de les informer des initiatives de I'Etat (et opportunites d'investissement correspondantes) |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **2.2.Transforma- tion** | **2.2.2 Renforcement des capacites et sensibilisation des acteurs aux opportunites de transformation** | • Sensibiliser les acteurs du secteurafindelesintegrerdans I'industrie de transformation et les amener a saisir les opportunites d'investissement et d'entrepreneuriat dans Ie secteur | o Sensibiliser et former differents acteurs (agriculteurs, OPA/OPE, jeunes, etc.) sur les opportunites qui existent dans Ie domaine de la transformation, pour diff erentes filieres |
| o Promouvoir la valorisation des produits forestiers non ligneux (ecorces, fruits, graines) |
| • Assurer que les bonnes pratiques en matiere de valorisation des produits sont partagees entre les differents acteurs de la transformation des produits agricoles | o Etablir un recensement des projets de transformation de produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques - a rendre disponible pour I'ensemble des acteurs dans I'optique de capitaliser sur les experiences acquises |
| o Mettre en place des plateformes d'echanges de bonnes pratiques de transformation dans les differentes filieres, aux niveaux national et regional |
| o Utiliser les canaux d'information locaux (radios de proximite, griots, leaders communautaires, associations locales, federations agricoles etc.) afin de partager les bonnes pratiques et lepons apprises en matiere de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques |
| **2.2.3 Promotion de l'agriculture contractuelle** | • Reguler la contractualisation entre les differents acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique | o Mettre en place une plateforme multi-acteurs de veille et de controle des pratiques d'agriculture contractuelle dans les activites de transformation (diagnostic, mise en place, actualisation) |
| o Mettre en place une plateforme d'arbitrage entre les acteurs impliques (agriculteurs, commerpants et transformateurs) et la communiquer aux acteurs |
| • Informer et sensibiliser les acteurs aux avantages l'agriculture contractuelle | o Developper et diffuser des guides techniques specifiques pour les producteurs, OPA/OPE, transformateurs et commerpants, afin de simplifier Ie concept de l'agriculture contractuelle et d'expliquer les etapes et procedures necessaires |
| o Promouvoir les cas de succes existants en agriculture contractuelles, en utilisant les medias et les outils TIC |
| • Renforcer les capacites des OPA/OPE en matiere d'agriculture contractuelle | o Definir Ie cadre global de mise en oeuvre de l'agriculture contractuelle o Elaborer des programmes de formation  o Organiser des sessions de formation en faveur des OPA /OPE |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **2.2.Transforma­tion** | **2.2.4 Amelioration de l'acces aux infrastructures et equipements** | • Faciliter la mise en place des unites pour la petite transformation | o Identifier les equipements de petite transformation adaptes et accessibles  o Former les utilisateurs a I'utilisation de ces equipements  o Sensibiliser et vulgariser sur Ie dispositif d'exoneration en place sur les equipements de petite transformation (vegetale, animale et halieutique)  o Creer des lignes d'incitation a la fabrication de ces equipements  o Creer des lignes de financement pour l'acces au materiel de petite transformation |
| • Faciliter la mise en place des unites de transformation pour la transformation industriel Ie | o Faciliter l'acces des unites de transformation aux infrastructures et commodites de base (eau, electricite, telephone, etc.) a travers leur raccordement aux reseaux coll ectifs |
| • Promouvoir la fabrication d'equipements de transformation adaptes aux besoins des acteurs au niveau local | o Appuyer les structures de recherche pour la conception et la mise en oeuvre de nouvelles technologies adaptees aux besoins des acteurs |
| o Inciter et appuyer Ie developpement des technologies propres de transformation (ex: transformation des dechets) |
| • Faciliter l'acquisition d'equipements de transformation par les acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique | o Identifier les equipements de transformation adaptes et accessibles (coOt)  o Former les utilisateurs a I'utilisation  o Sensibiliser et vulgariser sur Ie dispositif d'exoneration en place  o Creer des lignes d'acces au financement  o Organiser des salons/foires specifiques aux equipements de transformation |
| • Faciliter l'acces des utilisateurs aux services de maintenance | o Ameliorer et mettre en place des programmes de formation pertinents et dynamiques pour les agents de maintenance des equipements de transformation |
| o Fournir un appui et inciter I'installation des petites et moyennes unites de maintenance et de vente des pieces de rechange des equipements de transformation dans Ie milieu rural |
| **2.3. Commerciali­sation** | **2.3.1 Amelioration du cadre reglementaire et la gouvernance de commercialisation** | • Faciliter la commercialisation des produits agro-sylvo- pastoraux et halieutiques performants | o Flenforcer Ie dispositif de commercialisation existant (OCRV, Bureaux de vente, etc.)  o Developper des plateformes d'echanges entre acteurs de meme filiere  o Utiliser les outils TIC, tels que la messagerie electronique, afin de vulgariser les informations de marche aupres des differents acteurs (ex. prix des produits) |

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **2.3. Commerciali­sation** | **2.3.1 Amelioration du cadre reglementaire et la gouvernance de commercialisation** | • Mettre en place et vulgariser les regiementations et politiques gouvernant la commercialisation exterieure et interieure des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques | o Promouvoir des accords bilateraux pour faciliter I'acces aux marches |
| o Mettre en place un systeme de reduction des barrieres non-tarifaires a la commercialisation |
| o Renforcer et rendre effectives les procedures relatives au controle des produits d'origines animale, vegetale, halieutique et phytosanitaire importes aux aeroports et aux frontieres terrestres et maritimes |
| o Reviser et adopter les textes fixant les conditions d'exercice des professions touchant au commerce des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques, et renforcer Ie systeme d'agrement des commerpants |
| o Standardiser les documents necessaires aux transactions de produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques |
| o Mettre en place un systeme de vente anticipee a la moyenne(PVAM), qui permette de tirer avantage des hausses eventuelles du marche et de garantir un prix minimum aux producteurs (pour certaines cultures de rente) |
| o Controler la brevetabi I ite des produits du terroir et des recettes locales, et les faire certifier par I'Office Ivoirien de la Propriete Intellectuelle (OIPI) |
| o Sensibiliser les acteurs a I'importance de la Propriete Intellectuelle en Cote d'Ivoire |
| • Ameliorer les politiques de prix dans les differentes filieres agro-sylvo-pastorales et halieutiques | o Developper une meilleure connaissance de la structure des prix Ie long de la chaine de valeur des differentes filieres, et assurer que les politiques de prix existantes soient adequates |
| o Mettre en place un cadre de regiementation fixant un prix minimum d'achat pour les speculations pertinentes |
| o Mettre un systeme en place pour Ie controle du respect du prix minimum ou fixe dans les filieres concernees (exemple : cacao, cafe,...) |

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **2.3. Commerciali- sation** | **2.3.1 Amelioration du cadre reglementaire et la gouvernance de commercialisation** | • Assurer la commercialisation des produits vivriers | o Faciliter les partenariats entre I'Office d'aide a la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV) et Ie secteur prive |
| o Ameliorer les processus de diffusion de collecte et de valorisation des donnees collectees |
| o Promouvoir les activites de I'OCPV aupres des acteurs du secteur |
| • Assurer la legalite et la trapabilite des produits forestiers tant pour Ie commerce local qu'international. | o Realiser une etude sur I'organisation et Ie fonctionnement du marche national du bois |
| o Realiser une etude de faisabilite pour la mise en place d'une centrale d'achat du bois pour les depots ventes, les ateliers de menuiserie et autres artisans du secteur bois |
| o Flenforcer les capacites techniques et operationnelles des structures chargees du controle |
| o Poursuivre les negotiations de l'Accord de Partenariat Volontaire FLEGT |
| o Mettre en oeuvre l'Accord de Partenariat Volontaire FLEGT |
| **2.3.2 Renforcement des capacites de commercialisation des acteurs** | • Accompagner les petites et moyennes entreprises en matiere de commercialisation des produits | o Renforcer les capacites des petites et moyennes entreprises exportatrices et des cooperatives exportatrices (PMEX-COOPEX) dans Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique (recherche de marches, respect des diff erentes normes et specifications des marches internationaux, procedures d'exportation, etc.) |
| o Renforcer les capacites des petites et moyennes entreprises du secteur qui commercialisent leurs produits au niveau national (gestion, techniques de recherche des marches, respect des normes et standards, etc.) |
| • Former les acteurs individuels impliques dans la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques | o Greet un programme de formation des acheteurs et des intermediaires dans les normes de commercialisation interieure et exterieure (techniques de recherche de marche, fixation des prix, etc.) |
| o Greer un programme de formation des producteurs pour la mise en marche de leurs produits |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme

Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **2.3. Commerciali­sation** | **2.3.2 Renforcement des capacites de commercialisation des acteurs** | • Renforcer les capacites des comites oeuvrant pour les organisations du commerce international (comite national du Codex Alimentarus, ACR, OHADA, etc.) | o Accroitre Ie nombre d'experts intervenant au sein des comites |
| o Inciter I'augmentation du nombre de participations aux d iff erentes reunions des comites |
| o Deconcentrer les comites au niveau regional |
| **2.3.3 Amelioration des infrastructures de commercialisation physiques et informatiques** | • Investir dans les infrastructures physiques de commercialisation | o Conduire une etude qui vise a definir les infrastructures necessaires pour la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux (type, localisation, mode defonctionnement, etc.) |
| o Renforcer les infrastructures marchandes specialisees |
| o Mettre en place un plus grand nombre d'antennes de distribution de produits nationaux au niveau international (sous-region) |
| • Renforcer les infrastructures de transport en milieu rural | o Actualiser Ie repertoire des cartes routieres avec une prise en compte des pistes de desserte agricole |
| o Mener un reprofilage lourd des voies de desserte (pistes rurales) pour en corriger les deformations |
| o Elargir Ie reseau de pistes et routes rurales |
| o Mettre en place un mecanisme durable d'entretien des pistes de desserte agricole en impliquant les col I ecti vi tes territoriales (mise en oeuvre de la strategic) |
| o Appuyer I'acquisition des moyens de transport des produits agro-sylvo-pastoraux |
| • Mettre en place et operationnaliser une bourse des matieres premieres agricoles y compris les filieres vivrieres | o Mettre en place un systeme permanent de collecte, traitement et diffusion d'informations  o Rehabiliter et mettre a niveau les magasins de stockage et de conservation des produits  o Elaborer des textes reglementaires pour la mise en place de la Bourse des Matieres premieres agricoles  o Developper des partenariats techniques et financiers avec la Bourse Regionale des Valeurs Mobilieres  o Mettre en place une base de donnees par chaines de valeur, integrant une base d'information pour les  commerpants agrees  o Utiliser les outils TIC, tels que la messagerie electronique, afin de vulgariser les informations de marche aupres des diff erents acteurs (ex. prix des produits) |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **2.3. Commerciali­sation** | **2.3.3 Amelioration des infrastructures de commercialisation physiques et informatiques** | • Promouvoir I'utilisation des TIC pour l'acces aux marches des produits agricoles et alimentaires | o Mettre en place un systeme de messagerie electronique pour la vente interne des produits agro-sylvo- pastoraux et halieutiques |
| o Promouvoir Ie e-commerce dans Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique |
| **2.3.4 Amelioration de la tra^abilite etdes normes de qualite des produits** | • Mettre en place un systeme de trapabilite sur la chaine de commercialisation de toutes les filieres | o Harmoniser les normes de qualite des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques |
| o Flenforcer Ie systeme de trapabilite |
| o Flenforcer et etendre Ie processus de labelisation des produits agricoles (marquage des emballages, origines de productions, etc.) |
| o Gerer les produits hors normes par la definition d'un circuit de commercialisation specifique |
| o Mettre en place la sacherie-brousse pour la commercialisation des differents produits, (selon les specifications et modalites d'approvisionnement/de distribution dans chaque filiere), assortie d'un systeme de financement ou de prelevement |
| • Flenforcer les capacites pour Ie respect des normes de qualite et la trapabilite des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques | o Flenforcer les capacites des entiles de controle, telles que Ie Centre d'Analyse de la Qualite |
| o Accompagner les laboratoires nationaux (publics et prives) a I'accreditation dans Ie cadre des efforts de certification et de normalisation |
| o Flenforcer les capacites institutionnelles de I'Organisme National de Normalisation et de Certification de la Cote d'Ivoire (CODINORM) |
| • Sensibiliser les acteurs du secteur sur les normes de qualite et la trapabilite des produits | o Sensibiliser les acteurs Ie long de la chaine de valeur (agriculteurs, eleveurs, acheteurs, transformateurs, etc.) sur les normes de qualite et la trapabiIite des produits, pour la commercialisation interne ou I'exportation pour toutes les filieres |
| o Sensibiliser les acteurs des chaines de valeur sur I'importance de la pesee des produits |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme

Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **2.3.Commerciali- sation** | **2.3.5 Renforcement du marketing des produits ivoiriens** | • Identifier etvulgariser les opportunites de commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques ivoiriens | o Effectuer des etudes de marche et de prospection commerciale de fapon periodique, pour I'identification d'opportunites pour les filieres ivoiriennes (dont marches de niche) |
| o Etudier Ie potentiel de collaboration avec d'autres secteurs - tels que Ie secteur du tourisme - pour la promotion et la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques |
| o Sensibiliser les acteurs du secteur sur les opportunites de commercialisation des produits ivoiriens |
| • Promouvoir les produits ivoiriens sur les marches regionaux et internationaux | o Flenforcer Ie label«Made in Cote d'Ivoire»et l'appliquer a une liste (a definir) de produits agricoles/ agro-alimentaires - pour vente en Cote d'Ivoire et a I'exterieur du pays |
| o Mettre en place et promouvoir des labels regionaux |
| o Faciliter la participation des acteurs du secteur aux missions d'echanges, aux voyages d'etudes, et a des salons d'exposition des produits du terroir (demarches administratives - octroi de visa par exemple) |
| **2.3.5 Renforcement du marketing des produits ivoiriens** | • Promouvoir la consommation locale des produits et sous- produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques | o Mettre en place des points de vente de promotion des produits locaux |
| o Utiliser des spots publicitaires pour promouvoir les produits locaux |
| o Organiser des journees de degustation |
| o Promouvoir la consommation des produits locaux au niveau des ecoles |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

**Mesures specifiquement destinees aux femmes et aux jeunes**

La transformation et la commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques emploient un nombre relativement important de femmes et de jeunes. La commercialisation en particulier, represente un defi majeur en raison des faibles quantites de production dont ils disposent. Les femmes et jeunes manquent d'acheteurs reguliers, et ne possedent la plupart du temps pas Ie savoir-faire pour negocier avec les acheteurs d'occasion. Les mesures ci-dessous ont ete identifiees par les femmes et Ie jeunes, pour les soutenir dans ce sens:

* Appuyer la creation d'un service de livraison a domicile de denrees alimentaires (attieke, riz, banane, etc.)

o Reunir toutes les associations et cooperatives de productrices/transformatrices par departement, afin de creer une offre commune a prix fixe equilibrant les prix en haute et basse saison

o Creer une premiere base de clients dans les trois villes phares du departement, en activant les reseaux personnels des transformatrices

o Faciliter Ie transport et la livraison a domicile

* Soutenir la creation d'un marche commun (specifique) entre agricultrices

o Appuyer Ie regroupement d'agricultrices dans une region donnee

o Sensibiliser les membres de ce groupement a la commercialisation, en encourageant I'auto-formation (partage des connaissances entre membres)

o Constituer un marche commun, pour la commercialisation des produits des membres

* Creer un reseau de cooperatives de jeunes agissant d'un bout a I'autre des chaTnes de valeur

o Soutenir la creation d'une cooperative de jeunes intervenant a la fois sur les activites de production, de transformation et de commercialisation dans une filiere cle (manioc, parexemple)

o Sensibiliser les jeunes de cette cooperative a en former d'autres, pour replication dans d'autres secteurs (cacao, banane, mangue, etc.)

o Mettre en place une plateforme mobilisant les TIC pour permettre a ces cooperatives d'echanger des bonnes pratiques et informations en temps reel (prix des marches, contacts, etc.)

o Faire beneficier les jeunes de conditions particulieres d'acces aux financements inclusifs et autres incitations

* Appuyer la creation de centres d'incubation a I'entrepreneuriat pour les jeunes focalise sur les solutions entrepreneuriales creatrices de valeur ajoutee, permettant d'attirer un plus grand nombre de jeunes dans Ie secteur (dans chaque Pole de Developpement Agricole Integra)
* Creer un fonds national de financement de la recherche et de la mise en valeur des innovations en provenance de femmes et de jeunes, dans Ie domaine de la conservation ou de la transformation de produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques
* Mettre en place une plateforme collaborative transporteurs-agricultrices, pour I'autonomisation des femmes dans la distribution agricole

o Promouvoir une relation de confiance et de fidelisation avec les transporteurs-agricultrices, via la professionnalisation du metier de transporteur (utilisation de cahiers de charges et des bons de commandes, par exemple)

o Faciliter I'acquisition des vehicules de transports par les associations feminines, par credit-bail

o Inciter Ie secteur prive et les unites industriel les de transformation a mettre en place des politiques Responsabilite Sociale des Entreprises (RSE) et des programmes de protection sociale et de sante et securite au travail, qui repondent aux besoins des femmes (par exemple en assurant I'egalite de remuneration, en fournissant des services de garde pour les enfants des employees, en construisant des salles de bains publiques sur Ie terrain, en embauchant des agents de vente feminins, etc.)

PROGRAMME NATIONAL D’INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

* 1. PROGRAMME 3 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES ENVIRONNEMENTALES ET RESILIENCE CLIMATIQUE

Un aspect central du PNIA de deuxieme generation de Cote d’Ivoire, est de favoriser une coordination etroite entre les activites agro-sylvo-pastorales et halieutiques, et les efforts de gestion de l’environnement. Cet aspect est integre au travers des programmes 1 et 3. Le programme 3 vise d’une part, une gestion environnementale complete et multipartite, d’autre part le renforcement de l’adaptation et de la resilience aux changements climatiques.

Principaux defis

En matiere d’environnement, la Cote d’Ivoire est confrontee a trois defis majeurs, a savoir :

* L’exigence d’une gestion **integree des ressources environnementales** afin d’assurer la fertility des sols, la sante des aires et especes protegees, et la preservation des ecosystemes aquatiques ;
* L’**urgence du retablissement du couvert forestier;**
* L’exigence de realiser une etude exhaustive des vulnerabilites agro-climatiques et de strategie en vue d’assurer la **resilience climatique** de la production agricole.

Objectifs

En lien avec ces defis persistants, les interventions definies dans la section ci-dessous repondent a deux grands objectifs :

* **Assurer la rehabilitation et la gestion durable des ressources environnementales** nationales
* **Renforcer la capacite de production agricole a resister aux changements et chocs climatiques**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **3.1 Organisation et financement** | **3.1.1 Regie- mentations relatives aux ressources environ- nementales** | • S'assurer de la mise en application du code de I'environnement | o Accelerer la prise de decrets d'application du code de I'environnement |
| o Diffuser et vulgariser la loi |
| o Appliquer les sanctions |
| • Etablir une nouvelle gestion forestiere durable dans Ie domaine rural (dont Perimetres d'Exploitation Forestiere) | o Finaliser les textes et decrets d'application du code forestier |
| o Sensibiliser sur l'articulation entre Ie code foncier rural et Ie nouveau code forestier |
| • Actualiser la regiementation sur la faune et I'exercice de la chasse | o Mettre en oeuvre les conventions internationales sur la biodiversite faunique |
| o Adopter de nouvelles regiementations sur la gestion durable des ressources faunique chasse |
| • Mettre en oeuvre les mesures de lutte centre la pollution du sol par les substances chimiques, les engrais, les produits phytosanitaires, veterinaires et autres produits dont I'usage est actuellement admis | o Definir/actualiser les mesures de lutte  o Sensibiliser les acteurs  o Mettre en oeuvre des modeles d'agriculture raisonnee |
| • Appuyer la creation d'un Observatoire de la Qualite de l'Air et de I'Eau | o Elaborer et valider la loi sur la gestion du littoral |
| o Elaborer et valider la loi de gestion sur les eaux de ballast |
| • Operationnaliser Ie cadre institutionnel de la Gestion Integree des Ressources en Eau (GIRE) | o Faire adopter les decrets d'application du code de I'eau ainsi que les textes subsequents |
| o Adopter et diffuser la politique nationale de I'eau |
| o Mettre en place un mecanisme de financement de la GIRE |
| o Mettre en oeuvre ou renforcer (Ie cas echeant) la planification/coordination des actions des agences de bassins versants nationaux et transfrontaliers:   * Elaborer les modeles d'allocation des ressources en eau des agences de bassins * Mettre en place une commission locale pour la gestion rationnelle des grands bassins regionaux avec les ministeres techniques indiques |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **3.1 Organisation etfinancement** | **3.1.1 Regie- mentations relatives aux ressources environ- nementales** | • Operationnaliser Ie cadre institutionnel de la Gestion Integree des Ressources en Eau (GIRE) | o Definir des mesures pour empecher I'orpaillage clandestin qui pollue les fleuves et I'environnement |
| • Assurer l'application effective des regiementations de la loi relative a la peche et l'aquaculture | o Prendre les decrets et arretes d'application relatifs a la loi |
| • Faciliter la mise en application des regiementations au niveau des regions | o Instaurer un arrete prefectoral portant creation d'une coordination des politiques sectoriel les au niveau regional |
| o Greer et institutionnaliser des comites de veil Ie et de gestion environnementale avec l'appui des collectivites territoriales |
| **3.1.2 Soutien a la mise en place de mecanismes de financement perenne du secteur environ- nemental** | • Greet et soutenir I'operationnalisation du Fonds de developpement forestier | o Finaliser et valider I'etude sur la revision de la fiscalite forestiere, pour promouvoir un environnement favorable a I'investissement du secteur prive |
| o Rendre operationnel Ie Fond de Developpement forestier |
| o Promouvoir les activites d'eco-tourisme en zone forestiere, permettant egalement de generer des fonds en faveur du secteur forestier |
| o Constituer Ie credit planteur dans la filiere hevea |
| • Promouvoir la diversification des sources de financement du secteur environnemental | o Preparation de la Cote d'Ivoire a l'acces aux financements climatiques pour une transition vers une economie verte resiliente aux changements climatiques |
| o Developper les competences des collectivites territoriales en termes de mobilisation de fonds, et leur connaissance des sources de financement disponibles pour Ie secteur forestier |
| • Promotion de I ecotourisme communautaire et d'appui aux initiatives agricoles innovantes autour des Aires Protegees | o Valider la strategic nationale de developpement de I'ecotourisme communautaire en Cote d'Ivoire |
| o Developper un projet pilote d'ecotourisme dans les Aires Protegees |
| o Promouvoir un partenariat PPP en matiere d'ecotourisme |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)



|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **3.2 Renforcement des capacites** | **3.2.1 Develop- pement des ressources humaines** | • Definir un plan de developpement des ressources humaines, qui prenne en compte les questions de formation de base et continue, de planification des recrutements, de renforcement des capacites etdeprofil de carriere | o Renforcer Ie systeme de collecte et de traitement des donnees sur les RH du MINER |
| o Assurer une gestion efficace des carrieres du MINER |
| o Developper les competences des RH du MINER |
| o Restructurer I'administration publique en charge de la gestion des ressources en eau et renforcer leurs capacites operationnelles |
| o Definirleplanrelatifau MINSEDD |
| • Renforcer la pertinence de la formation au regard des besoins environnementaux | o Renforcer les capacites des Magistrals et des Officiers de Police Judiciaire en matiere de Droit de I’Environnement |
| o Renforcement de Capacites et Acces aux donnees Satel I itaires |
| o Rattacher les ecoles de formation aux Ministeres techniques en charge des questions environnementales |
| o Mettre en place des centres de formation polyvalents aux petits metiers ouvriers de la foret |
| **3.2.2 Informa­tion et sensibili- sation des acteurs aux enjeux environ- nementaux** | • Assurer I'appropriation et la comprehension des regiementations environnementales par les populations rurales | o Organiser des journees nationales en matiere d'environnement et de developpement durable |
| o Elaborer et vulgariser les guides sectoriels de bonnes pratiques en matiere d'environnement et de developpement durable |
| o Sensibiliser les populations sur la reduction des risques et des catastrophes |
| o Prioriser une approche participative dans Ie processus de definition des textes reglementaires |
| • Assurer la sensibilisation des populations sur les enjeux environnementaux | o Sensibiliser et promouvoir une education ecocitoyenne sur la gestion durable des ressources forestieres, fauniques et des ressources en eau |
| o Organiser des ateliers reguliers d'information et de sensibilisation du corps prefectoral, du corps judiciaire, des chefs traditionnels et des OPA/OPE sur les dangers lies a la diminution des ressources naturelles et la necessaire preservation de ces ressources |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **3.3 Stabilisation et restauration des zones forestieres** | **3.3.1 Actuali- sation des statistiques sur Ie secteur forestier** | • Creer une base de donnees relative aux  statistiques du secteur forestier: | o Faire un inventaire forestier national prenant en compte les ressources fauniques et  floristiques |
| o Operationnaliser Ie systeme national d'informatisation pour la gestion durable des  ressources forestieres |
| **3.3.2Renforce- ment de la protection des aires protegees et du couvert forestier restant** | • Immatriculer les pares nationaux et reserves  naturelles de Cote d'Ivoire, et les exploitations agricoles peripheriques | o Reperer et materia User les limites des pares nationaux et reserves naturelles  o Creer une base de donnees numeriques georeferencees relative aux pares nationaux et  reserves naturelles  o Immatriculer les pares nationaux et reserves naturelles |
| • Mettre en oeuvre la strategic de gestion  diff erenti el I e des forets classees centree sur les taux de degradation | o Realiser un etat des lieux des forets classees  o Realiser des reboisements dans les diff erentes forets classees |
| • Renforcer la surveillance et la securite des  forets, des pares et reserves naturelles | o Renforcer les capacites en equipements  o Mettre en place un dispositif de surveillance aerienne par drone  o Organiser des sessions de formation et de partages d'experiences (gestion, surveillance, etc.)  o Developper des infrastructures de formation  o Renforcer Ie schema organisationnel en matiere de surveillance et la qualite du  dispositif de surveillance.  o Integrer I'usage des technologies de I'information et de la communication dans la  surveillance des aires protegees.  o Developper I'intelligence fonctionnelle et mettre en oeuvre des plans de formation continue |
| • Mettre en oeuvre une strategic de lutte  centre les feux de brousse, prenant en compte les producteurs | o Suivre I'evolution de la couverture forestiere par des activites de cartographie |
| o Operationnaliser et redynamiser les comites de lutte (Comite Interministeriel et  comites locaux) centre les feux dans les forets classees |
| o Sensibiliser les populations sur la lutte centre les feux de brousse |
| • Developperun corridor ecologique  transfrontalier | o Mettre en place Ie corridor ecologique transfrontalier entre la Cote d'Ivoire et Ie Ghana (Pour  memoire : Projet de Developpement d'une zone de conservation transfrontaliere connectant les reserves forestieres et les aires protegees en Cote d'Ivoire et au Ghana);  o Mettre en place Ie corridor ecologique TAI SAPO |
| • Appuyer la creation de la muraiHe verte au  Nord de la Cote d'Ivoire | o Sensibiliser les populations des zones cibles  o Realiser Ie reboisement des sites selectionnes  o Former et equiper les comites de lutte centre les feux de brousse |
| • Mettre en place des systemes de protection  de la biodiversite | o Conservation de la biodiversite dans Ie complexe Parc national de Tai-Foret de Grebo-Sapo |
| o Protection de la biodiversite du Parc national de la Comoe |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **3.3 Stabilisation et restauration des zones forestieres** | **3.3.3 Restau­ration des forets classees avec I'implication des communautes locales** | • Gestion integree de restauration des sites degrades au sein et autour des pares nationaux et reserves | o Collecter les donnees socio-economiques et spatiales sur les sites |
| o Elaborer et mettre en oeuvre un plan de restauration des sites degrades |
| o Promouvoir les activites alternatives generatrices de revenu autour des aires protegees |
| o Mettre en place un systeme de suivi des espaces forestiers |
| o Assurer Ie financement perenne de la surveillance spatiale des aires protegees |
| • Elaborer des plans d'amenagements des forets | o Elaborer et promouvoir un plan type d'amenagement simplifie des forets des particuliers et descollectivites |
| o Rehabil iter et restaurer les forets degradees |
| o Promouvoir les arbres forestiers utilitaires dans Ie domaine rural |
| • Impliquer les populations rurales dans la conservation et Ie reboisement des forets | o Informer, sensibiliser et former les populations sur I'interet/I'impact de la reconstitution du convert forestier |
| o Mettre en place un systeme incitatif pour Ie reboisement, de type Paiement pour Services Environnementaux(PSE) |
| o Real iser Ie cadastre des parcel les a reboiser |
| • Intensifier les actions de restauration des forets du domaine rural | o Greet et entretenir annuellement 20.000 ha de plantations forestieres |
| o Realiser la mise en defens annuellement de 10 .000 ha de forets |
| o Mettre en place des incitations a la creation de reserves naturelles volontaires (RNV) |

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **3.3 Stabilisation et restauration des zones forestieres** | **3.3.3 Restau­ration des forets classees avec I'implication des communautes locales** | • Mettre en reuvre la foresterie urbaine et peri- urbaine | o Creer des pares boises et/ou des jardins publics dans les grandes villes |
| o Creer des forets a la Peripherie de chaque chef-lieu de region |
| o Planter des arbres d'alignement Ie long des arteres principales des villes |
| o Creer une parce 11 e de 10 ha regroupant les especes en voie de disparition au Jardin  Botanique de Bingerville |
| o Creer un herbier au Jardin Botanique de Bingerville |
| o Renforcer les capacites du Jardin Botanique en personnel journalier |
| o Mener une etude pour la creation d'un jardin botanique dans chaque zone phytogeographique |
| • Reduire des emissions de gaz a effet de serres lies a la deforestation et a la degradation des forets (REDD+) | o Reboiser et restaurer les forets et les terres degradees  o Promouvoir une agriculture zero deforestation  o Mettre en place un systeme de valorisation des dechets agro-sylvo-pastoraux et halieutiques  o Developper une strategie energie domestique durable avec valorisation de la biomasse agricole  o Mettre en reuvre Ie programme integre d'adaptation au changement climatique en Cote d'Ivoire |
| **3.4 Preservation de la biodiversite faunique** | **3.4.1 Accrois- sement de l'abondance des ressources fauniques dans les habitats naturels** | • Faire un inventaire des ressources fauniques nationales | o Recenser les animaux sauvages detenus en captivite chez les particuliers et mettre en reuvre un protocole de suivi  o Inventorier les ressources fauniques dans les aires protegees et les forets classees  o Inventorier les zones humides et les oiseaux d'eaux  o Mettre en place une base de donnees des ressources fauniques |
| • Definir des sanctuaires de faune, et relocaliser les animaux menaces dans ces sanctuaires de faunes | o Recenser des sites potentiels d'accueil de sanctuaires de faune  o Faire un appel d'offre pour la construction de sanctuaires de faune  o Organiser I'amenagement des sanctuaires de faune  o Suivre et controler les sanctuaires de faune  o Suivre I'introduction d'especes animales menacees dans les sanctuaires de faune |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)



|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **3.4 Preservation de la biodiversite faunique** | **3.4.1Accroiss- ement de l'abondance des ressources fauniques dans les habitats naturels** | • Organiser Ie suivi annuel des oiseaux d'eau migrateurs | o Elaborer et mettre en oeuvre Ie plan de gestion des sites importants a oiseaux d'eau  o Promouvoir aupres des autorites et des populations la necessity de conserver les oiseaux  d'eau migrateurs et de leurs habitats au niveau national et transfrontalier  o Identifier les nouveaux sites a oiseaux d'eau migrateurs  o Faire Ie Denombrement International des Oiseaux d'Eau Migrateurs  o Celebrer la Journee Mondiale des Oiseaux Migrateurs  o Promouvoir I'education des eleves a la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats  o Mise en oeuvre de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique- Eurasie  o Elaborer et mettre en oeuvre Ie plan de gestion des sites importants a oiseaux d'eau |
| • Recenser et suivre les animaux sauvages detenus en captivite chez les particuliers | o Informer et sensibiliser les autorites et la population locale  o Enregistrer les declarations des detenteurs d'animaux  o Sensibiliser les detenteurs d'animaux sauvages  o Organiser des visiles sur Ie terrain pour verifier les declarations faites  o Organiser I'inspection des animaux declares par un veterinaire  o Creer un dossier par declarant  o Delivrer les fiches d'enregistrement |
| • Restaurer les mangroves des zones humides | o Recenser les mangroves des zones humides  o Proposer un plan d'amenagement des mangroves des zones humides  o Restaurer les mangroves des zones humides |
| • Creer deux ranchs pilotes d'elevage de la faune sauvage | o Recenser des sites potentiels d'accueil de ranch pilote d'elevage de la faune sauvage  o Faire un appel d'offre pour la construction des ranchs pilotes  o Organiser I'amenagement des ranchs  o Suivre et controler les ranchs  o Suivre I'introduction d'especes animales sauvages menacees d'extinction ou rates elevees en ranch ou importees dans les milieux naturels |
| • Creer deux centres de sauvegarde pour les animaux en difficultes et confisques | o Recenser des sites potentiels d'accueil de centres de sauvegarde pour les animaux en difficultes et confisques  o Faire un appel d'offre pour la construction des centres de sauvegarde  o Organiser I'amenagement des centres de sauvegarde  o Suivre et controler les centres de sauvegarde  o Suivre I'introduction d'especes animales sauvages en difficulty ou confisques dans les centres |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **3.4 Preservation de la biodiversite faunique** | **3.4.1 Accrois- sement de l'abondance des ressources fauniques dans les habitats naturels** | • Realiser Ie suivi de la sante de la faune sauvage | o Rechercher les mortalites naturelles dans la faune sauvage a travers la surveillance  o Capturer et deplacer (mise en quarantaine) des animaux sauvages malades  o Suivre les mortalites et natalites des animaux sauvages dans les elevages  o Faire des prelevements en milieu naturel pour la prevention des maladies zoonotiques |
| **3.4.2 Accrois- sement de la contribution des ressources fauniques a I'economie nationale** | • Greer des zones de chasse et conceder leur gestion a des operateurs prives et les communautes villageoises | o Faire des etudes pour connaitre Ie potentiel cynegetique des diff erentes regions  o Greer des zones a vocation cynegetique  o Organiser I'amenagement des zones cynegetiques  o Greer des comites villageois de gestion des zones cynegetique  o Conceder la gestion des zones cynegetique a des operateurs prives  o Suivre et controler les zones cynegetiques  o Organiser les inventaires annuels dans les zones de chasse  o Greer des services specialises pour la gestion de la chasse et pour la promotion de I'elevage des animaux sauvages |
| • Promouvoir I'elevage des animaux sauvages par les particuliers | o Promouvoir la recherche en matiere d'elevage de faune sauvage  o Vulgariser les techniques d'elevage de la faune sauvage  o Organiser la formation des acteurs de I'elevage de faune sauvage  o Encadrer les promoteurs de projets d'elevage  o Organiser Ie suivi veterinaire des elevages  o Organiser la commercialisation des produits de I'elevage de la faune sauvage |
| • Promouvoir et developper I'ecotourisme animalier | o Rehabiliter et developper les pares zoologiques  o Encourager la creation des pares zoologiques prives  o Mettre en oeuvre des videotheques et des phototheques sur la faune sauvage  o Organiser des cours d'education environnemental pour les eleves  o Greet un centre d'exposition sur la biodiversite faunique |
| **3.5 Gestion des ressources en eau, et ressources halieutiques** | **3.5.1 Gestion integree des ressources en eau** | • Mettre en place les nouvelles structures prevues par Ie cadre institutionnel de la GIRE en Cote d'Ivoire et les rendre operationnelles | o Mettre en place Ie Comite National de I'Eau et de l'Assainissement (CNEA)  o Mettre en place Ie Comite Interm in isteriel de I'Eau et de l'Assainissement (CIEA)  o Mettre en place les 3 Comites de Bassin (Sassandra-Cavally; Bandama-Boubo; et Comoe- Agneby)  o Mettre en place les douze (12) Comites Locaux de I'Eau et de l'Assainissement  o Mettre en place les 3 Agences de Bassin (Sassandra-Cavally; Bandama-  o Boubo; et Comoe-Agneby)  o Mettre en place les Unites Administratives des Bassins (UAB) |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **3.5 Gestion des ressources en eau, et ressources halieutiques** | **3.5.1 Gestion integree des ressources en eau** | • Renforcer la gestion transfrontaliere des bassins partages | o Mettre en coherence les politiques et strategies sectorielles en matiere de gestion des ressources en eau et d'ecosystemes  o Actualiser les textes nationaux relatifs a la gestion de I'eau en fonction des accords regionaux et internationaux, des realites et usages locaux  o Capitaliser les experiences sous-regionales et internationales reussies en termes de gestion participative des ressources en eau |
| • Renforcer Ie systeme d'information sur les ressources en eau | o Renforcer, moderniser et densifier les reseaux nationaux de mesures hydrologiques, hydrogeologiques, meteorologiques et de qualite de I'eau |
| o Definir et mettre en oeuvre un systeme d'evaluation des ressources en eau |
| o Mettre en place et rendre opera ti on ne I s les outils et equipements techniques et informatiques du systeme d'Information sur I'Eau et leurs usages |
| o Definir et mettre en oeuvre Ie suivi des demandes et usages de I'eau |
| o Developper des outils et des methodes pour la connaissance, la gestion et la protection des ressources en eau |
| • Ameliorer la gestion des conflits lies a la gestion de I'eau | o Developper des outils de resolution de conflits relatifs aux usages de I'eau |
| o Etablir un dispositif de prevention et de reglement des conflits de la gestion des plans d'eau |
| **3.5.2 Plan de preservation et de protection de I'environ- nement aquatique** | • Mettre en place un systeme de protection des ressources en eau et des ecosystemes | o Concevoir des programmes de lutte centre I'ensablement, I'erosion, la pollution, des cours d'eau  o Realiser des perimetres de protection pour les points d'eau  o Informer et sensibiliser les populations sur I'existence et la fragility des ecosystemes |
| • Restaurer les ecosystemes du sous bassin de la volta | o Mener des campagnes d'information, d'education, de formation et de sensibilisation o Reboiser et proteger les versant de la volta noire  o Promouvoir des activites generatrices de revenus |
| • Etablir un inventaire des especes aquacoles | o Actualiser I'inventaire des especes aquacoles adaptees et performantes |
| • Definir des Aires Marines Protegees (AMP) | o Identifier ou creer des zones de peche et reserves aquatique |
| o Assurer la protection des zones de peche et reserves aquatique |
| o Creer des points de debarquement pour controler les activites de peche  o Mettre en place des infrastructures de quarantaine fonctionnelles pour l'aquaculture |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **3.5 Gestion des ressources en eau, et ressources halieutiques** | **3.5.2 Plan de preservation et de protection de I'environ- nement aquatique** | • Mettre en oeuvre un programme de repeuplement des retenues d'eau interieures et des barrages | o Peupler les retenues d'eau et les barrages d'especes aquacoles |
| • Renforcer, pour I'aquaculture, les systemes de reserves/baies traditionnelles | o Identifier les techniques traditionnelles existantes et elaborer les supports de formation  o Organiser des sessions de formation des aquaculteurs sur les techniques traditionnelles de  I'aquaculture dans les lagunes  o Mettre a disposition les equipements appropries |
| **3.5.3 Lutte contre la peche illicite non declaree et non reglementee (INN) dans les eaux continen­tales, lagunaires, et maritimes** | • Promouvoir la peche responsable | o Vulgariser Ie Code de conduite pour une peche responsable (CCPR)  o Vulgariser la loi sur la peche et I'aquaculture  o Vulgariser les equipements de peche conformes aux regiementations  o Ameliorer I'approvisionnement en equipements de peche conformes aux regiementations  o Mettre en place un dispositif tel que Ie leasing pour faciliter l'acces aux equipements |
| • Developper et renforcer les postes de surveillance de la peche | o Renforcer les patrouilles mixtes equipees pour la surveillance : Equiper les postes en materiels de surveillance et d'analyse, ainsi qu'en ressources humaines |
| o Former les agents sur les procedures de surveillance de la peche |
| o Effectuer des missions/patrouilles regulieres de suivi-controle |
| • Reprimer les contrevenants a la regiementation en vigueur | o Retirer les engins non-conformes |
| o Lutter contre I'utilisation des pesticides et autres produits toxiques dans la peche |
| o Appliquer les amendes appropriees aux infractions |
| • Impliquer les communautes dans la surveillance des plans d'eau | o Mettre en place une strategie d'interessement a partir de contributions des pecheurs |
| o Mettre a disposition des communautes les materiels appropries a la surveillance |
| **3.6 Renforcement de la resilience climatique** | **3.6.1 Renforce- mentdu System e d'Information Environ- nementale (SIE)** | • Renforcer Ie systeme de collecte de donnees environnementales | o Mettre en place et operationnaliser un reseau de stations agro-meteorologiques, par region |
| o Renforcer les capacites humaines et materi el I es des stations regionales (equipements de collecte de donnees climatiques) |
| • Renforcer la diffusion de donnees environnementales aupres des populations | o Informer les populations a travers un systeme d'alertes multirisques |
| o Ameliorer la resilience des populations par un meilleur acces a I'information climatique |
| o Elaborer une cartographie des zones a risque climatique, par region |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)



DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

**Sous-Programme Composantes**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **3.6.2 Mise en place de mesures de protection contre les risques climatiques** | • Mettre en place un dispositif pour Ie developpement de l'assurance | o Elaborer les indicateurs nationaux de reduction de vulnerabilite aux risques naturels |
| o Flenforcer la mise en place des produits d'assurance adressant les besoins de gestion des risques climatiques associes au secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique  o Mettre en oeuvre un systeme d'assurance indicielle axee sur Ie rendement |
| • Vulgariser les techniques d'Agriculture Intelligente face au Climat dans les secteurs vivriers et de rente | o Amelioration de la resilience des populations par un meilleur acces a I'information climatique.  o Developper un plan de communication et de sensibilisation sur I'importance des pratiques et technologies AIC  o Mettre en oeuvre Ie plan de communication et de sensibilisation sur I'importance des pratiques et technologies AIC  o Former les producteurs aux technologies et pratiques de I'AIC  o Mettre en place des sites de demonstration en matiere d'AlC  o Integrer la reduction des risques de catastrophe (RRC) dans les programmes, projets et plans de developpement |
| • Mettre en oeuvre les contributions determinees au niveau national dans Ie secteur de l'agriculture | o Developper l'approche agro-ecologique (pratiques de gestion de la fertilite des sols, developpement de I'utilisation des engrais organiques et du compost issus des dechets menagers, l'association  o Ameliorer les technologies de production grace a l'acces aux intrants ameliores et adaptes (semences vivrieres, fourrageres, sylvicoles resistantes a la secheresse, banque de genes animale, alevins de quality gestion du fumier et du compost pour ameliorer la fertilite des sols, etc.)  o Promouvoir et vulgariser des especes cultivees resilientes au changement climatique  o Developper les previsions saisonnieres qui renforcent la resilience au changement climatique des pratiques culturales |
| • Determiner les options d'adaptation les plus appropriees dans Ie secteur agricole pour I'elaboration de programmes a mettre en oeuvre au profit des populations | o Reconstituer Ie convert forestier a travers Ie reboisement et I'agroforesterie  o Faciliter l'acces des exploitants agricoles (prix, disponibilite, proximite) aux intrants  (semence amelioree, biofertilisant, biopesticides, etc.) et aux technologies de I'AIC o Rehabiliter et construire des equipements/ouvrages pour la maitrise de I'eau |

Actions

Activites et interventions specifiques

3.6 Renforcement de la resilience climatique

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **3.6 Renforcement de la resilience climatique** | **3.6.3Renforce- ment des capacites des acteurs locaux a ■'adaptation au changement climatique** | • Outiller les agents des collectivites locales | o Former les agents des collectivites locales sur I'identification des problemes lies aux changements climatiques dans Ie domaine de l'agriculture |
| o Former les agents des collectivites et autres acteurs de developpement local sur la traduction des problemes identifies en projets d'adaptation au changement climatique |
| • Informer les communautes rurales sur I'impact du changement climatique; | o Definir les notions d'adaptation et d'attenuation aux communautes rurales; |
| o Informer les communautes rurales sur la feuille de route de mise en oeuvre de l'accord de Paris et les efforts nationaux de lutte centre les changements climatiques; |
| o Echanger sur la contribution des communautes rurales dans la lutte centre Ie changement climatique. |
| **3.6.4 Mise en place d'un systeme de mesurage, rapportage et verification (MRV) des emissions de gaz a effet de serre dans Ie cadre de la mise en oeuvre du PNIA 2** | • Mettre en place une equipe technique sur les inventaires de gaz a effet de serre (GES) dans Ie cadre de la mise en oeuvre du PNIA 2 | o Prendre un arrete ministeriel instituant une equipe technique sur les inventaires de gaz a  effet de serre (GES) dans Ie cadre de la mise en oeuvre du PNIA 2 |
| • Former les parties prenantes du PNIA 2 aux methodologies d'inventaire des GES dans Ie secteur Agriculture, Foresterie et autres Affectations des Terres (AFAT) | o Former les agents encadreurs du monde paysan |

**Mesures specifiquement destinees aux femmes et/ou aux jeunes**

L'implication des femmes et des jeunes est importante egalement dans la gestion et la protection des ressources environnementales et dans ('amelioration de la resilience climatique. Pour cette raison, les actions ci-dessous ont ete identifiees:

* Assurer la participation egale et active des femmes et des jeunes dans la gestion durable des ressource environnementales; notamment au niveau decisionnel des OPA/OPE, des associations, et des ONG actives sur Ie sujet.
* Sensibiliser les chefs de menage en milieu rural, les autorites locales et les chefs traditionnels sur Ie role des femmes et des jeunes dans la protection et la gestion des ressources nature I les a travers des programmes de formation

Impliquer les femmes et les jeunes dans Ie reboisement et la protection des zones de divertissements (pares naturel, terrains de foot, etc.)

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

* 1. PROGRAMME 4 : AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES ACTEURS, ET PROMOTION DU SECTEUR AGRO-SYLVO-PASTORAL ET HALIEUTIQUE

Le caractere inclusif de la croissance en milieu rural, permettant l’amelioration des moyens de subsistances et conditions de vie des producteurs, est au creur des objectifs internationaux et regionaux dans lequel s’inscrivent le PNIA de deuxieme generation. A travers ce programme, le PNIA 2017-2025 propose une strategie integree de securite alimentaire, des mesures sociales en faveur du developpement humain des populations rurales (populations vulnerables en particulier), et une promotion du secteur dans son ensemble.

Principaux defis

Malgre les importantes realisations du PNIA I en termes de production, l’exercice de bilan a releve une faible amelioration du secteur en termes de developpement social. En consequence, les defis a relever sont les suivants :

* La lutte contre la sous-alimentation et la malnutrition au niveau national (les taux de **sous-alimentation** et de **malnutrition** sont respectivement de 13,3%14 et de 29,6%15 au niveau national) ;
* La reduction du **niveau eleve de pauvrete en milieu rural (le niveau de pauvrete est de 57%16 en milieu rural** contre 35,9% en milieu urbain). Les agriculteurs sont plus atteints que d’autres categories de travailleurs.17
* **L’amelioration du niveau d’integration des jeunes et des femmes dans le secteur agricole.**

Objectifs

Le programme 4 du PNIA s’attelle a repondre a ces defis au travers de cinq objectifs :

* **Developper une strategie de securite alimentaire** prenant en compte les enjeux sociaux, de nutrition et de securite sanitaire.
* **Favoriser l’acces des acteurs aux activites generatrices de revenu.**
* **Developper des infrastructures socio-economiques en milieu rural.**
* **Promouvoir l’anoblissement et la reconnaissance de la valeur du secteur.**
* **Developper une communication continue autour du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique.**

1. Moyenne 2014-2016 (FAOSTAT)
2. Chiffre 2012 (FAOSTAT)
3. Enquete sur le niveau de vie des menages en Cote d’Ivoire, 2015.
4. Ibid.

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4.1 Pilotage de la securite alimentaire et nutritionnelle nationale** | **4.1.1 Operation- nalisation d'un systeme de suivi et evaluation** | • Operationnal iser et alimenter Ie Dispositif de Suivi de la Securite Alimentaire et Nutritionnelle (DISSAN) | o Formaliser I'Acte du DISSAN |
| o Perenniser la collecte des donnees en mobilisant les nouvelles technologies (solution identifiee comme moins coOteuse) |
| o Renforcer les systemes d'alerte precoce liees aux systemes de suivi climatique de la SODEXAM (tels que Ie systeme d'information village, I'enquete de suivi de la saison agricole, I'enquete SMART et CH) |
| o Assurer un lien entre Ie suivi de la securite alimentaire et la plateforme multisectoriel Ie d'information pour la nutrition |
| • Mettre en place un systeme de suivi-evaluation multisectoriel du financement de la securite alimentaire et de la nutrition aux niveaux regional et national | o Evaluer la contribution du PNIA 2 a la mise en oeuvre du Plan National Multisectoriel de Nutrition, a mi-parcours et en fin d'execution |
| • Flenforcer les capacites de surveillance en securite alimentaire et nutrition, en collaboration avec Ie Secretariat Technique permanent du conseil national de la nutrition (STR/CNN) | o Organiser des revues semestrielles et annuel les, et des missions conjointes multisectoriel les de suivi nutritionnel aux niveaux regional et central |
| o Redynamiser et rendre operationnelIe I'organisation de rencontres semestrielles et annuel les pour la diffusion de rapports periodiques sur la securite alimentaire (aux niveaux regional et central) |
| **4.1.2 Mise en place d'un cadre institutionnel de gestion des reserves alimentaires** | • Definir les politiques de gestion des reserves alimentaires, et creer une structure de gestion de niveau national (plates formes pour la collecte / chargement - dechargement des produits vivriers) | o Mettre en place des banques a cereales dans toutes les regions  o Assurer leur gestion sous Ie controle de la concertation regionale citee ci-dessus |
| • Constituer et soutenir des reserves alimentaires dans les chefs-lieux de region | o Construire des greniers communautaires en milieu rural, soutenir la creation de magasins generaux de stockage |
| o Developper et constituer des stocks de regulation des marches pour les cultures vivrieres (en ameliorant Ie systeme de stockage) pour attenuer les effets de la hausse et/ou des fluctuations de prix alimentaires |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4.1 Pilotage de la securite alimentaire et nutritionnelle nationale** | **4.1.3 Renforce- ment des capacites des acteurs non- gouverne- mentaux** | • Renforcer les capacites des OSC, du secteur prive, et des organisations des producteurs | o Developper des curricula de formation sur la securite alimentaire et nutritionnelle |
| o Mettre I'accent sur la coordination des acteurs suivants: Ie Comite National du CILSS (CONACILSS); les OPA; les organisations feminines; les organisations de jeunes; les ONG |
| • Mettre en place un mecanisme de surveillance permettant de renforcer I'efficacite des acteurs non-gouvernementaux | o Mettre en place une base de donnees des ONG actives en milieu rural  o Mettre en place un systeme d'agrement des ONG d'utilite publique |
| **4.2 Amelioration de la securite alimentaire et de la nutrition** | **4.2.1 Renforce- mentde laccesdes menages vulnerables aux aliments** | • Prendre des mesures systematiques pour accroitre I'offre alimentaire dans chaque region a moindre coOt | o Conduire une etude sur la production et la consommation des produits alimentaires aux niveaux local et sous-regional, afin d'identifier les produits«incontournables»pour la securite alimentaire selon les regions |
| o Mettre en place des soutiens cibles (ex. facilitation d'acces aux parcelles, subvention des intrants) pour developper l'agriculture familiale |
| o Promouvoir la diversification des cultures (jardin potager, petits elevages) au sein des ecoles et menages ruraux |
| o Promouvoir l'agriculture de centre saison |
| o Mettre en oeuvre un plan de reduction des coOts de production de grande consommation |
| • Creer ou rehabi I iter les societes cooperatives de cantines scolaires dans les zones d'insecurite alimentaire severe | o Construire et rehabiI iter des cantines |
| o Operationnaliser les societes pour I'approvisionnement en aliments des enfants en insecurite alimentaire |
| • Elaborer et mettre en oeuvre un plan d'urgence et des mesures de protection sociale pour les menages en insecurite alimentaire severe | o Elaborer un plan d'urgence pour les menages en insecurite alimentaire |
| o Mettre en place un mecanisme de collecte des produits invendus pour les populations hautement vulnerables |
| o Mettre en place des protections sociales alimentaires tels que les subventions ou les rations alimentaires |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4.2 Amelioration de la securite alimentaire et de la nutrition** | **4.2.2 Develop- pement de produits a haute valeur nutritive** | • Etablir un cadre favorable au developpement de la bio fortification | o Definir et mettre en oeuvre les textes reglementaires correspondants |
| o Identifier les produits bio fortifies a promouvoir, et faciliter I'acces aux semences et plants de ces produits |
| o Faciliter I'acces aux technologies d'enrichissement alimentaire |
| o Sensibiliser I'ensemble des acteurs Ie long de la chaine de valeur a la production de produits bio fortifies, d'aliments de complements et de substitution |
| • Promouvoir les speculations a haute valeur nutritives (PND) | o Identifier et produire les cultures a haute valeurs nutritives, tels que les legumineuses (ex. moringa) et la Palate Douce a Chair Orange (PDCO) |
| o Relancer Ie programme de production de soja dans Ie Nord |
| **4.2.3 Education et sensibili- sation aux bonnes pratiques nutritionnelles** | • Promouvoir I'adoption de comportements nutritionnels favorables | o Former les acteurs communautaires (dont chefs des villages, OPA/OPE, associations des femmes, ONG, etc.), travailleurs sociaux, enseignants, et therapeutes traditionnels aux actions essentielles en nutrition |
| o Impliquer les ecoles et les centres sociaux (notamment en zones reculees) dans la vulgarisation des bonnes pratiques nutritionnelles |
| • Flenforcer la communication officielle sur la nutrition | o Developper des fiches alimentaires par region pour vulgariser les resultats des etudes menees sur la nutrition, et pour sensibiliser aux qualites nutritives des produits alimentaires presents dans la region |
| o Etablir des partenariats avec des radios locales et des professionnels des media en milieu rural, pour proposer des communications sur la nutrition dans les langues nationales |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)



|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **4.2 Amelioration de la securite alimentaire et de la nutrition** | **4.2.4 Pratique de la biosecurite pour une contribution de la biotechnologie moderne a la securite alimentaire** | o Promouvoir l'adoption securisee de la biotechnologie moderne dans la mise en oeuvre du PNIA II, a savoir: | o Conduire des etudes de base sur les acquis des chaines de valeurs agricoles: produits biotechnologiques susceptibles d'ameliorer la productivity et la competitivite des filieres agricoles |
| o Conduire des etudes sur les problemes relatifs aux aspects de politiques, marches et commerces relatifs aux produits biotechnologiques d'utilite pour Ie pays:   * Proposer et faire adopter des textes reglementaires au Gouvernement * Conduire des etudes d'evaluations d'impact pour la conduite d'essais en champs confinees |
| o Former les acteurs cles du systeme national de biosecurite:   * Former les membres du comite scientifique de biosecurite et de I'Organe national de biosecurite a revaluation des risques et aux principes de base en biotechnologie/ biosecurite * Former les Regulateurs et les membres de I'Observatoire national de biosecurite aux procedures de controle et d'inspection * Former les Regulateurs et les Chercheurs aux procedures et differents aspects des essais en champ controles. |
| o Promouvoir l'adoption de bonnes pratiques en biotechnologie/biosecurite :   * Informer et sensibiliser les membres de I'Observatoire et les medias aux principes de base de la biotechnologie et de la biosecurite ainsi que la communication des risques * Informer et sensibiliser les parlementaires, les decideurs sur les avantages et risques potentiels des OGM * Informer et sensibiliser les paysans, les consommateurs et les transformateurs sur la loi de biosecurite et la regiementation des produits de la biotechnologie moderne |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **4.3 Amelioration de la protection sociale des communautes rurales** | **4.3.1 Caracteri- sation de la vulnera- bil ite des populations rurales** | • Creer une cartographie des moyens de subsistance (ex. activites agricoles, emplois, revenus, biens menagers, etc.) et risques des populations rurales | o OperationnaIiser (ex. collecte et creation d'une base de donnees, partage des donnees,  etc.) les donnees du Recensement des Exploitants et Exploitations Agricoles (REEA 2015) et autres enquetes nationales |
| o Exploiter les resultats de I'enquete sur Ie niveau de vie (ENV) des populations rurales en menant des analyses sur les caracteristiques et besoins des populations vulnerables |
| • Mettre en place des mecanismes permettant de cibler les populations vulnerables eligibles au systeme d'aide sociale | o Definir les indicateurs de suivi du niveau de vulnerabilite en zone rurale sur base de la cartographie etablie ci-dessus |
| o Mettre en place un Registre National Unique (RNU) des populations vulnerables, sur base de ces criteres |
| o Mettre en oeuvre les mesures prevues dans la Strategie Nationale de Protection Sociale (SNPS) - objectif strategique N°1 sur les populations rurales |
| • Elaborer un niveau de reference sur la vuInerabilite des populations et des menages face aux diff erents risques rencontres (changements climatiques, variation des marches, maladies, epidemies, etc.) | o Mettre en place un guide methodologique pour la realisation des etudes de vulnerability o Mettre en place un dispositif et un fonds d'urgence pour les interventions dans Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique |
| **4.3.2 Facilita­tion de l'acces aux services sociaux de base pour les populations rurales** | • Developper un fond national destine a la promotion des AGR liees au secteur agricole au benefice des femmes et des personnes vulnerables | o Creer des facilites pour I'autonomisation des femmes et des personnes vulnerables  o Mettre en oeuvre des programmes de transfert sociaux au profit des menages les plus vulnerables |
| • Mettre en place une Caisse Generale de Prevoyance Sociale pour les exploitants agricoles et leur famille | o Evaluer la faisabilite de mise en place de la Caisse Generale de Prevoyance Sociale pour les exploitants agricoles et leur famille  o Elaborer des textes reglementaires de mise en place de la Caisse Generale de Prevoyance Sociale pour les exploitants agricoles et leur famille |
| • Explorer I'opportunite de faire evoluer les systemes d'aide existants, pour une plus grande inclusion des populations vulnerables: | o Mettre en place un systeme«de perequation»- tenant compte de la vulnerability des individus dans Ie calcul de leurs indemnites de retraite |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **4.3 Amelioration de la protection sociale des communautes rurales** | **4.3.2 Facilitation de l'acces aux services sociaux de base pour les populations rurales** | • Ameliorer l'acces aux produits d'assurance agricole | o Creer des produits d'assurances adaptes au monde agricole en conjonction avec les programmes saisonniers d'assistance conditionnee |
| o Rendre Ie coOt des produits d'assurances plus accessible par les populations |
| o Vulgariser les produits d'assurances en milieu rural, en expliquer aux populations les avantages et inconvenients de ces produits d'assurance |
| o Proposer des mesures incitatives pour I'enregistrement dans une assurance agricole |
| **4.3.3 Accrois- sement durable des revenus des petits producteurs** | • Promouvoir la diversification des sources de revenus en milieu rural | o Mettre en place un comite de suivi des fonds de promotion des Activites Generatrices de Revenus (AGR) en milieu rural, aux niveaux central et regional et adapte a chaque filiere agricole |
| o Etendre les programmes de Travaux a Haute Intensity de Main d'oeuvre (THIMO) aux milieux ruraux pour adresser Ie chomage pendant la periode de soudure |
| **4.3.4 Develop- pement des infrastructures socio- economiques** | • Catalyser Ie financement d'infrastructures economiques et sociales au niveau regional | o Decentraliser Ie Fonds d'lnvestissements en milieu rural dans les regions |
| o Repliquer (quand applicable) Ie modele du fonds Conseil Cafe Cacao aux autres filieres agro-sylvo-pastorales et halieutiques |
| • Flenforcer les infrastructures socio-economiques en milieu rural | o Rehabiliter, entretenir et realiser I'ouverture des pistes de desserte agricole o Rehabiliter, entretenir et creer des infrastructures d'hydraulique villageoise o Rehabiliter et equiper des centres pour I'education et la sante  o Etendre Ie reseau d'electrification rurale |
| **4.4 Renforce- ment et mise en oeuvre de la regiement­ation en matiere de securite sanitaire** | **4.4.1 Regiemen­tation sanitaire pour la production, transformation, conservation et commercia­lisation des produits agro-sylvo pastoraux et halieutiques** | • Developper des referentiels de certification au niveau de la production, de la transformation et de la distribution de denrees alimentaires | o Realiser une etude diagnostique  o Developper des referentiels nouveaux ou complementaires |
| • Operationnaliser Ie dispositif de prevention des vecteurs de maladies existantes et a venir, sur base de controle des maladies zoonotiques | o Renforcer Ie dispositif d'epidemio -surveillance o Voir DPVCQ (matrice des coOts) |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **4.4 Renforcement et mise en oeuvre de la regiementation en matiere de securite sanitaire** | **4.4.2 Renforce­ment des mecanismes de controle sanitaire** | • Assurer I operationnalisation de I agence de securite sanitaire | o Mettre en place un comite national et des dispositifs regionaux d'identification et d'evaluation des risques sanitaires |
| o Suivre et coordonner les actions des d iff erents acteurs impliques dans la securite sanitaire, y compris les acteurs des secteurs de la sante, de I'environnement, de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques, de la douane etc. |
| • Renforcer les capacites des laboratoires de controle sanitaire au niveau regional | o Creer et/ou approvisionner les laboratoires regionaux d'analyse en equipements, intrants de controle, moyens logistiques, et ressources humaines |
| o Renforcer les capacites des agents charges du controle |
| o Faciliter la mise en reseau des laboratoires |
| • Renforcer les controles relatifs a la qualite et a la bonne utilisation des intrants dans les filieres agro-syl vo-pastorales et halieutiques | o Renforcer les capacites des services en charge du controle o Equiper les laboratoires charges du controle  o Etendre les capacites des laboratoires aux regions |
| • Renforcer les systemes de trapabilite sanitaire | o Definir un ou plusieurs niveaux de certification pour I'ensemble des produits alimentaires commercialises (au-dela du certificat de provenance) |
| o Assurer un suivi continu des acteurs pour mettre a jour leurs certifications |
| **4.4 Renforcement et mise en oeuvre de la regiementation en matiere de securite sanitaire** | **4.4.3 Sensibili- sation des acteurs du secteur aux standards sanitaires, et formation aux bonnes pratiques d'hygiene** | • Former les acteurs aux standards sanitaires, et vulgariser les bonnes pratiques d'hygiene | o Creer un repertoire des acteurs cles des filieres alimentaires (fournisseurs d'intrants, producteurs, transformateurs, transporteurs, commerpants etc.)  o Realiser des etudes regionales pour mieux comprendre les besoins des acteurs en termes de formation sanitaire  o Former les acteurs regionaux par secteur d'activite  o Former et sensibiliser les agriculteurs, eleveurs et pecheurs sur I'utilisation des produits homologues phytosanitaires et veterinai res  o Former les transformateurs aux mesures de securite sanitaire et de bonnes pratiques d'hygiene dans les unites artisanales, et a la gestion des emballages  o Former les acteurs de la distribution aux normes de transport et a la conservation optimale des denrees alimentaires  o Encadrer les acteurs informels de vente d'aliments sur les voies publiques, et les sensibiliser aux mesures d'hygiene |
| • Assurer la sensibilisation generale des populations rurales | o Appuyer la sensibilisation des menages et associations de producteurs (femmes notamment) sur la conservation et I'utilisation des aliments |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **4.5 Promotion du secteur agro- sylvo pastoral et halieutique** | **4.5.1 Promotion de la profession d'Agriculteur** | • Valoriser les Agriculteurs ivoiriens reconnu pour leur excellence | o Instituer dans chaque region une journee nationale dediee aux Agriculteurs  o Organiser des«journees/prix de I'excellence»periodiques pour reconnoitre les producteurs, transformateurs, les jeunes et les femmes ayant un impact positif sur Ie secteur - aux niveaux central et regional  o Assurer une meilleure visibil ite des laureats des concours d'excellence agricole  o Soutenir les laureats de ces concours d'excellence dans I'elaboration de plans financiers, de lancement de projets pilotes, et de mise en relation avec de potentiels investisseurs |
| • Inciter les acteurs du secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique a I’excellence avec des dons d'equipements et de materiels agricoles aux laureats | o Developper un dispositif de selection des meilleurs acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique aux niveaux regional et national  o Organiser des competitions pour recompenser les laureats |
| **4.5.2 Promotion des salons agricoles et autres manifes­tations agricoles** | • Encourager la participation des Agriculteurs aux manifestations agricoles nationales et internationales | o Developper la communication sur les manifestations |
| o Proposer des subventions pour reduire les frais d'inscription, les frais de stands d'expositions, ou encore les coOts de transport et d'hebergement |
| • Instituer des salons agricoles au niveau national | o Promouvoir les salons existants (SIETTA, SARA, etc.)  o Organiser des salons sur des thematiques/sous-secteurs specifiques  o Organiser des journees regionales dediees au secteur ago-sylvo-pastoral et halieutique |
| • Instituer des salons agricoles au niveau des Districts en partenariat avec les autorites locales | o Celebrer les meilleurs (par nomination) organisations, exploitants et structures d'encadrement agricole dans chaque region |
| o Assurer la prise en charge integrale des meilleures organisations ou exploitants lors des diff erents salons nationaux et internationaux |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

**Mesures specifiquement destinees aux femmes et/ou aux jeunes**

Les femmes sont souvent en charge de la nutrition et l’alimentation de leurs families. Les deux actions ci-dessous ont ete identifiers pour adresser ces defis:

* Elaborer et mettre en reuvre une strategie pour la promotion du genre dans le secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique, comprenant :

o L’institutionnalisation de l’egalite des genres dans tous les aspects du secteur a travers la mise en place d’une structure de coordination du genre et de points focaux dans les departements et les projets cles, le developpement d’outils de suivi evaluation axes sur le genre, le developpement de lignes directrices et de manuels pour l’integration systematique du genre dans tous les departements, etc.

o Le renforcement des capacites afin de permettre une programmation sensible au genre dans le secteur a travers des programmes de formation dans plusieurs departements/ ministeres.

o La promotion de la participation egale des femmes et des hommes dans les processus de prise de decision du secteur, a travers la mise en place de quotas et de programmes de formation.

* Appuyer la creation de groupements de femmes en milieu rural, afin d’ameliorer leurs conditions de travail et leurs revenus, augmenter leur representativite et renforcer leurs capacites.

La proposition ci-dessous suscite l’enthousiasme de jeunes etudiants en agriculture, tout en contribuant aux objectifs de securite alimentaire :

* Encourager la creation d’une association des jeunes diplomes de formation professionnelle agricole, pour la mise en reuvre de projets pilotes de production et commercialisation de vivriers

o Recenser et encadrer des jeunes diplomes pour la creation de l’association

o Identifier les produits vivriers a produire et les moyens de commercialisations

o Faciliter la mise en commun des fonds a cet effet

Enfin, les quatre mesures ci-dessous encourageraient les femmes et les jeunes a se lancer dans l’agriculture, et permettraient de faire connaitre leurs realisations aupres de l’ensemble des acteurs du secteur :

* Creer des reseaux de promotion l’agriculture collaborative femmes-hommes-jeunes

o Reunir la communaute villageoise pour des sketchs montrant la faible interaction des membres de la cellule familiale, le besoin de diversification de leurs cultures et activites, et les effets benefiques de l’agriculture collaborative

o Organiser des ateliers pour renforcer les capacites dans cette optique

* Primer, par filiere, les meilleures femmes dans le domaine agricole

o Regrouper les agricultrices et appuyer leur formation en techniques agricoles et gestion des projets

o Fournir un prix (ex. trophee ou soutien financier) pour mettre en lumiere les travaux de ces agricultrices

o Communiquer regulierement (television, radio ou reseaux sociaux) sur ces agricultrices pour les mettre en avant

* Creer des poles d’associations universitaires pour l’entrepreneuriat et l’insertion professionnelle dans le secteur

o Creation de differents poles inter-universitaires portant sur des thematiques diverses (filieres ou projets agricoles communs, reseau professionnel, etc)

o Animer ces communautes agricoles universitaires via Facebook ou medias sociaux

* Mettre en place un concours national pour les jeunes exploitants agricoles

o Lancer un concours pour les jeunes a travers toutes les regions de la Cote d’Ivoire, portant sur un ou plusieurs defis specifiques

o Eduquer les participants aux besoins de production specifiques a leurs regions (securite alimentaire, qualite des sols, etc.) - en s’appuyant sur les structures expertes locales et regionales (CNRA, l’ANADER, etc.)

Recompenser les gagnants par une aide a la formalisation de leur projet, la provision de technologies, ou une mise en reseau

7.5. PROGRAMME 5 : AMELIORATION DE L’ACCES AU FINANCEMENT ET DES CANAUX D’INVESTISSEMENT PRIVES

Arriver a une agriculture competitive et contribuant pleinement a Emergence socio-economique de Cote d’Ivoire a l’horizon 2025 necessite un acces a des ressources financieres adequates, ainsi qu’un accroissement et une diversification des canaux d’investissements prives - de sorte a repondre aux besoins de mise en reuvre du PNIA 2.

Principaux defis

Le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique a deux principaux defis a relever pour acceder au financement et a I’investissement prive :

* l’**adequation** entre la demande de financement specifique aux profils et besoins des acteurs du secteur et les types de produits et services financiers offerts ;
* L’exigence de renforcer l’environnement des affaires specifiques au secteur agro-sylvo-pastoral et halieu­tique, en vue de relever le niveau d’investissement du secteur prive.

**Defis persistants au niveau.**

**.de la demande de financement du secteur**

**.de l’offre de financement du secteur**



**Manque de produits et services adaptes aux caracteristiques du secteur agricole :**

* **Acces limite au financement des fonds de roulement** (pour l’acquisition d’engrais de semences, pour l’acquisition de matieres premieres a transformer etc.)
* **Acces limite au capital d’investissement** (pour repondre aux besoins de financement d’investissements tel que les terrains, des equipements etc.)
* **Difficultes a repondre aux exigences des enttites financieres** (garanties, taux d’interet etc.) - en raison d’un manque de produits financiers adaptes aux caracteristiques du secteur agricole (calendrier cultural dictant les periodes de besoins d’intrants, de revenus etc.)

**Manque d’informations pour evaluer les risques et opportunites de financement du secteur agricole**

**Manque d’information sur les revenus historiques et anticipes des producteurs**

(difficultes a predire les niveaux de production et de prix, avec des productions dependantes de la pluie et des niveaux instables rendement)

**Niveau limite de garanties des producteurs** sous forme de (i) nombre limite de titres fonciers, (ii) nombre limite d’etats financiers disponibles au niveau de cooperation agricole etc.

**Niveau limite de statistiques agricoles** (Historiues et predictions)

**Figure 24 : Apergu (non exhaustif) de defis persistants de financement du secteur**

Objectifs

Face a ces defis persistants de financement du secteur, le PNIA 2 se donne les objectifs suivants :

* **Stimuler** un acces au financement inclusif des differents acteurs du secteur agricole agro-sylvo-pastoral et halieutique
* **Soutenir** l’autonomisation financiere des filieres et **promouvoir** la mutualisation des ressources des fi lieres
* **Proposer** des systemes de financement innovants dans l’optique de catalyser les investissements du secteur prive dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **5.1.Renforce- ment de la gouvernance du secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique dans I'optique defaciliter laccesau financement, et I'investis- sement prive** | **5.1.1 Formalisa­tion du metier d'Agriculteur** | • Assurer la creation et la reconnaissance officielle de la Profession agricole | o Elaborer des textes reglementaires pour la reconnaissance des professions agricoles  o Adopter et diffuser les textes aupres des acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique |
| • Assurer I’immatriculation officielle de I’ensemble des agriculteurs presents dans toutes les filieres du secteur | o Mettre en place un processus d'identification individuelle des Agriculteurs et de leurs activites |
| o Assurer la codification numerique individuelle des Agriculteurs identifies |
| o Definir et mettre en place un dispositif de delivrance de la carte nationale professionnelle d'Agriculteur |
| • Faciliter l'acces a la terre et a la securi sation du foncier des acteurs du secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique | o Creer un fonds d'aide a la securisation fonciere   * Conduire une etude de faisabilite pour la creation du fonds d'aide a la securisation fonciere - en prenant en compte les besoins de financement, par types d'acteurs (exploitants agricoles, forestiers etc.), et par besoin (acquisition de titres fonciers, remembrement foncier etc.) * Elaborer Ie plan strategique et operationnel du fonds d'aide a la securisation fonciere sur la base de I'etude de faisabilite * Abonder et structurer Ie fonds d'aide a la securisation fonciere * Lancer les activites du fonds d'aide a la securisation fonciere. |
| **5.1.2 Renforce- ment des capacites** | • Mettre en place et diffuser des statistiques financieres sur Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique, pour faciliter la prise de decision des acteurs du secteur bancaire | o Identifier les statistiques financieres du secteur a produire, col Iecter et diffuser |
| o Mettre en place une banque de donnees financieres sur Ie secteur |
| o Diffuser les donnees financieres sur Ie secteur |
| • Creerune centrale nationale des risques pour surveiller et limiter la delinquance financiere des acteurs du secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique | o Mettre en place un systeme de suivi des activites, et de veille des profils de credit des acteurs du secteur (PME/RMI, exploitants individuals etc.)  □ Mettre en place un mecanisme d'exploitation du Bureau d'Information Credit (BIC) national |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **5.1. Renforce- ment de la gouvernance du secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique dans I'optique defaciliter l'acces au financement, et I'investis- sement prive** | **5.1.3 Renforce- ment du cadre reglementaire pourfaciliter l'acces au financement des acteurs du secteur agro- syIvo-pastoral et halieutique** | • Promouvoir l'application de la loi n° 2015-538 portant regiementation du systeme de recepisses d'entreposage, en vue d assurer la disponibilite de noix brutes de qualite pour Ie secteur de la transformation | o Sensibiliser les parties prenantes de la filiere anacarde sur Ie contenu et I'objectif de cette loi |
| o Rendre fonctionnelle l'Autorite de Regulation du systeme de Recepisse d'Entreposage (ARRE) conformement au decret d'application no. 2016-504 du 26 juillet 2016 |
| o Explorer la possibilite d'etendre l'application de la loi n° 2015-538 a d'autres speculations pertinentes |
| **5.2. Renforce- ment des capacites des fournisseurs et beneficiaires de financement dans Ie secteur** | **5.2.1 Renforce- ment des capacites des beneficiaires cibles** | • Sensibiliser les acteurs du secteur aux opportunites de beneficier d'un financement bancaire | o Assurer la (re)connaissance de la profession de conseiller en investissement agricole par les acteurs des secteurs financier, et agro-sylvo-pastoral et halieutique |
| o Informer les beneficiaires cibles sur les differents produits et services de la finance agricole |
| o Inciter I'epargne en milieu rural |
| • Flenforcer les capacites des acteurs au processus de demande de financement | o Definir et mettre en oeuvre un systeme de formation des differents types d'acteurs a la formalisation de business plans, aux divers montages financiers, et aux procedures de financement |
| o Offrir des subventions conditionnees a un appui technique pour l'amelioration des dossiers de demande  de financement |
| o Mettre en place un mecanisme facilitant les conditions d'octroi de prets bancaires aux acteurs formes dans des centres de gestion agrees. |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **5.2. Renforce- ment des capacites des fournisseurs et beneficiaires de financement dans Ie secteur** | **5.2.2 Renforce- ment de capacite des fournisseurs cibles** | • Renforcer les capacites des personnels de banque en matiere d'evaluation du risque agricole et d'investissement agricole | o Identifier les banques impliquees dans Ie credit bancaire  o Elaborer des modules de formation  o Former les agents des banques impliquees dans Ie credit bancaire |
| • Creer des centres de gestion agrees en matiere d'investissement agricole | o Realiser une etude de faisabilite pour la creation de centres de gestion agrees en matiere d'investissement agricole  o Mettre en oeuvre les resultats de I'etude |
| **5.2.3 Mise en place de plateformes de dialogue continues et dynamiques entre les acteurs des secteurs financier, et agro- syIvo-pastoral et halieutique** | • Mettre a disposition du secteur bancaire, des informations sur Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique | o Diffuser des statistiques agricoles relatives a I'ensemble des etapes de la chaine de valeur |
| o Diffuser des donnees meteorologiques exploitables |
| • Faciliter Ie dialogue entre les acteurs du secteur bancaire et ceux du secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique aux niveaux national, regional et departemental - en s'appuyant sur I'observatoire des services financiers, en cours d'operationnalisation pour I’ensemble des secteurs | o Mettre en place un groupe consultatif national sur Ie financement du secteur |
| o Organiser des journees du credit agricole. |
| **5.3. Facilitation de l'acces an financement par les acteurs du secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique** | **5.3.1 Mise en place de mecanismes graduels de mise a niveau des agriculteurs vulnerables** | • Mettre en place et promouvoir un mecanisme d'appui a  I'instaNation et aux activites des femmes, jeunes et agriculteurs | o Mettre en place un fonds de financement et de garantie des Activites Generatrices de Revenu (AGR) en milieu rural   * Conduire I'inventaire des fonds existants et identifier les synergies potentielles entre ces fonds * Conduire une etude de faisabilite de mise en place d'un fonds de financement et de garantie des AGR en milieu rural - sur la base des besoins a adresser * Creer et rendre fonctionnel Ie fonds de financement et de garantie des Activites Generatrices de Revenu (AGR) en milieu rural |
| • Mettre en place et promouvoir un mecanisme d'appui a  I'instaNation et aux activites des femmes, jeunes et agriculteurs | o Appuyer la structuration de systemes d'epargne, de credits informels (de type tontines) et de mutuelles de developpement, et d'entraide entre jeunes, femmes et autres acteurs vulnerables du secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique en milieu rural  o Mettre en place un guichet specialise de refinancement a taux bonifie pour les systemes d'epargne, de credit informel et de mutuelIe de developpement en milieu rural  o Assurer un appui technique aux institutions de micro-credit d'appui aux jeunes, femmes et agriculteurs vulnerables en milieu rural  o Sensibiliser les femmes et les jeunes a I'epargne  o Sensibiliser et former les femmes et les jeunes sur les produits financiers |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)



|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **5.3.**  **Facilitation de l'acces an financement par les acteurs du secteur agro- sy Ivo-pastoral et halieutique** | **5.3.2 Mise en place de mecanismes de financement dedies aux besoins des PME/ PMI du secteur** | • Mettre en place un fends d appui a la transformation locale | o Mettre en place un guichet dedie au developpement de la petite transformation |
| o Mettre en place un guichet dedie a I'appui a I'achat de matieres premieres |
| • Mettre en place un programme d'appui financier des PME/PMI agricoles a I'investissement dans I'amelioration de leur productivity et competitivite | o Creer des fonds de developpement du secteur agricole  o Identifier des sources de financement pour alimenter les fonds  o Mobiliser les ressources pour alimenter les fonds |
| • Soutenir la mise en place d'une couveuse agricole tenue par des jeunes, pour les investissements dans les PME PMI des jeunes agriculteurs | o Appuyer la creation d'une caisse agricole avec droits d'adhesion sur cotisation mensuelle |
| o Mettre en place un manuel de procedures pour Ie fonctionnement de la caisse. |
| **5.3.3 Offre de produits adaptes aux besoins de financement des acteurs du secteur agro- syIvo-pastoral et halieutique** | • Appuyer les entiles financieres pour qu'elles puissent fournir des produits et services adaptes aux caracteri stiques et besoins des acteurs du secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique | o Faciliter l'acces des entiles financieres a des credits a long-termes a moindre coOt |
| o Concevoir un fonds de refinancement des banques commerciales pour I'appui au financement des acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique |
| o Mettre en place des mecanismes de partage de risques entre entiles financieres et partenaires au financement du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique |
| o Definir et operationnaliser un plan d'appui au systeme financier decentralise (banques de proximity etc.)   * Mettre en place une ligne de subvention d'investissement remboursable pour la creation d'institutions de microfinances en milieu rural * Mettre en place un programme d'assistance technique pour la restructuration et Ie developpement des institutions de microfinance en milieu rural * Mettre en place un guichet specialise de refinancement et de prets a moyen et long termes |
| • Assurer la fourniture de produits financiers adaptes aux caracteristiques et besoins de financement des acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique | o Mettre en place des produits de credit agricole adaptes aux calendriers culturaux des differentes filieres |
| o Mettre en place des produits adressant les besoins en fonds de roulement |
| o Mettre en place des produits d'investissement agricole (produits de financement d'equipements etc.) |
| o Mettre en place des services de capital investissement pour Ie secteur agricole |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **5.3.**  **Facilitation de l'acces an financement par les acteurs du secteur agro- sy Ivo-pastoral et halieutique** | **5.3.3 Offre de produits adapt es aux besoins de financement des acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique** | • Fournir des incitations aux institutions financieres (IMF, banques, etc.) pour la mise en place de produits specifiques aux besoins financiers des jeunes et/ou des femmes. | o Flenforcer les fonds a I loues aux institutions de financement pour l'appui aux femmes et aux jeunes o Mettre en place un mecanisme de garantie |
| **5.3.4 Facilitation de I'investissement prive dans la filiere** | • Promouvoir I'investissement prive dans Ie secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique | o Sensibiliser les investisseurs prives sur les opportunites d'investissement dans Ie secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique  o Informer les investisseurs prives nationaux sur les opportunites de financement existantes |
| **5.4. Promotion de I'autono- misation financiere des filieres** | **5.4.1 Planification strategique des investissements majeurs dans chaque filiere** | • Developper un plan d'investissement par filiere | o Effectuer a priori Ie bilan annuel (des activites, financements, production, et revenus generes) de chaque filiere |
| o Modeliser les projections en besoins de ressources financieres pour atteindre les objectifs d'investissement de chaque filiere |
| **5.4.2 Mise en place defonds de developpement en faveur de chaque filiere** | • Greet unfonds de developpement en faveur de chaque filiere du secteur | o Instituer des prelevements sur les services et activites economiques au sein de chaque filiere - negocies entre les diff erents acteurs de la filiere |
| o Greer un fonds de garantie dans chacune des filieres sur la base des prelevements effectues pour faciliter les levees de fonds et garantir les prets aux activites du secteur |
| o Assurer Ie financement des besoins de services (conseil, recherche et developpement etc.) et d'acces aux facteurs production - par filiere - sur la base des prelevements effectues |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme

Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **5.4. Promotion de I'autono- misation financiere des filieres** | **5.4.2 Mise en place defonds de developpement en faveur de chaque filiere** | • Faciliter I'operationnalisation de mecanismes de financement deja prevus dans certaines filieresl | o Assurer la mise en place du fonds de competitivite de la mangue |
| o Assurer la mise en place du Fonds de Developpement de la RizicuIture |
| o Reactiver et operationnaliser Ie Fonds de Promotion des Productions Animales (FPPA) |
| • Mutualiser les Fends de Developpement Agricole (FDA), en focalisant les activites de ce fonds sur les activites communes a I'ensemble des filieres | o Conduire une etude de faisabilite de la mise en place d'un tel fonds common  o Promouvoir la mutualisation des efforts de recherche en financement, et la mutualisation des ressources financieres entre filieres pour la creation et I'entretien de ressources communes (infrastructures rurales etc.) |
| **5.4.3 Facilitation de l'acces des filieres organisees au credit** | • Organiser les societes cooperatives et filieres organisees de sorte a avoir un meilleur acces au credit | o Developper au sein des OPA/OPE et interprofessions la mise en place d'institutions de microfinances. |
| **5.5. Promotion du financement entre acteurs prives du secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique** | **-** | • Encourager Ie financement au sein de filieres par les acteurs prives de chaque filiere du secteur | o Sensibiliser les interprofessions sur leurs participations dans Ie capital des agro-industries |
| o Inciter Ie secteur prive a financer les activites des petits promoteurs au sein de chaque filiere. |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

**Mesures specifiquement destinees aux femmes et/ou aux jeunes**

Les femmes et les jeunes eprouvent plus de difficultes d’avoir acces au financement que les hommes et les populations plus agees, en raison des normes sociales mais aussi d’un manque de garanties - un tres faible pourcentage d’entre eux possedant des actifs pouvant faire office de caution, tels que les titres fonciers. Par consequent, les mesures specifiques suivantes ont ete identifies :

* Encourager la mise en place d’un fond (et vulgariser la mise en place d’associations) d’autofinancement

agricole pour les femmes, assurant une entraide economique entre agricultrices

o Creer une caisse sociale agricole tenue par les femmes

o Determiner les types de credit - credit a la semence, credit a l’acquisition materiel etc. - les reglementations, et les methodes de transferts des fonds

o Mettre en place des systemes de financement des activites agricoles par l’octroi des credits et par une creche avec un systeme de rotation pour permettre a chacune de developper ses activites

o Apporter une formation aux techniques agricoles, au marketing et a la gestion d’entreprise

* Soutenir la mise en place d’un fond d’appui agricole tenu par des jeunes, pour les investissements dans les PME et PMI des jeunes exploitants agricoles

o Appuyer la creation d’une caisse agricole avec droits d’adhesion sur cotisation mensuelle o Proposer des conseils pour identifier des jeunes agriculteurs dans lesquels investir

* Fournir des incitations aux institutions financieres (IMF, banques, etc.) pour la mise en place de produits specifiques aux besoins financiers des jeunes et / ou des femmes
* Developper la finance inclusive pour favoriser l’epargne et l’investissement par les femmes

o Encourager la creation de groupes d’epargne de femmes dans les milieux vulnerables et les appuyer en termes de renforcement de capacites et de sensibilisation aux produits de finance agricole

* Mettre en place des programmes nationaux de transferts monetaires pour les femmes en situation de vulnerabilite

7.6. PROGRAMME 6 - RENFORCEMENT DU CADRE INSTITUTIONNEL, DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR ET DE L’ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

La realisation des interventions prevues dans le cadre de ce PNIA 2 ne pourra se faire sans une gouvernance efficace, inclusive d’une diversite d’acteurs multisectoriels, et soutenue par des institutions efficientes.

Principaux defis

Au cours de la mise en reuvre du Programme National d’Investissement Agricole de deuxieme generation (PNIA 2), les acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique seront confrontes a cinq defis majeurs lies a la gouvernance du secteur :

* L’amelioration de la **professionnalisation et de la structuration** du secteur, notamment dans les fi lieres vivrieres, afin de rendre les acteurs plus operationnels et plus efficaces ;
* La creation et l’operationnalisation de cadres reglementaires et de dispositifs institutionnels de mise en reuvre adaptes, en vue de **renforcer l’environnement des affaires specifique au secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique ;** .
* La necessite de centraliser et d’uniformiser les dispositifs de **collecte, de validation et de partage des statistiques** du secteur ;
* Le renforcement de l’**exploitation du potentiel de partenariats public-prive** dans le secteur ;
* L’exigence du **renforcement du systeme de securisation et de commercialisation des terres rurales**.

Objectifs

Au vu de ces enjeux, le present programme vise a atteindre les objectifs suivants pour ameliorer la gouvernance du secteur :

* **Renforcer l’organisation des acteurs et la professionnalisation** des OPA / OPE, societes cooperatives

et interprofessions du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique.

* **Definir, vulgariser et s’assurer de l’application de la reglementation et des systemes de**

**regulation** stimulant le developpement du secteur.

* **Faciliter la collaboration publique-privee** pour le developpement du secteur.
* **Renforcer les capacites techniques et de gestion des acteurs institutionnels du secteur** pour la

planification de politiques et la production, collecte et diffusion de statistiques.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **6.1. Renforcement de I'organisation des acteurs et de la structuration des filieres du secteur agro- sy Ivo-pastoral et halieutique** | **6.1.1 Structura­tion des filieres** | • Structurer les acteurs des filieres non organisees du secteur en OPA/ OPE competentes | o Renforcer les capacites des OPA/OPE existantes   * Mettre en place un mecanisme de sensibilisation et de controle du choix des responsables des OPA/OPE, pour qu'il soil conforme aux regies de I'OHADA * Renforcer Ie dispositif de conseil de gestion des exploitations et OPA/OPE du secteur * Appuyer I'organisation et Ie renforcement de capacite des comites de gestion et d'entretien d'infrastructures impliquant des OPA/OPE |
| • Mettre en place un programme qui vise a augmenter Ie niveau de leadership des femmes dans les OPA, OPE, interprofessions, etc., | o Renforcer les capacites des femmes en matiere de leadership |
| • Formaliser les interactions entre acteurs des filieres non organisees | o Assurer Ie recensement des filieres non structurees en interprofessions |
| o Cartographier au plan local I'ensemble des acteurs intervenant dans les filieres |
| o Assurer I'organisation et I'accompagnement des filieres non organisees par les structures sous tutelle |
| o Etablir un cadre de contractualisation entre les principaux acteurs des diff erentes filieres (producteurs et unites de transformation par exemple), afin de mieux reglementer les contrats de transactions et les contrats de prestation de service entre ces acteurs |
| **6.1. Renforcement de I'organisation des acteurs et de la structuration des filieres du secteur agro- sy Ivo-pastoral et halieutique** | **6.1.2 Appui a la mise en place d'interprof- essions dans Ie secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique** | • Renforcer les capacites des interprofessions existantes | o Adopter des ordonnances dans Ie cadre de la formalisation de chaque interprofession, specifiant les structures de gouvernance et de gestion, et les sources de financement adaptees a chaque filiere  o Fournir une assistance technique aux membres des interprofessions, pour une prise en main efficace de leurs fonctions et une bonne exploitation de leurs avantages |
| • Contribuer au processus d'operationnalisation de la Chambre Nationale de l'Agriculture restructuree, en assurant une adhesion active des interprofessions | o Etablir un recensement par college  o Creer des unions d'interprofessions par region. |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **6.2. Profession- nalisation des acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique** | **6.2.1 Formalisa­tion des metiers dans les filieres du secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique** | • Cartographier les metiers professionnels specifiques a chaque filiere - en tenant compte de revolution des activites dans Ie secteur, et ce a I'horizon minimum de 2025 | o Faire un recensement des corps de metier par filiere  o Elaborer les repertoires des emplois-metiers du secteur, specifiques au milieu rural |
| • Developper les cadres de formation et de certification des metiers du secteur a I'horizon 2025 | o Elaborer les referentiels de formation pour les metiers cartographies dans chaque filiere du secteur o Flenforcer les systemes de certification des metiers references |
| **6.2.2 Promotion de la formation dans Ie secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique** | • Flenforcer Ie dispositif de formation diplomantes et qualifiantes | o Flenforcer les ecoles/instituts de formation diplomante et qualifiante o Greer des ecoles formant a I'entrepreneuriat agricole  o Greer des centres de formation agricole integres |
| • Assurer la qualite et la pertinence du reseau de structures de formation dans Ie secteur (telles que les centres de formation, les centres d'apprentissages, les centres de metiers, et les incubateurs) | o Flenforcer les infrastructures existantes et developper de nouvelles infrastructures de formation (dont champs et fermes ecoles) |
| o Flenforcer la qualite des curricula de formation   * Associer Ie secteur prive dans la definition des curricula de formation * Harmoniser les curricula a travers les institutions de formation * Flenforcer les capacites sur Ie terrain a travers les approches de formation par la demonstration |
| o Mettre en place un mecanisme de controle de la qualite des dispositifs, de formation initiale et continue - qu'il s'agisse de formations diplomantes, qualifiantes ou non. |
| • Faciliter I’installation des jeunes professionnels formes du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique | o Promouvoir un appui technique et financier aux jeunes professionnels du secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique |
| o Promouvoir la mise en place de projets cle en main d'installation de jeunes professionnels dans certaines filieres |
| • Greet une plateforme virtuelle permettant aux acteurs notamment les femmes et les jeunes de I'ensemble de la chaine de valeur agricole d'echanger des i dees, de former des associations et d'organiser des rencontres pour discuter et partager leurs connaissances. | o Renforcer les capacites des acteurs en matiere de TIC o Mettre en place Ie dispositif adequat |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **6.3. Amelioration de I'environnement des affaires du secteur** | **6.3.1 Renforce- mentdu processus d'enregistrement des entreprises du secteur** | • Faciliter Ie processus d'enregistrement des entreprises du secteur | o Recenser les entreprises exerpant dans Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique  o Operationnaliser la mise en place de guichets uniques regionaux (notamment en milieu rural)  o Alleger les procedures d'immatriculation des entreprises  o Sensibiliser les entreprises non declarees sur I'importance de se faire enregistrer |
| **6.3.2 Renforce- mentdes cadres de concertation entre Ie secteur public et Ie secteur prive** | • Promouvoir une participation active du CCESP pour assurer un dialogue continu entre I'Etat et Ie secteur prive sur les freins economiques specifiqu es aux acteurs du secteur (tels que la subvention du riz importe, les freins au transport, la taxation sur les logements batis par les employeurs en milieu rural, et les exigences relatives aux travailleurs temporaires en tant que personnel permanent) | o Soumettre au CCESP toute initiative ou reforme visant au developpement du secteur dans Ie cadre du processus de consultation a priori |
| • Renforcer Ie cadre de concertation entre Ie secteur prive et Ie secteur public et entre les acteurs du secteur prive | o Redynamiser et ou creer les cadres de concertation  o Creer des plateformes de dialogue public-prive specifiques aux differentes filieres |
| • Inciter a la politique de cooperation decentral isee | o Creer des jumelages inter-col I ectivites |
| o Organiser au niveau local des tribunes d'echanges avec les OPA afin qu'elles puissent tisser des partenariats avec d'autres structures. |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **6.3. Amelioration de 1 environnement des affaires du secteur** | **6.3.2 Mise en oeuvre de reformes fiscales et parafiscales ciblees** | • Mettre en place des reformes fiscales adaptees aux besoins et evolutions du secteur2 | o Reduire les taxes et redevances sur les activites agro-sylvo-pastorales et halieutiques   * Imposer des taxes sur les benefices et non sur Ie chiffre d'affaires (notamment pour la filiere hevea) * Deduire les credits de TVA sur les autres impots (sous forme de compensation) - et ainsi limiter les delais des remboursements de credits de TVA dans les filieres fruits * Supprimer les taxes sur les avantages en nature (tels que les logements des employes, les ecoles et les cliniques medicales) dans Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique * Instituer une exoneration temporaire du paiement de taxes par les nouvelles PME / PMI du secteur |
| o Definir et mettre en place une fiscalite adaptee a chaque secteur  □ Reduire la redevance fonciere pour les entreprises forestieres - et ainsi mieux prendre en compte leurs besoins relativement plus importants de superficies d'exploitations par rapport a d'autres filieres |
| • Sensibiliser les acteurs du secteur aux procedures fiscales qui leur sont appliquees | o Organiser des journees de sensibilisation. |
| **6.3.3 Adaptation des procedures douanieres aux enjeux du secteur** | • Renforcer et rationaliser les procedures douanieres appliquees au secteur | o Promouvoir la mise en place d'un systeme electronique pour rationaliser, simplifier, et accelerer les procedures |
| o Mettre en place un systeme annuel d'actualisation de la nomenclature des produits agro-sylvo- pastoraux et halieutiques a taxer et a exempter de taxes au niveau de la douane |
| o Renforcer la vigilance aux frontieres des activites de controle douanier |
| • Adopter des reformes douanieres adaptees aux evolutionset ambitions du secteur | o Instituer une parafiscalite sur les produits agricoles importes permettant Ie developpement des filieres nationales  □ Par exemple : institution du Prelevement Compensatoire (PC) sur les importations de produits d'origines animale, vegetale et halieutique |
| o Instituer et/ou faciliter I'operationnalisation d'exonerations de droits de douane sur les equipements agricoles importes  □ Definir un processus d'application desdites exonerations aux commerpants individuals ainsi qu'aux industriels |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **6.3. Amelioration de I'environnement des affaires du secteur** | **6.3.3 Adaptation des procedures douanieres aux enjeux du secteur** | • Sensibiliser les acteurs du secteur aux procedures fiscales qui leur sont appliquees | o Organiser des journees de sensibilisation |
| o Vulgariser les procedures douanieres et les rendre accessible dans Ie domaine rural. |
| **6.4. Maftrise des donnees statistiques sur Ie secteur agro- sy Ivo-pastoral et halieutique** | **6.4.1 Mise en place d'un systeme integre permanent de collecte de statistiques agricoles** | • Mettre en place un systeme integre et permanent de statistiques agricoles et meteorologiques | o Mettre en place un systeme permanent de production, de collecte et d'agregation de donnees statistiques sur toutes les etapes des chaines de valeur de chacune des filieres du secteur   * Mutualiser les dispositifs actuels de collecte de statistiques agricoles * Renforcer les capacites de production, de collecte et d'agregation des donnees statistiques (humaines et materiel les/logistiques) |
| o Assurer la diffusion des statistiques agricoles et meteorologiques aux diff erentes parties prenantes du secteur (pour nourrir les systemes d'assurance et de financement des producteurs, Ie suivi de la securite alimentaire etc.) |
| o Renforcer les capacites humaines et materielles/logistiques pour Ie traitement des donnees |
| o Collecter des statistiques desagregees sur les femmes et les jeunes afin de pouvoir suivre leurs progres dans Ie secteur |
| **6.4.2 Conduite reguliere du recensement national des exploitants et des exploitations du secteur** | • Finaliser la base de donnees des exploitants et exploitations du secteur | o Greet des profils des producteurs et de leurs parcel les - avec georeferencement et geolocalisation - utilisant les TIC (smartphones, GPS, satellites etc)  o Greet des cellules d'actualisation des donnees dans chaque region |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)



|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **6.4. Maftrise des donnees statistiques sur Ie secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique** | **6.4.3 Renforce­ment des moyens de communication sur Ie secteur agro-sy Ivo- pastoral et halieutique** | • Mettre en place et animerun reseau Liable d'informations sur Ie secteur | o Identifier, avec les parties prenantes, la nature des besoins d'information et les meilleurs moyens de communication associes |
| o Elaborer et diffuser un bulletin sectoriel aux associations professionnelles |
| o Mettre a profit les radios de proximite pour diffuser les informations |
| o Vulgariser les numeros verts portant sur I'information du secteur |
| o Creer un site internet d'informations sur Ie secteur |
| o Promouvoir les accomplissements du secteur au travers des media (radio locale, television, presse ecrite, reseaux sociaux) |
| **6.5. Renforcement des systemes de promotion des Partenariats Public-Prive (PPP)** | **6.5.1 Communi­cation et sensibilisation sur Ie concept de PPP dans Ie secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique ivoirien** | • Definir et/ou renforcer les bonnes pratiques du PPP dans Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ivoirien | o Coordonner Ie processus de reflexion avec Ie Comite National de Pilotage des Partenariats Public- Prive (CNP-PPP) |
| o Mettre en place des mesures incitatives d'application des bonnes pratiques identifiees pour Ie secteur |
| • Identifier etcommuniquer sur les opportunites de projets PPP dans Ie secteur. | o Diffuser Ie concept de PPP dans Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique aupres des acteurs |
| o Identifier et communiquer sur les domaines du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique dans lesquels les PPP sont realisables et adaptes (dont infrastructure, conseil et recherche, agro­industries, etc.). |
| **6.5.2 Mettre en place des PPP dedies au secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique** | • Assurer la bonne mise en oeuvre des PPP dans Ie secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique | o Promouvoir la conduite d'etudes de faisabilite en amont de la mise en oeuvre des PPP  o Col laborer avec Ie Comite National de Pilotage des Partenariats Public-Prive (CNP-PPP) pour renforcer la bonne coordination des PPP dans Ie secteur |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| **6.6. Securisation dufoncier rural** | **6.6.1 Mise en oeuvre de la Loi sur lefoncier rural** | • Appuyer les institutions chargees de la politique fonciere (direction du foncier rural, cellule de suivi et d'analyse, organisations de la societe civile) | o Operationnaliser la commission fonciere rurale, notamment en reactivant les rencontres entre les ministeres impliques  o Reactiver la commission du bareme sur les coOts de delivrance des titres fonciers  o Ameliorer la concertation pour la gestion des litiges sur Ie foncier rural |
| • Operati onnal iser l’Agence du Foncier Rural (AFOR) | o Mettre en place Ie personnel de I'agence |
| • Appuyer I'institution chargee d'information geographique, BNETD | o Mise en oeuvre de nouvelles technologies pour la cartographie des droits fonciers |
| • Delimiter les territoires villageois | o Actualiser Ie decret  o Assurer la couverture nationale en infrastructure geodesique  o Renforcer I'equipe mobile de gestion de conflits |
| • Vulgariser la loi sur Ie foncier rural | o Real iser des campagnes de sensibilisation  o Creer ou renforcer les Comites villageois  o Creer ou renforcer les comites de gestion du foncier rural  o Sensibiliser les detenteurs de droits coutumiers a faire une demande collective en vue de reduire les coOts en lieu et place de la delivrance systematique des certificats fonciers |
| • Creer de nouvelles filieres de formation au sein d'etablissements de formation existants, en partenariat avec Ie secteur prive | o Mettre en place un programme de formations diplomacies et qualifiantes pour les acteurs du foncier. |
| **6.6.2 Ameliora­tion du processus de securisation fonciere** | • Mettre en place des reformes facilitant Ie processus de securisation fonciere | o Adapter les dispositions reglementaires pour une meilleure efficacite sur Ie terrain en fonction des discussions avec les families et les communautes (ex. la creation des phases de certification et/ou la prise en compte de niveaux de propriety bases sur des coutumes communales)  o Elaborer et mettre en oeuvre un nouveau manuel d'operations AFOR pour la certification individuelle ou collective (forets, paturages etc.) |
| • Renforcer Ie processus pour la regulation du marche du foncier rural et l'approvisionnement des terres par les investisseurs du secteur |  |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **6.6. Securisation du foncier rural** | **6.6.3 Finance- ment de la securisation fonciere** | • Assurer unappui financier aux operations de securisation fonciere tel les que la delimitation des territoires | o Faciliter les subventions et credits financiers, aux populations rurales pour I'obtention des titres de propriety |
| **6.6.4 Sensibili- sation sur la loi du foncier rural** | • Renforcer les Comites Villageois de Gestion Fonciere Rurale (CVGFR) | o Sensibiliser et former sur la loi et les procedures  o Appuyer a la structuration des CVGFR  o Effectuer un inventaire des contrats existants  o Appuyer a la formalisation des contrats avant certification |
| • Mettre en place un programme de sensibilisation des populations rurales a la question du foncier | o Sensibiliser les populations a la valeur de leur patrimoine foncier pour sa meilleure gestion  o Sensibiliser les femmes et les jeunes sur leurs droits, les lois existantes concernant Ie foncier rural  et les procedures a suivre pour la securisation fonciere  o Sensibiliser les communautes et chefs de famille a I'importance de la securisation fonciere pour les femmes et les jeunes |
| o Sensibiliser les proprietaires terriens a mettre a la disposition des exploitants agricoles des terres cultivables   * Appuyer la formulation de contrats lors de la certification * Vulgariser les differents types de contrats de bail / modeles de baux ruraux assurant des partenariats gagnant-gagnant |
| o Sensibiliser les acteurs du milieu rural a la procedure de titrage des terres agricoles. |
| **6.7.Amelioration du cadre reglemen- taire pour la transhumance** | **6.7.1 Mise en application et vulgarisation de la loi sur la transhumance** | • Assurer la mise en application de la loi sur la transhumance | o Mettre en application la loi par des decrets et des arretes d'application □ Vei 11 er au respect des textes regissant la divagation des animaux |
| • Sensibiliser les acteurs au respect de la loi sur la transhumance | o Vulgariser les textes en vigueur, relatifs aux degats de cultures et conflits associes |
| o Mettre en place et sensibiliser des comites de gestion (comite villageois) dedies a la gestion des conflits lies a la transhumance au niveau local |
| o Mettre en place des cadres d'echange pour faciliter la cohabitation entre eleveurs, agriculteurs et populations voisines. |

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

Sous-Programme Composantes

Actions

Activites et interventions specifiques

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

DETAIL DES PROGRAMMES DU PNIA 2

| **Sous-Programme** | **Composantes** | **Actions** | **Activites et interventions specifiques** |
| --- | --- | --- | --- |
| **6.7. Amelioration du cadre reglementaire pour la transhumance** | **6.7.2 Allocation de territoires pour Ie paturage** | • Amenager les zones d'accueil de la transhumance | o Creer des amenagements pastoraux |
| o Appuyer la mise en place de paturages artificiels par des collectivites locales |
| • Promouvoir les activites de paturage | o Identifier des superficies paturables dans chaque localite |
| o Sensibiliser les proprietaires terriens a la cession de terres pour Ie paturage |
| o Sensibiliser les eleveurs sur la charge du paturage |
| o Sensibiliser au respect des zones de paturage |
| o Sensibiliser les eleveurs aux opportunites de sedentarisation a travers Ie paturage |

Mesures specifiquement destinees aux femmes et aux jeunes

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

Quatre interventions ont ete identifiees afin de prendre en compte les besoins des femmes et des jeunes dans la gouvernance et I'environnement des affaires du secteur:

* Mettre en place un programme de leadership qui vise a augmenter I'efficacite des femmes dans les OPA, OPE, interprofessions, etc.

o Promouvoir lequite dans la representation des femmes au sein des organes

* Mettre en place un programme cible de sensibilisation a la securisation fonciere et les Directives Volontaires sur la gouvernance fonciere :

o Sensibiliser les femmes et les jeunes sur leurs droits, les lois existantes concernant Ie foncier rural et les procedures a suivre pour la securisation fonciere

o Sensibiliser les communautes et chefs de fam i I Ie par rapport a I'importance de la securisation fonciere pour les femmes et les jeunes

o Mettre en place des mecanismes de financements innovants a travers des prelevements sur les ressources des interprofessions, pour subventionner les coOts eleves de la procedure de delimitation fonciere

* Creer une plateforme virtuelle permettant aux femmes de I'ensemble de la chame de valeur agricole d'echanger des idees, de former des associations et d'organiser des rencontres pour discuter et partager leurs connaissances

Collecter des statistiques desagregees sur les femmes et les jeunes afin de pouvoir suivre leurs progres dans Ie secteur.

DETAIL DES COUTS

Le tableau ci-dessous propose le detail des coOts a couvrir par le secteur public pour I’ensemble des programmes, sous-programmes, et interventions du PNIA 2 sur la periode 2018-2025. A noter que ces coOts incluent egalement les financements acquis.

DETAIL DES COUTS (150)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | GOUT TOTAL | 2018 | 2019 | 2 020 | 2 021 | 2 022 | 2 023 | 2 024 | 2 025 |
| (En millions FCFA) | | | 4 325 412,1 | 416811,7 | 466 019,8 | 479 496,4 | 1 022 728,7 | 521 762,7 | 487 283,0 | 468 458,5 | 462 851,3 |
| PROGRAMME 1 | |  | 1 126 203,2 | 90 833,6 | 101 380,9 | 107 825,2 | 164 569,4 | 183 051,6 | 170 930,0 | 155 230,5 | 152 382,0 |
|  | 1.1 Dynamisation de la recherche scientifique dans Ie secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique | | 153 875,0 | 5 244,5 | 7 917,0 | 9 692,0 | 9 761,5 | 32 573,0 | 29 988,5 | 29 429,0 | 29 269,5 |
|  |  | 1.1.1 Organisation et financement de la recherche scientifique | 17160 | 2120 | 1920 | 2820 | 2820 | 1920 | 1820 | 1820 | 1920 |
|  |  | 1.1.2 Renforcement des capacites | 124 915,0 | 2 824,5 | 4 797,0 | 5 072,0 | 4 941,5 | 28 653,0 | 26 668,5 | 26 109,0 | 25 849,5 |
|  |  | 1.1.3 Renforcement des systemes de vulgarisation des resultats de recherche | 11 800,0 | 300,0 | 1 200,0 | 1 800,0 | 2 000,0 | 2 000,0 | 1 500,0 | 1 500,0 | 1 500,0 |
|  | 1.2 Renforcement du conseil agri cole | | 44 528,0 | 5 219,5 | 8119,5 | 10119,5 | 7 594,5 | 5150,5 | 3 069,5 | 2 729,5 | 2 525,5 |
|  |  | 1.2.1 Organisation, financement et renforcement des capacites de conseil agricole | 31 471,0 | 3 630,0 | 6 505,0 | 7 505,0 | 5 555,0 | 3 620,0 | 1 755,0 | 1 490,0 | 1 411,0 |
|  |  | 1.2.2 Developpement des outils de conseil agricole | 13 057,0 | 1 589,5 | 1 614,5 | 2 614,5 | 2 039,5 | 1 530,5 | 1 314,5 | 1 239,5 | 1 114,5 |
|  | 1.3 Amelioration de Faeces aux intrants et services agri coles de qualite | | 99 080,0 | 13 625,0 | 15 500,0 | 16 220,0 | 15 420,0 | 14 005,0 | 10125,0 | 7 625,0 | 6 560,0 |
|  |  | 1.3.1 Renforcement de la regiementation du secteur des intrants | 18 040,0 | 3 075,0 | 2 500,0 | 2 805,0 | 2 845,0 | 1 955,0 | 1 575,0 | 1 775,0 | 1 510,0 |
|  |  | 1.3.2 Developpement des systemes de production d'intrants | 47 100,0 | 7 650,0 | 8 250,0 | 8 250,0 | 6 750,0 | 6 550,0 | 4 550,0 | 2 550,0 | 2 550,0 |
|  |  | 1.3.3 Amelioration de I'acces aux intrants et services associes | 33 940,0 | 2 900,0 | 4 750,0 | 5165,0 | 5 825,0 | 5 500,0 | 4 000,0 | 3 300,0 | 2 500,0 |
|  | 1.4 Promotion d'une production agro-sylvo-pastorale et halieutique intensive et durable | | 828 720,2 | 66 744,6 | 69 844,4 | 71 793,7 | 131 793,4 | 131 323,1 | 127 747,0 | 115 447,0 | 114 027,0 |
|  |  | 1.4.1 Promotion des techniques d'agriculture durable | 76 211,2 | 12 498,6 | 12 321,4 | 12 335,7 | 12 335,4 | 12315,1 | 9 675,0 | 2 375,0 | 2 355,0 |
|  |  | 1.4.2 Promotion de l'aquaculture et de la biodiversite aquatique | 5 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
|  |  | 1 4 3 Promotion de la mecamsation | 50 007,0 | 10 650,0 | 10157,0 | 5 000,0 | 5 000,0 | 4 950,0 | 4 750,0 | 4 750,0 | 4 750,0 |
|  |  | 1 4 4 Developpement des infrastructures | 697 502,0 | 42 596,0 | 46 366,0 | 53 458,0 | 113 458,0 | 113 058,0 | 113 322,0 | 108 322,0 | 106 922,0 |

DETAIL DES COUTS

Tableau 17 : Estimation des couts a couvrir par Ie secteur public sur 2018-2025, pour chacun des programmes du PNIA 2

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2.1 Activites post-recolte | | 390 014,3 | 47 499,0 | 46 170,0 | 45 470,0 | 48 605,0 | 47 130,0 | 51 705,3 | 51 680,0 | 51 755,0 |
|  | 2.2. Transformation | | 223 974,0 | 18117,0 | 32 692,0 | 32 658,0 | 34 940,0 | 32 380,3 | 29 256,7 | 21 945,0 | 21 985,0 |
|  |  | 2.2.1 Amelioration du cadre de transformation de produits agricoles, sylvi coles, pastoraux et ha I ieutiq ues | 2 060,0 | 345,0 | 325,0 | 200,0 | 545,0 | 155,0 | 170,0 | 165,0 | 155,0 |
|  |  | 2.2.2 Renforcement des capacites et sensibilisation des acteurs aux opportunites de transformation | 107 407,3 | 4 947,0 | 16 550,0 | 16 655,0 | 17 155,0 | 16 865,3 | 16 405,0 | 9 415,0 | 9 415,0 |
|  |  | 2.2.3 Promotion de l'agriculture contractuelle | 2160,0 | 200,0 | 300,0 | 200,0 | 260,0 | 410,0 | 260,0 | 265,0 | 265,0 |
|  |  | 2.2.4 Amelioration de I'acces aux infrastructures et eguipements | 112 346,7 | 12 625,0 | 15 517,0 | 15 603,0 | 16 980,0 | 14 950,0 | 12 421,7 | 12100,0 | 12150,0 |
|  | 2.3. Commercialisation | | 316182,8 | 27 305,3 | 40 021,0 | 37 359,0 | 46 466,2 | 44 640,7 | 33 210,7 | 43 185,0 | 43 995,0 |
|  |  | 2.3.1 Amelioration du cadre reglementaire et la gouvernance de commercialisation | 74 891,0 | 14 422,0 | 6 922,0 | 6 622,0 | 15 015,0 | 5 815,0 | 5 565,0 | 15 065,0 | 5 465,0 |
|  |  | 2.3.2 Renforcement des capacites de commercialisation des acteurs | 2 310,0 | 220,0 | 220,0 | 220,0 | 330,0 | 330,0 | 330,0 | 330,0 | 330,0 |
|  |  | 2.3.3 Amelioration des infrastructures de commercialisation physiques et informatigues | 190 620,0 | 6 655,0 | 26 475,0 | 24 075,0 | 25 125,0 | 32 575,0 | 21 465,0 | 21 900,0 | 32 350,0 |
|  |  | 2.3.4 Amelioration de la tragabilite et des normes de qua I ite des produits | 44 580,0 | 5 556,0 | 5 986,0 | 5 986,0 | 5 500,7 | 5 385,7 | 5 355,7 | 5 405,0 | 5 405,0 |
|  |  | 2.3.5 Renforcement du marketing des produits ivoiriens | 3 781,8 | 452,3 | 418,0 | 456,0 | 495,5 | 535,0 | 495,0 | 485,0 | 445,0 |
| PROGRAMMES | |  | 194 190,8 | 38 750,9 | 35 473,0 | 30 863,2 | 22 450,7 | 20 535,1 | 16 612,3 | 15 727,3 | 13 778,3 |
|  | 3.1 Organisation etfinancement | | 8 068,7 | 2 019,8 | 1 585,1 | 1 201,7 | 797,3 | 764,8 | 700,0 | 580,0 | 420,0 |
|  |  | 3.1.1 Regiementations relatives aux ressources environnementales | 3150,0 | 740,0 | 490,0 | 474,2 | 361,0 | 294,8 | 290,0 | 280,0 | 220,0 |
|  |  | 3.1.2 Soutien a la mise en place de mecanismes de financement perenne du secteur environnemental | 4 918,7 | 1 279,8 | 1 095,1 | 727,5 | 436,3 | 470,0 | 410,0 | 300,0 | 200,0 |
|  | 3.2 Renforcement des capacites | | 29 828,7 | 4 523,2 | 6 790,4 | 3 878,0 | 3 530,0 | 3 500,0 | 2 800,0 | 2 600,0 | 2 207,0 |
|  |  | 3.2.1 Developpement des ressources humaines | 25 473,2 | 2 673,0 | 6 390,2 | 3 253,0 | 3 200,0 | 2 950,0 | 2 570,0 | 2 270,0 | 2167,0 |
|  |  | 3.2.2 Information et sensibilisation des acteurs aux enjeux environnementaux | 4 355,5 | 1 850,2 | 400,2 | 625,0 | 330,0 | 550,0 | 230,0 | 330,0 | 40,0 |

DETAIL DES COUTS

PROGRAMME 2

930 171,1

92 921,3 i 118 883,0 i 115 487,0 i 130 011,2 i 124151,0 i 114172,7 i 116810,0 i 117 735,0

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 3.3 Stabilisation et restauration des zones forestieres | | 84 361,5 | 17 343,5 | 14 339,1 | 13 778,1 | 8 737,0 | 7 546,0 | 7 546,0 | 7 536,0 | 7 536,0 |
|  |  | 3.3.1 Actualisation des statistiques sur Ie secteur forestier | 3 024,0 | 0,0 | 970,0 | 1 164,0 | 890,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
|  |  | 3.3.2 Renforcement de la protection des aires protegees et du couvert forestier restant | 19166,6 | 9 429,0 | 5134,6 | 4 602,0 | 1,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
|  |  | 3.3.3 Restauration des forets classees et sites degrades avec I'implication des communautes locales | 62 170,9 | 7 914,4 | 8 234,5 | 8 012,1 | 7 846,0 | 7 546,0 | 7 546,0 | 7 536,0 | 7 536,0 |
|  | 3.4 Preservation de la biodiversite faunique | | 32 294,0 | 8 783,0 | 5 959,0 | 4 974,0 | 2 635,0 | 3 505,0 | 2 270,0 | 2170,0 | 1 998,0 |
|  |  | 3.4.1 Accroissement de l'abondance des ressources fauniques dans les habitats naturels | 16 300,0 | 3 705,0 | 2 835,0 | 2 370,0 | 1 415,0 | 2 305,0 | 1 270,0 | 1 170,0 | 1 230,0 |
|  |  | 3.4.2 Accroissement de la contribution des ressources fauniques a I'economie nationale | 15 994,0 | 5 078,0 | 3124,0 | 2 604,0 | 1 220,0 | 1 200,0 | 1 000,0 | 1 000,0 | 768,0 |
|  | 3.5 Gestion des ressources en eau, et ressources halieutiques | | 30 405,0 | 3 557,0 | 5 575,0 | 5 934,0 | 5 769,0 | 4 327,0 | 2 459,0 | 2 004,0 | 780,0 |
|  |  | 3.5.1 Gestion integree des ressources en eau | 11 095,0 | 745,0 | 1 750,0 | 2 069,0 | 2 029,0 | 1 539,0 | 1 359,0 | 914,0 | 690,0 |
|  |  | 3.5.2 Plan de preservation et de protection de I'environnement aquatique | 6 510,0 | 737,0 | 1 710,0 | 1 665,0 | 1 540,0 | 728,0 | 50,0 | 40,0 | 40,0 |
|  |  | 3.5.3 Lutte contre la peche i11icite non declaree et non reglementee (INN) dans les eaux continentales et lagunaires | 12 800,0 | 2 075,0 | 2115,0 | 2 200,0 | 2 200,0 | 2 060,0 | 1 050,0 | 1 050,0 | 50,0 |
|  | 3.6 Renforcement de la resilience climatique | | 9 233,0 | 2 524,4 | 1 224,4 | 1 097,4 | 982,4 | 892,4 | 837,4 | 837,4 | 837,4 |
|  |  | 3.6.1 Renforcement du Systeme d'Information Environnementale (SIE) | 2 317,0 | 1 470,0 | 307,0 | 180,0 | 150,0 | 60,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 |
|  |  | 3.6.2 Mise en place de mesures de protection contre les risques climatiques | 6 670,0 | 989,4 | 894,4 | 874,4 | 809,4 | 809,4 | 764,4 | 764,4 | 764,4 |
|  |  | 3.6.3. Renforcement des capacites des acteurs locaux a I'adaptation au changement climatique par les Communautes (Community-based Adaptation) | 216,0 | 35,0 | 23,0 | 43,0 | 23,0 | 23,0 | 23,0 | 23,0 | 23,0 |
|  |  | 3.6.4 Mise en place d'un systeme de mesurage, rapportage et verification (MRV) des emissions de gaz a effet de serre dans Ie cadre de la mise en oeuvre du PNIA II | 30,0 | 30,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

DETAIL DES COUTS

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| PROGRAMME 4 | |  | 1 084 253,0 | 134 898,0 | 134171,0 | 149 792,0 | 133 464,0 | 133116,0 | 132 968,0 | 132 872,0 | 132 972,0 | |
|  | 4.1. Pilotage de la securite alimentaire et nutritionnelle nationale | | 87 802,0 | 7 230,0 | 10155,0 | 10 335,0 | 11 962,0 | 12 014,0 | 12 066,0 | 11 970,0 | 12 070,0 |  |
|  |  | 4.1.1. Operationnalisation d'un systeme de suivi et evaluation | 23 582,0 | 2 940,0 | 2 865,0 | 2 945,0 | 2 922,0 | 2 924,0 | 3 026,0 | 2 930,0 | 3 030,0 |  |
|  |  | 4.1.2. Mise en place d'un cadre institutionnel de gestion des reserves alimentaires | 62 500,0 | 4 000,0 | 7 000,0 | 7 000,0 | 8 900,0 | 8 900,0 | 8 900,0 | 8 900,0 | 8 900,0 |  |
|  |  | 4.1.3. Renforcement des capacites des acteurs non- gouvernementaux | 1 720,0 | 290,0 | 290,0 | 390,0 | 140,0 | 190,0 | 140,0 | 140,0 | 140,0 |  |
|  | 4.2. Amelioration de la securite alimentaire et de la nutrition | | 406 431,0 | 70 192,0 | 61 552,0 | 61 502,0 | 42 637,0 | 42 637,0 | 42 637,0 | 42 637,0 | 406 431,0 |  |
|  |  | 4.2.1. Renforcement de I'acces des menages vulnerables aux aliments | 234 272,0 | 30 434,0 | 29 834,0 | 29 834,0 | 28 834,0 | 28 834,0 | 28 834,0 | 28 834,0 | 28 834,0 |  |
|  |  | 4.2.2. Developpement de produits a haute valeur nutritive | 159 234,0 | 38 188,0 | 30 148,0 | 30 108,0 | 12158,0 | 12158,0 | 12158,0 | 12158,0 | 12158,0 |  |
|  |  | 4.2.3. Education et sensibilisation aux bonnes pratigues nutritionnelles | 12 665,0 | 1 530,0 | 1 530,0 | 1 530,0 | 1 615,0 | 1 615,0 | 1 615,0 | 1 615,0 | 1 615,0 |  |
|  |  | 4.2.4. Pratigue de la biosecurite pour une contribution de la biotechnologie moderne a la securite alimentaire | 260,0 | 40,0 | 40,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | 30,0 | I |
|  | 4.3. Amelioration de la protection sociale des communautes rurales | | 458 040,0 | 40 901,0 | 44 849,0 | 60 540,0 | 62 350,0 | 62 350,0 | 62 350,0 | 62 350,0 | 62 350,0 | 1 |
|  |  | 4.3.1. Caracterisation de la vuInerabiIite des populations rurales | 6 500,0 | 1 135,0 | 825,0 | 790,0 | 750,0 | 750,0 | 750,0 | 750,0 | 750,0 |  |
|  |  | 4.3.2. Facilitation de I'acces aux services sociaux de base pour les populations rurales | 147 440,0 | 15 966,0 | 15 374,0 | 26 100,0 | 18 000,0 | 18 000,0 | 18 000,0 | 18 000,0 | 18 000,0 |  |
|  |  | 4.3.3. Accroissement durable des revenus des petits producteurs | 29 100,0 | 3 800,0 | 3 650,0 | 3 650,0 | 3 600,0 | 3 600,0 | 3 600,0 | 3 600,0 | 3 600,0 |  |
|  |  | 4.3.4. Developpement des infrastructures socio- economiques | 275 000,0 | 20 000,0 | 25 000,0 | 30 000,0 | 40 000,0 | 40 000,0 | 40 000,0 | 40 000,0 | 40 000,0 |  |
|  | 4.4. Renforcement et mise en oeuvre de la regiementation en matiere de securite sanitaire | | 74 500,0 | 9 200,0 | 10 450,0 | 10 250,0 | 9 400,0 | 8 800,0 | 8 800,0 | 8 800,0 | 8 800,0 |  |
|  |  | 4.4.1. Regiementation sanitaire pour la production, transformation, conservation et commercialisation des produits agro-sylvo pastoraux et ha I i euti ques | 5 900,0 | 1 000,0 | 1 750,0 | 1 550,0 | 700,0 | 600,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |  |
|  |  | 4.4.2. Renforcement des mecanismes de controle sanitaire | 58 625,0 | 6 825,0 | 7 450,0 | 7 450,0 | 7 450,0 | 6 950,0 | 7 500,0 | 7 500,0 | 7 500,0 |  |
|  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |

DETAIL DES COUTS

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | 4.4.3. Sensibilisation des acteurs du secteur aux standards sanitaires, et formation aux bonnes pratigues d'hygiene | 9 975,0 | 1 375,0 | 1 250,0 | 1 250,0 | 1 250,0 | 1 250,0 | 1 200,0 | 1 200,0 | 1 200,0 |
|  | 4.5. Promotion du secteur agro-sylvo pastoral et ha I ieutiq ue | | 57 480,0 | 7 375,0 | 7 165,0 | 7 165,0 | 7 115,0 | 7 315,0 | 7 115,0 | 7 115,0 | 7 115,0 |
|  |  | 4.5.1. Promotion de la profession d'Agriculteur | 41 000,0 | 5 315,0 | 5105,0 | 5105,0 | 5 055,0 | 5 255,0 | 5 055,0 | 5 055,0 | 5 055,0 |
|  |  | 4.5.2. Promotion des salons agri coles et autres manifestations agricoles | 16 480,0 | 2 060,0 | 2 060,0 | 2 060,0 | 2 060,0 | 2 060,0 | 2 060,0 | 2 060,0 | 2 060,0 |
| PROGRAMMED | |  | 640 765,1 | 9 909,5 | 30 154,5 | 31 373,6 | 528 592,5 | 17 832,5 | 10 267,5 | 6 817,5 | 5 817,5 |
|  | 5.1. Renforcement de la gouvernance du secteur agro-sylvo- pastoral et ha I ieutiq ue dans I'optigue de faciliter l'acces au financement, et I'investissement prive | | 16 515,0 | 377,5 | 3 842,5 | 4 832,5 | 1 572,5 | 1 572,5 | 1 572,5 | 1 372,5 | 1 372,5 |
|  |  | 5.1.1 Organisation et financement de la recherche scientifigue | 15315,0 | 65,0 | 3 700,0 | 4 700,0 | 1 450,0 | 1 450,0 | 1 450,0 | 1 250,0 | 1 250,0 |
|  |  | 5.1.2 Renforcement des capacites | 1 145,0 | 287,5 | 122,5 | 122,5 | 122,5 | 122,5 | 122,5 | 122,5 | 122,5 |
|  |  | 5.1.3. Renforcement du cadre reglementaire pour faciliter l'acces au financement des acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutigue | 55,0 | 25,0 | 20,0 | 10,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
|  | 5.2. Renforcement des capacites des fournisseurs et beneficiaires de financement dans Ie secteur | | 14 040,0 | 2 380,0 | 1 230,0 | 2 630,0 | 1 630,0 | 2 680,0 | 830,0 | 1 830,0 | 830,0 |
|  |  | 5.2.1. Renforcement des capacites des beneficiaires cibles | 5 720,0 | 490,0 | 740,0 | 1 140,0 | 1 140,0 | 1 190,0 | 340,0 | 340,0 | 340,0 |
|  |  | 5.2.2. Renforcement de capacites des fournisseurs cibles | 320,0 | 40,0 | 40,0 | 40,0 | 40,0 | 40,0 | 40,0 | 40,0 | 40,0 |
|  |  | 5.2.3. Mise en place de plateformes de dialogue continues et dynamigues entre les acteurs des secteurs financier, et agro-sylvo-pastoral et halieutigue | 8 000,0 | 1 850,0 | 450,0 | 1 450,0 | 450,0 | 1 450,0 | 450,0 | 1 450,0 | 450,0 |
|  | 5.3. Facilitation de l'acces au financement par les acteurs du secteur agro-sylvo-pastoral et ha I ieutiq ue | | 591 610,1 | 6 977,0 | 20 807,0 | 21 386,1 | 523 115,0 | 11 305,0 | 5 340,0 | 1 340,0 | 1 340,0 |
|  |  | 5.3.1. Mise en place de mecanismes graduels de mise a niveau des agriculteurs vulnerables | 5 775,0 | 145,0 | 290,0 | 2140,0 | 1 640,0 | 1 140,0 | 140,0 | 140,0 | 140,0 |
|  |  | 5.3.2. Mise en place de mecanismes de financement dedies aux besoins des PME/PMI du secteur | 13180,0 | 3 765,0 | 3 850,0 | 1 275,0 | 2 775,0 | 15,0 | 1 500,0 | 0,0 | 0,0 |
|  |  | 5.3.3. Offre de produits adaptes aux besoins de financement des acteurs du secteur agro-sylvo- pastoral et halieutigue | 58 255,1 | 2 867,0 | 15 217,0 | 12 921,1 | 12 650,0 | 8 650,0 | 3 650,0 | 1 150,0 | 1 150,0 |
|  |  | 5.3.4. Facilitation de I'investissement prive dans la filiere | 514 400,0 | 200,0 | 1 450,0 | 5 050,0 | 506 050,0 | 1 500,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 |

DETAIL DES COUTS

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 5.4. Promotion de I'autonomisation financiers des filieres | | 18 000,0 | 100,0 | 4 200,0 | 2 450,0 | 2 200,0 | 2 200,0 | 2 450,0 | 2 200,0 | 2 200,0 |
|  |  | 5.4.1. Planification strategique des investissements majeurs dans chague filiere | 1 300,0 | 100,0 | 100,0 | 350,0 | 100,0 | 100,0 | 350,0 | 100,0 | 100,0 |
|  |  | 5.4.2. Mise en place de fonds de developpement en faveur de chague filiere | 16 700,0 | 0,0 | 4100,0 | 2100,0 | 2100,0 | 2100,0 | 2100,0 | 2100,0 | 2100,0 |
|  |  | 5.4.3. Facilitation de Faeces des filieres organisees au credit | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
|  | 5.5. Promotion du financement entre acteurs prives du secteur agro-sylvo-pastoral et ha I i euti que | | 600,0 | 75,0 | 75,0 | 75,0 | 75,0 | 75,0 | 75,0 | 75,0 | 75,0 |
| PROGRAMMES | |  | 349 829,0 | 49 498,5 | 45 957,4 | 44 155,4 | 43 641,1 | 43 076,5 | 42 332,5 | 41 001,2 | 40 166,5 |
|  | 6.1. Renforcement de I'organisation des acteurs et de la structuration des filieres du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique | | 11 770,7 | 1 303,0 | 1 850,0 | 2 025,0 | 2 422,0 | 1 739,0 | 1 010,0 | 805,7 | 616,0 |
|  |  | 6.1.1. Structuration des filieres | 8 739,0 | 1 042,0 | 1 403,0 | 1 616,0 | 2011,0 | 1 227,0 | 662,0 | 438,0 | 340,0 |
|  |  | 6.1.2. Appui a la mise en place d'interprofessions dans Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique | 3 031,7 | 261,0 | 447,0 | 409,0 | 411,0 | 512,0 | 348,0 | 367,7 | 276,0 |
|  | 6.2. Professionnalisation des acteurs du secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique | | 2 202,0 | 632,0 | 200,0 | 345,0 | 95,0 | 345,0 | 95,0 | 345,0 | 145,0 |
|  |  | 6.2.1. Formalisation des metiers dans les filieres du secteur agro-sylvo-pastoral et ha I ieuti que | 1 050,0 | 250,0 | 150,0 | 125,0 | 75,0 | 125,0 | 75,0 | 125,0 | 125,0 |
|  |  | 6.2.2. Promotion de la formation dans Ie secteur agro-sylvo-pastoral et ha I i euti que | 1 152,0 | 382,0 | 50,0 | 220,0 | 20,0 | 220,0 | 20,0 | 220,0 | 20,0 |
|  | 6.3. Amelioration de I'environnement des affaires du secteur | | 8 800,0 | 1 760,0 | 1 570,0 | 1 235,0 | 870,0 | 910,0 | 820,0 | 840,0 | 795,0 |
|  |  | 6.3.1. Renforcement du processus d'enregistrement des entreprises du secteur | 6 650,0 | 1 300,0 | 1 300,0 | 975,0 | 650,0 | 650,0 | 600,0 | 600,0 | 575,0 |
|  |  | 6.3.2 Renforcement des cadres de concertation entre Ie secteur public et Ie secteur | 1 940,0 | 340,0 | 220,0 | 240,0 | 220,0 | 240,0 | 220,0 | 240,0 | 220,0 |
|  |  | 6.3.3. Mise en oeuvre de reformes fiscales et parafiscales ciblees | 210,0 | 120,0 | 50,0 | 20,0 | 0,0 | 20,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
|  |  | 6.3.4. Adaptation des procedures douanieres aux enjeux du secteur | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

DETAIL DES COUTS

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

DETAIL DES COUTS

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 6.4. MaTtrise des donnees statistiques sur Ie secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique | | 1 209,0 | 327,0 | 76,0 | 76,0 | 106,0 | 306,0 | 106,0 | 106,0 | 106,0 |
|  |  | 6.4.1. Mise en place d'un systeme integre permanent de collecte de statistiques agricoles | 1 150,0 | 275,0 | 75,0 | 75,0 | 105,0 | 305,0 | 105,0 | 105,0 | 105,0 |
|  |  | 6.4.2. Conduite reguliere du recensement national des exploitants et des exploitations du secteur | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
|  |  | 6.4.3. Renforcement des moyens de communication sur Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique | 59,0 | 52,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 | 1,0 |
|  | 6.5 Renforcement des systemes de promotion des Partenariats Publ ic-Prive (PPP) | | 26 475,0 | 3 425,0 | 3 400,0 | 3 350,0 | 3 350,0 | 3 350,0 | 3 200,0 | 3 200,0 | 3 200,0 |
|  |  | 6.5.1. Communication et sensibilisation sur Ie concept de PPP dans Ie secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ivoirien | 125,0 | 75,0 | 50,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
|  |  | 6.5.2 Mettre en place des PPP dedies au secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique | 26 350,0 | 3 350,0 | 3 350,0 | 3 350,0 | 3 350,0 | 3 350,0 | 3 200,0 | 3 200,0 | 3 200,0 |
|  | 6.6 Foncier Rural | | 289 070,0 | 40 706,0 | 37 352,0 | 35 352,0 | 35 052,0 | 35 052,0 | 35 872,0 | 34 942,0 | 34 742,0 |
|  |  | 6.6.1. Organisation du cadre juridique et institutionnel du foncier rural | 31 985,0 | 7 071,0 | 5102,0 | 3102,0 | 3102,0 | 3102,0 | 4122,0 | 3192,0 | 3192,0 |
|  |  | 6.6.2. Amelioration du processus de securisation fonciere | 1 360,0 | 1 360,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
|  |  | 6.6.3. Financement de la securisation fonciere | 238 025,0 | 29 775,0 | 29 750,0 | 29 750,0 | 29 750,0 | 29 750,0 | 29 750,0 | 29 750,0 | 29 750,0 |
|  |  | 6.6.4. Sensibilisation sur la loi du foncier rural | 17 700,0 | 2 500,0 | 2 500,0 | 2 500,0 | 2 200,0 | 2 200,0 | 2 000,0 | 2 000,0 | 1 800,0 |
|  | 6.7. Amelioration du cadre reglementaire pour la transhumance | | 10 302,3 | 1 345,5 | 1 509,4 | 1 772,4 | 1 746,1 | 1 374,5 | 1 229,5 | 762,5 | 562,5 |
|  |  | 6.7.1. Mise en application et vulgarisation de la loi sur la transhumance | 2 338,0 | 401,6 | 358,8 | 321,8 | 376,8 | 212,0 | 267,0 | 300,0 | 100,0 |
|  |  | 6.7.2. Allocation de territoires pour Ie paturage | 7 964,3 | 943,9 | 1 150,6 | 1 450,6 | 1 369,3 | 1 162,5 | 962,5 | 462,5 | 462,5 |

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

CADRE DE RESULTATS

La figure ci-dessous synthetise :

* Les resultats attendus pour chacun des objectifs strategiques et programmes du PNIA 2
* Les indicateurs retenus pour suivre Devolution de ces resultats, issus du PDDAA et specifiques au PNIA 2
* Les cibles associees a ces indicateurs a horizon 2025

**Tableau 18 : Cadre de resultats du PNIA 2 (2018-2025) de Cote d’Ivoire**

CADRE DE RESULTATS

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Objectif Strategique 1  Le developpement de la valeur ajoutee agro-sylvo- pastorale et halieutique | Le secteur agricole contribue de fagon croissante a I'industrialisation de I'economie ivoirienne | • Valeur ajoutee agricole (valeurs absolues) | * Taux de croissance du PIB agricole   o [Taux annuel moyen sur la periods 2016-2025 : 7.5%]   * Taux d'accroissement des volumes des produits transformes ou conditionnes dans chaque filiere o [Taux annuel moyen pour I'industrie alimentaire sur la periods 2016-2025:7.5%] |
| Les produits agricoles ivoiriens sont competitifs sur les marches regionaux et internationaux |  | * Taux d'accroissement des exportations des produits agricoles * [Taux d'accroissement du ratio (exportations agricoles/ valeur ajoutee) sur la periode 2016-2025 :1 19.8%] o [Taux d'accroissement annuel moyen des produits et services: 6.6%] * Proportion de I'accroissement des parts de marches des productions agricoles aux niveaux regional et international |
| Les filieres agricoles fonctionnent avec efficience (les liens entre acteurs de la chaine de valeur sont renforces) | • Nombre cumulatif de chaines de valeur inclusives developpees et operationnel les | • Nombre de filieres qui maitrisent les flux physiques et financiers entres les differents acteurs de la chame des valeurs |
| Objectif Strategique 2  Le renforcement de systemes de production agro-sylvo-pastorale et halieutique respectueux de I'environnement | La production agricole augmente, tiree par une augmentation de la productivite dans toutes les filiere | * Indice de production agricole (2004- 2006=100) * Valeur ajoutee agricole par travaiIleurs (prix constant de 2005 enUSD) * Valeur ajoutee agricole par hectare de terre arable (prix constant de 2005 enUSD) * Rendements des cinq produits prioritaires de I'Union Africaine (UA) | * Productivite agricole par filiere (rendements et de la valeur ajoutee par trava i 11 eur agricole)   o [Taux annuel moyen d'accroissement de la productivite sur la periode 2016-2025 : 3.5%]  o [Taux d'accroissement annuel moyen de la productivite du travail sur la periode 2015-2025 : 7.2%]   * Augmentation des productions agro-sylvo-pastorales o [Taux annuel moyen d'accroissement de la production agro-sylvo-pastorale sur la periode 2016-2025 : 7.5%] |
| L'impact negatif de l'agriculture sur I'environnement est attenue et maTtrise | • Proportion de l'agriculture pratiquee selon des methodes de gestion durable des terres | • Taux de degradation des ressources naturelles (eau, sol, forets et faune) |
| La protection des ressources naturelles nationales est renforcee |  | • Niveau de reconstitution du convert forestier |

CADRE DE RESULTATS

Niveau strategique

Resultats attendus

Indicateurs PDDAA [Cibles20]

Indicateurs PNIA2 [Cibles21]

20 Indicateurs prioritaires du cadre de resultats PDDAA (2015-2025) issus du rapport de la retraite des experts sur le profilage des indicateurs du cadre de resultats du PDDAA 2015-2025 (Mai 2015, Nairobi)

21 Scenario d'atteinte des objectifs de Malabo

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Niveau strategique | Resultats attendus | Indicateurs PDDAA [Cibles20] | Indicateurs PNIA2 [Cibles21] |
| Objectif Strategique 3  Une croissance inclusive, garante du developpement rural et du bien-etre des populations | La sous-alimentation, et la malnutrition rurale diminuent | * Prevalence de la sous-alimentation (%) * Etat de la malnutrition   o Elimination de la sous-nutrition chez I'enfant:  o [Reduction des retards de croissance a 10% d'ici 2025]  o [Reduction de la proportion de enfants en insuffisance ponderaIe a 5% d'ici 2025] | • Taux de malnutrition et pourcentage des menages en insecurite alimentaire |
| L'emploi et Ie developpement economique sont stimules en milieu rural | * Taux d'emploi (% de la population) * Nombre d'emplois crees par an, par categories d'age et de sexe   o [Creation d'opportunites d'emplois pour au moins 30% des jeunes dans les chaines de valeur agricoles] | * Indice de developpement durable humain * Taux d'emploi (dont pourcentage de jeunes et de femmes) o [Changement annuel moyen du taux d'emploi dans Ie secteur agricole sur la periode 2016-2025 : 0.3%] * Nombre d'emplois decents par age, sexe et handicap |
| Les revenus des agriculteurs sont accrus | * Ecart de pauvrete, mesure par rapport au seuil national * Extreme pauvrete au seuil de $1.25/ jour * Coefficient de Gini | * Taux de pauvrete (moderee et severe - seuil national et $1.25 par jour) des menages ruraux   o [Evolution du taux d'extreme pauvrete en milieu rural a I'horizon 2025: -98.6%]  o [Evolution du taux de pauvrete en dessous du seuil international en milieu rural a I'horizon 2025 : -74.9%]  o [Evolution du taux standard pauvrete en milieu rural a I'horizon 2025: -46.2%]   * Proportion des producteurs ayant accru leurs revenus |

CADRE DE RESULTATS

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Niveau strategique | Resultats attendus | Indicateurs PDDAA [Cibles20] | Indicateurs PNIA2 [Cibles21] |
| Programme 1  Productivite et developpement durable de la production agro-sylvo- pastorale et halieutique | La production agricole couvre les besoins nationaux | • Indice de la dependance d'importation en cerea les | * Taux d'autosuffisance dans les cultures riz, mais et legumes * Taux de couverture des besoins en ressources halieutiques etenviande/abats |
| La recherche et Ie conseil agricole sont performants et pertinents au vu des besoins du secteur |  | * Nombre de technologies generees et adoptees * Taux d'amelioration des rendements   o [Taux d'accroissement annuel moyen de la productivite des terres sur la periode 2015-2025 : 7.2%] |
| L'acces aux intrants de qualite est ameliore |  | • Taux d'utilisation des intrants de qualite |
| Les agriculteurs mettent en ceuvre les pratiques d'agriculture durable |  | • Pourcentage des superficies agricoles gerees selon les pratiques de gestion durable des terres |
| Les infrastructures et equipements agricoles necessa i res sont mis en place pour Ie soutien de la production |  | * Taux de mecanisation * Superficies amenagees * Superficies amenagees sous maTtrise de I'eau |
| Programme 2  Amelioration de la valeur ajoutee et de la performance des marches | La capacite de valorisation des produits agricoles est renforcee pour I'ensemble des acteurs du secteur | * Productivite agricole   o [Taux d'accroissement des niveaux d'actuels de productivite agricole d'ici 2025 : >100%]   * Pourcentage des produits agricoles perdus a pres recoIte   o [Reduction de moitie du niveau actuel des pertes poste-reco Ite d'ici 2025] | * Pourcentage des pertes post recoIte dans les cinq filieres prioritaires * Qu antite de produits transformes   o [Taux d'accroissement annuel moyen de la production de produits agricoles transformes sur la periode 2016- 2025: 13.1%] |
| * Les infrastructures de base sont mises en place pour Ie soutien de l'acces aux marches etde I'agro- industrie * La commercialisation des produits agricoles est facilitee |  | * Nombre de km de pistes agricoles rehabilitees et/ou construits * Augmentation des capa cites de stockage et de conservation * Taux d'ecoulement des produits agricoles |
| Les produits agricoles ivoiriens sont strategiquement promus sur les marches regionaux et internationaux | • Valeur du commerce intra-africain (prix constant de 2005 en US$) o [Triplement du commerce intra- africain des produits et services agricoles] | * Valeur des exportations agricoles (total par filiere) * Part des produits transformes dans les exportations) |

CADRE DE RESULTATS

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)



Niveau strategique Resultats attendus Indicateurs PDDAA [Cibles20] Indicateurs PNIA2 [Cibles21]

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Programme 3  Gestion durable des ressources environnementales et resilience climatique | La gouvernance du secteur de gestion durable des ressources environnementales est amelioree |  | * Dispositifs legaux pour la protection de I'environnement renforces * Les institutions gouvernementales habilitees a la gestion efficace des reglements en vigueur sont renforcees |
| La restauration de la couverture forestiere est acceleree |  | • Proportion de territoire couverte par la foret |
| * La biodiversite faunique est protegee * Les ressources en eau sont survei 11 ees et gerees de fapon efficace * La valorisation durable de I'environnement aquatique est promue aupres des pecheurs et lesaquaculteurs |  | * Proportion de zones terrestres et maritimes protegees * Baisse du taux de capture des especes protegees |
| La resilience de la production agricole est renforcee | • Pourcentage de menages qui sont resilients aux chocs climatiques et meteorologiques  o [Au moins 30% des menages agricoles, pastoraux et de pecheurs sont resilients auxrisques climatiques et meteorologiques] | • Pourcentage de menages resilients aux chocs climatiques et meteorologiques |
| Programme 4  Amelioration des conditions de vie des acteurs, et promotion du secteur agro- sylvo-pastoral et halieutique | Un systeme complet de suivi et de gestion de la securite alimentaire est effect! f | • Existence de reserves alimentaires, d'achats locaux pour les programmes d'urgence, de systemes d'alerte precoce et de programmes alimentaires | * Volume de reserves alimentaires, * Existence de systemes d'alerte precoce |
| Les menages ruraux ont acces aux aliments necessaires en quantile et en qualite | * Prevalence de la sous-alimentation (%) * Etat de la malnutrition | * Niveau de contribution aux programmes d'alimentation scolaire * Diversite nutritionnelle (par genre) |
| Les populations les plus vulnerables beneficient d'une protection sociale | • Couverture par I'assistance sociale, la protection sociale, I'assurance sociale et les programmes de travail | • Nombre de menages agricoles a haute vuInerabilite beneficiant de transferts sociaux |
| Les infrastructures socio-economiques en milieu rural sont developpees et / ou renforcees |  | • Contribution a I'acces aux services socio-economiques |
| L'agriculture beneficie d'une communication continue pour promouvoir l'anoblissement et la reconnaissance de la valeur des acteurs du secteur |  | * Taux d'insertion des jeunes et des femmes dans les metiers agricoles * Taux de femmes chef d'exploitations |

CADRE DE RESULTATS

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Niveau strategique | Resultats attendus | Indicateurs PDDAA [Cibles20] | Indicateurs PNIA 2 [Cibles21] |
| Programme 5  Expansion de I'acces au financement et des canaux d'investissement prives | La gouvernance du secteur est propice a I'investissement public, prive, et a des sources alternatives de financement | * Taux de croissance des depenses publiques dans ['agriculture (%) * Part des depenses publiques en agriculture (% du total de la depense publique) * Depenses publiques en agriculture en % de la valeur ajoutee agricole o [Proportion des depenses publiques dans Ie secteur agricole : >10%] * Croissance dans I'investissement du Secteur Prive en Agriculture et dans I'Agrobusiness | • Taux d'investissements publics et prives dans Ie secteur agricole et agro-industriel (valeur, croissance, part de PIB agricole, et depenses totales)  o [Proportion des depenses publiques dans Ie secteur agricole en 2025 : 8.8%]  o [Taux d'accroissement annuel moyen des volumes d'investissement pour Ie secteur agricole sur la periode 2016-2025:16.4%]  o [Taux d'accroissement annuel moyen des volumes d'investissement pour Ie secteur agro-alimentaire sur la periode 2016-2025 :11.9%]  o [Taux cible du ratio (investissement prive / valeur ajoutee) dans Ie secteur en 2025 : 48.3%] |
| Les acteurs du secteur ont un meilleur acces au financement a travers des produits et services adaptes a leurs besoins et profils |  | * Volume et nombre de prefs au secteur agricole * Proportion des PME/PM1 agricoles qui beneficient de financements |
| L'ensemble des filieres sont engagees dans un processus continu de renforcement de leur autonomie financiere |  | • Le nombre de filieres qui financent leurs besoins de financement |

CADRE DE RESULTATS

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Niveau strategique | Resultats attendus | Indicateurs PDDAA [Cibles20] | Indicateurs PNIA 2 [Cibles21] |
| Programme 6  Renforcement du cadre institutionnel, de la gouvernance du secteur et de I'environnement des affaires | L'organisation et la structuration des filieres en OPA/OPE et interprofessions est acce leree |  | • Pourcentage de filieres disposant d'une interprofession |
| La professionnalisation des agriculteurs est a me I ioree, a travers la mise en place de cadres de formation complets |  | • Proportion des exploitants formes aux metiers agricoles |
| La gouvernance du secteur et l'application des regiementations stimulent un meilleur environnement des affaires etfacilitent la participation des acteurs prives dans Ie developpement du secteur | * Existence d'un nouveau PNIA/ PNIASA developpe depuis Malabo a travers un processus inclusif et participatif * Existence d'une instance de coordination muItisectorielle et fonctionnelle * Nombre cumule de partenariats public-prive relatifs a ('agriculture (PPP) qui sont mis en ceuvre avec succes dans les chaines de valeur prioritaires * Valeur cumulee des investissements dans les PPP | * Nombre de partenariats public-prive (PPP) agricoles entrepris avec succes * Nombre d'entreprises agricoles creees |
| La generation de donnees fiables et la capacite des acteurs institutionnels du secteur pour Ie suivi et la diffusion des statistiques sont ameliorees | * Existence de mecanismes institutionnalises pour une redeva bi I ite mutuelle et une revue par les pairs * Existence d'un systeme complet et operationnel de suivi/evaluation * Existence d'une revue sectorielle conjointe, planifiee tous les deux ans * Nombre de professionnels la planification et Ie suivi-evaluation de politiques dans Ie secteur * Indice de la capacite a produire et utiliser les donnees et informations statistiques (ASDI) * Existence d'un SAKSS national operationnel | • Generation et disponi bi I ite d'informations statistiques actua I isees sur Ie secteur agricole |
| La valorisation du foncier rural est facilitee par une gestion efficace du processus de securisation fonciere |  | * Nombre de certificats fonciers delivres (dont proportion de femmes et de jeunes beneficia ires) * Superficies disposant de certificats fonciers |

CADRE DE RESULTATS

PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018-2025)

A I’issue de la validation de ce cadre de resultat, il s’agira pour le Secretariat Technique du PNIA 2, en charge du suivi-evaluation de la mise en reuvre des six programmes, de detailler le cadre de suivi-evaluation. Pour ce faire, il sera necessaire de cartographier les sources de verification et les moyens de verification de chaque indicateur choisi, a partir d’une annee de reference, selon une periodicite definie et par des responsables pre-identifies.

CADRE DE RESULTATS

ANNEXES

**Annexe i**

**Composition des pools du comite feedback (hors Partenaires Techniques et Financiers, et secteur prive)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Pool FIRCA** |  | **Pool Conseil Cafe Cacao** |  | **Pool Chambre d’agriculture** |
|  | |  | |  |
| * Centre de Demonstration et de Promotion des Technologies * CNRA * ANADER * Universite Nangui Abrogoua * SEP-REDD * BNET * CSRS * I2T * INFPA * ESA * INS * OBAMCI * Centre d’Excellence Africain en Changement Climatique, Biodiversite et Agriculture Durable (CEA-CCBAD) |  | * AIPH * INTERCOTON * Conseil Coton Anarcade * ANDE * APROMAC * SODEFOR * Fer Palmier * OIPR * OCPV * CEPICI * CNP-PP * CCESP |  | * COFENABVI * ANAQUACI * FENASCOOP-CI * IPRAVI * OCAB * ANOPACI * FENAPRUCI * INTERPORCI * Interprofessionnel Oignon * ISSAMI * PFACI * ANACACI * FENASCOVICI * Convention de la societe civile * Chambre des metiers * Chambre du commerce et de l’industrie * AVPP-CI |

**Annexe II**

**Themes de discussion proposes en ateliers thematiques**

ATELIER N°1

|  |  |
| --- | --- |
| Principaux themes de discussion | * Financement, mise a niveau et pertinence des services de recherche scientifique et de conseil agricole * Perennisation des infrastructures et de l’impact des programmes en milieu rural * Developpement conjoint du secteur agricole et gestion durable des ressources naturelles * Professionnalisation des filieres et formation des producteurs/acteurs |

Points de discussion proposes

• Quelles actions a mener envers les structures de recherche et de conseil agricole, pour leur mise a niveau ? Comment diversifier leurs sources de financement ?

* Quelles bonnes pratiques pour «industrialiser» la prise en compte des besoins des differents types d’acteurs, par la recherche scientifique et le conseil agricole ? Par exemple :

o Agriculteurs : expression des besoins des utilisateurs finaux (ex. varietes resistantes a certains types de climats, etc.)

o Secteur prive : communication des criteres specifiques requis par l’agro-industrie pour la transformation et la commercialisation (ex. normes d’exportation vers les marches europeens pour les fruits tropicaux, etc.

o Acteurs publics : expression de besoins des acteurs publics, au-dela du ST (ex. valeurs nutritionnelles requises par le ministere de la sante)

* Quels mecanismes pour ameliorer les taux d’adoption et perenniser l’impact des programmes en milieu rural (usage d’intrants, bonnes pratiques agricoles etc.) ?
* Quels mecanismes pour la perennisation des infrastructures agricoles et/ou rurales telles que les installations de stockage, barrages agropastoraux, les points de debarquement des produits de peches et les pistes rurales ? (par ex : prelevements des acteurs de chaque filiere pour financer les activites de maintenance)
* [Presentation aux participants du cadre de gestion environnemental etabli sur decret]

o Quel type d’etudes d’impact environnemental serait pertinent, pour chacun des programmes ?

o Quel systeme de financement, qui permettrait d’operationnaliser ce decret ?

* Quelles pratiques ont deja fait leurs preuves (efficacite et rentabilite) pour le developpement du secteur agricole, tout en assurant une gestion durable des ressources naturelles (par ex : monoculture, agriculture zero deforestation, types d’engrais, etc.)
* Quelles solutions court-terme et moyen-terme pour faciliter la cohabitation entre eleveurs et agriculteurs ?
* Quels besoins en termes de formation agricole (aspect « pratique » de la formation, liens entre la formation professionnelle et les besoins du secteur, collaboration publique-privee)...
* Quelles bonnes pratiques en termes de professionnalisation des filieres ? Quels modeles de reussite ? Quels axes d’amelioration ?

ATELIER N°2

|  |  |
| --- | --- |
| Principaux themes de discussion | * Promotion de l’autonomisation financiere des filieres * Mecanismes pour developper l’acces au financement et la pertinence de ces financements (Donnees requises par les institutions financieres, etc.) * Besoins des acteurs en matiere d’assurance agricole * Collecte et diffusion des donnees du secteur |

Points de discussion proposes

* Comment promouvoir l’autonomisation fi nanciere des filieres ? Quels mecanismes de financement des filieres, y compris les filieres non-organisees ?
* Quels mecanismes pour developper l’acces au financement, et la pertinence de ces moyens de financement selon les besoins de chaque filiere ?

o Filieres organisees / cultures de rente (ex. mecanisme tripartie permettant une collaboration entre les OPA, les entreprises agro-industrielles et les banques)

o Filieres non organisees / cultures vivrieres (ex. lignes de credits aux institutions de microfinance)

o Agriculteurs vulnerables, connaissant des niveaux de revenus tres bas (ex. collaboration entre le gouvernement et les institutions financieres pour partager les risques)

o PME (ex. banque agricole, mecanismes de garantie pour acceder aux credits bancaires, etc.)

* Quels besoins en termes d’assurance agricole par les agriculteurs ? Quels sont les principaux risques a couvrir ? Par exemple :

o Variability et chocs climatiques : irregularite des pluies, secheresses, inondations, etc.

o Perte de recoltes/capture liees a des attaques d’insectes, des rongeurs ou mauvaises pratiques poste recolte

o Perte du cheptel liee aux maladies epizootiques

* Quelles donnees precises sont requises par les banques pour financer les acteurs du secteur ?
* Quels moyens innovants pourraient etre utilises pour la collecte et la diffusion reguliere des donnees du secteur ?

ATELIER N°3

|  |  |
| --- | --- |
| Principaux themes de discussion | * Securite alimentaire et nutrition en milieu rural * Securite sanitaire des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques * Promotion de la protection sociale et de la securite des menages ruraux * Anoblissement et reconnaissance de la valeur du secteur * Inclusion des femmes et des jeunes |

Points de discussion proposes

* Quelles bonnes pratiques pour developper et mesurer les niveaux de securite alimentaire et de nutrition en milieu rural et d’en suivre revolution ? Quels acteurs doivent etre impliques et comment ? Par exemple :

o Systemes permettant d’avoir une vision globale sur la situation alimentaire du pays

o Mecanismes d’information permettant de suivre les besoins d’acces a tout moment

o Education et sensibilisation des acteurs ruraux aux enjeux de nutrition

o Constitution de reserves alimentaires aupres des communautes a risque (depuis l’acces aux reserves regionales, jusqu’aux stocks paysans)

* Comment assurer la securite sanitaire des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques ? Par exemple : o Mise en application de la loi sur la biosecurite (dont problematiques OGM)

o Normes obligatoires au niveau des intrants

o Controles des produits et des unites de transformation (y compris les petites unites artisanales)

* Quelles mesures pour ameliorer la protection sociale et la securite des menages ruraux ? Par exemple :

o Subventions pour les intrants aux agriculteurs qui ont des revenus tres bas

o Transferts monetaires aux familles a risque

o Filets de securite sociale en milieu rural

o Protection sociale adaptative (contre les chocs climatiques)

o Standards de securite dans les unites de transformation artisanales

* Comment promouvoir l’anoblissement et la reconnaissance de la valeur du secteur ?

o Par exemple : journee du paysan, efforts de communication

* Quelles interventions specifiques pourraient reduire l’ecart de genre dans le secteur ? Par ex :

o Acces facilite au foncier, adaptation de la formation et du conseil agricoles pour toucher un plus grand nombre de femmes/jeunes, instruments financiers adaptes aux besoins de femmes/ jeunes, amelioration des conditions pour certaines activites generalement reservees aux femmes (transformation du manioc par ex.)

* Quelles interventions specifiques pour attirer un plus grand nombre de jeunes dans le secteur (dont ac­ces au foncier) ?
* Quels seraient les moyens les plus efficaces pour assurer l’inclusion des femmes et des jeunes dans tous les programmes du PNIA ?

ATELIER N°4

|  |  |
| --- | --- |
| Principaux themes de | • Opportunite de valorisation des filieres ivoiriennes, et atouts des filieres ivoi- |
| discussion | riennes au niveau de la sous-region   * Facilitation de l’acces aux marches locaux et regionaux (par les producteurs, PME et agro-industries) * Promotion des opportunites aupres d’investisseurs potentiels * Developpement des PPP * Solutions aux freins transverses de l’environnement des affaires |

Points de discussion proposes

* Quelles opportunites de valorisation des fi lieres et matieres premieres - dont filieres vertes en Cote d’Ivoire (gestion des dechets agricoles...) ? Quelles aides, quelles incitations ?
* Quels atouts des filieres ivoiriennes au niveau de la sous-region? Comment ces atouts peuvent-ils etre mieux exploites ?
* Quelles interventions faciliteraient les entreprises du secteur (agriculteurs, PME et grandes agro-indus- tries) de mieux acceder aux marches locaux, regionaux et internationaux ? Par exemple :

o Informations de marche

o Certifications et normes de qualite

o Bourse agricole pour les matieres premieres

o Marketing / Label « Made in Cote d’Ivoire »

* Comment mieux identifier les opportunites de transformation et de valeur ajoutee, de sorte a attirer et promouvoir l’investissement prive ?

o Par ex : Consolider une liste d’investissements agro-sylvo-pastoraux et halieutiques a fort po- tentiel, et les partager avec les acteurs prives s’interessant au secteur

* Comment mieux promouvoir les PPP ? Par exemple :

o Collaboration entre le CCESP, le CEPICI et les ministeres impliques dans le secteur

o Guichet unique pour la mise en reuvre des PPP

• Quelles freins et mesures specifiques pour l’amelioration de l’environnement des affaires dans le secteur ? Par exemple :

o Freins fiscaux au developpement du secteur - Quelles solutions ?

o Mecanismes permettant de garantir la mise en reuvre de lois existantes (ex. code d’investisse­ments)

o Actions a mener dans la securisation du foncier rural (« plus vite, moins coOteux »)

**Annexe III**

**Evaluation des filieres pour la definition des Poles de developpement agricole integre**

1. **: Evaluation des cultures vivrieres**

|  |  | **Impact social** | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  | Kcal |  | % importe |
|  |  |  |  |  |
| **Banane plantain** |  | 156 |  | 0% |
|  |  |  |  |  |
| **Igname** |  | N/A |  | O% |
|  |  |  |  |  |
| **mats** |  | 191 |  | 5% |
|  |  |  |  |  |
| **Riz (Blanchi)** |  | 577 |  | 71% |
|  |  |  |  |  |
| **Manioc** |  | 326 |  | 0% |
|  |  |  |  |  |
| **Maraichers** |  | 46 |  | N/A |

| **Impact economique** |  |  | **Potentiel** | |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| % production agricole |  |  | Taux de transformation | Evaluation de revolution |  |
|  |  |  |  |  |  |
| 9% |  |  | 0% | o |  |
|  |  |  |  |  |  |
| N/A |  |  | N/A | o |  |
|  |  |  |  |  |  |
| 5% |  |  | 25% | • | **1 Securite**  **[ alimentaire** |
|  |  |  |  |  |  |
| 10% |  |  | 65% | • | **\* Valeur ajoutee** |
|  |  |  |  |  |  |
| 20% |  |  | 2% | • |  |
|  |  |  |  |  |  |
| 3?5% |  |  | N/A | 9 | **H Diversification**  F (enjeu nutritionnel) |

Sources : SNDR, SNDCV, PSDEPA, RDPA, FAO, Banque Mondiale, UNCOMTRADE, [http://www.ondr.ci/sndr 2012-2020.php](http://www.ondr.ci/sndr_2012-2020.php), Etude du developpement rizicole, FAO 2009, Diagnostique filiere du mais en RCI, RONGEAD 2011, diagnostic de la filiere manioc en Cote d’Ivoire Rongead 2015, Etats des lieux phytogenetique, RCI 2009

1. **: Evaluation des cultures de rente**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | **Impact social** |  | | **Impact economique** |  | | **Potentiel** | | | |  |
| **Emplois** | **% production agricole** | **% exportations mondiales** | **Taux de transformation** | **Evaluation de revolution** | |
|  |  | |  |  | |  |  | |  | | |  |  |
| **Ananas** |  |  | <10 000 |  |  | 0,3% |  |  | 1% | 4% |  | **o** |  |
|  | |  | | |  | | |  | | | |  |  |
| **Banane** |  |  | <10 000 |  |  | 1% |  |  | 1?3% | 0% |  | **O** | **Diversification** |
|  | |  | | |  | | |  | | | |  | **to— —** |
| **Mangue** |  |  | <10 000 |  |  | 0,4% |  |  | 1% | <1% |  | **•** |  |
|  | |  | | |  | | |  | | | |  | **—J** |
| **Anarcade** |  |  | >10 000 (transformateurs) |  |  | 6% |  |  | 15% | 7% |  | **•** |  |
|  | |  | | |  | | |  | | | |  |  |
| **Cacao** |  |  | 600 000 -  900 000 |  |  | 20% |  |  | 47% | 35% |  | **•** | **Valeur ajoutee** |
|  | |  | | |  | | |  | | | |  |  |
| **Cafe** |  |  | 400 000 |  |  | 1,5% |  |  | 0,4% | 20% |  | **O** |  |
|  | |  | | |  | | |  | | | |  |  |
| **Palmier a huile** |  |  | 2 000 000 |  |  | 2% |  |  | 0,5% | 30% |  |  | **>** |
|  | |  | | |  | | |  | | | |  | **—** |
| **Coton graine (fibre)** |  |  | 110 000 |  |  | 1% (2,5%) |  |  | 2% | 100% (30%) |  | **0** | **Creation** |
|  | |  | | |  | | |  | | | |  | **d emplois** |
| **Hevea** |  |  | N/A |  |  | N/A |  |  | N/A | N/A |  |  |  |

Sources : strategies sectorielles, FAO, Banque Mondiale, UNCOMTRADE

1. **: Evaluation des fi lieres animales et halieutiques**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | **Impact social** | | |  |  | **Impact economique** |  |  | **Potentiel** | | ] |
|  |  | | **Kcal** |  | **% importe** | **% production agricole** | **Taux de transformation** | **Evaluation de l’evolution** |
| **Pecher** |  |  | 15 |  | 86% | ~0% | N/A | **•** |
| **Aquaculture** | N/A | N/A | N/A | **•** |
| **Filiere Bovine** | 9 | 54% | 1% | **0** |
|  |  |  |  |  |
| **Filiere Laitiere** | 10 | 83% | ~0% | o |
| **Filiere Avicole** | 8 | 25% | 1% | **•** |
| **Filiere Porcine** | 9 | 85,15% | ~0% | **0** |

Sources : SNDR, SNDCV, PSDEPA, RDPA, FAO, Banque Mondiale, UNCOMTRADE

Securite alimentaire de substitution aux imports

Valeur ajoutee



**PACTE DE PARTENARIAT POUR  
LA MISE EN EUVRE DU PNIA  
2018-2025**

**- Novembre 2017 -**

**I- CONTEXTE**

**CONTEXTE DU SECTEUR AGRICOLE**

**[.’agriculture est un secteur moteur de l’economie en Cote d’Ivoire, representant une part importante de la croissance de son PIB.**

Pilier economique porteur de revenus et de valeur ajoutee, et generateur de devises par ses exportations (40% des exportations nationales en 2013), le secteur agricole se doit de jouer un role central pour l’atteinte des objectifs nationaux de developpement de Cote d’Ivoire - notamment en termes d’eradication de la pauvrete, et de renforcement de la securite alimentaire de la population.

**FONDEMENTS DU PNIA 2**

**Cadres internationaux et nationaux**

**[.’elaboration de la strategie agricole de Cote d’Ivoire s’inscrit dans la continuite de cadres strategiques definis aux niveaux continental et regional.** Adopte a Maputo en 2003, le Programme Detaille pour le Developpement de l’Agriculture Africaine (PDDAA) place l’agriculture au creur de la strategie d’eradication de la pauvrete et de la faim en Afrique. Le PDDAA vise a ameliorer la gouvernance du secteur, et ainsi tirer parti du potentiel de transformation de l’agriculture pour accelerer le developpement economique et social du continent.

La Communaute Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) a decline le PDDAA au niveau regional, constituant la Politique Regionale Agricole de l’Afrique de l’Ouest (ECOWAP) - avec pour objectif d’operationnaliser ce PDDAA au travers du Programme Regional d’Investissement Agricole (PRIA) et des Programmes Nationaux d’Investissement Agricole (PNIA) de chaque pays.

**Les accords continentaux et regionaux definissent des objectifs volontaristes ratifies par l’ensemble des pays membres.** Le PDDAA decrit quatre piliers thematiques integrant des domaines d’actions prioritaires pour renforcer la performance de l’agriculture africaine : gestion des terres et de l’eau, infrastructures rurales, securite alimentaire, et recherche agricole. A ce titre, les pays se sont engages a dedier 10% de leurs budgets nationaux a l’agriculture, dans l’optique d’atteindre des taux de croissance agricoles annuels de 6%.

**Dix ans plus tard, l’ECOWAP +10 reitere ces objectifs et introduit des instruments strategiques visant a faire effet de levier, et accelerer les progres en Afrique de l’Ouest.** Il s’agira par exemple de reaffi rmer le principe de subsidiarite entre les niveaux regional et national, notamment pour la prevention des crises alimentaires ; de batir des politiques de financement du secteur agricole combinant les multiples instruments disponibles ; de construire des systemes d’information perennes, et de les mettre au service de dispositifs de suivi-evaluation performants.

Ces nouvelles perspectives de l’ECOWAP interviennent egalement dans le contexte de la Declaration de Malabo de 2014 sur la transformation de l’agriculture, et de l’adoption par les Nations Unies des Objectifs de Developpement Durable (ODD).

**ECOWAP + 10 a identifie sept « enjeux majeurs » a l’horizon 2025, a savoir :**

a. Assurer la securite et la souverainete alimentaires

b Mieux . integrer. la . dimension . nutritionnelle c. Affirmer . et . developper . la. complementarite/specialisation . des . agricultures . dans . .l.’espace . regional

d. Promouvoir des modeles d’intensification durable, reduire les impacts sur le climat et s’adapter aux .ch.ange.me.nts . .cli.matigu.es e Ac.cro.itre. la . resilience . des . exploitations . .familiales f. Mieux . hierarchiser. les. .priorites . au . niveau. regional

g. Gouverner l’intersectoriel.

**L’atteinte de ces objectifs figure en premier plan des priorites de developpement de la Cote d’Ivoire - ces priorites etant articulees au niveau national, ainsi que dans les strategies specifiques au secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique.**

**Le PNIA de premiere generation de Cote d’Ivoire (PNIA 2010-2015)** a ete defini comme outil national de mise en reuvre du PDDAA et de l'ECOWAP, en reponse aux besoins specifiques du pays. Il a donne lieu a l’adoption de la Loi d’Orientation Agricole de Cote d’Ivoire (LOACI), texte fondateur decline en trois volets : developpement sectoriel, developpement rural, et gestion de l’environnement.

Le PNIA de premiere generation s’articule pleinement avec le Plan National de Developpement (PND) 2016-2020, qui porte la vision 2020 d’« un pays emergent avec une base industrielle solide », et prevoit la creation d’un lien etroit entre l’agriculture, l’agro-industrie, et l’industrie en soutien de cette emergence.

Specifiquement, le PND ancre les objectifs de developpement du secteur au niveau national, selon trois axes : (i) l’amelioration de la gouvernance ; (ii) l’amelioration de la productivite et de la competitivite des filieres ; (iii) la promotion de la securite alimentaire et la resilience des populations. De nombreux autres leviers du PND s’appliquent egalement au secteur, notamment la promotion d’une economie verte, le soutien a l’emploi des femmes et des jeunes, le developpement des infrastructures routieres et de l’information.

**Champ couvert par le PNIA 2**

**Le Plan National d’Investissement Agricole de deuxieme generation (PNIA 2) est l’unique cadre harmonise d’orientation de l’ensemble des interventions dans le secteur.** Il couvre les sous-secteurs de l’agriculture, de l’elevage, de la peche, de l’aquaculture (regroupes sous le terme de secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique), la gestion de l’environnement, les questions de securite alimentaire et nutritionnelle, et les problematiques de developpement rural et de resilience des populations.

**Le PNIA 2 guide la periode de programmation 2018-2025 du secteur, selon des modalites de planification « glissante ».** Il s’inscrit ainsi dans la continuite du PNIA de premiere generation, et dans un horizon coherent avec les objectifs ECOWAP 2025, sur une duree de programmation de huit ans, contre cinq ans pour le PNIA precedent. Trois dimensions sont centrales a l’atteinte des objectifs de Malabo : (i) des investissements dans des domaines prioritaires, (ii) des politiques pour soutenir les investissements, (iii) des institutions pour soutenir la mise en reuvre. Le PNIA de deuxieme generation de Cote d’Ivoire tient compte de ces trois dimensions, et visera a guider : (i) les reponses du pays en matiere de **politiques et de depenses publiques ; (ii) la planification a long terme de l’aide au developpement,** en soutien des efforts nationaux ; et (iii) les **Partenariats Public Prive (PPP)**, ainsi que la **participation privee** aux investissements necessaires dans le secteur.

II. OBJECTIFS DU PNIA 2

VISION

**Le PNIA de deuxieme generation (PNIA 2) aspire a une agriculture ivoirienne durable, competitive, et creatrice de richesses equitablement partagees.** Cette vision pose le double enjeu d’un developpement coordonne du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique, et de l’impact positif de ce 2 developpement sur l’environnement et la societe dans son ensemble. Pour ce faire, les investissements consacres dans le cadre du PNIA 2 viseront a agir tant au niveau macro (a l’echelle du pays) que micro-economique (a l’echelle des individus et des territoires).

Selon les etudes de l’Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), et les scenarios de croissance permettant l’atteinte des objectifs de Malabo de reduction de la pauvrete de moitie, et d’elimination de la faim a horizon 2025, la mise en oeuvre du PNIA 2 necessitera un investissement total de 11 664 milliards de FCFA sur la periode 2018-2025, dont environ 65% par le secteur prive et 35% par le secteur public.

Pour respecter cette exigence, le gouvernement devra accroTtre progressivement la part de l’agriculture dans le budget de l’Etat afin de tendre vers l’atteinte de la cible de Malabo, soit un minimum de 8,8% en 2025. Ces perspectives de croissance et de reduction de la pauvrete permettent de determiner les orientations de developpement agricole pour les prochaines annees ainsi que la planification des investissements.

OBJECTIFS STRATEGIQUES

Le PNIA met l’accent sur l’atteinte de trois objectifs strategiques :

1. Le developpement de la **valeur ajoutee** agro-sylvo-pastorale et halieutique
2. Le renforcement des **systemes de production** agro-sylvo-pastorale et halieutique **respectueux de l’environnement**
3. Une **croissance inclusive**, garante du developpement rural et du bien-etre des populations

**Pour stimuler le niveau de transformation des filieres et mieux capter la valeur ajoutee agricole, le PNIA II favorisera le developpement coordonne des chaTnes de valeur.**

**Les interventions du PNIA 2 ont egalement ete formulees a la lumiere des enjeux importants de protection environnementale du pays,** par la mise en oeuvre des strategies environnementales existantes, notamment celles definies dans la Loi d’Orientation sur le Developpement Durable, l’Agriculture Intelligente face au Climat, la Loi Portant Regime de Biosecurite, et la Strategie REDD+.

**Conformement aux Objectifs de Developpement Durable, le PNIA 2 vise une croissance inclusive en milieu rural.** Il vise a eradiquer la faim et toutes formes de malnutrition (Objectif N°2), a reduire la pauvrete, a soutenir la creation d’emplois decents et l’autonomisation des populations vulnerables (femmes et jeunes notamment).

APPROCHE STRATEGIQUE DE MISE EN OEUVRE DU PNIA 2

La mise en oeuvre du PNIA 2 reposera sur cinq principes, cles declines en six programmes d’investissement sur la periode 2018-2025.

1. **. Principes directeurs de mise en oeuvre du PNIA 2**

**L’ensemble des objectifs strategiques du PNIA 2 ne sauraient etre atteints sans une gouvernance efficace du secteur, reposant sur des institutions solides et des cadres adequats de coordination des acteurs et des interventions.**

Cinq principes cles de mise en oeuvre ont ete retenus a ce titre :

1. Le renforcement des structures de gouvernance relatives a la planification, la programmation, et le suivi- evaluation des politiques et investissements du secteur
2. Une plus *grande integration* des besoins des entreprises, pour favoriser la participation privee et le developpement de l’entrepreneuriat dans le secteur
3. une meilleure integration verticale permettant une plus grande synergie entre les activites de recherche, de production, et de transformation
4. une meilleure integration horizontale permettant davantage de coordination entre les secteurs agricoles et connexes - domaine environnemental et social en particulier
5. une meilleure integration territoriale, pour une plus grande prise en compte des specificites de chaque region de Cote d’ivoire.
6. **- Programmes d’investissement du PNIA 2**

**Les objectifs strategiques du PNIA 2 sont declines en six programmes d’investissement, representant des investissements de 11 905 milliards FCFA, dont 4325,4 milliards FCFA pour le secteur public (Etat et aide publique au developpement) sur la periode 2018-2025 :**

* Programme 1 : Productivity et developpement durable de la production agro-sylvo-pastorale et halieutique
* Programme 2 : Amelioration de la valeur ajoutee et de la performance des marches
* Programme 3 : Gestion durable des ressources environnementales et resilience climatique
* Programme 4 : Amelioration des conditions de vie des acteurs, et promotion du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique
* Programme 5 : Expansion de l’acces au financement et des canaux d’investissements prives
* Programme 6 : Renforcement du cadre institutionnel, de la gouvernance du secteur et de l’environnement des affaires.

Une premiere estimation des coOts associes a chaque programme, implique un investissement de **4325,4 milliards FCFA a couvrir par le secteur public sur la periode 2018-2025.** Cette estimation inclut les financements deja acquis par les quatre Ministeres du Secretariat Technique. Le detail des investissements par intervention est disponible final du PNIA 2. Le budget necessaire a l’Evaluation Environnementale Strategique (EES) du PNIA 2 a ete estime a 1,6 milliards FCFA, par l’Agence Nationale de l’Environnement (ANDE). Les coOts potentiels lies a revolution de la structure de gouvernance ne sont pas inclus dans ces estimations.

Les investissements anticipes dans le cadre du PNIA 2 se decomposent comme suit :

* Sur les trois premieres annees (2018-2020), selon un arrimage etroit avec les investissements prevus par le Plan National de Developpement (PND) dans le secteur de l’agriculture - chiffres dans l’Axe 3 « Acceleration de la transformation structurelle de l’economie par l’industrialisation »
* Sur les cinq annees suivantes (2021-2025), selon un budget previsionnel qui sera actualise en parallele de la programmation (selon le mode de planification agile presente en chapitre V de ce document)

**III - PACTE NATIONAL DE PARTENARIAT POUR LE SOUTIEN A LA MISE EN EUVRE DU PNIA 2**

**Objectifs du Pacte National**

Le Pacte National de Partenariat de soutien a la mise en reuvre du Programme National d’investissement Agricole de seconde generation (PNIA 2) a trois principaux objectifs :

* Faire du PNIA 2 le document de reference pour l’ensemble des parties prenantes du secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique ivoirien sur la periode 2018-2025 - sur la base d’un accord sur des objectifs communs
* Specifier les modalites de partenariat entre les differentes parties prenantes impliquees dans la mise en reuvre du PNIA 2
* Caracteriser les engagements des acteurs pour une mise en reuvre reussie du PNIA 2 a l’horizon 2025.

Ce Pacte National de Partenariat scelle ainsi l’engagement entre le Gouvernement de Cote d’Ivoire ; le secteur prive, les organisations professionnelles, et les acteurs de la societe civile ; les partenaires au developpement ; l’Union Africaine, la CEDEAO et autres partenaires regionaux de la Cote d’Ivoire - ce, pour l’atteinte d’une ambition commune de mise en reuvre reussie du PNIA 2.

**Ce Pacte National scelle egalement le principe d’approche participative qui a ete central au processus de formulation du PNIA 2, et qui sera encourage tout au long de sa mise en reuvre.**

**ENGAGEMENTS PAR TYPES DE PARTIE PRENANTE**

1. - Engagements du Gouvernement de Cote d’Ivoire

Le Gouvernement de Cote d’Ivoire - setant engage a faire de la Cote d’Ivoire une « puissance industrielle, unie dans sa diversite culturelle, democratique et ouverte sur le monde » a l’horizon 2040, et a atteindre l’emergence a horizon 2020 - confirme sa volonte de promouvoir « une agriculture ivoirienne durable, competitive, et creatrice de richesses equitablement partagees » a travers le PNIA 2.

Ainsi, le Gouvernement s’engage a :

* Considerer le Programme National d’Investissement Agricole de seconde generation (PNIA 2), comme document de reference de developpement du secteur a l’horizon 2025 - en coherence avec la Loi d’Orientation Agricole de Cote d’Ivoire (LOACI)
* Poursuivre les efforts de la Cote d’Ivoire vers l’objectif de dedier 10% de son budget national a l’agriculture, dans l’optique d’atteindre des taux de croissance agricoles annuels de 6% - tout en s’inscrivant dans les engagements pertinents pris aux cotes de la communaute internationale (ODD, initiative « faim zero », etc.)
* Promouvoir la consolidation des acquis institutionnels (reglementation et politiques sectorielles), ainsi que ceux de performance (volumes de production et niveaux de productivite) obtenus dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique national lors de la periode de relance post-crise
* Ouviei pour une prise en compte systematique des enjeux de protection environnementale dans les activites de developpement du secteur - notamment a travers des activites de sensibilisation des differents acteurs du secteur sur les strategies et initiatives associees (Loi d’Orientation sur le Developpement Durable, pratiques d’Agriculture Intelligente face au Climat, Loi Portant Regime de Biosecurite, Strategie REDD+ etc.)
* Encourager les synergies horizontales ou intersectorielles (inter-ministerielles notamment), ainsi que les synergies verticales le long de chaines de valeur (de la recherche a la commercialisation) pour le renforcement du developpement des fi lieres agro-sylvo-pastorales et halieutiques nationales
* Assister les structures publiques centrales et locales impliquees dans leurs fonctions regaliennes pour la mise en reuvre du PNIA 2
* Appuyer les acteurs du Secteur Prive, des Organisations Professionnelles et de la Societe Civile impliques dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique dans leurs activites de mise en reuvre du PNIA 2, notamment :

o Impliquer la representation nationale des OPA et producteurs individuels dans le suivi evaluation du PNIA 2

o Contribuer a l’emergence de « champions nationaux » a travers l’implication effective des Organisations Professionnelles, des PME/PMI et des entreprises pour le developpement des chaines de valeur

* Impliquer la representation nationale des OPA et producteurs individuels dans le suivi evaluation du PNIA 2
* Contribuer a l’emergence de « champions nationaux » a travers l’implication effective des Organisations Professionnelles, des PME/PMI et des entreprises pour le developpement des chaines de valeur
* Renforcer le dialogue avec le secteur prive - pour maximiser l’impact des mecanismes de collaboration publique-privee sur le developpement du secteur (notamment en termes d’environnement des affaires et de partenariats publics-prives)
* Faciliter le dialogue, la coordination et la revue des activites strategiques et operationnelles de cooperation avec les partenaires au developpement de Cote d’Ivoire dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique
* Optimiser les mecanismes de mise en reuvre des politiques du secteur - a travers (i) la mobilisation et l’utilisation adequates de ressources (humaines et financieres) et (ii) la mise en place effective de dispositifs efficients et inclusifs de planifi cation, coordination, suivi-evaluation et communication pour la mise en reuvre du PNIA 2 - ce, aux niveaux national et local
* Integrer de maniere systematique les problematiques liees a l’age et au genre dans la mise en reuvre du PNIA 2

Accorder une priorite particuliere aux investissements permettant (i) le developpement de la valeur ajoutee agro- sylvo-pastorale et halieutique ; (ii) le renforcement des systemes de production agro-sylvo-pastorale et halieutique respectueux de l’environnement (notamment, la mecanisation de l’agriculture et la promotion de l’utilisation des technologies modernes de production) ; (iii) une croissance inclusive, garante du developpement rural et du bien- etre des populations ; (iv) la securisation du foncier rural, et (v) l’expansion de l’acces au financement pour les acteurs du secteur.

1. - Engagements du Secteur Prive, des Organisations Professionnelles et de la Societe Civile

Les acteurs prives et de la societe civile, impliques dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique ivoirien font partie integrante de la mise en reuvre du PNIA 2 - aussi bien en tant que beneficiaires, qu’en tant qu’acteurs moteurs du developpement du secteur. A ce titre, les organisations professionnelles les representatives a travers leurs interprofessions et federations, autour de la Chambre Nationale d’Agriculture en construction, constituent la base de la representation de tous les acteurs du monde agricole organises en OPA ou exergant de fagon individuelle.

Dans le cadre de la mise en reuvre du PNIA 2, les Organisations Professionnelles, les acteurs du secteur prive et de la societe civile s’engagent ainsi a :

* Collaborer avec le secteur public et les partenaires techniques et financiers en (i) communiquant sur les opportunites de developpement et les besoins d’appui, (ii) participant aux efforts de planification strategique, et (iii) contribuant activement a la mise en reuvre de programmes et interventions du PNIA 2
* Participer a l’ensemble des etapes de mise en reuvre du PNIA 2 - depuis les activites de programmation, a la mobilisation de ressources, a l’implementation, au suivi-evaluation et a la communication - a travers le dispositif de gouvernance prevu (Conseil National de Pilotage, Cadres de concertation nationale, Conseils de Pilotage Regionaux, Comites Techniques Regionaux et Groupes de concertation regionale)

Les Organisations Professionnelles et acteurs du secteur prive s’engagent egalement a :

* Accelerer le processus de mise en place des interprofessions agricoles en vue de l’organisation des elections aux Chambres ;
* Soutenir les efforts requis en termes d’investissements, conformement aux interets et avantages comparatifs des acteurs - ce dans l’optique de soutenir un developpement perenne du secteur.

1. - Engagements des Partenaires au Developpement de Cote d’Ivoire

Les Partenaires au Developpement sont dotes de capacites techniques et fi nancieres qui contribuent fortement a l’atteinte des engagements de la republique de Cote d’Ivoire pour le secteur aux niveaux international, regional, national et local.

Conscients de ce besoin national, les Partenaires au developpement s’engagent de maniere concertee, a :

* Aligner l’aide accordee au secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique national aux programmes et priorites du PNIA 2 - en termes de pertinence des problematiques adressees, de conception des projets d’assistance et de dimensionnement des appuis techniques et financiers - en fonction des ressources deja engagees et des ressources disponibles d’ici 2025
* Participer aux activites de programmation, d’implementation et de suivi-evaluation du PNIA 2 - a travers le dispositif de gouvernance de mise en reuvre du PNIA 2 (notamment : au sein du Conseil National de Pilotage, et des Cadres de concertation nationale et regionaux)
* Fournir des indications sur l’aide future au secteur sur une base pluri-annuelle pour ameliorer la previsibilite - et faciliter les activites de planification, de budgetisation, de mise en reuvre et de suivi-evaluation
* Promouvoir les modalites et les principes d’acces aux differents guichets destines au financement du secteur prive, tout au long de la chaine des valeurs des fi lieres agro-sylvo-pastorales et halieutiques
* Suivre les modalites et principes privileges dans la politique de cooperation, y compris les principes et mecanismes de dialogue, de coordination, de revue mutuelle et de compte rendu - lors de la fourniture de toute aide ou assistance technique.

1. - Engagements de I’Union Africaine, de la CEDEAO et des partenaires regionaux

A travers la Declaration de Malabo, l’Union Africaine, la CEDEAO et les Partenaires Regionaux au Developpement s’engagent collectivement a :

* Soutenir la Cote d’Ivoire dans la definition des programmes prioritaires qui permettront au pays de realiser les objectifs de l'ECOWAP+10 a l'horizon 2025 et les Objectifs de Developpement Durable (ODD) associes ;
* Soutenir les objectifs strategiques et les programmes prioritaires definis dans le PNIA 2 par un appui politique et la mobilisation de moyens techniques et financiers.

**MODALITES DE PARTENARIATS**

1. - Gouvernance

La specification et la coordination des partenariats cibles mentionnes ci-dessus s'inscrivent dans le cadre institutionnel du PNIA 2, ainsi que dans les cadres de cooperation de la Republique de Cote d'Ivoire avec ses partenaires au developpement et ses partenaires regionaux.

La mise en reuvre reussie de ce dispositif de gouvernance reposera sur le respect de principes d'approche collaborative et participative, de gestion axee sur les resultats, de revue periodique du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique, et de suivi-evaluation de la mise en reuvre des engagements des partenaires.

Les signataires de ce Pacte National s’engagent ainsi a prendre une part active dans les differentes instances de gouvernance du PNIA 2, auxquelles ils sont respectivement associes - notamment :

* Le Conseil National de Pilotage (CNP), ayant pour objectif de veiller au respect des orientations strategiques du PNIA 2
* Le Secretariat Technique (ST), ayant pour mission l'appui operationnel a la coordination du PNIA 2 (compose de representants des quatre ministeres impliques le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique)
* Les Cadres de concertation nationale, ayant pour objectifs d'assurer la participation des differentes parties prenantes dans la gestion du secteur et l'alignement de leurs interventions - organises par type d'acteurs et/ou en groupements multi-acteurs organises selon des themes specifiques emergeant comme cles pour le developpement du secteur
* Les Conseils de Pilotage Regionaux (CPZ), ayant une mission similaire a celle du CNP au niveau zonal
* Les Comites Techniques Regionaux, ayant pour mission principale d'assurer un appui technique a la mise en reuvre des programmes du PNIA 2 dans les regions
* Les Groupes de concertation regionale, ayant pour objectif la promotion du dialogue multi-acteurs au niveau regional, et organises de selon les thematiques cles emergeant dans la region.

1. - Mobilisation de ressources financieres

Le Gouvernement de Cote d'Ivoire, en collaboration avec le secteur prive et les partenaires au developpement, mobilisera les fonds immediats pour appuyer le lancement et la mise en reuvre effectives des programmes du PNIA 2, ce des son adoption.

1. - Capacites de mise en reuvre

Le Gouvernement de Cote d'Ivoire, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, s'engage a renforcer les capacites des acteurs publics et prives impliques dans la mise en reuvre du PNIA 2, en vue de repondre aux besoins en personnel, en appui institutionnel et logistique, pour un lancement opportun du Programme et sa mise en reuvre reussie.

Le Gouvernement s’engage egalement a veiller a ce que le pilotage strategique et operationnel du PNIA 2 tienne compte (i) des resultats des projets mis en reuvre selon le cadre de suivi-evaluation etabli (a mi et fin de parcours), pour ajustement le cas echeant ; (ii) des besoins evolutifs du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique, en integrant en continu les enseignements tires de la mise en reuvre des projets selon un mode de planification glissante, avec l’appui du Laboratoire d’Innovation et de Programmation Agile du PNIA 2.

IV- APPROBATIONS

En signant ce Pacte,

1. **- Le Gouvernement de Cote d’Ivoire** s’engage a respecter les dispositions du present Pacte, conformement aux principes, objectifs, engagements et modalites exposes dans le PND, la LOACI, et le PNIA 2
2. **- Les Organisations Professionnelles, le Secteur Prive et la Societe Civile** du secteur agro-sylvo- pastoral et halieutique ivoirien s’engagent collectivement a soutenir la realisation des aspirations de ce Pacte
3. **- Les Partenaires au Developpement** de la Republique de Cote d’Ivoire s’engagent de maniere concertee a s’aligner aux priorites identifiees par le Gouvernement
4. **- L’Union Africaine (UA), la CEDEAO et les autres partenaires regionaux** de la Republique de Cote d’Ivoire s’engagent collectivement a honorer les engagements specifies ci-dessus, conformement a la Declaration de Malabo et au principe global de mise en reuvre du PDDAA.

**Abidjan, le 22 novembre 2017**

**Pour les Organisations Professionnelles Agricoles**



**Mme Veronique N'DRI**

President de I'Association Nationale des  
Cooperatives Agricoles de Cote d'lvoire-  
ANACACI

Vice-Presidente de l'Association Nationale  
des Organisations Professionnelles Agricoles  
de Cote d'Ivoire- ANOPAC1

**Pour les Partenaires au developpement**



Ambassadeur de France en Cote d'Ivoire

Repr^sentant de la FAO en Cote d'Ivoire



**Pour la CEDEAO**

**M. Alain SY TRAORE**

Directeur de l'Agriculture et du Developpement  
Rural

President de I'Union des Entreprises  
Agricoles et Forestieres



**M. Amadou GOhr COULIBALY**

Premier Ministre, Ministre du Budget etdu Portefeuille de I'Etat, Chef du Gouvernement



partenaires

LA BANQUE MONDIALE

BIRD • IDA I GROUPE D€ LA BANQUf MON DIALE

**GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE D&/ELOPPEMENT**

**USAID**

***Au sendee despeupies* er *ties nations***

**Programme Alimentaire Mondial**

**Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture**

**jlCA'**

Japan International  
Cooperation Agency

**FIDA**

**FOND8 INTERNATIONAL**

**DE DtVELOPPEMENT AGRICOLE**

**UNEP**

*&*

fem

**FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL**

**BOAD**

**Banque Islamique de Develuppement (BID)**

unicefl®

pourchaque enfant

| Deutsche Gesellschaft

I fur Internationale

I mm Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

®>ASACI

**KFW**

**Helen Keller INTERNATIONAL**

**&IFC International Finance Corporation**

WORLD BANK GROUP

APBEF-CI **ASSOCIAIION PeOLESSONMllt DES hamms u 11 Aauar mms F»\*V«R5O( CCADMJH**

**Kuwait Fund For Development**

PARTENAIRES





**PROGRAMME NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE DE DEUXIEME GENERATION (2018 -2025)**

SECRETARIAT TECHNIQUE DU PNIA

Ministere de ('Agriculture et du Developpement Rural Immeuble CAISTAB - Plateau • 01 BP V 82 Abidjan-Cote d'ivoire Tel: (+225) 20 21 08 33 / (+225) 20 21 85 26

1. Ministere de l’Agriculture et du Developpement Rural (MINADER), Ministere des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), Ministere des Eaux et Forets (MINEF), et Ministere de la Salubrite, de l’Environnement et du Developpement Durable (MINSEDD) [↑](#footnote-ref-2)
2. MINADER, Revue des depenses publiques agricoles sommaire, Rapport provisoire, 2017. [↑](#footnote-ref-3)
3. Selon le Ministere de l’Economie et des Finances. A noter que le FMI indique une part de 23% en 2015 [↑](#footnote-ref-4)
4. Commission de la CEDEAO, Guide methodologique de redaction des documents de PRIASAN et PNIASAN [↑](#footnote-ref-5)
5. Le bilan du PNIA I avait en effet releve une implication effective, mais tardive des parties-prenantes lors du processus d’elaboration de celui-ci [↑](#footnote-ref-6)
6. Le couvert forestier de Cote d’Ivoire serait aujourd’hui inferieur a 6%, bien en-dega du seuil minimum de 20% recommande par les Nations Unies pour preserver un environnement ecologiquement viable. [↑](#footnote-ref-7)
7. Une prochaine etape sera d’assurer la tragabilite de ces emplois, pour en determiner les beneficiaires, la qualite et la perennite. [↑](#footnote-ref-8)
8. Ministere d’etat, Ministere du plan et du developpement, Enquete sur le niveau de vie des menages en Cote d’Ivoire, 2015. [↑](#footnote-ref-9)
9. FAOSTAT [↑](#footnote-ref-10)
10. A noter que les niveaux de perception d’alignement du PNIA aux priorites locales sont parfois de-correlees des allocations financieres par region [↑](#footnote-ref-11)
11. Arrete no. 144 /PM/CAB du 9 avril 2013 portant creations, attributions, organisation et fonctionnement des organes de gestion du PNIA [↑](#footnote-ref-12)